



CHAMBRE DES COMMUNES  
HOUSE OF COMMONS  
CANADA

43<sup>e</sup> LÉGISLATURE, 2<sup>e</sup> SESSION

---

# Débats de la Chambre des communes

Compte rendu officiel  
(Hansard)

Volume 150 N° 084  
Le mardi 20 avril 2021

---

Présidence de l'honorable Anthony Rota



## **TABLE DES MATIÈRES**

(La table des matières quotidienne des délibérations se trouve à la fin du présent numéro.)

# CHAMBRE DES COMMUNES

Le mardi 20 avril 2021

La séance est ouverte à 10 heures.

---

*Prière*

---

## AFFAIRES COURANTES

• (1005)

[Français]

### LES DÉLÉGATIONS INTERPARLEMENTAIRES

**M. Marc Serré (Nickel Belt, Lib.):** Monsieur le Président, conformément à l'article 34(1) du Règlement, j'ai l'honneur de présenter à la Chambre, dans les deux langues officielles, le rapport de la Section canadienne de ParlAmericas concernant sa participation à la 12<sup>e</sup> rencontre du Réseau parlementaire pour l'égalité des genres de ParlAmericas, qui s'est déroulée de façon virtuelle le 23 septembre et le 2 octobre 2020.

\* \* \*

[Traduction]

### LE CODE CRIMINEL

**M. Blaine Calkins (Red Deer—Lacombe, PCC)** demande à présenter le projet de loi C-289, Loi modifiant le Code criminel (détermination de la peine).

— Monsieur le Président, j'ai le plaisir de présenter une mesure législative importante. Pour de nombreuses collectivités rurales au Canada, la criminalité a atteint un stade critique. Il arrive trop souvent que les Canadiens des régions rurales ne se sentent pas en sécurité chez eux, que nombre d'entre eux deviennent des victimes, qu'ils ne signalent carrément plus les infractions contre les biens et qu'ils ne parviennent pas à souscrire une assurance abordable ou une assurance tout court. Mes concitoyens en ont assez d'être des victimes. Ils en ont assez de la porte tournante du système de justice et du fait que l'on ne prenne pas la criminalité au sérieux. Ils sont en train de perdre confiance dans le système de justice parce qu'il favorise trop souvent les criminels au détriment de la collectivité et des victimes.

Mon projet de loi nous rapprocherait du jour où l'on pourra mieux protéger ces citoyens vulnérables et faire passer leurs besoins avant ceux des criminels. S'il était adopté, au moment de déterminer la peine, le juge devrait considérer comme une circonstance aggravante le fait que le crime en cause visait une personne, ou la propriété d'une personne, qui était vulnérable du fait de son éloignement des services d'urgence, comme les services médicaux ou policiers. La circonstance aggravante associée aux invasions de domicile engloberait aussi les structures adjacentes, ce qui la ren-

drait mieux adaptée à la réalité rurale. L'emploi ou la possession d'une arme lors d'une invasion de domicile pourrait être considéré comme une circonstance aggravante. Enfin, si les prévenus faisaient quelque chose de tellement grave qu'on devrait leur refuser la mise en liberté sous caution, le juge devrait en tenir compte lorsqu'il calcule les crédits correspondant au temps passé en prison.

Je remercie tous les collègues qui m'ont aidé à rédiger ce projet de loi, dont la députée de Lakeland et l'ensemble des Albertains, car c'est d'eux que vient cette idée.

(Les motions sont réputées adoptées, le projet de loi est lu pour la première fois et imprimé.)

\* \* \*

[Français]

## PÉTITIONS

### LES DROITS DE LA PERSONNE

**M. Gérard Deltell (Louis-Saint-Laurent, PCC):** Monsieur le Président, je dépose la pétition suivante à la Chambre des communes:

Nous, les soussignés, citoyens du Canada, désirons attirer l'attention de la Chambre des communes sur ce qui suit:

Attendu qu'un nouveau rapport publié par l'Associated Press a révélé la présence d'une campagne de suppression des naissances ouïghoures menée par le Parti communiste chinois, qui comprend des méthodes telles que la stérilisation et l'avortement forcé;

Attendu que, en plus de la nouvelle récente de la suppression coordonnée des naissances ouïghoures, il existe également un ensemble de preuves de plus en plus nombreuses démontrant que les Ouïghours sont soumis à un endoctrinement politique et antireligieux, à la détention arbitraire, à la séparation des enfants de leurs familles, à une surveillance invasive, à la destruction de sites culturels, au travail forcé et même au prélèvement forcé d'organes; en outre, on estime que jusqu'à trois millions d'Ouïghours et d'autres minorités musulmanes ont été détenus dans ce qui a été décrit comme des camps de concentration;

Attendu que les preuves montrent maintenant clairement que le traitement réservé par le gouvernement chinois aux Ouïghours répond à la plupart, sinon à la totalité, des critères de génocide énoncés dans la Convention des Nations Unies pour la prévention et la répression du crime de génocide;

Attendu que le Canada ne peut pas rester silencieux face à cette atrocité continue.

Par conséquent, nous, soussignés, demandons à la Chambre des communes de prendre les mesures suivantes pour remédier à la situation:

1. Reconnaître formellement que les Ouïghours en Chine ont été et sont soumis à un génocide.

2. Utiliser la Loi sur la justice pour les victimes de dirigeants étrangers corrompus (loi de Sergueï Magnitski) et sanctionner les responsables des crimes odieux commis contre le peuple ouïghour.

**Le Président:** J'aimerais rappeler aux députés d'être concis et précis et de s'assurer de ne pas prendre trop de temps.

*Affaires courantes*

[Traduction]

## L'AIDE MÉDICALE À MOURIR

**M. Arnold Viersen (Peace River—Westlock, PCC):** Monsieur le Président, j'ai plusieurs pétitions à présenter ce matin.

La première a été signée par des Canadiens de partout au pays. Ils souhaitent attirer l'attention de la Chambre sur l'importance primordiale de la vie humaine, surtout dans le contexte du projet de loi C-7 et des modifications à l'étude visant à mieux protéger les personnes souffrant de maladie mentale.

Les pétitionnaires demandent au gouvernement de soutenir les efforts de ceux qui veulent protéger la vie humaine, car celle-ci doit être traitée avec le plus grand respect, de la conception jusqu'à la mort. Selon les pétitionnaires, nous devons soutenir les Canadiens vulnérables et sans défense, et non les aider à mettre fin à leurs jours.

- (1010)

## LES ARMES À FEU

**M. Arnold Viersen (Peace River—Westlock, PCC):** Monsieur le Président, la deuxième pétition que je présente aujourd'hui provient de Canadiens de partout au pays qui trouvent préoccupant que le Canada soit le seul pays du G7 dans lequel l'emploi de silencieux n'est pas permis. Cette situation contrevient à l'article 7 de la Charte des droits et libertés, selon eux.

Les silencieux contribuent grandement à l'utilisation sécuritaire d'armes à feu, puisqu'ils aident leurs utilisateurs à protéger leur ouïe. Les pétitionnaires demandent au gouvernement de permettre l'acquisition, la possession et l'utilisation légales de silencieux avec les armes à feu par tous les utilisateurs d'armes autorisés au Canada, et d'exhorter les provinces et les territoires à modifier les interdictions dans ce domaine de manière à autoriser l'utilisation de silencieux pour toutes les activités légales de chasse et de tir sportif.

## LES THÉRAPIES DE CONVERSION

**M. Arnold Viersen (Peace River—Westlock, PCC):** Monsieur le Président, cette pétition-ci provient de Canadiens de partout au pays qui sont préoccupés par le projet de loi C-6 et la définition des thérapies de conversion.

Les pétitionnaires demandent au gouvernement de corriger la définition. Ils lui demandent aussi d'interdire les thérapies de conversion, des pratiques dégradantes ayant pour but de changer l'orientation sexuelle d'une personne; de veiller à ce qu'aucune loi ne soit discriminatoire envers des Canadiens parce qu'elle limite les services qu'ils peuvent recevoir en raison de leur orientation sexuelle; de permettre aux parents de discuter avec leurs enfants de sexualité et de genre, de fixer des règles à la maison concernant la sexualité et les relations amoureuses, et de permettre des conversations libres et franches sur la sexualité et les comportements sexuels; et d'éviter de criminaliser les services de counseling professionnels et religieux que des Canadiens sollicitent et auxquels ils consentent de leur plein gré.

## LA PORNOGRAPHIE

**M. Arnold Viersen (Peace River—Westlock, PCC):** Monsieur le Président, la pétition suivante que je présente aujourd'hui est adressée par des pétitionnaires de partout au Canada qui demandent au gouvernement de reconnaître que le matériel sexuellement explicite en ligne dépeint souvent de la violence sexuelle et est facilement accessible aux jeunes. La consommation de matériel sexuellement explicite par les jeunes a toute une série d'effets néfastes, no-

tamment la dépendance à la pornographie, le renforcement de stéréotypes sexuels et le développement d'attitudes favorables au harcèlement et à la violence, dont le harcèlement et la violence sexuels, en particulier envers les femmes.

Les pétitionnaires demandent au gouvernement de reconnaître les effets néfastes de la facilité grandissante avec laquelle les jeunes ont accès à du matériel sexuellement explicite en ligne. Ils demandent que le projet de loi S-203 soit rapidement adopté à l'autre endroit et que le gouvernement le reconnaisse. Ils demandent au gouvernement d'adopter rapidement ce projet de loi.

## LES DROITS DE LA PERSONNE

**M. Arnold Viersen (Peace River—Westlock, PCC):** Madame la Présidente, la dernière pétition que je présente, ce matin, aborde la situation critique dans laquelle se trouve le peuple ouïghour. Lorsque nous disons « plus jamais ça » dans notre pays, c'est vraiment ce que nous voulons dire. Je ne sais pas si les députés ont eu l'occasion de voir des photos d'Ouïghours alignés sur le quai d'une gare avant d'être embarqués dans des trains, mais le sort des Ouïghours est une tragédie innommable que nous devons dénoncer dans cette enceinte.

Les pétitionnaires demandent au gouvernement de reconnaître officiellement la situation désespérée des Ouïghours en Chine face au gouvernement communiste, de reconnaître qu'il s'agit d'un génocide et d'utiliser la Loi sur la justice pour les victimes de dirigeants étrangers corrompus, également connue sous le nom de loi Magnitski, pour sanctionner les responsables de ces crimes odieux, pour que, lorsque nous disons « plus jamais ça », cela signifie effectivement « plus jamais ça ».

## LES THÉRAPIES DE CONVERSION

**Mme Cathay Wagantall (Yorkton—Melville, PCC):** Madame la Présidente, j'ai deux pétitions à présenter à la Chambre aujourd'hui.

Les signataires de la première pétition attirent l'attention de la Chambre sur le fait que l'expression « thérapie de conversion » a toujours fait référence à des mesures coercitives et dégradantes visant à changer l'orientation sexuelle ou l'identité de genre d'une personne, mesures qui sont inacceptables et devraient être interdites. Selon le projet de loi C-6, « thérapie de conversion » s'entend « d'une pratique, d'un traitement ou d'un service qui vise à modifier l'orientation sexuelle d'une personne pour la rendre hétérosexuelle, à modifier l'identité de genre ou l'expression de genre d'une personne pour la rendre cisgenre ou à réprimer ou à réduire toute attirance ou tout comportement sexuel non hétérosexuels ou toute expression de genre non cisgenre ». Les pétitionnaires indiquent que cette vaste définition applique à tort l'étiquette « thérapie de conversion » à un large éventail de pratiques, y compris les conseils des parents, des enseignants et des conseillers encourageant les enfants à limiter des comportements sexuels.

Le projet de loi C-6 autorise expressément les services de consultation ainsi que les interventions médicales et chirurgicales visant à changer le genre d'un enfant, mais interdit le soutien à un enfant cherchant à faire une détransition et à revenir à son sexe de naissance. Le projet de loi C-6 pourrait restreindre les choix des Canadiens LGBTQ2 en matière de sexualité et de genre en interdisant l'accès à tout soutien professionnel ou spirituel librement choisi pour limiter des comportements sexuels ou faire une détransition.

Les pétitionnaires prient la Chambre de prendre les mesures suivantes: interdire les pratiques coercitives et dégradantes ayant pour but de changer l'orientation sexuelle ou l'identité de genre d'une personne; veiller à ce qu'aucune loi ne soit discriminatoire en limitant les services que des personnes peuvent recevoir; permettre aux parents de discuter avec leurs enfants et de fixer des règles à la maison; permettre les conversations libres et franches sur la sexualité et les comportements sexuels et éviter de criminaliser les services de counseling professionnels et religieux sollicités et acceptés volontairement par les Canadiens.

• (1015)

#### LES DROITS DE LA PERSONNE

**Mme Cathay Wagantall (Yorkton—Melville, PCC):** Madame la Présidente, la deuxième pétition porte sur la campagne que mène actuellement le Parti communiste chinois contre les Ouïghours, qui comporte entre autres la stérilisation forcée et des avortements pour supprimer les naissances, l'endoctrinement politique et antireligieux, la détention arbitraire, la séparation des enfants de leur famille, la surveillance invasive, la destruction de sites culturels, le travail forcé et même le prélèvement forcé d'organes.

On estime que jusqu'à 3 millions d'Ouïghours et de membres d'autres minorités musulmanes ont été détenus dans ce que l'on décrit comme des camps de concentration. Les éléments de preuve montrent clairement que la manière dont le gouvernement chinois traite les Ouïghours répond à la plupart, voire à la totalité, des critères de génocide énoncés dans la Convention des Nations unies pour la prévention et la répression du crime de génocide.

Les pétitionnaires, comme tant d'autres, demandent que le gouvernement reconnaisse officiellement que les Ouïghours en Chine sont soumis à un génocide et ait recours à la Loi sur la justice pour les victimes de dirigeants étrangers corrompus, ou loi de Magnitski, pour sanctionner les responsables des crimes odieux commis contre le peuple ouïghour.

**M. Kevin Lamoureux:** Madame la Présidente, j'invoque le Règlement. La présidence vient tout juste de rappeler les députés à l'ordre concernant la longueur des interventions au sujet des pétitions. Je veux simplement abonder dans le même sens. Je ne voulais pas interrompre la députée, mais, lorsqu'ils présentent une pétition, les députés doivent s'en tenir à son contenu, certes, mais cela ne veut pas qu'ils doivent la lire. On est censé en faire un résumé concis et se garder de la commenter. Je voulais simplement revenir sur ce que le Président a dit tout à l'heure.

**La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès):** J'en prends note.

La députée de Renfrew—Nipissing—Pembroke a la parole.

#### LES DROITS DE LA PERSONNE

**Mme Cheryl Gallant (Renfrew—Nipissing—Pembroke, PCC):** Madame la Présidente, je suis déçue que mon plus grand admirateur m'ait interrompu avant même que je ne commence.

Je présente moi aussi une pétition visant à faire reconnaître le génocide des Ouïghours pour que des sanctions puissent être imposées en vertu de la loi de Magnitski aux personnes responsables afin qu'elles ne puissent plus en tirer profit. Nous savons que le gouvernement a finalement accepté de déclarer que cet acte horrible est un génocide, mais il faut aller plus loin.

J'espère que cela satisfait mon plus grand admirateur.

#### Affaires courantes

##### LE TRAFIC D'ORGANES HUMAINS

**M. Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC):** Madame la Présidente, je félicite mon collègue de Winnipeg-Nord de s'être porté candidat à la présidence. Je suis certain qu'il nous fera part d'autres points de vue sur le Règlement dans les prochains jours.

J'ai trois pétitions à présenter à la Chambre aujourd'hui.

La première pétition est en faveur du projet de loi S-204, qui vise à criminaliser la pratique de se rendre à l'étranger pour acquérir des organes qui ont été obtenus au moyen de prélèvements forcés et de trafic d'organes.

Je suis heureux d'informer la Chambre que le projet de loi vient de franchir l'étape de l'étude en comité au Sénat et qu'il passera très bientôt à l'étape de la troisième lecture. Je félicite la sénatrice Ataullahjan et tous les sénateurs qui ont contribué à ce travail important.

• (1020)

##### L'ÉTHIOPIE

**M. Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC):** Madame la Présidente, la deuxième pétition porte sur la crise humanitaire qui perdure dans la région éthiopienne du Tigré. Les pétitionnaires attirent l'attention de la Chambre sur les violations des droits de la personne perpétrées dans le cadre du conflit, ainsi que sur les difficultés persistantes sur le plan humanitaire. Ils demandent au gouvernement canadien de nouer un dialogue soutenu avec les gouvernements de l'Éthiopie et de l'Érythrée en vue d'améliorer la situation.

##### LES THÉRAPIES DE CONVERSION

**M. Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC):** Madame la Présidente, la troisième et dernière pétition que je présente ce matin porte sur le projet de loi C-6. Les pétitionnaires appuient très fortement les efforts visant à interdire les thérapies de conversion, mais ils sont très préoccupés par le libellé du projet de loi, surtout la définition du terme « thérapie de conversion ». La définition dans le projet de loi C-6 ne ressemble à aucune autre définition de ce terme employée dans d'autres lois adoptées par d'autres ordres de gouvernement et qui portent sur cette pratique. La définition est erronée en ce qu'elle restreindrait les conversations privées...

**La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès):** Le député de Timmins—Baie James invoque le Règlement.

**M. Charlie Angus:** Madame la Présidente, vous avez précisé les règles concernant la présentation des pétitions. Il ne s'agit pas d'une forme de débat; il faut s'en tenir à la présentation des pétitions. Le député s'en sert comme prétexte pour débattre de la question, ce qui n'est pas conforme au Règlement.

**La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès):** Je demanderais au député de présenter la pétition brièvement afin que la Chambre puisse examiner les autres points inscrits à l'ordre du jour.

**M. Garnett Genuis:** Madame la Présidente, j'avais terminé de présenter la pétition. Toutefois, en réponse au recours au Règlement, je tiens à préciser qu'il s'agit d'une très longue pétition. Elle fait une page entière de texte, et je pense que de faire un résumé de quelques phrases n'est pas la même chose que...

**La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès):** Nous nous lançons dans un débat. Le député a-t-il fini de présenter ses pétitions?

*Le budget*

**M. Garnett Genuis:** Madame la Présidente, mes commentaires portaient sur le recours au Règlement. J'ai fini de présenter les pétitions et je n'ai plus rien à dire sur le recours au Règlement.

\* \* \*

**QUESTIONS AU FEUILLETON**

**M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et ministre des Affaires intergouvernementales et du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.):** Madame la Présidente, je demande que toutes les questions restent au Feuilleton.

**La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès):** D'accord?

**Des voix:** D'accord.

**ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT**

[Traduction]

**LE BUDGET**

## L'EXPOSÉ FINANCIER DE LA MINISTRE DES FINANCES

La Chambre reprend l'étude, interrompue le 19 avril, de la motion portant que la Chambre approuve la politique budgétaire générale du gouvernement.

**L'hon. Ed Fast (Abbotsford, PCC):** Madame la Présidente, je suis ravi de prendre la parole à nouveau dans cette enceinte pour continuer à réagir au budget de 2021, que le gouvernement fédéral a présenté hier.

Comme tant de parlementaires, de membres des médias, d'intervenants et même de Canadiens ordinaires, j'ai passé moi aussi des heures à examiner le contenu, les documents d'information, les annexes et d'autres détails du budget. Étant donné qu'il s'agit du premier budget que nous voyons en plus de deux ans — un record plutôt douteux pour le Canada — et compte tenu de la situation sanitaire et économique sans précédent dans laquelle nous nous trouvons, j'étais très impatient de recevoir et d'examiner le budget afin de déterminer son incidence sur les Canadiens à court, moyen et long terme.

Avant d'entrer dans les détails, je tiens à féliciter à nouveau la ministre des Finances d'être entrée dans l'histoire hier en devenant la première femme à occuper le poste de ministre des Finances et à déposer un budget à la Chambre. Comme je l'ai dit hier, cette réalisation de taille se fait attendre depuis longtemps. La ministre sera sans aucun doute une source d'inspiration pour mes quatre filles.

Cela dit, elles ne trouveront certainement rien d'inspirant dans le budget que la ministre nous a présenté hier. C'est de loin le budget le plus dépensier de l'histoire du pays. Il prévoit une tonne de dépenses sans précédent, et pourtant, il décevra beaucoup de gens.

Comme le dernier budget date d'il y a plus de deux ans, le gouvernement a eu amplement le temps de faire les choses comme il faut. Depuis beaucoup trop longtemps, les Canadiens se retrouvent sans plan détaillé pour l'économie alors qu'ils doivent faire face à l'une des périodes les plus difficiles de leur vie. Avec tout le temps dont le gouvernement disposait pour se préparer, on se serait attendu à ce qu'il redonne espoir et confiance aux Canadiens en leur assurant de pouvoir protéger leur avenir. On se serait attendu à un plan renouvelé, voire plus efficace, pour vacciner la population canadienne dans les plus brefs délais.

On se serait attendu à un plan précis pour relancer l'économie et permettre aux Canadiens de se remettre au travail. On se serait attendu à une stratégie audacieuse pour aider les petites entreprises en difficulté à se relever. Enfin, on se serait attendu à ce qu'un gouvernement responsable présente un plan crédible pour composer avec les énormes conséquences financières de la pandémie de COVID-19, un fardeau que les Canadiens devront assumer pendant des générations.

Ceux qui espéraient voir tout cela dans le budget seront certainement déçus. C'est un budget conçu non pas pour lutter contre la pandémie, mais pour aider les libéraux à livrer bataille en campagne électorale. Cela ne fait aucun doute.

Certes, le budget comporte un certain nombre de mesures positives. Sans doute, nous en appuierons et en ferons valoir quelques-unes, notamment celles qui assureront un soutien continu aux Canadiens en ces temps difficiles ainsi que les investissements favorisant notre prospérité à long terme. Les libéraux peuvent compter sur notre appui à l'égard de ces mesures.

Par exemple, nous sommes heureux de voir que le gouvernement nous a écoutés et a écouté les nombreuses associations d'entreprises d'un bout à l'autre du Canada et a prolongé la Subvention salariale d'urgence du Canada ainsi que la Subvention d'urgence du Canada pour le loyer. Nous appuyons plusieurs mesures importantes pour les petites entreprises, telles que la création d'un programme d'incitation à l'embauche, la promesse de réduire les frais de transaction liés aux cartes de crédit, et le soutien offert aux entreprises pour les aider à mener leurs affaires en ligne de sorte qu'elles puissent tirer parti de l'économie numérique.

Malheureusement, ce qui est totalement absent de ce budget, c'est une aide d'urgence pour les nouvelles entreprises. Celles-ci sont laissées pour compte parce que, au début de 2020, elles n'avaient pas encore de revenus établis qui les auraient rendues admissibles aux mesures de soutien d'urgence du gouvernement. Les nouvelles entreprises sont toujours abandonnées à leur sort.

Nous appuyons par ailleurs l'instauration d'une politique qui permettrait la passation en charges immédiates de la valeur entière des investissements en capital admissibles effectués par une entreprise au cours du même exercice financier afin d'encourager les entreprises à réinjecter rapidement leurs épargnes dans l'économie. Nous sommes ravis du prolongement de la dispense d'intérêts sur les prêts étudiants ainsi que de l'octroi d'un financement supplémentaire pour la large bande afin d'améliorer la connectivité au Canada.

● (1025)

De même, nous voyons d'un bon œil les mesures prises pour éliminer les obstacles au commerce interprovincial qui nuisent considérablement à la croissance économique du Canada. Nous appuyons aussi la décision de faire passer à 26 semaines la durée des prestations de maladie pour les Canadiens gravement malades. Voilà précisément le genre de dépense que nous sommes disposés à appuyer.

### Le budget

Les conservateurs ont toujours soutenu le gouvernement dans ses efforts visant à aider les Canadiens à traverser la crise sanitaire et économique du siècle. Les députés peuvent avoir l'assurance que nous continuerons à le faire, mais un budget fédéral n'est pas qu'un enchaînement d'emprunts et de dépenses. Le budget doit favoriser la croissance économique, mais aussi établir des priorités. Il faut y faire montre de probité et de prudence fiscale afin d'assurer un bel avenir aux générations futures, un avenir viable sur le plan économique. Or, c'est justement ce qui manque dans ce budget.

Pendant la période d'élaboration du budget, nous avons fourni au premier ministre et à la ministre des Finances une liste de mesures essentielles à inscrire dans le budget pour que nous accordions notre appui au gouvernement. Ce sont des mesures que nous jugeons essentielles pour relancer notre économie en toute sécurité, remettre le pays au travail et donner aux générations futures la confiance et l'espoir de pouvoir réaliser leur rêve canadien. Comme je l'ai dit, un certain nombre de ces mesures apparaissent dans le budget. Il est remarquable de voir ce qui se passe lorsque l'opposition officielle fait son travail en pressant et en talonnant le gouvernement de temps à autre. Je félicite la ministre d'avoir tenu compte de certaines de nos demandes.

Malheureusement, au lieu de créer un plan durable pour la relance économique — j'insiste sur le mot « durable » —, le budget est plutôt l'illustration d'une occasion manquée d'agir pour le bien des futures générations de Canadiens. Il ne propose pas un plan global pour que l'économie canadienne puisse prospérer à long terme. Dépenser un emprunt n'est pas un plan économique. Le budget ne s'attaque pas suffisamment aux principales failles structurelles de notre économie, notamment le déclin de notre productivité. On n'y trouve nulle mention de l'important exode des capitaux étrangers et nul engagement à réaliser une réforme globale de la fiscalité et de la réglementation.

Ce budget se distingue par son abandon pur et simple du secteur canadien des ressources naturelles. C'est un autre vote de défiance à l'encontre d'un secteur qui a contribué énormément à la prospérité nationale au fil des ans. Il n'y a pas un mot sur notre secteur pétrolier et gazier de calibre mondial, qui exploite les ressources de manière éthique. Il n'y a que des demi-mesures: des consultations, de la recherche et un centre d'excellence. L'incapacité du gouvernement à s'attaquer efficacement à la flambée des prix sur les marchés immobiliers signifie que des millions de Canadiens verront leur rêve de devenir propriétaires partir en fumée. C'est un autre échec.

Quelque 2 milliards de dollars sont échangés tous les jours entre le Canada et les États-Unis. Pourtant, le budget aborde à peine la question de la sécurité frontalière et de la facilitation des échanges. Il ne fait même pas mention de mesures pour planifier une future réouverture de notre frontière en toute sécurité. Le budget ne prévoit pas non plus de mesures notables pour redresser l'état des services de santé au Canada et, plus important encore, pour contrer la crise de santé mentale qui a lieu au pays. Heureusement, le chef du Parti conservateur a relevé cette grande vulnérabilité et s'est engagé à lutter contre ce problème sous un futur gouvernement conservateur.

Nous avons demandé à l'actuel gouvernement libéral d'arrêter de financer la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures avec l'argent des contribuables. Cette institution n'a aucune retombée notable ou mesurable pour les Canadiens. Étant donné que les relations bilatérales entre le Canada et la Chine sont dans un état

lamentable, verser de l'argent des contribuables à cet organisme dirigé par la Chine est complètement futile, indéfendable et inacceptable. Le premier ministre a-t-il répondu à notre demande? Non. Pour le gouvernement libéral, rien n'a changé en ce qui a trait au régime communiste de Pékin.

● (1030)

Nous jugeons le budget du gouvernement non pas sur la quantité, mais sur la qualité des dépenses. Dans cette optique, nous trouvons que le budget laisse à désirer. Outre les mesures additionnelles qui sont prévues dans le budget et que nous appuyons, pour les Canadiens qui continuent de tirer le diable par la queue durant la pandémie, le budget prévoit d'énormes dépenses, comme les députés le savent. Il permettrait au gouvernement de s'immiscer davantage dans la vie des Canadiens.

Le déficit de l'année dernière s'élève à 354 milliards de dollars, et le gouvernement n'a aucun plan pour éliminer les déficits. Notre dette nationale devrait atteindre 1,4 billion de dollars cette année, et le gouvernement indique qu'elle pourrait s'élever au niveau renversant de 1,8 billion de dollars d'ici 2025. Voilà pourquoi les libéraux ont demandé de faire passer le plafond de la dette à 1,83 billion de dollars.

On peut présumer que c'est dans cette optique que le premier ministre a transmis à la ministre des Finances une lettre de mandat révisée, dans laquelle il a clairement énoncé trois directives visant à protéger nos finances nationales: premièrement, ne pas créer de nouvelles dépenses permanentes; deuxièmement, réviser notre stratégie de gestion de la dette; troisièmement, présenter une nouvelle cible financière. Voilà les normes que le premier ministre a établies lui-même. Les Canadiens devraient être en mesure de le croire sur parole. Nous allons donc évaluer ce budget en nous servant de ces critères.

Comment s'en sont tirés le premier ministre et sa ministre des Finances?

Regardons un instant les dépenses récurrentes. On se rappelle que la ministre des Finances avait comme instruction de ne pas ajouter de dépenses récurrentes. Au lieu de suivre les consignes du premier ministre et de limiter l'immense défi financier auquel le pays doit faire face, la ministre des Finances et son gouvernement ont instauré une pléthore de nouvelles dépenses récurrentes qui nuiront probablement à la prospérité des générations à venir et entraîneront la création de nouvelles taxes massives par le gouvernement libéral.

De la même manière, les efforts déployés sans conviction par la ministre pour présenter une stratégie de gestion de la dette ne passent pas la barre de la rigueur attendue d'un gouvernement responsable et attentif. D'ailleurs, rien dans le budget n'indique ce qui pousse la ministre à croire qu'il fallait de nouvelles mesures de relance économique de l'ordre de 100 milliards de dollars, alors que le PIB connaît déjà une forte croissance. Elle devrait d'ailleurs s'en réjouir. L'épargne représente un potentiel pour stimuler l'économie qui ne demande qu'à être mis à contribution. Des investissements américains dans des mesures de stimulus et d'infrastructures dépassant les 4 billions de dollars déborderont bientôt de la frontière et déferleront sur le Canada.

### Le budget

Puis, nous avons appris dans le budget et de la bouche de fonctionnaires très honnêtes du ministère des Finances qu'en fait, une bonne partie de ces dépenses ne sont pas du tout des mesures de relance. Ce sont des dépenses d'urgence que nous appuyons en grande partie, mais les programmes financés n'ont absolument rien à voir avec la relance de l'économie. On peut comprendre notre étonnement lorsqu'un fonctionnaire a répondu: « Eh bien, toute dépense gouvernementale a pour effet de stimuler l'économie. » Non, c'est faux. Tout ce que la ministre aurait dû faire, c'est d'être honnête au sujet des 100 milliards de dollars, car nous aurions probablement appuyé un certain nombre de mesures auxquelles sont destinés ces fonds. Or, nous savons que des élections sont à nos portes et il est maintenant évident que ces 100 milliards de dollars ont pour seul objectif de stimuler la réélection du gouvernement.

Puis, il y a la directive du premier ministre concernant la présentation d'une nouvelle cible budgétaire. Il a été très clair dans sa demande à la ministre des Finances de présenter une nouvelle cible budgétaire.

• (1035)

La ministre parle de cette cible à la page 60 de son budget, ce qui lui vaut encore une mauvaise note. La seule raison pour laquelle on pourrait considérer cette cible comme une vraie cible budgétaire, c'est l'engagement vague à « réduire la dette fédérale en tant que part de l'économie à moyen terme ». C'est tout. Il ne s'agit pas d'une nouvelle cible. C'est la cible du gouvernement que le gouvernement avait déjà, soit le ratio de la dette sur le PIB, sauf que cette cible, qui est supposément nouvelle et qui n'a pas été fixée précisément, incitera le gouvernement à faire augmenter la dette dans les années à venir.

Alors que le premier ministre s'aventure allégrement en terrain financier inconnu, les Canadiens ont peu de raison de se réjouir de la promesse du gouvernement de gérer la dette et de juguler le déficit.

Selon les lettres de mandat que le premier ministre a adressées à ses ministres, il faut considérer ce budget comme un échec.

D'entrée de jeu, j'ai fait état de mon impatience à examiner le budget pour savoir ce qu'il signifiera pour les Canadiens à court, moyen et long termes. À court terme, il prévoit de nombreux investissements et programmes qui aideront les Canadiens à traverser la présente crise économique et sanitaire. Nous appuyons bon nombre de ces mesures. Cependant, à moyen terme et surtout à long terme, il n'y a pas vraiment matière à se réjouir puisque le budget ne laisse entrevoir qu'une accumulation de dettes et de déficits sans que le gouvernement libéral n'entrevoie le retour à l'équilibre, même à long terme.

En tant qu'opposition officielle responsable, nous examinons et analysons encore le budget et nous en discuterons en caucus demain avant de nous prononcer de façon définitive. Je conclurai en disant que, jusqu'ici, je ne trouve pas cette proposition encourageante.

Par ailleurs, les Canadiens peuvent avoir pleinement confiance que, sous la direction du député de Durham, un gouvernement conservateur mettra en œuvre un véritable plan de relance pour le Canada, pour assurer l'avenir et remettre les Canadiens au travail, en aidant les petites entreprises à se relever, en rétablissant la réputation du Canada et son avantage concurrentiel et en gérant prudemment l'énorme fardeau financier qu'aura laissé la pandémie. Les conservateurs ont déjà relevé un tel défi et ils le feront encore.

Par conséquent, je propose:

Que la motion soit modifiée par substitution, aux mots suivant le mot « Que », de ce qui suit:

« étant donné que le budget:

- a) ajoute à la dette plus d'un demi-billion de dollars qui pourront seulement être remboursés au moyen d'une augmentation des taxes qui nuisent à l'emploi;
- b) contient plus de 100 milliards de dollars pour un fonds de réélection, mais ne prévoit rien pour assurer la prospérité à long terme des Canadiens;
- c) se refuse à écarter la mise en place d'un impôt sur les gains en capital sur la résidence principale des Canadiens, que la Société canadienne d'hypothèques et de logement étudie actuellement, pour financer les dépenses du gouvernement;

la Chambre demande que le budget du gouvernement libéral soit revu afin de mettre l'accent sur l'accélération de la campagne de vaccination, pour mettre fin à la dangereuse troisième vague de la pandémie de COVID-19, et sur des politiques qui créeront des emplois et stimuleront la croissance économique. »

• (1040)

**La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès):** L'amendement est recevable.

Nous passons aux questions et aux observations. Le secrétaire parlementaire de la ministre des Finances a la parole.

**M. Sean Fraser (secrétaire parlementaire de la vice-première ministre et ministre des Finances et de la ministre de la Prospérité de la classe moyenne et ministre associée des Finances, Lib.):** Madame la Présidente, je remercie le député de ses bons mots à l'endroit de la ministre des Finances, la première femme dans l'histoire de notre pays à présenter un budget à la Chambre des communes, ce qui constitue une réalisation remarquable.

J'ai noté que le député a parlé de certaines des mesures qu'il appuie, mais je m'interroge. Depuis le début de notre réponse à la pandémie, les conservateurs se sont élevés contre certaines politiques qui allaient pourtant de soi. Je me souviens notamment que le chef de l'opposition s'est vigoureusement opposé à diverses reprises à la PCU, la Prestation canadienne d'urgence. De plus, malgré tout ce que nous avons vécu avec les établissements de soins de longue durée, il a indiqué être contre l'idée que le gouvernement fédéral investisse afin d'améliorer la qualité de vie des résidents de ces établissements, préférant laisser la tâche exclusivement aux provinces.

J'aimerais donc que le député me dise s'il est en faveur de l'investissement historique proposé visant à créer la toute première stratégie nationale d'apprentissage et de garde des jeunes enfants, qui permettrait aux femmes de participer équitablement à l'économie canadienne, et qui réduirait, pour les parents, les coûts liés aux services de garde d'enfants.

**L'hon. Ed Fast:** Madame la Présidente, je trouve étrange que le député ne m'ait pas écouté de façon plus attentive, lorsque les députés de mon parti présentaient notre position sur une stratégie de garde d'enfants. En fait, dans la lettre que nous avons adressée à la ministre des Finances, nous demandions expressément au gouvernement de mettre en œuvre des politiques pour accompagner les femmes et les aider à s'intégrer au marché du travail. C'est crucial pour notre productivité à long terme.

Non, Ottawa n'a pas toujours raison, non, il n'y a pas de formule universelle. Nous savons que beaucoup de familles seront laissées pour compte, parce qu'elles n'ont pas recours à un système de garderies institutionnalisées. Elles comptent sur des membres de leur famille, des amis et des voisins pour les aider. Et en plus, le parti du député promet cela depuis 30 ans.

*Le budget*

• (1045)

[Français]

**M. Alain Therrien (La Prairie, BQ):** Madame la Présidente, lors de la campagne électorale de 2019, le Bloc québécois avait sonné l'alarme au sujet du revenu des aînés qui était insuffisant. Nous considérons que cette précarité devait être renversée avec l'augmentation des prestations aux aînés.

On sait que la pandémie a exacerbé cette situation. Les premières victimes ont été les aînés sur le plan de la santé et de l'isolement. C'est sous la pression du Bloc québécois qu'on a finalement obtenu en juillet et donné 300 \$ de plus aux aînés, en plus de 200 \$ pour le Supplément de revenu garanti. Le Bloc québécois avait insisté sur le fait qu'il ne fallait pas avoir deux classes d'aînés et qu'il fallait que cette augmentation devienne mensuelle et systématique.

Dans le dernier budget, on crée deux classes d'aînés, ce que le Bloc québécois avait rejeté d'emblée. Nous ne comprenons pas pourquoi on va augmenter les prestations pour les 75 ans et plus, mais pas pour les 65 à 75 ans. Cela ne résiste...

**La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès):** À l'ordre. Je cède la parole au député d'Abbotsford.

[Traduction]

**L'hon. Ed Fast:** Madame la Présidente, comme l'a fait remarquer le député, le budget propose une aide pour les aînés, mais avant de nous embarquer dans de nouveaux programmes de dépenses permanents, nous devons nous replacer dans le contexte de la durabilité budgétaire de notre pays à long terme. Je rappelle que la lettre de mandat de la ministre des Finances dit clairement qu'il ne doit pas y avoir de nouvelles dépenses permanentes. Or, ce budget va complètement à l'encontre de la responsabilité qui lui incombe de respecter ces directives.

**M. Peter Julian (New Westminster—Burnaby, NPD):** Madame la Présidente, mon collègue est un compatriote de la Colombie-Britannique, et il est donc bien placé pour savoir que les électeurs de ma circonscription de New Westminster-Burnaby font partie des classes laborieuses. Un certain nombre d'entre eux gèrent des petites entreprises. Que ce soit des familles, des personnes handicapées, des personnes âgées ou des étudiants, ils se démènent tous pour faire face à cette pandémie qui en est à sa troisième vague, la pire de toutes. Les électeurs de ma circonscription ne comprennent pas pourquoi le gouvernement libéral supprime les aides dont les gens ont désespérément besoin pendant cette pandémie, et ils sont furieux lorsqu'ils voient les profits excessifs que certains ont tirés de la crise sanitaire. Les milliardaires canadiens vont se mettre dans les poches 78 milliards de dollars, à une époque où tant de gens tirent le diable par la queue.

La question que je voudrais poser à mon collègue est très simple. Avec ce budget, le gouvernement permet aux Canadiens les plus riches du pays de s'en tirer à bon compte. Pense-t-il que cela soit approprié, en cette période particulièrement difficile?

**L'hon. Ed Fast:** Madame la Présidente, c'est une question que le député m'a déjà posée ici même. Je le remercie de la reposer, et je vais donc réitérer ma réponse.

La seule façon d'aider les Canadiens et d'instaurer de l'équité dans tous les secteurs est de générer de la croissance économique. Pendant la préparation du budget, nous avons demandé qu'il n'y ait pas de nouveaux impôts, surtout pour les petites entreprises qui sont particulièrement touchées, et nous sommes satisfaits que, dans l'ensemble, il n'y ait pas, même s'il y en a quand même un peu,

d'augmentation spectaculaire du fardeau fiscal des petites entreprises qui ont encore beaucoup de difficultés.

Ces entreprises ont encore besoin de l'aide du gouvernement, et les nouvelles n'en reçoivent pas pour les raisons que j'ai exposées dans mon intervention. J'aimerais bien que le député du NPD s'intéresse davantage à la croissance économique et à la création de richesses au Canada, pour que toutes les familles du pays puissent profiter de cette prospérité.

**M. Marty Morantz (Charleswood—St. James—Assiniboia—Headingley, PCC):** Madame la Présidente, ma question porte sur les cotes de crédit. En juin dernier, Fitch a baissé notre cote de crédit nationale. Au même moment, S&P a averti qu'il pourrait baisser notre cote de crédit au cours des deux prochaines années « si la détérioration de la situation financière du gouvernement devenait plus grave et plus longue que ce que nous prévoyons actuellement ».

Mon collègue a souligné à juste titre que le premier ministre s'est maintenant lancé allègrement dans l'inconnu fiscal. Mon collègue pense-t-il que le Canada risque de subir une nouvelle baisse de sa cote de crédit et quel effet cela pourrait-il avoir sur nos perspectives financières?

• (1050)

**L'hon. Ed Fast:** Madame la Présidente, je le pense certainement. Ma lettre adressée à la ministre des Finances soulignait le fait que nous craignons sérieusement que la cote de crédit du Canada soit baissée en raison de la détérioration de la situation financière. C'est le résultat d'une dette et de déficits ingérables et de dépenses de relance ingérables, qui surchauffent l'économie et encouragent l'inflation. Nous voulons nous assurer que notre économie repose sur des bases saines et solides.

Lorsque l'agence Fitch baisse notre cote, comme elle l'a fait récemment, nous devrions tous sonner l'alarme et nous demander ce que le gouvernement libéral fait de mal.

**M. Mark Gerretsen (Kingston et les Îles, Lib.):** Madame la Présidente, je veux revenir à la première question du secrétaire parlementaire, car le député n'a pas répondu et a tourné autour du pot. On lui a demandé s'il appuyait les initiatives en matière de garde d'enfants. Ce qu'il a dit, c'est qu'il n'y a pas de taille unique et que nous devons chercher d'autres solutions.

Il s'agit d'un programme qui a été mis à l'épreuve au Québec, un programme qui a fait ses preuves au Québec et qui a permis à un plus grand nombre de femmes d'entrer sur le marché du travail. Il a fait beaucoup pour l'égalité des sexes sur le marché du travail.

Quelle est la réponse? Le député appuie-t-il l'initiative ou pense-t-il que le modèle a été un échec au Québec?

**L'hon. Ed Fast:** Madame la Présidente, tout d'abord, nous appuyons les provinces qui prennent leurs propres décisions dans ces domaines. Il est clair que le Québec a pris la décision d'établir ce programme, et nous l'en félicitons, mais rien dans le budget que j'ai vu ne dit que la ministre va adopter le système québécois. Elle en a fait l'éloge, mais nous n'avons aucun détail dans le budget sur ce à quoi ressemblera ce système, si ce n'est qu'il conduira à des garderies à 10 \$ par jour et à une réduction de 50 % des frais de garde d'enfants au cours des prochaines années.

### Le budget

Aucun détail n'est joint à cette proposition et le député me demande donc de juger une chose que je n'ai même pas vue dans son intégralité. Je répète que ce que nous voulons, c'est un système qui crée de nouvelles places en garderie, mais qui soit assez souple pour offrir des choix aux familles qui souhaitent avoir accès à d'autres modèles de garde d'enfants. Nous croyons aux droits des parents de choisir pour leurs enfants. J'aimerais que ce député en fasse autant.

[Français]

**M. Yves-François Blanchet (Beloeil—Chambly, BQ):** Madame la Présidente, je me permets d'abord d'exprimer la solidarité du Bloc québécois à l'endroit des citoyens, en particulier de l'Ontario et de toutes les provinces canadiennes, qui sont aux prises avec un niveau de prévalence de la pandémie qui est à bien des égards alarmant. Le Québec pour l'instant s'en tire, ma foi, moins mal. Espérons que nous parviendrons à nous extraire de cette situation le plus rapidement possible.

Le Québec et le Canada ont été, comme l'ensemble de la planète, frappés de plein fouet par une pandémie dévastatrice et inattendue dont personne n'a anticipé l'envergure, la portée et la dévastation. S'est ensuivie une crise économique grave, importante, qui a ébranlé des secteurs clés de notre économie allant du travail autonome à la toute petite entreprise, du commerce local, jusqu'aux multinationales et aux géants affamés que sont devenues les compagnies aériennes.

Le gouvernement a fait la chose à faire à un égard précis, c'est-à-dire se prévaloir de sa très importante capacité d'emprunt, avantageusement comparable à celle de la plupart des pays de l'OCDE, pour pouvoir injecter des sommes importantes dans l'économie du Québec et du Canada. C'était la chose à faire. Parmi ces sommes, il y aura cette année 50 milliards de dollars, puis, sur trois ans, 100 milliards de dollars qui seront investis dans la relance économique proprement dite. L'État en est capable et c'est certainement la chose à faire.

À certains égards, il a été à l'écoute du Bloc québécois — pas seulement de lui, ce n'est pas ma prétention — en ce qui a trait aux intérêts, aux demandes et aux besoins du Québec. Il y a eu une certaine écoute. Dans certains cas, il a plus utilisé les mots que les fondements, mais il a repris un certain nombre de thématiques que nous avons rendues, souvent en collaboration avec l'Assemblée nationale du Québec, absolument fondamentales dans la perspective d'une relance de l'activité économique.

Je pense au secteur de l'aéronautique qui apparaît pour la première fois dans un budget canadien. Je pense au secteur biopharmaceutique qui acquiert, dans les circonstances, une importance qui est à la hauteur de l'abandon qu'on lui avait infligé dans les dernières années. Le Canada et le Québec, en particulier, étaient un haut lieu de la recherche pharmaceutique qui s'est étioilé comme une peau de chagrin à force de négligence.

Je pense à l'électrification des transports. On va se le dire d'emblée que c'est un enjeu, un sujet, une expertise et l'objet d'un leadership profondément québécois, comme l'est l'industrie aérospatiale.

Je pense à la bioforesterie. On soupçonne, oserais-je l'avouer coquinement, qu'elle n'aurait pas existé dans le budget, n'eût été la sortie très éloquente, branchée sur la réalité des régions du Québec, faite par ce qu'on appelle le « caucus du bois » du Bloc québécois, à l'initiative du député de Jonquière et du député de Lac-Saint-Jean. On s'entend que ce n'est pas énorme. Il y a déjà eu des sommes oc-

troyées plus importantes, ne serait-ce que pour lutter contre la tordeuse des bourgeons de l'épinette. Toutefois, des sommes, qui représentent un bon début, seront investies dans la bioforesterie, et c'est l'esprit que nous cherchions. On verra, par après, si cela est important ou pas.

Je dois avouer qu'une certaine préoccupation vient avec cela. Où sera investi cet argent? Par exemple, si le fédéral décidait en 2021, comme il l'avait fait en 2009-2010, d'injecter massivement de l'argent dans l'industrie automobile, on ne s'attendrait pas que ce soit à Drummondville ou à Val-d'Or. On s'attendrait à ce que ce soit en Ontario. Si le gouvernement injecte des sommes considérables dans l'aérospatiale, on s'attend à ce que la moitié de cet argent arrive là où est la moitié de l'industrie aérospatiale, c'est-à-dire au Québec, qui est un leader mondial en la matière.

● (1055)

L'industrie pharmaceutique a été gravement démantelée, mais les expertises étaient québécoises, la capacité de recherche est encore, pas exclusivement, mais largement québécoise. Des initiatives ont été mises en place pendant la pandémie, notamment par des entreprises et des sociétés québécoises.

L'électrification des transports n'est pas seulement un secteur économique au Québec, c'est notre identité. Le Québec n'a pas un mérite si particulier. La géographie et l'histoire en ont fait un lieu où l'électricité propre, tirée de la puissance hydraulique des rivières québécoises, fait que notre province est capable d'être un meneur en matière d'énergie propre et, en conséquence, de tout ce qui en découle, dont l'électrification des transports. Il serait bien normal que ce leadership soit reconnu.

S'il s'agit d'acheter des produits québécois, par exemple des bornes produites par AddÉnergie Technologies et d'en installer un peu partout au Canada, on le fera, puisque c'est la reconnaissance d'une capacité de production et d'une technologie. Il y a plusieurs autres entreprises, dont Elmec, située à Shawinigan.

S'il s'agit de déplacer une expertise vers un autre endroit, de diluer une compétence et une expertise reconnues au Québec, et ce, au bénéfice de provinces canadiennes et avec notre propre argent, on pourrait développer des réserves et des réticences. La bioforesterie représente un peu la même chose, bien qu'il y ait évidemment une foresterie importante en Colombie-Britannique et un peu au Nouveau-Brunswick et en Ontario. Il ne faut donc pas que cela déplace et que cela nuise à la position concurrentielle du Québec dans des secteurs économiques clés. Il faudra être hautement vigilant.

Par exemple, dans l'aéronautique, le gouvernement fédéral ne s'est pas gêné pour voter rétroactivement une loi qui venait légitimer le déplacement des emplois d'Avco de Montréal vers le Manitoba. S'il s'agit de la direction qu'on prend, on n'est pas très intéressé.

Lorsque le gouvernement a décidé que l'électrification des transports l'intéressait, il a fait une première annonce de 500 millions pour une usine de Ford en Ontario. Cela ne signifie pas qu'il n'y en aura pas au Québec, mais, évidemment, au Québec on s'est dit que le haut lieu de l'électrification des transports ne se trouve pas en Ontario.

Rappelons-nous que les investissements mis en place pour lutter contre la tordeuse des bourgeons de l'épinette dans les forêts ont été faits dans les Maritimes, et non au Québec, là où le problème existait aussi.

*Le budget*

Au gré de l'histoire, il y a eu des cas importants, et j'en ajouterai un autre, un grand absent du budget: le chantier Davie. Où se trouve ce joyau économique de la région de Québec? Il représente environ 2 à 3 % d'un budget qui s'en va allégrement vers les 120 milliards de dollars alors que la Davie a la moitié de la capacité de construction navale du Canada. Le gouvernement dit que c'est parce que Irving ne livre pas, alors on va engager des fonctionnaires pour aller encourager Irving, qui continuera à ne pas livrer. Il n'y a rien pour Davie, cela n'a aucun sens.

La tendance à arracher des morceaux à l'expertise québécoise pour les distribuer généreusement avec notre propre argent partout au Canada pourrait s'avérer un enjeu. Est-ce que les sommes sont suffisantes? Le cas de la bioforesterie est singulier.

Nous ne pouvons que saluer le fait qu'une chose qui a été bonne pour le Québec soit transposée à l'ensemble canadien. Le Québec a été innovateur et reconnu sur le plan international à l'égard de la politique de garderie mise en place par ma première ministre, Mme Marois, qui a, selon toutes les analyses des économistes, et pas seulement au Québec, permis une présence massivement augmentée des femmes sur le marché du travail. Le fait que le Canada décide de reproduire, tardivement, un modèle similaire ne peut qu'être salué.

Maintenant, comme je l'ai dit en d'autres circonstances: l'élève ne dit pas au maître comment corriger sa copie. Le fédéral ne dira pas au Québec comment gérer un système de garderie. Il devrait plutôt demander à Québec comment il le fait, puisque cela intéresse le fédéral. Il peut y avoir des échanges d'idées et des améliorations librement consenties. En général, le concept de « librement consenti » devrait être le seul fondement des relations entre le Québec et le Canada.

• (1100)

Si tant est que cette étrange notion d'entente asymétrique avec le Québec veuille dire autre chose qu'un transfert bancaire sans condition de la part québécoise de la somme investie dans les garderies, cela ne passe pas la rampe.

Ce matin, le ministre des Finances du Québec, M. Girard, a été très clair. Il n'entend donner lieu à aucune négociation et recevoir sa part de l'argent. Il ne saurait en être autrement même si, hier, la ministre des Finances n'a pu résister à la tentation de dire qu'il faudrait que l'argent soit investi là où elle va le dire. En termes un peu courants, mais clairs, ce n'est pas de ses fichues affaires.

Le Québec fait ce qu'il veut de l'argent du Québec. Les Québécois se donnent un gouvernement à Québec et une Assemblée nationale qui disposent de telles questions. L'autre parlement, du côté où nous sommes présentement, n'a pas à dire à l'Assemblée nationale quoi faire avec son argent. Ce sont de fichues mauvaises habitudes dont le gouvernement a bien du mal à se défaire. C'est presque génétique. Dans le cas présent, nous l'informons que nous prenons la somme, mais qu'il ne faudra pas nous dire quoi faire avec.

La même chose se produit pour ce qui est des centres de soins de longue durée pour les aînés. C'est la seule contribution en santé du fédéral. Ce n'est pas un éléphant dans la pièce, mais une baleine bleue. On sort d'une pandémie, c'est un dossier de santé. Qui sont les principales victimes de la pandémie? Ce sont les aînés, on l'a vu. Les pertes de vie sont dramatiques, en particulier chez les aînés. Or, que manque-t-il dans le budget? Il manque de l'aide en santé et de l'aide pour les aînés.

Je me suis gratté la tête. Je me suis même dit qu'en étant un peu opportuniste au plan électoral — une compétence que ce gouvernement maîtrise assez bien —, j'aurais fait quelque chose. Cependant, c'est zéro et c'est une gifle donnée au Québec et à tous les premiers ministres du Canada, à qui l'on dit qu'ils n'auront pas leurs transferts en santé. Il se pourrait que des Québécois et des gens d'ailleurs au Canada en prennent acte et se tannent de ce manque de respect. Pour ce qui est du reste du budget, n'importe qui aurait pu le faire: les bonnes décisions étaient assez faciles à prendre. Par contre, les mauvaises décisions sont étonnantes.

J'étais en train de mentionner les CHSLD, ou leurs équivalents dans l'ensemble du Canada. Le fédéral disait qu'il avait 3 milliards de dollars à investir en cinq ans, ce qui ferait environ 120 millions de dollars par année pour le Québec. Dans le contexte des CHSLD, ce n'est pas énorme. Qui plus est, le fédéral a dit qu'il voulait y mettre des conditions parce qu'il est le Canada et qu'il est intrinsèquement supérieur aux compétences québécoises.

Cependant, cela ne tient pas compte du fait que ce qu'on a vécu est profondément lié au sous-financement du système de santé. En effet, cela fait tellement longtemps que le fédéral ne contribue plus sa part. L'âge moyen est plus élevé au Québec qu'ailleurs.

Le gouvernement fédéral adopte une espèce de posture morale et dit aux autres comment cela fonctionne, même s'il n'a jamais fait cela. Le gouvernement fédéral n'a jamais géré un centre de soins de santé, mais il connaît cela parce qu'il est le fédéral et qu'en plus, il est libéral, ce qui le définit donc comme supérieur. Cette tendance répétée de toujours se mêler des affaires du Québec n'a aucun sens alors que le gouvernement fédéral n'est pas nécessairement assez bon pour s'occuper de ce qui relève de sa propre compétence, comme le contrôle des frontières.

Il existe un problème qui est celui du choix des mots. Le fédéral utilise les mots « aéronautique », « forêts », « santé » ou « transport électrique », mais, dans le détail des mesures, il laisse planer beaucoup d'incertitude. La mécanique est telle que nous allons débattre du budget pendant plusieurs jours, au terme desquels nous voterons sur ce budget, avec le risque que cela comporte. Ensuite, il y aura la loi de mise en œuvre du budget et un certain nombre d'éléments.

Je vais revenir sur l'exemple des aînés, qui est tellement crucial. Le gouvernement libéral, ce grand chanfrein devant l'Éternel de la lutte contre toutes formes de discrimination, fussent-elles imaginaires, s'est dit qu'il allait en inventer une: les vrais aînés, âgés de 75 ans et plus, et les faux aînés. Si j'étais un aîné de 75 ans et plus, je ne ferais pas de grosse fête en pensant que je vais recevoir quelque chose. En fait, je recevrai un chèque de 500 dollars en juillet, ce qui ne représente même pas 50 dollars par mois sur une base annuelle. C'est déjà insultant, mais cela le paraît moins, car ceux qui ont entre 65 ans et 75 ans n'obtiennent même pas un petit quelque chose: ils n'obtiennent rien du tout.

• (1105)

Je ne sais pas sur quelle planète vit le premier ministre, mais nous, dans nos bureaux de circonscription et sur nos réseaux sociaux, ne recevons depuis hier que des messages de gens entre 65 ans et 75 ans, qui sont furibards ou, comme on le dit au Québec, « en beau maudit ». Ils se sentent victimes d'un manque de respect.

Dans cet esprit, parce que nous sommes du bon monde — c'est bien connu —, nous allons proposer au gouvernement de s'amender.

### Le budget

L'énoncé économique du gouvernement formulé en novembre prévoyait un déficit de 380 milliards de dollars, lequel s'avère être de 350 milliards de dollars. Les 30 milliards de dollars d'écart représentent ce que demandent les provinces afin de faire passer les transferts en santé d'environ 22 % à 35 % pour une première année. Cela ne mettrait pas le gouvernement dans le trouble, pas du tout. Il pourrait le faire.

La proposition faite par le Bloc québécois est l'augmentation, si le gouvernement accepte notre amendement, de 110 \$ par mois de la Sécurité de la vieillesse pour les aînés de 65 ans et plus. Ce n'est pas rien. Cela coûterait annuellement environ 4 milliards de dollars. C'est à peine plus de 1 % du déficit de l'année dernière pour le groupe qui a le plus souffert de la pandémie.

Nous devrions être capables de nous parler. Si notre amendement est adopté, nous devrions en arriver à une situation où le fameux montant de 500 \$ de cet été, en attendant l'adoption d'une loi opérationnelle pour l'année prochaine, serait accessible à toutes les personnes de 65 ans et plus. Dans ce contexte, il y aurait une loi l'an prochain, parce que nous collaborerions pour que cette loi existe.

Nous nous dirigeons un peu moins vite vers des élections que l'aurait voulu le gouvernement, mais nous serons quand même vraisemblablement en campagne électorale cet automne. Il n'y aura donc pas de loi sur l'augmentation de la Sécurité de la vieillesse avant l'été prochain. Cela n'arrivera pas. Nous pourrions cependant accélérer les choses si notre amendement était accepté, car il créerait un niveau de justice qui s'oppose à l'injustice profonde de la version actuelle.

Nous allons donc déposer un sous-amendement à l'amendement des conservateurs. Je m'offre le plaisir de le lire:

Que l'amendement soit modifié par substitution, aux paragraphes a) et b), de ce qui suit:

« a) ne comporte aucune augmentation des transferts canadiens en santé;

b) abandonne les aînés entre 65 et 75 ans; »,

et par adjonction, après les mots « croissance économique », de ce qui suit:

« , soutiendront les systèmes de santé en haussant les transferts canadiens en santé à 35 % des coûts de la santé et contribueront à la qualité de vie des aînés de 65 ans et plus en augmentant la sécurité de la vieillesse dès 65 ans et en abaissant l'âge du versement unique de 500\$ prévu à l'été 2021 à 65 ans. ».

La porte est grande ouverte pour que le gouvernement obtienne le vote du Bloc québécois dans ce budget et une appréciation significative par simple application de règles de justice de base du Québec.

• (1110)

**La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès):** Le sous-amendement est recevable.

Nous passons aux questions et observations.

[Traduction]

Le secrétaire parlementaire du président du Conseil privé de la Reine pour le Canada a la parole.

**M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et ministre des Affaires intergouvernementales et du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.):** Madame la Présidente, le premier ministre et les députés ministériels ont estimé qu'il était important de mettre en place un système national de garderies pour venir en aide aux parents qui travaillent. Il suffit de regarder le succès que

connaît le programme du Québec. C'est tout à son honneur, d'ailleurs. Nous pouvons très bien nous en inspirer.

Le député a parlé des soins de longue durée. Les électeurs de Winnipeg-Nord estiment, comme moi et comme la plupart des Canadiens, je pense, qu'il est nécessaire d'instaurer des normes nationales. Nous l'avons bien constaté durant la pandémie.

Mon collègue d'en face estime-t-il que nous devrions appuyer cette proposition du gouvernement d'établir des normes nationales pour les établissements de soins de longue durée? C'est une question importante, car il me semble que dans toutes les régions du pays, c'est ce que veulent les gens.

[Français]

**M. Yves-François Blanchet:** Madame la Présidente, je vais faire une suggestion à mon estimé collègue: plutôt que d'appliquer des normes canadiennes au Québec, qui fait cela depuis 20 ans, alors que le Canada n'a jamais fait cela, on pourrait appliquer les normes québécoises au Canada, et tout ira bien. Je ne vois pas pourquoi on ferait autrement. Le Québec pourra ainsi remercier le fédéral lorsqu'il recevra son chèque tout en lui disant qu'il est content d'avoir aidé la situation des femmes au Canada.

Le Québec n'a pas attendu le fédéral pour être un État plus féministe. D'ailleurs, des budgets québécois déposés par des femmes ministres des Finances, il y en a eu. On peut penser à Mmes Marois et Jérôme-Forget.

Je suis très content que l'on amène ce changement. Je pense en particulier aux gens de la région de Toronto qui paient 1 300 \$ par mois par enfant pour le service de garde; c'est complètement fou. En effet, bravo pour le Canada de prendre exemple sur le Québec, sauf que le fédéral ne nous imposera pas ses conditions sous prétexte qu'il s'est inspiré de nous.

• (1115)

[Traduction]

**M. Marty Morantz (Charleswood—St. James—Assiniboia—Headingley, PCC):** Madame la Présidente, j'aimerais replacer cette promesse de garderies d'enfants dans le contexte de toutes les promesses que le gouvernement a faites et qu'il n'a pas tenues. Les libéraux avaient promis de présenter un budget équilibré en 2019. Ils avaient aussi promis de procéder à une réforme électorale, de faire en sorte qu'il n'y ait plus d'avis de faire bouillir l'eau, de réduire de 25 % les forfaits de téléphonie cellulaire, et bien d'autres choses encore.

Le député croit-il vraiment que le gouvernement libéral va tenir sa promesse cette fois-ci?

[Français]

**M. Yves-François Blanchet:** Madame la Présidente, la porte est trop grande, je ne sais plus par où entrer.

S'il fallait faire la liste des engagements qui n'ont pas été respectés par le gouvernement, je proposerais à la Chambre que nous passions la nuit ici. Sinon, en effet, on pourrait en soulever quelques-uns. C'est souvent vrai qu'il existe une corrélation directe entre la probabilité qu'un engagement soit respecté et la proximité d'élections. On peut donc avoir des doutes.

L'avantage des Québécois, dans le contexte des services de garde, est que cela existe déjà chez nous. Au mieux, nous aurons une amélioration du financement de l'État québécois, et celui-ci fera bien ce qu'il voudra d'ailleurs.

*Le budget*

J'espère toutefois, compte tenu de toute l'esbroufe qu'on met autour de cette question, que cet engagement se réalisera bel et bien et que l'ensemble de la Chambre sera d'accord sur le principe d'un service de garde à la petite enfance et que, quel que soit l'avenir, cela se concrétisera. Le Québec sera toujours prêt à collaborer.

**M. Peter Julian (New Westminster—Burnaby, NPD):** Madame la Présidente, je félicite mon collègue le chef du Bloc québécois pour son discours.

Il a parlé avec raison des échecs du budget, c'est-à-dire le financement insuffisant de la santé et le manque d'appui pour les aînés. Il est évident que ces deux éléments représentent des échecs dans ce budget.

Un autre échec, c'est le refus du Parti libéral de faire payer les ultrariches. Pendant cette pandémie, on a vu que la richesse des milliardaires a augmenté de 78 milliards de dollars. On sait qu'on perd 25 milliards de dollars par année dans les paradis fiscaux. On sait aussi que 20 % des Québécois et des Québécoises veulent une taxe sur la richesse.

Comment le chef du Bloc québécois explique-t-il ce refus du gouvernement libéral à faire payer les ultrariches leur juste part d'impôts?

**M. Yves-François Blanchet:** Madame la Présidente, j'ai envie d'utiliser des termes de chimie, comme la centralisation par rapport à la décentralisation.

Il y a une compulsion libérale d'essayer de tout centraliser. Le gouvernement essaie de fixer des conditions à des programmes qui devraient exister de toute façon. Cela crée des retards et ajoute de la complexité et ne donne pas aux gens l'aide dont ils ont besoin.

Maintenant, faire payer les riches et les ultrariches reste une cause à laquelle nous nous associons. Je prendrai l'exemple si souvent mis en lumière par mon estimé collègue de Joliette: l'évasion fiscale et les paradis fiscaux. Cela représente 900 millions de dollars sur une base annuelle que le fédéral ne va pas chercher.

On peut me voir venir comme un train pour parler de ce qui n'existera pas entre Montréal et Québec. La déclaration de revenus unique nous permettrait de décentraliser les pouvoirs vers Québec, lequel a tendance à tenir ses engagements, ce que le fédéral ne fait pas. Or, le fédéral, pour l'instant, laisse traîner 900 millions de dollars sur le coin de la table dans des paradis fiscaux arrosés au champagne et ensoleillés pendant que les Québécois sont pris en confinement dans une crise économique postpandémie.

**M. Martin Champoux (Drummond, BQ):** Madame la Présidente, les grands absents du budget sont évidemment les transferts en santé et l'aide aux aînés.

À mon avis, il y a un autre grand absent, soit les médias écrits. Depuis plus d'une année, nous lançons des appels à l'aide au gouvernement relativement aux médias écrits, particulièrement les médias régionaux, qui vivent une crise sans précédent. Le budget était une belle occasion de faire quelque chose pour eux, mais il n'en est rien.

J'aimerais demander à mon collègue, qui est aussi mon chef, de me dire ce qu'il pense de cette absence dans le budget fédéral.

**M. Yves-François Blanchet:** Madame la Présidente, le gouvernement fédéral annonce une volonté de taxer les géants du Web, de facturer un tarif pertinent aux géants du Web, qui créent un dés-

équilibre concurrentiel important dans le milieu de la communication, des arts et des médias.

Imaginons un vol vers l'Europe qui a assez de carburant pour se rendre au Groenland. Il s'arrête au milieu. On va facturer 3 % des revenus, sauf que, d'une part, c'est temporaire, on va donc attendre quelque chose dont on ne contrôle pas l'échéance; d'autre part, on le met dans le fonds consolidé. Il va reprocher à Québec de prendre l'argent des services de garde et de le mettre dans le fonds consolidé, mais il prend l'argent des arts, de la culture et des médias et il va le mettre dans le fonds consolidé, ce qui n'est pas acceptable. Il faut que cela aille aux médias et au milieu des arts, qui en ont grandement besoin.

● (1120)

[Traduction]

**M. Mark Gerretsen (Kingston et les Îles, Lib.):** Madame la Présidente, j'aimerais revenir sur la réponse que le chef du Bloc québécois a donnée à mon collègue le secrétaire parlementaire sur la possibilité d'imposer au reste du Canada les normes d'efficacité remarquables des établissements québécois de soins de longue durée.

C'est bien là l'objectif des normes nationales: appliquer au reste du pays ce qui se fait de mieux dans telle ou telle province. Si le Québec est particulièrement efficace dans certains domaines, j'aimerais bien que son système puisse s'appliquer en Ontario. J'imagine que le chef du Bloc québécois est d'accord avec moi sur ce principe.

Si une autre province enregistrait d'excellents résultats dans le domaine des soins de santé de longue durée, ne voudrait-il pas qu'on s'inspire de ses pratiques pour élaborer des normes nationales? Ne voit-il pas tout l'intérêt qu'il y a à mettre en commun les expériences des provinces et des territoires pour élaborer des normes dont tout le monde pourra bénéficier?

[Français]

**M. Yves-François Blanchet:** Madame la Présidente, je suis encore soufflé par l'émotion.

Une fois cela établi, je répondrais oui, mais à une condition. La condition est la suivante: que ce soit librement consenti entre égaux. Si l'on reconnaît que le Québec a des succès extraordinaires en matière de service de garde, on ne va pas lui imposer des normes ou l'affectation de l'argent. On va lui demander ce qu'il pense de cela. Si le Québec trouve cela pertinent, il va dire oui. S'il ne trouve pas cela pertinent, il va dire non. C'est librement consenti entre partenaires égaux. D'ailleurs, le principe selon lequel cela doit être librement consenti entre partenaires égaux devrait être élargi à l'ensemble des relations entre le Québec et le Canada. Ce serait extrêmement intéressant, au moins pour le Québec.

[Traduction]

**M. Jagmeet Singh (Burnaby-Sud, NPD):** Madame la Présidente, j'aimerais tout d'abord mettre ce budget en contexte. Nous sommes depuis plus d'un an aux prises avec une pandémie mondiale qui fait des ravages. Elle secoue le monde, et la population canadienne est très durement touchée.

### *Le budget*

Plus particulièrement, nous savons que les conséquences sont dévastatrices; des citoyens ont perdu leur emploi, d'autres ont perdu leur entreprise, et certains ont perdu la vie. Nous savons aussi que la pandémie touche plus durement certaines personnes. Nous savons que les Autochtones, qui continuent de vivre une injustice historique en ce qui concerne l'accès aux soins de santé et les logements surpeuplés, ressentent encore plus les effets de la pandémie.

Nous savons que les femmes sont plus durement touchées par la pandémie. Elles ont perdu leur emploi dans le secteur des services et dans l'économie des soins. Nous savons également qu'en plus d'avoir à s'occuper des enfants et de proches vieillissants, elles sont à bout de ressources et ne trouvent pas de garderie abordable. Elles sont même si durement touchées que leur taux de participation au marché du travail n'a jamais été aussi bas depuis des décennies.

Nous savons que les personnes racialisées sont très durement touchées. Certaines des collectivités les plus éprouvées du pays sont celles qui comptent plus de nouveaux arrivants, de néo-Canadiens et de personnes racialisées. Nous savons que des travailleurs de première ligne doivent aller dans les usines et les entrepôts, que ce soit dans la logistique ou le transport, et qu'ils travaillent dans des commerces d'alimentation, en première ligne. Or, ces travailleurs sont souvent parmi les plus vulnérables et ils sont souvent racialisés. Ils sont très durement touchés.

Nous savons que les jeunes souffrent beaucoup de cette pandémie. Des jeunes qui viennent d'entamer leur carrière ont perdu leur emploi. D'autres qui espéraient travailler l'été ont vu disparaître bon nombre des emplois qu'ils trouvaient habituellement. Des jeunes qui aspirent à bâtir leur vie, à trouver une compagne ou un compagnon, et à progresser dans leur carrière sont dans l'incapacité de le faire. Les jeunes sont très durement touchés.

Une des plus grandes hontes, que je qualifie de honte nationale, est que la pandémie a touché de façon disproportionnée les aînés, notamment ceux qui vivent dans des centres de soins de longue durée. Ce sont eux qui paient le plus lourd tribut, et cela ne peut pas continuer. Cela n'aurait d'ailleurs jamais dû arriver, et nous ne pouvons pas permettre que cela continue.

Nous affrontons maintenant la troisième vague. Elle frappe plus fort que les précédentes. Le nombre de cas augmente dans tout le pays. La situation est particulièrement grave en Ontario, où des hôpitaux de campagne sont installés et où les services de soins intensifs sont débordés. Les professionnels de la santé nous disent qu'ils atteignent aussi un point de rupture. Ils n'en peuvent plus de cette situation insensée. Ils voient des familles entières admises aux soins intensifs. Avec ce variant, nous voyons des personnes plus jeunes branchées sur des respirateurs. Nous n'avons plus affaire à une maladie qui frappe plus les aînés ou les personnes immunodéprimées. Le variant touche des personnes de plus en plus jeunes. En Ontario, il est évident qu'il est en train de gagner la course.

Nous voyons également dans tout le pays que les collectivités les plus pauvres, qui comptent le plus grand nombre de travailleurs essentiels et de première ligne, sont celles où les taux d'infection à la COVID-19 sont les plus élevés, mais où les taux de vaccination sont les plus faibles. C'est un grave problème.

• (1125)

[Français]

Les temps sont difficiles. On vit de durs moments. La COVID-19 a frappé toutes les communautés, et la troisième vague frappe fort.

On sait que c'est difficile partout: le nombre de cas augmente, les travailleurs de première ligne en santé ont de la difficulté. On doit agir maintenant pour protéger les travailleurs et les travailleuses et mieux soigner nos aînés. Il est essentiel de mettre en place des mesures concrètes dès maintenant.

[Traduction]

Qu'est-ce que les libéraux ont choisi de faire dans ce budget? Les budgets sont toujours une question de choix. Ils sont toujours une question de priorité. Qu'est-ce que le gouvernement a choisi de faire, et qu'est-ce qu'il a choisi de ne pas faire? Ces deux questions sont fondamentales dans tout budget.

Comme nous l'avons constaté, la pandémie n'a pas touché tout le monde de manière égale. Une chose est sûre: si les travailleurs et les petites entreprises ont souffert, les ultra-riches ont non seulement été épargnés, mais ils ont vu leur richesse augmenter au milieu de cette pandémie. Les Canadiens les plus riches, les 44 milliardaires les plus riches, se sont enrichis de plus de 62 milliards de dollars. Nous avons vu les géants du Web comme Amazon, Netflix et Google augmenter leurs profits. Nous avons vu les grandes chaînes d'épicerie accroître leurs bénéfices. Les ultra-riches ont fait des affaires d'or durant la pandémie.

Nous avons vu les inégalités se creuser. Nous avons vu les inégalités qui existaient déjà au sein de la société s'aggraver. Compte tenu de l'inégalité croissante et du fait que les ultra-riches ont vu leur richesse augmenter de façon disproportionnée tandis que les travailleurs et les petites entreprises ont vu leurs moyens de subsistance diminuer et leur vie se détériorer, on aurait pu s'attendre à ce que le budget remédie à la situation. On aurait pu penser que le budget aurait indiqué qui allait payer les dépenses liées à la pandémie et à la relance, c'est-à-dire les ultra-riches. C'est ce qu'on aurait pu penser, mais en réalité, le budget prend une décision claire et fait un choix clair. Le gouvernement libéral et le premier ministre ont choisi d'éviter aux ultra-riches de payer leur juste part; le fardeau retombera plutôt sur les familles et les travailleurs.

Ce budget ne prévoit pas d'impôt sur la fortune. Il ne prévoit pas d'impôt sur les profits excessifs engrangés pendant la pandémie. Il ne s'attaque pas aux paradis fiscaux à l'étranger ni aux échappatoires. Il ne s'attaque pas du tout aux inégalités. Il ne demande pas aux plus riches de ce pays de payer leur juste part. Ce n'est pas ce qu'il fait. Ce faisant, le gouvernement libéral dit qu'il continuera à permettre que des profits soient réalisés sur le dos des personnes âgées dans les centres de soins de longue durée et que les familles et les travailleurs devront continuer à en assumer le fardeau.

• (1130)

[Français]

Au cours de la pandémie, les inégalités ont augmenté. Les ultras riches sont devenus plus riches que jamais, alors que les personnes ayant besoin d'aide ont toujours du mal à s'en sortir. La crise a révélé de nombreuses lacunes dans notre filet de sécurité sociale. Ce budget aurait dû aider des gens, mais les libéraux continuent de faire la part belle aux ultras riches et de laisser tomber les familles, les travailleurs et les travailleuses.

Les budgets sont une question de choix. Qui le premier ministre a-t-il choisi? Il n'a pas choisi les familles, les travailleurs et travailleuses, ni les aînés dans les centres de soins de longue durée: il a choisi les ultras riches. Il n'y a pas d'impôt sur la fortune dans le budget, pas d'impôt sur les profits excessifs ni de mesures pour s'attaquer aux paradis fiscaux.

C'est clair, le premier ministre et le gouvernement ont encore fait le choix de se croiser les bras. En disant que les ultras riches peuvent continuer à utiliser les paradis fiscaux et les échappatoires, le gouvernement a dit que, non, les ultras riches ne doivent pas payer leur juste part. C'était un choix et, en faisant ce choix, le gouvernement libéral n'a pas choisi d'aider les familles. On n'a pas réglé ces problèmes dans notre fiscalité.

[Traduction]

Nous avons, par ailleurs, noté quelques bonnes choses dans le budget. Sans aucun doute, il y a des choses positives dans ce budget. Le problème avec les éléments positifs de ce budget, ce sont les antécédents du gouvernement libéral. D'une part, il semble certainement mettre l'accent sur les services de garde d'enfants. En fait, il semble qu'il ait emprunté le plan sur lequel nous avons fait campagne lors des dernières élections. En 2015 et en 2019, nous avons fait campagne en nous engageant à mettre sur pied des services de garde d'enfants universels, accessibles et abordables. Les libéraux s'en sont inspirés, ce qui est formidable. J'aimerais bien qu'ils s'en inspirent et qu'ils le fassent. Le problème est le suivant: nous avons devant nous un exemple très clair que les libéraux ont peut-être oublié.

Le fait est que les libéraux et le premier ministre ont fait campagne en promettant l'assurance-médicaments universelle en 2019. Ils l'ont même incluse dans les discours du Trône, mais n'ont eu aucun scrupule à l'abandonner complètement dans le budget. Ils n'ont toujours pas approuvé le rapport qu'ils ont eux-mêmes commandé, qui indique très clairement qu'il devrait s'agir d'un régime d'assurance-médicaments universel et entièrement public pour tous, et ce n'est pas surprenant, car tous les experts sont d'accord. Cependant, le gouvernement libéral n'a même pas accepté ce rapport. Les libéraux n'ont pas dit qu'ils approuvaient cette recommandation explicite. Au lieu de cela, ils l'ont complètement abandonnée. Le problème que présente une telle façon de faire est le suivant: lorsqu'ils font une promesse électorale, lorsqu'ils en font une priorité dans le discours du Trône, et qu'ils l'abandonnent ensuite complètement, il est difficile de croire qu'ils tiendront une autre promesse dans le budget.

La triste réalité est que tant de gens, tant de femmes dans notre pays en ont tout simplement assez des promesses bidon. Cela fait 28 ans que le gouvernement libéral promet un système universel de services de garde. Cela fait trois décennies que les libéraux forment des gouvernements majoritaires, et ils ne l'ont pas fait. De nombreux députés du gouvernement libéral se sont fait demander pourquoi ils ont décidé de le faire maintenant. Pourquoi ne l'ont-ils pas fait avant? Pourquoi ont-ils soudainement eu cette épiphanie? Cela n'a aucun sens, car le Parti libéral a été au pouvoir tellement longtemps au cours des trois dernières décennies et il n'a rien fait pour faire avancer les choses. Comment les Canadiens peuvent-ils le croire maintenant?

Comme je viens de le mentionner, les libéraux promettent l'assurance-médicaments depuis 24 ans — 24 ans de promesses non tenues.

### *Le budget*

Le budget prévoit une augmentation du salaire minimum fédéral, ce qui est formidable. Cela faisait partie de notre plateforme électorale. Le plus drôle, c'est que lorsque nous l'avons proposée pour la première fois, le gouvernement libéral s'y est opposé et a fait campagne contre cette augmentation, mais je vais mettre cela de côté. Maintenant, les libéraux conviennent que c'est la bonne chose à faire. Cependant, ils ont promis de le faire en 2019, ils ont promis de le faire en 2020 et nous sommes à mi-chemin de 2021. C'est une solution facile. Les gens voient ce qui se passe, entendent les promesses faites et ne voient aucun geste posé. Le problème, c'est qu'il s'agit d'une chose très facile à faire. Le Cabinet pourrait la faire immédiatement. Nous allons suivre l'évolution de la situation et voir si c'est un autre exemple de promesse libérale qui ne vise qu'à donner une belle image sans que rien ne soit fait.

Voilà ce qui cloche dans le budget fédéral: les libéraux disent beaucoup de belles choses, mais ils ne les font pas vraiment. Ils n'y donnent pas suite. Le problème, c'est que lorsqu'ils n'y donnent pas suite, cela ne crée pas seulement un vide. Des gens qui ont besoin de cette aide pâtissent.

Cela ressemble beaucoup à ce que nous avons vécu pendant toute la pandémie. Les libéraux commençaient souvent par offrir le strict minimum, et nous devions alors nous battre bec et ongles pour obtenir davantage d'aide pour les Canadiens. Je vais donner quelques exemples des promesses et des réalisations récentes du gouvernement libéral, mais pour lesquelles nous avons dû lutter pour obtenir leur bonification.

Quand nous nous sommes rendu compte que les gens allaient perdre leur emploi à cause de la pandémie et que les choses allaient devenir très difficiles pour les entreprises, nous avons dit au gouvernement qu'il fallait aider ces dernières à garder leurs employés. Les libéraux ont commencé par proposer une subvention salariale de 10 %. Autrement dit, ils étaient prêts à couvrir 10 % du salaire d'un employé. Ce n'est pas en finançant 10 % de son salaire qu'on maintient une personne en emploi. Cela ne suffit pas. Nous avons dû nous battre bec et ongles et faire beaucoup de pression pour faire augmenter cette subvention. Nous avons rédigé une lettre, qui a rallié l'appui de personnalités fort intéressantes comme le président de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante et le président d'Unifor. Nous avons dit que cette subvention devait représenter au moins 75 % du salaire. Nous avons redoublé d'efforts et nous avons gagné, si bien que les Canadiens ont pu conserver leur emploi. En couvrant 75 % du salaire des gens pour les maintenir en emploi, nous avons sauvé des millions d'emplois. Voilà un exemple où les libéraux voulaient se contenter du minimum et où nous avons dû nous battre pour obtenir le maximum.

Avec la PCU, les libéraux ont commencé par proposer 1 000 \$, sachant pourtant que cela ne suffirait pas à couvrir le loyer dans bien des cas. Nous avons dû nous battre bec et ongles pour que cette subvention passe à 2 000 \$ et que les gens puissent aussi se nourrir. De cette façon, ceux qui étaient en confinement et qui ne pouvaient pas travailler ont pu quand même payer leur loyer et rester dans leur logement.

Le gouvernement libéral avait complètement oublié les étudiants et n'avait prévu aucune aide directe à leur intention. Aucune aide financière. Nous avons écouté des étudiants qui nous ont dit qu'ils avaient besoin d'aide parce qu'ils n'allaient pas pouvoir trouver un emploi d'été. Nous nous sommes battus pour qu'une aide financière leur soit octroyée.

### *Le budget*

• (1135)

L'un des outils les plus importants pour lutter contre la pandémie est d'accorder des congés de maladie, et nous avons dû lutter farouchement pour obtenir cela au niveau fédéral. C'est une première, et c'est une bonification du filet de sécurité sociale. Nous avons toutefois constaté que ce que les libéraux avaient fait était insuffisant, et nous l'avons dénoncé, mais ils n'ont toujours pas corrigé le problème. Lorsque les libéraux ne tiennent pas leurs promesses et qu'ils refusent de corriger les problèmes que nous leur signalons, ce sont les gens qui en paient le prix.

Parlons des choix que le gouvernement a faits dans ce budget, de ceux qu'il a choisi d'aider et de ceux qu'il a choisi de laisser de côté.

S'agissant de déterminer qui allait payer le coût de la pandémie, nous avons dit que ce devrait être les Canadiens les plus riches, par l'entremise d'un impôt sur la fortune et sur les profits excessifs qu'ils ont engrangés pendant la pandémie. Nous avons également proposé de supprimer les échappatoires fiscales.

Le gouvernement libéral a-t-il retenu une seule de ces propositions? Absolument pas. En choisissant de ne pas imposer les plus riches et de ne pas supprimer les échappatoires fiscales et les paradis fiscaux à l'étranger, le gouvernement libéral a choisi de protéger les plus riches, au détriment de tout le reste de la population.

Qu'est-ce que les libéraux ont décidé de faire dans ce budget? C'est très intéressant. Ils ont décidé de prolonger les mesures de soutien dont les Canadiens ont besoin, ce qui est bien, mais il se trouve que nous sommes au beau milieu de la troisième vague, la pire de la pandémie, et c'est à ce moment-ci qu'ils décident de réduire l'aide accordée de 200 \$ par mois. Or, cette aide est destinée aux travailleurs qui ont été mis à pied ou qui ne peuvent pas retourner au travail à cause de la pandémie.

Réfléchissons au choix qu'ont fait les libéraux. Ils ont préféré ne pas faire payer aux plus riches leur juste part, ce qui signifie qu'ils ont décidé de les aider, au détriment des travailleurs qui ont peut-être perdu leur emploi à cause des confinements de l'été dernier. Espérons que cela ne se reproduira pas, même si nous sommes en plein confinement en Ontario en ce moment. Ils ont donc décidé de réduire le montant que reçoivent les travailleurs qui ont été mis à pied l'été dernier, autrement dit, de les pénaliser.

En ce qui concerne les familles qui ont du mal à payer leurs médicaments, qu'a décidé le gouvernement libéral? De privilégier plutôt les grandes sociétés pharmaceutiques. En effet, à qui profite l'absence d'un programme national d'assurance médicaments? Aux grandes sociétés pharmaceutiques.

Tout le monde s'entend pour dire que si nous mutualisons toutes nos ressources, c'est-à-dire le pouvoir d'achat de chaque province et territoire, nous pourrions négocier de meilleurs contrats et de meilleurs prix. Cela tombe sous le sens. En choisissant de ne pas le faire, le gouvernement choisit d'aider les grandes sociétés pharmaceutiques. Ce sont les seules à en profiter, et en attendant, les familles ont du mal à payer leurs médicaments.

Pourquoi avoir refusé d'exclure la notion de profit des établissements de soins de longue durée? Les libéraux ont refusé de le faire dans le budget. Ils ont voté contre notre motion dans ce sens. Par ce refus, ils choisissent de privilégier les établissements de soins à but lucratif, au détriment des personnes âgées qui souffrent.

Lorsque les libéraux choisissent de ne pas bonifier le régime de congés de maladie payés, ils le font au détriment des travailleurs qui ne savent pas s'ils doivent aller au travail quand ils sont malades ou s'ils doivent rester à la maison et ne pas pouvoir payer leurs factures. Les libéraux choisissent de ne pas aider les travailleurs.

Lorsqu'ils choisissent de ne pas aider les étudiants en annulant leur prêt étudiant, ils leur rendent la vie encore plus difficile.

En conclusion, j'aimerais dire quelques mots sur la situation de la pandémie en Ontario. À l'heure actuelle, le premier ministre provincial et le premier ministre fédéral ont tous les deux refusé de faire preuve de leadership face à cette crise qui est pourtant urgente et grave.

Nous avons besoin de deux choses bien précises. Nous avons besoin d'une mobilisation générale immédiate pour que les collectivités qui en ont le plus besoin reçoivent des vaccins, et nous aurions voulu que ce soit dans le budget, car le problème est grave. Ensuite, nous devons améliorer immédiatement les congés de maladie payés. Tous les spécialistes s'entendent pour dire que des congés de maladie payés sauveront des vies.

Le premier ministre de l'Ontario n'a rien fait à ce sujet. Le premier ministre n'a pas donné suite à ce que nous avons dit, qui était d'améliorer le programme de congés de maladie payés pour aider les citoyens. Nous avons proposé de recourir à la Loi sur les mesures d'urgence, et notamment de déclarer un sinistre, ce qui nous permettrait d'avoir plus de moyens pour aider les citoyens. Nous devons faire quelque chose maintenant. Nous sommes en pleine crise. L'Ontario est au bord du gouffre. Nous devons améliorer immédiatement les congés de maladie payés et faire en sorte que les personnes qui en ont le plus besoin aient accès aux vaccins. Nous devons régler ce problème. Les conséquences sont désastreuses et les cris d'alarme se succèdent.

Nous ne cesserons pas de nous battre pour nos concitoyens. Nous continuerons de faire pression sur le gouvernement pour qu'il fasse ce qui est nécessaire pour les Canadiens.

• (1140)

**M. Mark Gerretsen (Kingston et les Îles, Lib.):** Madame la Présidente, le gouvernement s'engage fermement dans le budget à agir en ce qui concerne les services de garde dans tout le pays, ce qui ne s'est pas fait depuis des décennies. Il s'agit d'un véritable engagement à mettre en place l'infrastructure nécessaire et à ramener le coût des garderies à 10 \$ par jour pour les parents dans tout le Canada. Nous nous trouvons dans une situation très semblable il y a un peu plus de 15 ans, quand Paul Martin a présenté un budget similaire qui visait le même résultat. À l'époque, le NPD s'est allié aux conservateurs et a fait tomber le gouvernement, Stephen Harper a été élu et les Canadiens n'ont pas vu ces mesures pour les services de garde.

Ma question au député est très simple. L'histoire se répètera-t-elle avec ce budget ou le NPD l'appuiera-t-il pour que les parents dans tout le Canada puissent profiter de la promesse qui y est faite au sujet des garderies, la même promesse qui avait été faite la fois où le NPD a fait tomber le gouvernement?

*Le budget*

**M. Jagmeet Singh:** Madame la Présidente, le député parle d'histoire qui se répète. Il y a 27 ans, le gouvernement libéral promettait un régime d'assurance-médicaments, et il a eu des gouvernements majoritaires depuis. Pendant 27 ans, l'histoire s'est répétée. Malheureusement, elle se répète quand le gouvernement libéral dit une chose et en fait une autre, rompt promesse après promesse, et ce sont les Canadiens qui en souffrent. Les néo-démocrates croient sans réserve dans les services de garde. En réalité, le gouvernement libéral aime parler des garderies, mais il ne fait jamais rien à leur propos.

**M. Marty Morantz (Charleswood—St. James—Assiniboia—Headingley, PCC):** Madame la Présidente, le chef du NPD a tout à fait raison. L'actuel gouvernement ne cesse de faire de grandes promesses, mais ne les tient pas. On peut parler de la promesse d'équilibrer le budget au plus tard en 2019, de la réforme électorale, qui était une pièce maîtresse de la campagne de 2015, des avis de faire bouillir l'eau, de la réduction des frais de téléphonie cellulaire et des autres choses que le député a mentionnées.

Quelle raison les Canadiens auraient-ils de croire à cette promesse sur les services de garde? Pourquoi devraient-ils y croire?

• (1145)

**M. Jagmeet Singh:** Malheureusement, madame la Présidente, je suis d'accord avec le député. Le problème tient au fait que le gouvernement libéral dit souvent une chose et fait exactement le contraire. L'exemple le plus récent que je ne cesse de citer est celui des 27 années de promesses non tenues par rapport aux services de garde ainsi que des 24 années de promesses non tenues par rapport à l'assurance-médicaments. Les promesses non tenues sont si nombreuses qu'il est difficile d'en tenir le compte.

L'assurance-médicaments en est un exemple récent. Les libéraux ont fait campagne sur cet enjeu en 2019; ils l'ont inclus dans le discours du Trône et ils l'ont maintenant délaissé, comme si les Canadiens n'allaient pas le remarquer. Les Canadiens l'ont remarqué. Il est difficile de croire que le gouvernement fédéral est sérieux quand il vient de rompre une promesse audacieuse très similaire qu'il a faite très récemment. La triste réalité est que le gouvernement dit une chose et en fait une autre. Les libéraux disent une chose pour se faire élire et, une fois élus, ils ne la font pas.

**M. Charlie Angus (Timmins—Baie James, NPD):** Madame la Présidente, le budget libéral est le meilleur budget que nous aurions pu avoir en 2015. En 2015, les néo-démocrates ont fait campagne sur les services de garde d'enfants et les libéraux nous ont ridiculisés. Ils trouvaient ridicule de proposer des garderies à 10 \$ par jour et ils s'en sont beaucoup moqués. Maintenant, ils reconnaissent la sagesse de l'idée. En ce qui concerne le salaire minimum de 15 \$, le premier ministre, fils de millionnaire, pensait que c'était ridicule. Maintenant, les libéraux comprennent, et volent les idées néo-démocrates.

Cependant, nous ne sommes pas en 2015; nous sommes en 2021. Nous sommes au cœur de la pire crise sanitaire que notre nation n'ait jamais connue. Il manque de places aux soins intensifs, et des gens meurent. Les gens qui meurent sont des travailleurs jeunes et racisés qui doivent aller travailler jour après jour. Je ne vois rien dans le budget qui reconnaisse la nécessité de les aider, de fournir les ressources nécessaires ou d'utiliser les pouvoirs de la Loi sur les mesures d'urgence pour travailler de concert avec les provinces.

Pourquoi le gouvernement réduit-il aussi l'aide financière pour les travailleurs de l'économie à la demande? Ce sont eux qui souffrent.

**M. Jagmeet Singh:** Madame la Présidente, le député a tout à fait raison. C'est une question de choix et le gouvernement libéral a fait des choix très clairs. Il a choisi de ne pas bonifier les congés de maladie rémunérés, ce qui sauverait directement des vies, et de ne pas aider les travailleurs, au moment où ils risquent de perdre leur emploi, en réduisant les sommes qu'ils touchent. Ces travailleurs sont les plus vulnérables et ils risquent de perdre leur emploi. Le gouvernement a choisi de réduire le montant de l'aide qu'ils touchent à la fin de l'été.

Le gouvernement a clairement choisi de fermer les yeux sur la crise qui sévit en Ontario. Voilà pourquoi nous devons encore une fois redoubler d'efforts et dire que nous devons recourir à la Loi sur les mesures d'urgence, nous assurer que les vaccins parviennent aux collectivités qui en ont le plus besoin et veiller à ce que les congés de maladie rémunérés soient en place pour assurer la sécurité des travailleurs.

C'est une question de choix et le gouvernement a montré à maintes reprises qu'il n'a pas choisi et ne choisit pas de travailler pour les gens; il choisit de protéger les ultra-riches.

**M. Adam Vaughan (secrétaire parlementaire du ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social (Logement), Lib.):** Madame la Présidente, une rue de ma circonscription, l'avenue Manning, a été nommée en l'honneur de l'archevêque Manning d'Angleterre qui a dit il y a des années: « Nous sommes ce que nous faisons et nous faisons ce que nous sommes ». Je suis conscient que je ne peux pas guérir le chef du NPD de son cynisme, et tous les politiciens devraient assumer la responsabilité du cynisme grandissant envers la politique quand nous ne remplissons pas nos engagements avec autant de précision et de force que nous le souhaitons.

Il a dit qu'il allait voter pour ce budget. J'apprécie le soutien et la stabilité que cet engagement implique. Comment pouvons-nous tendre vers la mise en place de services de garde d'enfants? En Colombie-Britannique, son parti parle de confier tous les pouvoirs aux provinces et de les laisser faire ce qu'elles veulent. C'est ce qu'il dit en Colombie-Britannique, mais en Ontario, les résultats seraient dévastateurs. Nous avons déjà vu hier la réaction du gouvernement Ford à notre budget. Ses députés tiennent essentiellement le même discours que leurs homologues conservateurs à la Chambre. Ils n'aiment pas les services de garde publics.

Le NPD nous appuiera-t-il pour veiller à ce que le gouvernement fédéral négocie une entente solide avec les provinces et que nous ne cédions pas aux seuls désirs des provinces dans la création de ce nouveau programme national? Va-t-il cesser de dire une chose en Colombie-Britannique et une autre en Ontario lorsqu'il s'agit de mettre en place des services de garde d'enfants?

• (1150)

**M. Jagmeet Singh:** Madame la Présidente, toute la prémisse de la question revient à savoir si les libéraux vont vraiment joindre le geste à la parole. La réalité est que, parfois, le cynisme ne se vérifie pas dans les faits. Parfois, il est simplement brut et cru, et il est injuste. Cependant, en ce qui concerne les services de garde, et le gouvernement fédéral, nous avons 27 ans de preuves que, malgré des gouvernements majoritaires, les libéraux ne font pas ce qu'ils promettent de faire. Nous en avons la preuve avec l'assurance-médicaments: les libéraux ont fait campagne sur ce sujet, en ont fait une priorité, ont dit que c'était important, l'ont inséré dans le discours du Trône, puis n'y ont pas donné suite.

### *Le budget*

Nous croyons aux services de garde universels et abordables. Nous croyons qu'il faut collaborer avec les provinces et les territoires pour en faire une réalité et nous continuerons à nous battre pour cela. Notre crainte, c'est que le gouvernement libéral aime dire certaines choses sans jamais finir par les faire. Nous allons nous battre pour nous assurer que cela se concrétise. Nous allons nous battre pour nous assurer que les gens bénéficient de l'aide dont ils ont besoin, et les gens peuvent compter sur nous pour le faire.

**M. Todd Doherty (Cariboo—Prince George, PCC):** Madame la Présidente, il y a beaucoup d'éléments à décortiquer dans ce document de 865 pages, qui constitue essentiellement un programme électoral. Il ne s'agit pas vraiment d'un budget. Je dirais qu'une grande partie des mesures qui y sont proposées seront mises en œuvre au cours des deuxième et troisième années. Si nous lisons les petits caractères, les dépenses s'étalent sur cinq ans.

Nous sommes au cœur d'une crise de santé mentale, sans parler d'une crise des opiacés. Un milliard de dollars pour la santé mentale n'est pas peu, mais c'est à peine une goutte d'eau dans l'océan, et 116 millions de dollars répartis sur cinq ans pour lutter contre la crise des opiacés, c'est vraiment une goutte d'eau dans l'océan.

Mon collègue estime-t-il qu'il aurait fallu dépenser davantage pour lutter contre certaines des pires crises sanitaires que notre pays n'ait jamais connues, soit celles relatives à la santé mentale et aux opiacés?

**M. Jagmeet Singh:** Madame la Présidente, si nous sommes au cœur d'une pandémie mondiale, et il s'agit d'une crise majeure, cela ne signifie pas que les autres crises ont disparu. Nous vivons toujours une crise des opiacés, qui a fauché tant de vies dans notre pays. Nous vivons toujours une crise de santé mentale. En réalité, elle va s'aggraver en raison des souffrances additionnelles infligées par la pandémie: l'isolement, le manque d'activités et le manque de rapports humains ne feront qu'exacerber les problèmes de santé mentale.

Nous devons absolument veiller à ériger la santé mentale en priorité. En réalité, nous croyons que la santé mentale devrait faire partie de notre système de soins de santé afin que nous ayons vraiment un système de soins de santé de la tête aux pieds. Ce sera essentiel pour sortir de cette pandémie. Le deuxième élément est la crise des opiacés. Nous pensons que nous devons immédiatement...

**La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès):** Nous devons reprendre le débat.

La ministre de la Prospérité de la classe moyenne et ministre associée des Finances a la parole.

[Français]

**L'hon. Mona Fortier (ministre de la Prospérité de la classe moyenne et ministre associée des Finances, Lib.):** Madame la Présidente, j'ai le plaisir de prendre la parole aujourd'hui au sujet du budget de 2021, lequel a été présenté hier par ma collègue la vice-première ministre et ministre des Finances.

Je vais commencer par vous informer, madame la Présidente, que j'ai des problèmes techniques depuis ce matin. Si la connexion devait se perdre, je reviendrais rapidement.

[Traduction]

Le budget de 2021 est un budget ambitieux et audacieux qui vise à achever la lutte contre la COVID et à jeter les bases d'une solide relance de l'économie. La pandémie de COVID-19 a provoqué la

récession la plus profonde et la plus rapide à l'échelle mondiale depuis la Grande Dépression, et le Canada ne fait pas exception. Le gouvernement a établi un plan qui vise à créer plus d'emplois et à améliorer la qualité de vie pour les Canadiens dans les jours et les décennies à venir.

Tandis que nous continuons à composer avec la troisième vague, nous savons que des jours meilleurs nous attendent et que le budget de 2021 nous y conduira. Depuis le début, nous avons clairement dit que notre priorité absolue est de combattre la pandémie et de sauver des vies. La plus vaste campagne d'immunisation de l'histoire du Canada est maintenant bien engagée et d'ici la fin de septembre, le Canada aura reçu un nombre plus que suffisant de doses pour que chaque adulte soit entièrement vacciné. Le budget prévoit 1 milliard de dollars de plus pour aider à accélérer la vaccination et 4 milliards de dollars de plus pour nos systèmes de soin de santé.

Notre deuxième priorité est d'aider les gens et les entreprises à traverser cette crise et à rebâtir en mieux. Avec le budget de 2021, le gouvernement ne fait pas qu'aider les Canadiens et les entreprises à se sortir de la pandémie de la COVID, il investit aussi dans l'avenir de notre pays. En effet, le budget de 2021 propose de prolonger la Subvention salariale d'urgence du Canada, la Subvention d'urgence du Canada pour le loyer et la mesure de soutien en cas de confinement pour sauver des emplois et garantir que les entreprises seront prêtes lorsque l'économie rouvrira complètement.

La troisième priorité est de rebâtir en mieux. À cet égard, le budget de 2021 nous met fermement sur la voie d'un avenir meilleur. La récession causée par la COVID-19 touche tout le monde, mais les répercussions ne sont pas égales. Sur le marché du travail, les femmes ont été frappées plus tôt et plus durement, et elles récupèrent leurs emplois plus lentement. Les inégalités de longue date entre les sexes n'ont fait que s'amplifier au cours de la pandémie, ce qui a mis en péril des décennies de gains chèrement acquis pour les femmes sur le marché du travail.

À ce jour, plus de 16 000 femmes ont complètement abandonné le marché du travail, tandis qu'il y a 91 000 hommes de plus dans la population active masculine. C'est une « récession au féminin ». Le budget de 2021 présente un vaste plan d'emploi et de croissance qui vise à donner à toutes les femmes du Canada la possibilité de participer pleinement à notre économie. Il propose d'investir jusqu'à 146,9 millions de dollars sur quatre ans pour renforcer la Stratégie pour les femmes en entrepreneuriat, qui permet à des femmes à la tête d'entreprises d'avoir plus facilement accès à du financement, à du mentorat et à de la formation. Nous devons rebâtir un Canada meilleur et plus équitable.

### Le budget

Les investissements historiques du budget de 2021 dans les services d'apprentissage et de garde des jeunes enfants, dans la jeunesse et l'innovation et dans le logement contribueront tous à un pays plus inclusif et à une relance plus solide. En particulier, nous proposons un investissement véritablement générationnel dans un réseau pancanadien de services de garde de qualité et abordables. Ce budget prévoit jusqu'à 30 milliards de dollars sur cinq ans pour collaborer avec nos partenaires provinciaux, territoriaux et autochtones à la mise sur pied de ce réseau. D'ici 2025-2026, ces investissements atteindront au minimum 8,3 milliards de dollars par année en permanence, y compris pour des services d'apprentissage et de garde d'enfants autochtones. Notre ambition est de réduire les coûts pour les parents à une moyenne de 10 \$ par jour d'ici 2026 partout à l'extérieur du Québec, qui possède déjà son propre réseau public abordable. Cela commencerait par une réduction de 50 % des frais moyens d'ici 2022, ce qui changera grandement les choses pour les familles canadiennes.

● (1155)

[Français]

Le Québec a commencé à mettre en place un système universel de centres de la petite enfance il y a plus de 20 ans et nous devons apprendre de son expérience.

Aujourd'hui, le taux de participation à l'économie des femmes qui ont de jeunes enfants est plus élevé au Québec que dans le reste du Canada. En fait, au Québec, il est parmi les plus élevés au monde.

Le système pancanadien d'apprentissage de la petite enfance et de garde des jeunes enfants va aider plus de femmes à avoir une place sur le marché du travail. Il va également aider plus d'enfants à avoir un bon départ dans la vie, et il va épauler les Canadiennes et les Canadiens qui en ont le plus besoin. Cela va stimuler notre économie.

On le sait, notre économie a besoin d'être stimulée. Aujourd'hui, environ 296 000 personnes sont toujours sans emploi en raison de la pandémie et 247 000 autres personnes font face à une forte réduction de leurs heures de travail. Par conséquent, elles risquent de voir leur salaire subir une importante réduction.

La création d'emploi est un aspect très important du budget. Je dirais même qu'il s'agit d'un aspect prioritaire. Les mesures que nous proposons vont offrir un demi-million de possibilités d'emploi et de formation pour les travailleurs au cours des prochaines années. Il y aura 500 000 emplois, dont 215 000 seront pour les jeunes.

Les jeunes Canadiens ont été durement touchés par la pandémie et par les pertes d'emploi. Cependant, l'impact est plus profond que cela. C'est le groupe qui a été le plus affecté en ce qui a trait aux répercussions de la pandémie sur la santé mentale.

La jeunesse canadienne ne peut pas devenir une génération sacrifiée à cause de la pandémie. Le budget propose donc d'aider les jeunes Canadiens, y compris ceux qui proviennent de ménages à faibles revenus, à poursuivre et à terminer leurs études, et à alléger leurs dettes de prêt étudiant.

Par l'entremise du budget de 2021, nous continuons aussi d'aider les entreprises canadiennes, particulièrement les PME, à adopter les nouvelles technologies. La pandémie a accéléré la transformation numérique de l'économie. Les entreprises, les travailleurs et les consommateurs font de plus en plus d'affaires en ligne. En aidant

les entreprises à prendre ce virage, nous les aidons à être plus productives et à créer de bons emplois, y compris pour les jeunes.

● (1200)

Les mesures incluses dans le budget permettent aussi de consolider la position du Canada en tant que chef de file mondial de la recherche et de l'innovation et de l'économie de demain. C'est cela, reconstruire en mieux.

[Traduction]

Nous savons que la récession causée par la COVID-19 a également creusé les écarts en matière d'accès au logement pour les Canadiens. Ces écarts doivent être comblés si nous voulons rebâtir en mieux. Les investissements prévus dans le budget de 2021 fourniraient à des milliers de familles un logement sûr et abordable. En chiffres réels, 1,5 milliard de dollars de fonds supplémentaires destinés à l'Initiative pour la création rapide de logements permettront d'ajouter 4 500 logements abordables en plus des 4 700 logements déjà financés par le programme qui figurait dans l'Énoncé économique de l'automne 2020.

Le budget prévoit 567 millions de dollars de plus sur deux ans pour le programme « Vers un chez-soi: la stratégie canadienne de lutte contre l'itinérance ». Je dois dire à mes collègues que cet investissement dans le logement abordable améliorera réellement la situation dans Ottawa-Vanier, la circonscription que j'ai l'honneur de représenter. Pas plus tard qu'hier soir, j'ai eu l'occasion de discuter avec des intervenants locaux de l'organisme Les Bergers de l'espoir qui m'ont dit à quel point il est essentiel que nous fassions tout ce qu'il faut pour mettre fin à l'itinérance chronique.

Nous proposons aussi d'améliorer le Fonds d'innovation pour le logement abordable en vue de créer jusqu'à 12 700 logements, en plus des 17 600 logements financés par le programme à ce jour.

Ces investissements permettraient non seulement de garantir que des dizaines de milliers de familles ont un endroit sûr où se loger, mais aussi de créer de bons emplois pour la classe moyenne et de favoriser la prospérité.

Augmenter le nombre de logements abordables est une des nombreuses choses que fait le budget pour soutenir et renforcer la classe moyenne. C'est une priorité, ce qui ne devrait surprendre personne. Depuis le premier jour, le gouvernement a toujours cherché à soutenir la classe moyenne.

Au début de nos deux mandats, nous avons réduit les impôts des Canadiens de la classe moyenne. Des millions de Canadiens profitent de ces mesures dont la raison d'être est simple. Nous ne pouvons pas avoir une économie prospère sans une classe moyenne prospère. C'est une question d'équité. C'est également par souci d'équité que nous avons augmenté les impôts du 1 % le plus riche, tout en réduisant les impôts de la classe moyenne.

### Le budget

• (1205)

[Français]

Nous savons aussi que nous devons travailler fort pour tous ceux qui cherchent à faire partie de la classe moyenne. Le budget de 2021 propose de bonifier l'Allocation canadienne pour les travailleurs, ce qui mettrait près de 9 milliards de dollars en six ans dans les poches des travailleurs canadiens occupant un emploi à faible revenu. C'est un investissement important, car, dans chacune de nos circonscriptions, les travailleurs à bas salaire sont souvent les travailleurs de première ligne de nos épiceries et de nos quincailleries locales.

Ces travailleurs ont besoin d'un peu plus d'aide pour payer leurs factures. Les modifications proposées signifient qu'un parent seul et travaillant à temps plein sera admissible à une aide pouvant aller jusqu'à 2 403 \$, non imposable pour la toute première fois. Pour permettre à davantage de Canadiens de se joindre à la classe moyenne, notre gouvernement prévoit instaurer un salaire minimum de 15 \$ de l'heure, tenant ainsi une promesse qu'il a faite aux Canadiens.

Rebâtir en mieux, c'est aider ceux et celles qui en ont le plus besoin et c'est aussi appuyer les entreprises de façon judicieuse. Le budget de 2021 propose de permettre aux entreprises la passation en charge immédiate d'une grande part de leurs investissements. Cela serait particulièrement utile pour les PME en rendant les investissements qui stimulent la croissance plus attrayants. Cela libérerait aussi des capitaux qui pourraient être utilisés pour créer davantage de bons emplois.

Pour créer d'autres emplois et soutenir la croissance verte, le budget propose aussi de réduire les taux d'imposition des entreprises qui fabriquent des technologies à émission zéro. L'ensemble de ces mesures permettrait d'améliorer la compétitivité du Canada, d'attirer des investissements au pays et de créer de bons emplois bien payés.

[Traduction]

Des petites entreprises dynamiques et des collectivités résilientes sont la pierre angulaire d'une économie prospère et d'une classe moyenne en pleine croissance.

Nous voyons également quelques signes de reprise encourageants. Le produit intérieur brut réel du Canada a augmenté de près de 10 % au quatrième trimestre de 2020, et ce, après un gain record de plus de 40 % au troisième trimestre. C'est de toute évidence une bonne nouvelle, mais nous savons que ces chiffres ne disent pas tout. Un plan de relance qui ne serait axé que sur le PIB risquerait de laisser des personnes de côté, ce que nous ne voulons pas.

[Français]

Avant même la pandémie, le gouvernement l'avait clairement dit: il faut regarder au-delà du produit intérieur brut, ou PIB, si l'on veut vraiment faire croître l'économie pour le bien-être de l'ensemble des citoyens. Les statistiques comme le PIB nous renseignent sur la croissance de l'activité économique dans son ensemble, mais elles ne disent pas grand-chose sur la qualité de vie d'une famille avec deux enfants qui a de la difficulté à se trouver un logement abordable.

Un plan de relance qui fonctionne, c'est un plan qui aide cette famille à avoir un toit, qui permet aux enfants d'aller de la garderie jusqu'à l'université, qui aide les parents à avoir la formation nécessaire pour trouver et garder de bons emplois et qui protège aussi les

grands-parents. Bref, il faut un plan de relance qui aide cette famille et l'ensemble des Canadiens à avoir une bonne qualité de vie tout en faisant croître le PIB.

La COVID-19 a des répercussions énormes sur la qualité de vie de plusieurs Canadiennes et Canadiens. Je pense évidemment aux répercussions sur la santé, mais il y a aussi les pertes d'emploi, les enjeux de santé mentale et l'isolement social qui a affecté plusieurs de nos concitoyens.

[Traduction]

La pandémie a fait ressortir les inégalités dans bien des sociétés, et le Canada ne fait pas exception. Nous pouvons et nous devons mieux faire. Le budget de 2021 propose des mesures pour améliorer la qualité de vie de beaucoup de Canadiens. Comme je le disais tout à l'heure, il donnera à chaque enfant le meilleur départ possible dans la vie en créant un système d'éducation préscolaire pancanadien. Il aidera aussi les parents qui veulent travailler parce que, sans service de garde d'enfants, les parents, et souvent les mères, ne peuvent pas travailler.

Le budget de 2021 contribuera aussi à garantir que les aînés et les personnes dans les établissements de soins vivent dans des conditions sûres et dignes, en aidant les provinces et les territoires à améliorer les soins de longue durée. Il prévoit d'augmenter la pension de Sécurité de la vieillesse pour les aînés de 75 ans et plus. Il aidera les jeunes Canadiens à terminer leurs études et à trouver un emploi en rendant l'éducation plus accessible et en créant des possibilités de perfectionnement professionnel et des occasions d'emploi.

Il aidera plus de familles à trouver un logement sûr grâce à de nouveaux investissements dans des logements abordables. Il permettra de sortir près de 100 000 personnes de la pauvreté en élargissant l'admissibilité à l'Allocation canadienne pour les travailleurs et, pour la première fois, en fournissant une aide substantielle aux travailleurs à plein temps payés au salaire minimum. De plus, le budget propose de créer le programme d'embauche pour la relance économique du Canada, qui permettra aux entreprises durement touchées par la pandémie d'embaucher les travailleurs dont elles ont besoin pendant la reprise économique. Le budget prévoit aussi d'accélérer l'accès à Internet haute vitesse dans les collectivités rurales et éloignées, mais ce n'est pas tout.

Promouvoir un plan d'action national pour mettre fin à la violence fondée sur le sexe permettra aux survivants et survivantes d'obtenir rapidement et aisément la protection et les services dont ils ont besoin. En adoptant une approche plus large en matière de santé et de bien-être pour combler l'écart des résultats de santé des Premières Nations, des Inuits et des Métis, nous arriverons à des collectivités autochtones en meilleure santé, plus sûres et plus prospères.

• (1210)

[Français]

Nous nous sommes également engagés à promouvoir nos deux langues officielles, grâce à des investissements historiques visant à promouvoir la vitalité des communautés de langue officielle en situation minoritaire et à favoriser le bilinguisme au Canada.

*Le budget*

Le budget de 2021 propose plus de 390 millions de dollars, dont 8,7 millions de dollars pour la modernisation de la Loi sur les langues officielles. De plus, la bonification de la Stratégie pour les femmes en entrepreneuriat permettra aux femmes d'affaires d'avoir un meilleur accès au financement, au mentorat et aux activités de formation.

Le budget renforcerait également la diversité dans la gouvernance d'entreprises. Bref, la croissance économique est importante, mais il faut aussi mesurer le progrès qualitatif pour pouvoir élaborer les bonnes politiques. À ce sujet, je précise que le cadre de la qualité de vie commence déjà à éclairer les décisions du gouvernement. Ce cadre continuera de guider nos efforts pour améliorer la qualité de vie des Canadiennes et des Canadiens.

[Traduction]

Le budget de 2021 est vraiment un plan de relance pour l'emploi, la croissance et la résilience. En matière d'emploi, il prévoit la création pour les Canadiens d'un demi-million de possibilités de formation et d'expérience professionnelle. En ce qui concerne la croissance, les investissements dans l'éducation préscolaire et les services de garde, les petites entreprises, les étudiants, l'innovation, le logement et l'économie verte favoriseront une croissance qui profitera à tous. Quant à la résilience, après plus d'une année de lutte sans relâche contre la COVID-19, je pense que nous pouvons tous dire que les Canadiens sont résilients.

Le budget de 2021 renforce cette résilience en soutenant ceux qui sont sous-représentés dans l'économie, en luttant contre les changements climatiques, en s'appuyant sur l'innovation et en promouvant la réconciliation avec les peuples autochtones. Il est temps de venir à bout de la COVID et d'investir dans un Canada meilleur, plus juste, plus vert, plus prospère et plus novateur.

[Français]

Les Canadiens ont été profondément blessés par la COVID-19, mais nous vaincrons cette pandémie. En fait, non seulement nous la vaincrons, mais nous reconstruirons un pays et une économie plus prospères pour l'ensemble des Canadiens et des Canadiennes.

Dans le budget de 2021, on propose des mesures pour soigner les cicatrices laissées par la pandémie et pour aider le Canada à rebondir et devenir plus prospère, pour nous tous et pour les générations à venir.

[Traduction]

**Mme Cathy McLeod (Kamloops—Thompson—Cariboo, PCC):** Monsieur le Président, la présentation du budget hier m'a laissée à la fois sceptique et inquiète. Ma question portera sur ce qui me rend sceptique et j'espère pouvoir parler plus tard de ce qui m'inquiète.

Le gouvernement libéral a promis une réforme démocratique. Pendant plus de 29 ans, il a promis des services de garde d'enfants. Pendant plus de 24 ans, il a promis un régime d'assurance-médicaments. Il a pris des engagements financiers avant la pandémie. Il a promis de mettre fin aux avis de faire bouillir l'eau dans les réserves et de mettre en place un plan d'action pour les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.

Dans la lettre de mandat de la ministre des Finances, le premier ministre déclare qu'il n'y aura pas de nouveaux programmes budgétaires, et il demande à la ministre de fixer une nouvelle cible financière. Si la lettre de mandat du premier ministre à la ministre des Finances ne veut rien dire, et de plus le gouvernement a failli à

presque toutes les promesses importantes qu'il a faites aux Canadiens, pour quelle raison ne devrions-nous pas accueillir ce document avec scepticisme?

**L'hon. Mona Fortier:** Monsieur le Président, nous avons beaucoup accompli en cinq ans depuis notre arrivée au pouvoir. Nous avons mis fin à beaucoup d'avis de faire bouillir l'eau. Certes, il en reste quelques-uns, mais nous consacrons ce budget à poursuivre le travail que nous avons entrepris dans ce dossier et dans bien d'autres sur lesquels nous travaillons.

Nous continuerons de combattre la pandémie et de soutenir les familles, les entreprises et les travailleurs canadiens pour assurer la transition vers la reprise. C'est pourquoi nous présentons un budget qui soutient les Canadiens. Nous avons un plan à cet égard.

• (1215)

[Français]

**M. Denis Trudel (Longueuil—Saint-Hubert, BQ):** Monsieur le Président, il faut vraiment vivre sur la planète Mars pour ne pas constater qu'une crise du logement sévit au Québec et au Canada en ce moment.

On relance l'Initiative pour la création rapide de logements, ce qui n'est pas un mauvais programme. À l'automne dernier, on avait annoncé 1 milliard de dollars. Malheureusement, au Québec, les gens qui ont déposé des projets n'ont même pas encore reçu de réponse dans le cadre du premier programme de 1 milliard de dollars.

Dans ce budget, on propose de verser 1,5 milliard de dollars, ce qui n'est pas mauvais en soi. Cependant, dans le cadre du premier programme, on avait reçu des projets totalisant plus de 4 milliards de dollars. Manifestement, il y a une demande pour ce genre de programme, mais, encore une fois, on saupoudre un peu d'argent à gauche et à droite.

Ne serait-il pas le temps d'avoir une véritable Stratégie nationale sur le logement au Québec et au Canada pour faire face à ce problème? Rappelons-nous que le logement est un des principaux indicateurs de pauvreté extrêmement importants.

Quand mettra-t-on en place une véritable Stratégie nationale sur le logement pour faire face aux problèmes de pauvreté au Québec et au Canada?

**L'hon. Mona Fortier:** Monsieur le Président, nous avons mis en œuvre la Stratégie nationale sur le logement, en 2017, et elle a changé les choses dans plusieurs communautés partout au pays.

Au cours des derniers mois, nous avons mis en place l'Initiative pour la création rapide de logements, et plusieurs régions du Québec vont pouvoir en bénéficier. Ce programme change les choses dans les communautés et il a même surpassé les attentes que nous avions. Nos cibles étaient d'environ 3 500 logements. Comme je l'ai dit dans ma déclaration, nous avons réussi à créer rapidement 4 700 logements partout au pays. Dans ma communauté, quatre projets sont en cours, dont deux dans ma circonscription.

Nous avons vu que ce programme était efficace. Lors des consultations prébudgétaires, les communautés nous ont demandé de poursuivre ce programme, parce que plusieurs initiatives n'avaient toujours pas été financées.

L'intention du gouvernement est d'investir 1,5 milliard de dollars pour la création rapide de logements, puisque la demande est forte sur le terrain. Ainsi, nous allons pouvoir aider les gens à se loger plus rapidement.

*Le budget*

[Traduction]

**M. Alistair MacGregor (Cowichan—Malahat—Langford, NDP):** Monsieur le Président, je sais que la ministre a consacré une petite partie de son discours à parler de la classe moyenne, mais j'aimerais axer mes commentaires sur la classe ouvrière, plus précisément sur les travailleurs précaires et à temps partiel, ceux du commerce du détail, du tourisme et des arts et spectacles.

Le gouvernement a reconnu que cette pandémie a touché de façon disproportionnée les femmes, les jeunes et les Canadiens racialisés, et beaucoup de ces groupes travaillent dans ces industries. Le gouvernement reconnaît également qu'il pourrait devoir prolonger des mesures comme la Prestation canadienne de relance économique au-delà de septembre, jusqu'en novembre, reconnaissant ainsi que nous ne sommes pas encore sortis du bois.

Pourquoi le gouvernement a-t-il choisi la date arbitraire de juillet pour réduire la prestation canadienne de relance de 200 \$ par semaine? Cela va représenter une perte de 800 \$ par mois pour les personnes que le gouvernement a identifiées comme étant les plus touchées par la pandémie. Pourquoi le gouvernement vise-t-il ces personnes alors qu'elles sont déjà abattues et qu'elles ont tant souffert? Pourquoi fait-il payer la pandémie à ces personnes plutôt qu'aux gens riches et bien branchés?

**L'hon. Mona Fortier:** Monsieur le Président, je suis d'accord avec le député. Nous savons que de nombreux groupes ont été durement touchés par cette crise, et au début, nous avons mis en place la PCU pour les aider à traverser la première vague. Nous avons ensuite adapté nos programmes pour nous assurer que la Prestation canadienne de relance économique continue à soutenir les travailleurs à faible salaire, les femmes, les communautés racialisées et autochtones qui ont besoin d'aide. Nous continuerons à les soutenir tout au long de cette troisième vague.

Nous prévoyons également beaucoup d'investissements pour soutenir les secteurs qui ont été durement frappés, comme le tourisme et l'hôtellerie. Par exemple, plus de 500 millions de dollars seront investis dans le secteur du tourisme. Nous avons manifestement écouté les Canadiens lors des consultations prébudgétaires. Nous avons examiné comment les gens sont touchés, et nous avons adapté nos programmes pour continuer à soutenir les Canadiens. Nous allons maintenir le cap...

• (1220)

**Le vice-président:** Nous passons aux questions et observations. Le secrétaire parlementaire de la ministre des Finances a la parole.

**M. Sean Fraser (secrétaire parlementaire de la vice-première ministre et ministre des Finances et de la ministre de la Prospérité de la classe moyenne et ministre associée des Finances, Lib.):** Monsieur le Président, je remercie la ministre, que j'ai le plaisir de servir également en tant que secrétaire parlementaire, pour le leadership dont elle a fait preuve, en particulier dans le cadre des consultations prébudgétaires.

Une des choses que j'ai entendues en participant à ce processus de consultation, c'est l'importance de reconnaître l'impact négatif disproportionné que la COVID-19 a eu sur le bien-être économique des femmes dans l'économie canadienne. De toute évidence, l'une des initiatives phares du budget est un investissement de 30 milliards de dollars pour établir le premier système pancanadien d'apprentissage et de garde des jeunes enfants.

J'aimerais savoir si la ministre peut nous renseigner non seulement sur la valeur du soutien aux femmes et les économies que cela

entraînerait pour les familles, mais aussi sur le rendement économique que nous prévoyons obtenir grâce à cet investissement, car il permettrait à un plus grand nombre de femmes de participer à l'économie. Je serais reconnaissant à la ministre de nous éclairer sur la valeur économique de cet investissement.

**L'hon. Mona Fortier:** Monsieur le Président, je tiens également à remercier mon collègue de tout le travail qu'il a fait pour préparer ce budget et d'avoir écouté les Canadiens, non seulement au cours des derniers mois, mais aussi des dernières années, afin que nous puissions nous concentrer sur ce que nous devons réellement faire sur le terrain pour mettre en œuvre ces mesures.

L'initiative canadienne pour l'apprentissage et la garde des jeunes enfants est une initiative transformatrice. Nous savons que cet investissement sera source de changements. Nous savons qu'il permettra de ramener les femmes au travail. Nous savons qu'il permettra également d'assurer à nos enfants une éducation de meilleure qualité à un âge plus précoce.

En tant que mère de trois enfants, j'ai dû faire face à un problème d'accès à des services de garde. J'ai dû installer ma propre garderie dans mon sous-sol. Nous allons mettre en place, en collaboration avec les provinces et les territoires, un système d'apprentissage et de garde des jeunes enfants qui aidera les parents à profiter de services plus abordables. Nous envisageons des services de garde à 10 \$ par jour pour 2026. Les familles auront ainsi plus d'argent dans leurs poches et pourront mieux subvenir à leurs besoins et mettre du pain sur la table, tout en contribuant à la croissance de l'économie.

Cela créera de très bons emplois. Nous devons vraiment nous concentrer sur l'économie des soins. Des experts en ont parlé, et de nombreux parlementaires en ont discuté à la Chambre, et nous devrions travailler tous ensemble pour nous assurer que l'économie des soins est...

**Le vice-président:** Nous allons devoir nous arrêter là. Le temps est écoulé pour ce segment.

Nous reprenons le débat. La députée de Kildonan—St. Paul a la parole.

**Mme Raquel Dancho (Kildonan—St. Paul, PCC):** Monsieur le Président, je partagerai mon temps de parole avec le député de Mégantic—L'Érable.

Hier, le gouvernement fédéral libéral a déposé son premier budget en plus de deux ans, soit la plus longue période sans budget de l'histoire du Canada. C'était le premier budget dans le contexte d'une crise d'une ampleur aussi grande que celle à laquelle nous avons été confrontés lors de la Seconde Guerre mondiale et au cours de laquelle le Canada a dû assumer pour la dernière fois un tel fardeau financier. C'était aussi mon premier budget en tant que députée.

Tout compte fait, la pression était forte pour que le gouvernement libéral fasse bien les choses et présente un véritable plan pour protéger les Canadiens, pour nous sortir de la crise et pour relancer notre économie. J'ai écouté très attentivement le discours du budget d'hier, en espérant entendre quelque chose qui nous donnerait l'espoir, à moi et aux gens de ma génération, que le Canada de demain sera meilleur que le Canada d'aujourd'hui. Cependant, j'ai le regret de dire qu'à la suite du discours de la vice-première ministre, cet espoir est disparu.

### Le budget

Au moment où le Canada fait face à la troisième vague de la pandémie de COVID-19, j'ai consacré beaucoup de temps, comme nous tous, à réfléchir à ce qui est en jeu. La crise à laquelle nous sommes confrontés dans ce pays et dans le monde entier — l'incertitude face à l'avenir, la crainte devant l'inconnu et les millions de morts et de victimes économiques — semble parfois insurmontable. Chaque semaine, je passe une matinée complète à parler aux citoyens de ma circonscription, et je peux dire avec assurance et tristesse que l'anxiété, la peur et l'inquiétude sont palpables.

La confiance en l'avenir est une denrée rare à l'heure actuelle, et ce n'est vraiment pas étonnant. Comme nous le savons, des dizaines de milliers de petites entreprises ont fermé, et chacune d'entre elles représentait une famille canadienne qui pendant des années avait fait des sacrifices et s'était dévouée corps et âme à celle-ci. Ces entreprises avaient contribué au façonnement du paysage culturel de nos collectivités. Des millions de Canadiens dépendaient aussi de ces entreprises pour gagner leur vie et nourrir leur famille, et maintenant, ces emplois ont disparu. On prévoit que 220 000 entreprises pourraient fermer avant la fin de la crise, ce qui pourrait avoir une incidence sur 3 millions d'emplois supplémentaires.

Ce qui est frustrant, c'est que ce ne sont pas tous les pays du monde qui font face à une troisième vague comme ici, au Canada. Les États-Unis semblent être sur la voie de la reprise. C'est la même chose au Royaume-Uni, qui maintient son plan de réouverture complète dans deux mois. Alors, pourquoi n'est-ce pas le cas au Canada? C'est vraiment ce que je ne comprends pas. Comment se fait-il que la troisième vague de la pandémie de COVID-19 fait maintenant rage dans les quatre plus grandes provinces du Canada, et que l'Ontario vient d'ordonner un confinement à la maison de six semaines et de fermer les écoles indéfiniment pour essayer d'endiguer la propagation exponentielle de ce virus? Le Manitoba vient également d'annoncer d'autres restrictions.

À entendre le gouvernement libéral, ce sont les provinces qui sont à blâmer pour cette troisième vague. Pourtant, si presque toutes les provinces font face à cette troisième vague et si d'autres pays réussissent à faire mieux, c'est peut-être à cause du manque de leadership national de notre premier ministre et de son gouvernement libéral.

Le Canada affiche plus de décès de personnes de plus de 85 ans que les États-Unis, et nous dépassons maintenant les États-Unis pour ce qui est des nouveaux cas par habitant. Les États-Unis ont fourni plus de 250 millions de vaccins à leurs citoyens, et le Canada en a fourni moins de 10 millions. Il est vraiment choquant de voir à quel point notre performance est loin de celle de nos voisins du Sud et des pays outre-Atlantique. Pas plus tard que la semaine dernière, le premier ministre a pris la parole à la Chambre pour répéter cette étrange fausseté selon laquelle le Royaume-Uni était au beau milieu d'une troisième vague, alors qu'en fait, les taux quotidiens d'infection par la COVID dans ce pays représentent le quart du total quotidien du Canada, malgré qu'il compte le double de notre population.

Il semble que les pays qui réussissent mieux à se procurer des vaccins ont été en mesure de limiter le nombre de décès, d'hospitalisations et de fermetures économiques, tandis qu'au Canada, la situation perdure. Les Canadiens paient le prix de la mauvaise gestion de la pandémie par les libéraux. Cette troisième vague est la faute du premier ministre, qui n'a pas veillé à la protection et à la sécurité des Canadiens.

Si cela ne suffisait pas aux Canadiens de se trouver face à la troisième vague, ils se retrouvent avec un budget libéral qui ne propose pas grand-chose pour les sortir de cette pandémie. En fait, il y a dans le budget très peu de mesures qui puissent rassurer les Canadiens sur l'avenir et leur donner l'impression que la situation va s'améliorer. Il ne semble pas contenir le plan cohérent, réfléchi, stratégique ou novateur pour la reprise qu'espéraient vraiment les Canadiens. Ils pensaient se réveiller ce matin et voir de gros titres du genre « Enfin un plan! », mais cela n'a pas été le cas.

Nous savons maintenant que le déficit pour la difficile année qui vient de s'écouler se monte à 354 milliards de dollars, et que l'année prochaine, il devrait être de 154 milliards de dollars. De plus, le budget prévoit que notre dette fédérale atteindra 1,4 billion de dollars d'ici 2026, soit le double de ce qu'elle était avant la pandémie, ce qui signifie que la dette accumulée en 150 ans a été doublée en quelques années seulement.

• (1225)

La ministre des Finances maintient que tout va bien et que nous pouvons nous le permettre, étant donné que les taux d'intérêt sont bas. Quoi qu'il en soit, Jack Mintz, professeur de l'École de politique publique de l'Université de Calgary, a dit:

C'est un peu comme un coup de dés [...] On espère que ces mesures de relance pléthoriques n'auront pas de conséquences sur l'inflation ni sur les taux d'intérêt, même au cours des cinq prochaines années ou plus.

Donc, on espère, mais sans garantie absolue. Les libéraux font des suppositions et ils espèrent que ce pari osé — un pari sur l'avenir du Canada — donnera de bons résultats et que tout va s'arranger. Cependant, nous savons, après six ans de gouvernement libéral, que les libéraux ne tiennent pas les promesses qu'ils font aux Canadiens. Bien qu'ils aient promis en 2015 de ne faire que trois modestes déficits de 10 milliards de dollars, ce dont nous nous souvenons tous, les libéraux ont imposé des déficits de plus de 100 milliards de dollars au cours des quatre premières années. Pour se justifier, ils ont promis que cela créerait une croissance économique fulgurante, mais les Canadiens n'ont connu qu'une maigre croissance économique durant le premier mandat des libéraux. Comme les conservateurs l'ont fait remarquer avant la pandémie, l'ajout de 100 milliards de dollars à la dette, jumelé à une faible croissance économique, était un pari insensé et égocentrique qui nous rendrait plus vulnérables du point de vue financier si une crise devait survenir au Canada, ce qui s'est effectivement produit.

La vérité, c'est que la très grande majorité des députés qui prendront la parole sur ce budget n'auront pas à vivre les répercussions à long terme, ou même à moyen terme, de ces dépenses et de cette mauvaise gestion. Ce sont les gens de ma génération qui devront payer la facture pour les mesures annoncées. À l'heure actuelle, nous sommes la première génération depuis la Seconde Guerre mondiale à hériter d'une économie en pire état que celle qu'a connue la génération de ses parents. Les milléniaux doivent composer avec un marché de l'emploi décimé, une hausse vertigineuse du coût du logement, une augmentation de la dette et un avenir économique incertain, une situation qui semble vouloir perdurer et ne cesse de s'aggraver depuis que les libéraux ont accédé au pouvoir, il y a six ans. La dernière fois, les déficits libéraux n'ont pas permis de stimuler la croissance économique; alors, pourquoi les Canadiens devraient-ils croire que, cette fois-ci, les choses seront différentes, que toutes les dépenses annoncées hier donneront de meilleurs résultats? Je n'y crois pas.

### *Le budget*

Malgré tout cela, malgré tous les décès et toutes les fermetures, malgré la privation de nos libertés depuis plus d'un an, malgré la peur, l'anxiété et l'inquiétude, malgré les dépenses inimaginables et le fardeau de la dette léguée aux générations futures, quelle a été l'attitude du gouvernement libéral? Comment a-t-il vraiment perçu cette crise? D'après ce qui est ressorti du congrès du Parti libéral de la semaine dernière, nous savons que la vice-première ministre a dit que la COVID avait créé une fenêtre de possibilités sur le plan politique. C'est ce qu'elle a dit.

La semaine dernière, quand on a demandé au premier ministre s'il agirait de manière différente pour éviter la dévastation de la troisième vague, il a simplement répondu qu'il n'avait aucun regret et qu'il ne changerait rien. Ce n'est pas là un exemple de leadership. C'est de l'opportunisme politique qui démontre que le premier ministre n'a pas compris la gravité de ses erreurs.

Les gens se disent que le gouvernement libéral ne prend peut-être pas le temps de discuter avec des aînés isolés, de nouveaux arrivants au chômage ou des propriétaires de petites entreprises aux abois pour vraiment comprendre quelles ont été les répercussions des 13 derniers mois sur les Canadiens. Je pense que s'il avait pris le temps de leur parler, il n'aurait jamais fait ces commentaires offensants et dénués de sensibilité. Ces commentaires ne font rien pour donner aux Canadiens le sentiment que le gouvernement fédéral sait ce qu'il fait.

En conclusion, je vais répéter ce que j'entends sur le terrain dans la propre circonscription, où de nombreux parents m'ont dit que leurs jeunes enfants étaient déprimés et refusaient de manger. J'ai parlé au téléphone avec des dames âgées très émotives qui m'ont dit qu'elles ne voulaient pas passer les derniers mois ou les dernières années de leur vie enfermées dans leur appartement, loin de leurs petits-enfants. J'ai entendu des hommes pleurer au téléphone en voyant partir en fumée le travail de toute une vie, leur petite entreprise.

Ce qui est le plus frustrant pour tous ces gens, c'est qu'ils ne peuvent rien y faire. Ils ne peuvent pas forcer le gouvernement libéral à faire preuve de compétence, à se soucier de la troisième vague ou à la prévenir. Ils ne peuvent pas revenir en arrière et empêcher les libéraux de perdre 100 jours à parier sur une entreprise chinoise pour produire des vaccins pour le Canada, pour être par la suite mis dans l'embarras et balayés du revers de la main par le Parti communiste chinois, ce qui a retardé de trois mois par rapport à d'autres pays l'accès à des vaccins viables. Ils ne peuvent pas revenir en arrière et forcer les libéraux à suivre le conseil des conservateurs de fermer les frontières lorsque nous avons appris pour la première fois que ce mystérieux virus faisait des ravages en Chine et, plus tard, en Italie.

C'est notre travail, en tant que parlementaires, de demander des comptes au premier ministre libéral. À l'instar de mes collègues conservateurs, je prends la parole à distance à la Chambre depuis des mois, depuis plus d'un an, pour implorer, demander et exiger que les libéraux fassent preuve de leadership et présentent un plan stratégique novateur et s'occupent des finances de notre pays, afin que les Canadiens ne soient pas acculés à la faillite et ne vivent pas une deuxième grande dépression. J'aimerais que le premier ministre du Canada reconnaisse les répercussions de ses décisions et qu'il dirige avec humilité, compte tenu des conséquences énormes de ses erreurs sur les Canadiens, et je voudrais qu'il présente un véritable plan pour nous sortir de cette situation.

Je terminerai en disant que je suis fier de la résilience et du courage des gens de Kildonan—St. Paul. Je les remercie de leurs prières, de leur gentillesse et de leur appui. Ce soutien me donne la force de continuer dans les moments difficiles. Il est de mon devoir de les représenter, et je continuerai de mener fidèlement ces batailles en leur nom et de remplir mon devoir de députée.

• (1230)

**M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et ministre des Affaires intergouvernementales et du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.):** Monsieur le Président, il est décevant d'entendre les conservateurs déformer les faits. Que ce soit avec la Subvention salariale d'urgence du Canada, la Subvention d'urgence du Canada pour le loyer, le Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes, le Programme de crédit aux entreprises, la PCU, le soutien direct aux aînés et aux personnes handicapées, et bien plus encore, le gouvernement a été là pour les Canadiens de façon très réelle et tangible dès le premier jour et au cours des quelque 12 derniers mois. Par ailleurs, nous recevrons plus de 40 millions de doses de vaccins avant la fin de juin.

La députée peut-elle dire à la Chambre si elle croit que c'est la faute du gouvernement fédéral si le Manitoba est venu en tête pour le nombre de cas lors de la deuxième vague en novembre dernier? Nous devons reconnaître que nous vivons dans une fédération et que les provinces ont un rôle à jouer. Le gouvernement fédéral a été là de façon tangible. Avons-nous été parfaits? Non, mais nous avons apporté des changements et des modifications. Le budget propose une façon de rebâtir en mieux. C'est ce que les Canadiens veulent: un leadership fort. D'après les discours que j'ai entendus, il y a au moins une entité politique à la Chambre qui peut leur garantir cela.

Je me demande si la députée pourrait réfléchir à certains de ses commentaires et reconnaître les nombreuses bonnes idées visionnaires...

• (1235)

**Le vice-président:** La députée de Kildonan—St. Paul a la parole.

**Mme Raquel Dancho:** Monsieur le Président, il est décevant de constater que ce député, comme bon nombre de ses collègues, n'a pas encore fait preuve d'humilité devant les erreurs de son gouvernement. Dans mon discours, j'essayais d'être très honnête et sincère au sujet de ce que j'avais entendu.

Je suis fermement convaincue que si le premier ministre avait fait preuve d'un véritable leadership, nous ne subirions pas une troisième vague de cette pandémie qui cause des centaines de décès et qui ferme des milliers d'entreprises. Tout cela est la faute du premier ministre.

**M. Jack Harris (St. John's-Est, NPD):** Monsieur le Président, je tiens à féliciter notre collègue pour son allocution. Elle a souligné qu'il s'agit du premier budget au sujet duquel elle intervient, ce qui est très important, et qu'il prévoit beaucoup de dépenses importantes.

Tout au long de la pandémie...

**Le vice-président:** Permettez-moi d'interrompre le député.

[Français]

L'honorable député de Drummond invoque le Règlement.

*Le budget*

**M. Martin Champoux:** Monsieur le Président, je pense que le député n'a pas l'équipement requis pour intervenir, puisqu'il n'a pas son casque d'écoute.

[Traduction]

**Le vice-président:** Je vois que le député de St. John's-Est n'a pas son casque d'écoute. Nous allons simplement lui demander de reposer sa question pour être sûrs que l'audio fonctionne correctement.

[Français]

Je remercie l'honorable député de Drummond de son intervention.

[Traduction]

Vous avez la parole.

**M. Jack Harris:** Monsieur le Président, je remercie le député de ce rappel. C'est important pour les interprètes.

Je tiens à féliciter ma collègue pour son allocution. Elle a mentionné au début qu'il s'agissait du premier budget au sujet duquel elle intervient. Les dépenses prévues sont énormes, comme nous le savons tous, et les conservateurs, tout au long de la pandémie, se sont dits préoccupés par ces dépenses.

Je veux simplement demander à la députée si, à son avis, il faudrait faire preuve d'un peu plus d'équité en déterminant qui va payer les coûts de la pandémie. Nous avons parlé de la nécessité d'imposer une taxe sur la richesse et du fait que, pendant la pandémie, les milliardaires ont gagné des milliards de dollars de plus. La députée et ses collègues seraient-ils d'accord pour que les ultra-riches assument leur juste part des coûts?

**Mme Raquel Dancho:** Monsieur le Président, les gens à qui nous devrions demander s'il est juste qu'ils paient pour cela sont les gens de ma génération. Ce sont les milléniaux et leurs enfants qui vont subir les hausses d'impôt et qui vont sûrement en payer le prix. Nous savons que l'inflation nous menace. Nous savons que les taux d'intérêt vont augmenter. Pourtant avant la pandémie, le gouvernement libéral nous avertissait qu'une crise nous vouerait à l'échec.

Comme je l'ai souligné dans mon allocution, nous n'étions pas bien préparés à cause des dépenses considérables faites auparavant. Maintenant, avec les dépenses incroyables qui s'imposent, la dette canadienne a doublé. Il a fallu 150 ans pour accumuler cette dette, et nous l'avons doublée en quoi, deux ans? C'est incroyable, alors je pense que l'injustice réside dans le fait que les générations à venir devront payer la note.

Le gouvernement libéral n'a aucunement reconnu le fardeau de la dette qu'il impose aux générations à venir et les graves conséquences que cela pourrait avoir sur les services publics qu'il fournit aux contribuables canadiens.

[Français]

**M. Martin Champoux (Drummond, BQ):** Monsieur le Président, j'aimerais entendre les impressions de ma collègue de Kildonan—St. Paul sur les absents du budget, sur le fait qu'on laisse encore les gouvernements provinciaux et le gouvernement du Québec avec un système de santé sous-financé, parce que la part du fédéral est réduite d'année en année et que le gouvernement libéral refuse d'augmenter les transferts en santé.

Il y a aussi la question des médias régionaux. Je suis convaincu que, dans sa circonscription, il y a des médias régionaux qui souffrent beaucoup de la crise. J'aimerais qu'elle nous fasse part de ses commentaires sur ces absents du budget.

• (1240)

[Traduction]

**Mme Raquel Dancho:** Monsieur le Président, un certain nombre de choses manquent dans ce budget, comme un plan réaliste, stratégique, novateur et sérieux sur la façon dont nous allons remettre l'économie sur les rails, afin de pouvoir connaître bientôt des jours meilleurs.

S'agissant des transferts en santé, les conservateurs ont toujours été très clairs. Nous savons que les soins santé constituent un fardeau incroyable pour les provinces, et nous pensons que celles-ci devraient avoir plus d'autonomie pour dépenser les fonds destinés aux soins de santé comme elles l'entendent. Il n'y a pas deux régions qui sont pareilles.

Il est intéressant de constater que, pour les libéraux, la distribution des vaccins relève exclusivement de la compétence provinciale et que la situation actuelle n'est donc pas la faute du gouvernement fédéral. Cependant, lorsqu'il s'agit d'annoncer un système national de garderies, qui relève pourtant clairement de la compétence des provinces, cela ne pose aucun problème aux libéraux. Autrement dit, ils sont ravis de dépenser des milliards de dollars dans un domaine de compétence provinciale si cela leur donne un avantage électoral.

[Français]

**M. Luc Berthold (Mégantic—L'Érable, PCC):** Monsieur le Président, tout d'abord, je vais féliciter ma collègue de Kildonan—St. Paul pour son excellent discours. Elle a très bien su cerner les points positifs et négatifs du discours sur le budget donné hier par la ministre des Finances.

Je veux aussi féliciter la ministre des Finances pour son premier budget. Hier, cela a été un moment historique à la Chambre des communes. Une première femme a livré un discours sur le budget, et je crois qu'il vaut la peine de le saluer et de le mentionner.

On se doute bien que je ne passerai pas 10 minutes à louer la ministre des Finances, cependant, je vais la citer. La ministre des Finances avait mentionné auparavant que le budget qu'elle allait présenter serait le plus important de notre vie. Elle n'avait pas tort. Effectivement, ce budget restera dans les annales du Canada en tant que budget le plus dépensier de toute l'histoire du Canada.

En ce sens, effectivement, la ministre des Finances a marqué le coup en présentant un budget comportant des dépenses inimaginables. Tous ceux et celles qui ont des demandes et qui font partie de la clientèle électorale du Parti libéral du Canada ont trouvé un petit morceau à croquer dans ce budget. Il faut dire qu'il y avait 100 milliards de dollars à répartir. À voir la manière dont le gouvernement libéral en a fait la répartition, c'est-à-dire comme dans un bar ouvert où tout le monde pouvait aller se servir, certaines personnes doivent regretter de n'avoir rien demandé, puisqu'elles y auraient probablement trouvé leur compte elles aussi.

### *Le budget*

Cela dit, l'ensemble des provinces canadiennes ont fait des demandes et elles n'ont pas été écoutées. Dans un budget annonçant la fin d'une pandémie, on se serait attendu à ce que l'essence même du budget soit axée sur l'amélioration de la lutte contre la pandémie et que le budget veille à ce qu'on ne se retrouve plus jamais dans une situation similaire.

Malheureusement, en ce qui concerne les transferts en santé, il y a eu un silence absolu de la part du gouvernement libéral. Il y a même une absence d'intentions. En effet, on retrouve dans le budget une foule d'intentions, mais absolument aucune n'a trait aux transferts en santé aux provinces. On a constaté que ce que voulait présenter hier le gouvernement libéral était un budget à saveur électorale.

Il s'agit d'un budget écrit à l'encre rouge, on l'a clairement vu. Il a probablement été élaboré au cours d'une période pendant laquelle le premier ministre songeait à déclencher des élections hâtives parce qu'il est en situation minoritaire. Malheureusement, parce que le Canada a manqué de vaccins par sa faute, il y a eu une troisième vague. Nous aurons beaucoup de vaccins d'ici l'automne. Or, quand il aurait fallu en avoir et quand il était important que les Canadiens se fassent tous vacciner, il n'y en avait pas. Cela a fait en sorte qu'il y a eu une troisième vague de la COVID-19 à cause de ce premier ministre et de ce gouvernement, qui n'ont pas su prévoir adéquatement les besoins en vaccins et qui n'ont pas négocié quand il le fallait.

Nous nous sommes donc retrouvés entre un budget à saveur pré-électorale et un budget en pleine pandémie, et nous avons nettement vu que des choix avaient été faits. Nous saluons certaines mesures. En effet, certaines mesures présentées hier valent la peine d'être soulignées. D'ailleurs, ce sont des mesures que nous avions demandées. Ce sont des mesures qui s'imposaient, comme la prolongation des programmes d'urgence pour aider les Canadiens et les Canadiennes et pour aider les entreprises. À mon avis, étant donné la situation dans laquelle le Canada se trouve actuellement, il allait de soi que le gouvernement les maintienne.

On se serait attendu à ce que le budget nous présente un peu d'espoir et qu'il présente un peu la façon dont cela se passera après que tous les Canadiens auront été vaccinés un peu plus tard cette année. Malheureusement, ce budget est une tartina de mesures sur l'ensemble de tout ce qui avait été demandé au Canada au cours des dernières semaines et des derniers mois. Surtout, il s'agit d'un programme préélectoral libéral.

Or, n'eût été la pandémie, même le gouvernement libéral n'aurait pas osé présenter un programme comme celui-là. La pandémie a servi de prétexte pour élaborer un budget à saveur préélectorale. La meilleure preuve, c'est le montant de 500 \$ qui sera envoyé aux personnes de 75 ans et plus, au mois d'août, qui semble être la prochaine fenêtre d'ouverture pour une campagne électorale.

• (1245)

Je ne suis pas le seul à le dire. L'ensemble des commentateurs de la scène politique confirment ce que je dis ce matin.

Notre bureau a reçu beaucoup d'appels ce matin. On nous demande pourquoi ce montant est seulement destiné aux gens de 75 ans, pourquoi le gouvernement libéral oublie les personnes de 65 ans à 75 ans dans ce budget. Les gens se demandent ce qu'ils ont fait pour ne pas être inclus dans cette mesure, étant donné que leurs besoins sont les mêmes. Leurs besoins sont parfois même plus

grands, car ces gens sont actifs et veulent être capables d'investir dans l'économie. Malheureusement, on n'a pas obtenu de réponse.

Nous avons demandé des mesures claires et précises pour aider les Canadiens et relancer l'économie. Le chef Erin O'Toole a présenté un plan de redressement de l'économie.

Monsieur le Président, je m'excuse d'avoir nommé l'un de mes collègues à la Chambre.

Le chef de l'opposition avait demandé des mesures claires, ciblées et temporaires pour relancer notre économie. Malheureusement, ce que nous retrouvons actuellement dans ce budget, c'est une tartina de mesures qui ne visent aucun objectif clair, précis ou concret. Nous avons demandé s'il était possible de mettre en place des mesures pour relancer notre économie. Nous étions d'accord sur le principe. Malheureusement, ce n'est pas ce que nous avons obtenu.

Des mesures de relance de l'économie, cela signifie qu'on a des objectifs en matière de création d'emplois, en ce qui concerne la fin des dépenses publiques et en ce qui a trait à une sortie de récession. Il n'y a absolument rien de cela dans ce qui nous a été présenté hier.

Au sujet de ce gouvernement et du retour à l'équilibre budgétaire, le commentateur M. Bernard Drainville a dit ce matin: « [...] c'est comme s'il se faisait un point d'honneur de ne pas retourner à l'équilibre. » C'est un mot qui fait peur, chez les libéraux.

En effet, on se souvient de la promesse de 2015 selon laquelle on allait faire de tout petits déficits, lesquels seraient suivis d'un retour à l'équilibre budgétaire à la fin du mandat. Non seulement nous n'avons pas vu cela, mais nous avons eu droit à 100 milliards de dollars de déficit avant même que la pandémie commence.

Ce qu'on nous a annoncé aujourd'hui, c'est un déficit de 354 milliards de dollars pour l'an dernier et de plus de 150 milliards de dollars pour cette année. Les déficits vont continuer de s'accumuler ainsi, au point où, en parlant des finances publiques, on ajoute un nouveau mot dans notre dictionnaire. En français, on doit maintenant parler de « billions », parce que c'est la taille qu'atteindra le déficit du Canada très bientôt: 1 billion de dollars en dette totale pour les Canadiens et les Canadiennes. C'est donc un demi-billion de dollars qui sont ajoutés à la dette par ce budget. Ces choses doivent être prises en compte avec beaucoup de sérieux en songeant à l'avenir des prochaines générations.

J'aimerais parler du service national de garde d'enfants. Mon épouse est éducatrice en garderie. Hier, le gouvernement a fait grandement état de cette annonce selon laquelle il veut imposer à toutes les provinces un système unique de garde nationale d'enfants. Dans son budget, il a prévu 30 milliards de dollars pour créer ce système. Or, il n'a pas fait mention qu'une partie de cette somme serait versée directement au Québec, qui a déjà implanté ce système il y a plusieurs années.

Si cela avait été une mesure pour relancer l'économie, nous aurions pu comprendre. Toutefois, je connais et je respecte le travail des éducateurs et des éducatrices en garderie au Québec, et je sais qu'il faut un minimum de trois ans pour la formation des éducateurs en garderie ainsi que du temps pour la construction des établissements et leur mise aux normes. Les libéraux pensent-ils sincèrement être capables de concrétiser les intentions que l'on retrouve dans ce budget et d'affirmer que cela va contribuer à la relance de notre économie à la suite de la pandémie?

*Le budget*

C'est tout simplement impossible. Ce n'est pas une mesure de relance de notre économie. C'est une manière de faire une promesse que les libéraux ne seront nécessairement pas en mesure de remplir, parce qu'il y aura une élection entre les deux. Encore une fois, les libéraux nous ont habitués à faire des annonces et à ne pas respecter leurs engagements.

En terminant, je tiens à mentionner un autre grand absent du budget: les compensations pour les agriculteurs et les producteurs de lait sous gestion de l'offre dans le cadre de l'Accord Canada—États-Unis—Mexique. Parmi tous les milliards de dollars qui ont été dispersés hier, le gouvernement a été incapable de respecter sa promesse de compenser pleinement les pertes des producteurs sous gestion de l'offre. Nous devons absolument en prendre note. Le gouvernement considérait probablement que cette clientèle avait déjà été satisfaite par le passé et qu'il n'avait pas besoin de lui plaire pour la prochaine élection.

C'est ce que je déplore de ce budget: on veut plaire à beaucoup de gens sans penser à l'avenir. Les 864 pages qui nous ont été présentées hier nous démontrent que, pour les libéraux, l'avenir n'est pas important.

• (1250)

**M. Mario Beaulieu (La Pointe-de-l'Île, BQ):** Monsieur le Président, je voudrais connaître l'avis de mon collègue sur deux questions particulières.

D'une part, comment explique-t-il la tendance centralisatrice du gouvernement fédéral et le fait que ce dernier refuse de hausser les transferts en santé? Chaque année, le Québec envoie la moitié de ses impôts au gouvernement fédéral. Il y a eu des compressions...

**Le vice-président:** À l'ordre. Je dois interrompre l'honorable député pour lui demander de mettre son casque d'écoute avec microphone et de reposer sa question à l'honorable député de Mégantic—L'Érable.

**M. Mario Beaulieu:** Monsieur le Président, d'une part, comment le député peut-il expliquer le fait que le gouvernement libéral refuse de hausser les transferts en santé en vertu d'une tendance à vouloir centraliser les décisions, même lorsqu'il s'agit de champs de compétence provinciale? Dans les années 1960 et 1970, le gouvernement fédéral finançait 50 % des dépenses en santé. Aujourd'hui, ce n'est plus que 22 % et les systèmes de santé comme celui du Québec sont toujours sur le point de craquer à cause de ce sous-financement chronique. Pourquoi le gouvernement libéral refuse-t-il constamment de rétablir les transferts en santé alors qu'il essaie d'imposer des normes au gouvernement du Québec et aux provinces?

D'autre part, on sait que les aînés sont ceux qui ont souffert le plus de la pandémie. Or, c'est presque insultant de donner un petit montant de 500 \$ aux aînés de 75 ans et plus. Pourquoi ne pas augmenter les pensions? Le Bloc québécois demande à ce que la pension de la Sécurité de la vieillesse soit augmentée de 110 \$ par mois. Les aînés sont ceux qui ont bâti le Québec et le Canada; ils devraient être capables d'avoir une existence décente et un pouvoir d'achat qui ne décline plus.

**M. Luc Berthold:** Monsieur le Président, je remercie mon collègue de La Pointe-de-l'Île de ses questions. Il est rare que je sois d'accord avec lui sur l'ensemble des points qu'il a mentionnés.

Pour répondre à sa question, c'est dans l'ADN des libéraux de vouloir être centralisateurs et de faire la morale aux provinces. Il est donc clair qu'ils n'allaient pas profiter d'un budget électoral pour satisfaire les demandes légitimes des provinces.

Quant aux soins de santé pour les aînés, je remarque surtout que le gouvernement libéral a prévu 3 milliards de dollars dans le budget pour des mesures qui touchent les CHSLD. Or, ce matin, le ministre des Finances du Québec a qualifié ce montant de miettes puisqu'il n'aura aucun effet sur une période de cinq ans. En plus, le gouvernement fédéral veut imposer des normes nationales dans les CHSLD.

Il est tout à fait dans l'ADN des libéraux de vouloir imposer leurs solutions et leur point de vue aux provinces. En anglais, il y a une expression qui dit « *Ottawa knows best* », que l'on peut traduire en français par « les libéraux pensent tout connaître ».

• (1255)

[Traduction]

**M. Charlie Angus (Timmins—Baie James, NPD):** Monsieur le Président, il faut que les gens comprennent bien que l'économie du Nord de l'Ontario est fondamentalement différente de celle du reste de la province. Notre économie est tributaire des ressources naturelles et nous sommes isolés. Les ressources que nous exploitons dans le Nord sont acheminées à Queen's Park ou à Ottawa, et nous devons ensuite demander l'aumône pour obtenir des programmes susceptibles de rétablir un certain équilibre.

Il y a une chose dans le budget que je trouve particulièrement importante. Les néo-démocrates réclament depuis des années que FedNor devienne une agence autonome, ce que les conservateurs ont toujours refusé. Le gouvernement libéral a longtemps fait fi de notre demande, ceux de ses députés qui représentent cette région n'ayant jamais rien proposé dans ce sens, mais aujourd'hui le gouvernement se rend compte que les néo-démocrates ont raison et il fait de FedNor une agence autonome, qui appartiendra à la même catégorie que toutes les autres agences de développement économique du Canada.

Jusqu'à aujourd'hui, le nord de l'Ontario a toujours été le cousin pauvre. Il est important que la Chambre reconnaisse au Nord de l'Ontario le droit d'avoir sa propre agence de développement économique, FedNor, car cela va avoir des retombées considérables sur la région.

[Français]

**M. Luc Berthold:** Monsieur le Président, comme je le mentionnais, le Parti conservateur voulait que l'on inscrive au budget des mesures précises, afin d'aider toutes les régions du pays à se développer.

Dans la mesure où FedNor aura les outils nécessaires pour faire en sorte de relancer l'économie et de redonner leur emploi à ceux qui l'ont perdu, je pense que, à son usage, on pourra juger si la décision de créer FedNor aura été bonne.

Est-ce la solution ultime à tous les problèmes pour le nord de l'Ontario? Je ne le crois pas. Si cela peut être une piste de solution, je ne vois pas pourquoi on ne devrait pas l'étudier.

Cependant, j'espère que ce n'était pas un autre vœu pieux des libéraux pour tenter d'attirer cette clientèle du nord de l'Ontario, car cela va prendre beaucoup de temps avant que le budget soit adopté, en plus du risque d'élection.

*Le budget*

[Traduction]

**M. Marty Morantz (Charleswood—St. James—Assiniboia—Headingley, PCC):** Monsieur le Président, la ministre des Finances a dit hier, pendant son discours, qu'il serait irresponsable de ne pas emprunter des centaines de millions de dollars à une époque où les taux d'intérêt sont si bas, sans se soucier qu'un jour, les taux d'intérêt vont inéluctablement remonter.

Le député estime-t-il que la ministre aurait dû inclure dans son budget des scénarios d'augmentation des taux d'intérêt, pour que ce budget des dépenses soit vraiment un budget responsable?

[Français]

**M. Luc Berthold:** Monsieur le Président, il aurait évidemment fallu un plan. Il n'y a pas de plan pour la relance économique et il n'y a pas de plan de contrôle des dépenses budgétaires. Dans le budget, il n'y a tout simplement pas de plan.

Le seul plan existant, que l'on peut trouver à force de gratter, est un plan de réélection pour le Parti libéral, et c'est ce qui est dommage. Les propres intérêts du Parti libéral et du gouvernement ont été mis avant l'intérêt général de notre génération et des suivantes.

Une dette d'un demi-billion de dollars a été ajoutée au déficit total du Canada, et cela va prendre des années ou des décennies à rembourser. Les Canadiens devront rembourser cela pendant des générations.

[Traduction]

**M. Sean Fraser (secrétaire parlementaire de la vice-première ministre et ministre des Finances et de la ministre de la Prospérité de la classe moyenne et ministre associée des Finances, Lib.):** Monsieur le Président, nous sommes à un moment crucial de l'histoire de notre nation. Les mesures que nous prenons pour lutter contre la COVID-19 et pour sortir de la crise à la fois sanitaire et économique détermineront l'avenir du Canada, non seulement dans un mois ou dans un an, mais dans 10 ou 20 ans, lorsque ma fille de cinq ans sera sur le point d'entrer sur le marché du travail.

Alors que nous entamons ce débat, je souligne pour mes collègues l'importance de se concentrer sur les tâches les plus urgentes, à savoir, venir à bout de la COVID-19, créer des emplois et des possibilités de croissance au sortir de la pandémie et préparer le terrain pour une reprise à la fois inclusive et durable.

Avant d'entrer dans les détails, j'aimerais informer le Président que j'ai l'intention de céder la parole au député de Newmarket-Aurora lorsqu'il me restera 10 minutes de temps de parole.

Les trois catégories que j'ai mentionnées, la poursuite de l'intervention sanitaire, la nécessité de créer des emplois et de la croissance, et la nécessité de préparer le terrain à une reprise économique durable et inclusive, sont les trois grands axes de ce budget. Je me propose d'aborder chacun de ces sujets.

S'agissant des mesures de santé publique, je reconnais que la situation dans ma province, la Nouvelle-Écosse, peut faire l'envie de n'importe quel autre pays, mais je reconnais en même temps qu'il n'en va pas de même pour un grand nombre de régions du Canada. Afin de poursuivre l'intervention sanitaire que nous avons entreprise pendant la pandémie, notre gouvernement propose des mesures très solides, étayées par des engagements financiers conséquents. J'observe notamment que, dans le budget, nous prévoyons d'investir 4 milliards de dollars pour améliorer les systèmes de santé publique des provinces canadiennes.

Des électeurs de ma circonscription m'ont dit que leurs rendez-vous avaient été reportés et que certains services n'étaient plus disponibles parce que le système de santé publique devait faire face à l'afflux de cas de COVID-19. Au début de la pandémie, je me souviens que je me demandais si une personne victime d'un accident de voiture pourrait se faire soigner dans un hôpital local, si le nombre de cas de COVID-19 venait à être trop élevé dans nos hôpitaux locaux. Cet investissement de plusieurs milliards de dollars dans les systèmes de santé provinciaux permettra d'atténuer les pressions et de donner aux soignants les outils dont ils ont besoin pour faire leur travail et assurer notre sécurité.

En ce qui concerne la vaccination, le Canada se classe actuellement au troisième rang des pays du G7 pour ce qui est du nombre d'habitants qui ont obtenu une première dose, mais nous savons que nous devons continuer à en faire plus. Le budget de 2021 propose d'injecter 1 milliard de dollars supplémentaires pour aider les gouvernements provinciaux à administrer les vaccins au fur et à mesure qu'ils arrivent.

L'une des tragédies nationales dont nous avons été témoins au cours de cette pandémie est ce qui s'est passé dans nos établissements de soins de longue durée. Ici, en Nouvelle-Écosse, la grande majorité des décès causés par la COVID-19 provenait d'un seul établissement de soins de longue durée: Northwood à Halifax. Nous devons faire aujourd'hui le genre d'investissements qui garantiront que cette tragédie ne se répète pas et qui offriront une meilleure qualité de vie, afin que nos aînés, lorsqu'ils emménagent dans un établissement de soins de longue durée, puissent compter vivre dans la dignité. Bien qu'il existe de bons établissements partout au Canada, cette pandémie a fait ressortir des histoires d'horreur. C'est pourquoi l'investissement de 3 milliards de dollars prévu dans ce budget pour renforcer les établissements de soins de longue durée partout au Canada et notre travail pour établir des normes nationales sont si importants.

L'une des principales préoccupations que m'ont signifiées des habitants de ma propre collectivité, tant au cours de cette pandémie qu'avant la COVID-19, est l'importance de la santé mentale. Tout au long de la pandémie, nous avons proposé des mesures qui prévoyaient des investissements accrus dans les possibilités de télésoin et qui permettraient aux gens de se connecter en ligne au portail Espace mieux-être. Cependant, nous savons que cela ne suffit pas, en particulier pour les personnes qui ont besoin du soutien d'un médecin en personne.

Les députés noteront que le budget de 2021 comprend également un engagement à travailler avec les provinces et les territoires pour établir des normes nationales en matière de santé mentale. Cet engagement est soutenu par un financement qui permettrait au processus de se dérouler réellement et de réaliser des progrès importants dans le portefeuille de la santé mentale. Cependant, cette pandémie n'était pas seulement une crise de santé publique: c'était une crise économique que nous continuons de vivre, et nous avons mis de l'avant des mesures records pour soutenir les ménages et les entreprises du Canada afin que les familles puissent mettre du pain sur la table et que les entreprises puissent garder leurs travailleurs sur leur liste de paie. Je suis ravi d'annoncer aux entreprises de ma collectivité que nous allons prolonger les prestations d'urgence, sur lesquelles elles en sont venues à compter pour traverser cette période très difficile, jusqu'à ce que leurs clients puissent revenir en toute sécurité.

*Le budget*

• (1300)

La Subvention salariale d'urgence du Canada a permis de maintenir plus de 5 millions de travailleurs canadiens sur le marché du travail. La Subvention d'urgence du Canada pour le loyer a permis à des centaines de milliers d'entreprises de garder leurs portes ouvertes à un moment où il aurait été très difficile de le faire autrement. Toutefois, il ne suffit pas de soutenir les entreprises pendant cette pandémie. Nous devons préparer le terrain pour l'emploi et la croissance afin d'accélérer la sortie de cette pandémie et de revenir au niveau où nous aurions été si la pandémie n'avait pas autant ébranlé notre économie.

C'est pourquoi je suis ravi de voir les types d'investissements que ce budget comprend, y compris les incitatifs à l'embauche pour les entreprises et les soutiens qui aideront les PME en particulier à adopter une stratégie en ligne afin qu'elles puissent participer à l'économie numérique. On constate des investissements record dans le développement des compétences, en particulier pour les jeunes, de nouveaux investissements qui stimuleront l'esprit d'entreprise, des investissements pour éliminer les obstacles au commerce intérieur et des investissements dans le type d'infrastructure qui créera une croissance à long terme. C'est cette croissance qui nous permettra de sortir de cette pandémie et de nous assurer que nous pouvons nous permettre les mesures que nous mettons en place aujourd'hui.

Les collègues à la Chambre qui me connaissent depuis un certain temps savent que je suis un défenseur passionné de notre environnement depuis mon plus jeune âge. En fait, la toute première fois que j'ai pris part à la politique, c'était à l'âge de sept ans, lorsque je me suis inscrit comme vice-président du club de l'environnement de mon école primaire. Depuis lors, je suis littéralement un défenseur de l'environnement propre. Bien sûr, j'ai eu la chance d'être le secrétaire parlementaire du ministre de l'Environnement et du Changement climatique au cours de la législature précédente et je suis fier de bon nombre des mesures que nous avons mises en place.

Lorsque je regarde les mesures qui sont soutenues par de sérieux engagements de financement dans ce budget, je vois l'occasion de profiter des possibilités de croissance propres dans l'économie mondiale et de promouvoir les possibilités de l'économie verte dans ma propre collectivité. Je vois que nous allons non seulement investir plus de 8 milliards de dollars pour réduire les émissions industrielles, mais aussi permettre aux propriétaires de profiter de centaines de milliers de possibilités d'amélioration de l'efficacité énergétique de leur domicile. Il y a des investissements massifs pour mettre au point des technologies propres et étendre l'infrastructure des véhicules zéro émission et les possibilités de fabrication ici même au Canada. Je vois des occasions de faire des investissements qui atténueront les conséquences des phénomènes météorologiques violents, qu'il s'agisse de feux de forêt dans l'Ouest, d'inondations dans tout le pays ou d'ouragans sur la côte Est. Je vois dans ce budget l'investissement le plus important dans l'histoire du Canada pour protéger la nature, et je suis très fier de l'appuyer.

Il ne suffit pas que le budget soit viable du point de vue environnemental, il doit aussi être inclusif afin que tous les Canadiens puissent participer à la relance économique. Je pense notamment aux mesures de soutien annoncées dans le budget pour aider les femmes, notamment à sa politique phare, la toute première stratégie nationale d'apprentissage et de garde des jeunes enfants. Cette me-

sure sera un legs du présent gouvernement et, dans 30 ans, j'ai bon espoir que les familles se diront que c'était la bonne chose à faire. Même si la mise en œuvre de cette politique risque de coûter cher, elle finira par s'autofinancer en permettant à un plus grand nombre de femmes de contribuer à l'économie. Elle permettra aux familles ayant de jeunes enfants d'économiser des sommes phénoménales; en plus de ces économies, cette politique permettra, comme je l'ai déjà dit, au soutien secondaire du ménage, habituellement une femme, de saisir des possibilités économiques qui ne lui auraient jamais été offertes sans un investissement de cette nature.

Je constate un généreux investissement de plusieurs milliards de dollars pour aider les jeunes et rendre l'éducation plus abordable. Je vois dans ce budget des possibilités d'emploi et des incitatifs à l'embauche ciblant les jeunes. Je vois les mesures de soutien pour les travailleurs à faible revenu et ceux qui occupent des emplois précaires, comme l'investissement de 8,9 milliards de dollars dans l'Allocation canadienne pour les travailleurs. Cet investissement fera en sorte qu'une personne qui travaille à temps plein au salaire minimum ne vivra pas dans la pauvreté au Canada. Je vois de nouvelles mesures de protection pour les travailleurs à la demande et je vois une prolongation des prestations de maladie de l'assurance-emploi à 26 semaines, ce qui est très important dans ma circonscription. Je tiens à remercier tout particulièrement Kathy MacNaughton, qui a travaillé avec moi en 2016 pour que cette mesure voie le jour. Les gens ne devraient pas trouver qu'il est plus avantageux de se faire congédier que d'avoir le cancer au XXI<sup>e</sup> siècle au Canada.

Il y a aussi de nouvelles mesures de soutien pour les Canadiens noirs, pour les Canadiens autochtones et pour les membres de la communauté LGBTQ2. Nous ferons tout ce qu'il faudra, aussi longtemps qu'il le faudra, pour aider les Canadiens à traverser cette pandémie. Par ailleurs, le présent budget ouvre la voie à la création d'emplois et à la croissance, ce qui nous permettra de sortir de cette récession plus forts qu'avant. Ce budget permettra à tous les Canadiens, quels que soient leurs antécédents, leur âge et leur niveau de revenu, d'avoir une chance équitable de participer à la relance économique. Voilà le Canada que je veux bâtir, et ce budget fournit le cadre nécessaire pour atteindre ces résultats.

• (1305)

**Mme Cathay Wagantall (Yorkton—Melville, PCC):** Monsieur le Président, j'ai remarqué, à la lecture du budget, que les revenus n'étaient pas attribuables à des augmentations de la charge fiscale. Je crois que le gouvernement s'attend à ce que les programmes qu'il met en œuvre stimulent l'économie et que c'est ainsi que ses mesures seront financées. Toutefois, comme le député l'a dit, le programme de garderies constitue un gros poste budgétaire, et celui qui rapportera le plus, mais la mise en œuvre de ce programme prendra des années et, entretemps, les taux d'intérêt pourraient augmenter et plein d'autres choses pourraient se produire.

J'aimerais citer Amanda Lang, dont j'apprécie vraiment le point de vue sur le budget. De passage à l'émission *Power Play*, elle a dit, en gros: « Je vais vous dire, Evan — et c'est probablement l'un des postes budgétaires les plus ennuyeux, mais il est important, surtout pour les entreprises du secteur primaire — le budget prévoit une forme d'augmentation de l'impôt des sociétés dont les libéraux parlent depuis un certain temps. Il s'agit d'une réduction des déductions admissibles relatives aux intérêts et aux dividendes. Ce n'est pas un sujet qui excitera les foules, mais je peux vous dire que cette mesure pourrait nuire de façon disproportionnée aux sociétés pétrolières et gazières, et cela, au pire moment pour elles. »

### *Le budget*

Notre industrie pétrolière et gazière jouera un rôle dans notre avenir. Elle fait partie du secteur qui apportera les changements environnementaux que nous souhaitons; pourtant, le gouvernement continue de lui causer le maximum de difficultés. Pourquoi en est-il ainsi?

• (1310)

**M. Sean Fraser:** Monsieur le Président, il y en aurait long à dire en réponse à cette question. D'abord et avant tout, en ce qui concerne le coût de nos mesures et le risque que les taux d'intérêt augmentent, je tiens à souligner qu'il serait très coûteux de ne pas agir et de ne pas faire le genre d'investissements que nous avons faits. J'attirerais plus particulièrement l'attention sur un récent rapport du FMI, qui indiquait qu'en l'absence d'intervention du gouvernement face à la pandémie, notre déficit aurait été à peu près le même, mais que les séquelles économiques auraient été énormes, ce qui aurait limité nos possibilités de sortir de la récession.

En ce qui concerne le secteur de l'énergie, je signale à la députée que j'ai travaillé pendant environ cinq ans à Calgary, en Alberta, dont une grande partie dans le secteur de l'énergie. La réalité, c'est que nous devons mettre en œuvre des mesures de transition vers une économie propre, mais nous savons aussi que nous devons soutenir les travailleurs, peu importe le secteur dans lequel ils travaillent. C'est pourquoi nous avons accordé un soutien sans précédent au secteur de l'énergie au moyen de mesures comme la Subvention salariale d'urgence du Canada et le soutien pour les puits abandonnés.

Je serai heureux de poursuivre cette discussion importante avec la députée quand elle le voudra.

[Français]

**Mme Louise Chabot (Thérèse-De Blainville, BQ):** Monsieur le Président, bien que je tiens à saluer le fait que, pour la première fois, le budget est présenté au Parlement par une ministre, je dois dire que, à certains égards, il s'agit d'un budget très paternaliste. Je veux dire par là que le fédéral nous regarde de haut, nous dit qu'il sait ce qui est bon pour nous et qu'il va imposer des normes nationales pour les CHSLD et en matière de santé mentale. À cela, j'ajoute qu'il va développer une stratégie nationale pour ce qui est des services de la petite enfance. Vu l'expérience du Québec en la matière, je pourrais en parler longuement.

Pour répondre réellement aux besoins des provinces tout en respectant le champ de compétences des provinces en matière de santé, le gouvernement fait-il une différence entre des sommes ponctuelles et les réels besoins des provinces, soit des sommes récurrentes au moyen des transferts canadiens en santé?

**M. Sean Fraser:** Monsieur le Président, je remercie ma collègue de sa question. J'espère qu'elle sera d'accord pour que j'y réponde en anglais.

[Traduction]

Je ne suis pas d'accord pour dire que ce budget est paternaliste à l'égard de nos partenaires provinciaux. En fait, en ce qui concerne les services de garde, le mérite revient entièrement au Québec, qui a montré la voie, des années auparavant, prouvant qu'il est possible de faire ce genre d'investissement qui s'autofinance.

En ce qui concerne l'établissement de normes nationales, je ne suis pas satisfait de la qualité de vie des personnes âgées qui vivent dans ces établissements. Compte tenu de tous les investissements que nous faisons dans des domaines de compétence provinciale,

nous disons simplement que nous allons travailler de concert avec les provinces et les territoires pour établir ces normes. Je ne suis pas d'accord pour qu'on se contente de transférer de l'argent sans vérifier le moindre comment cet argent est dépensé.

J'ai hâte de poursuivre les discussions avec nos homologues provinciaux afin que nous puissions atteindre des objectifs communs et améliorer la qualité de vie de nos concitoyens.

**M. Peter Julian (New Westminster—Burnaby, NPD):** Monsieur le Président, je siége avec mon collègue au comité des finances.

Dans ma circonscription, les gens sont très préoccupés par l'absence de régime universel d'assurance-médicaments. Je songe entre autres à Cole et à sa famille. Ils doivent payer 1 000 \$ par mois pour des médicaments visant à traiter un problème cardiaque et, comme 10 millions d'autres Canadiens, ils peinent à joindre les deux bouts faute d'assurance-médicaments.

Comme nous le savons, les libéraux ont promis en 2019 de mettre en place un régime d'assurance-médicaments public et universel, mais cette promesse a été carrément abandonnée dans le budget. C'est très simple. Je sais que les citoyens de la circonscription du député sont dans la même situation que ceux de la mienne. Pourquoi le gouvernement a-t-il abandonné dans le budget de 2021 ses engagements en faveur d'un régime public et universel d'assurance-médicaments?

**M. Sean Fraser:** Monsieur le Président, rien n'indique dans le budget de 2021 que nous renions notre engagement à l'égard d'un régime national d'assurance-médicaments. Bien qu'il ne soit peut-être pas entièrement mis en œuvre dans le budget, l'engagement pris dans le discours du Trône précédent demeure. La réalité, c'est que le budget souligne précisément notre intention de travailler de concert avec les provinces et les territoires pour faire progresser le régime national d'assurance-médicaments.

Cependant, il est inexact de prétendre qu'aucune mesure n'a été prise dans ce dossier, compte tenu des 500 millions de dollars consacrés à une stratégie sur les maladies rares; des changements apportés à la réglementation sur les médicaments brevetés, qui ont réduit le coût des médicaments au Canada; et de l'engagement pris dans un budget précédent, lorsque des fonds ont été alloués à la création de l'Agence canadienne des médicaments, qui supervisera la mise en œuvre d'un formulaire national.

Personnellement, je maintiens mon engagement en faveur d'un régime national d'assurance-médicaments qui tirera parti des économies systémiques, qui permettra au gouvernement fédéral de jouer un rôle dans l'achat des médicaments coûteux, afin que les familles n'aient pas à choisir entre payer leur loyer ou leurs médicaments. Il est temps d'avancer dans ce dossier, et je continuerai de préconiser un régime national d'assurance-médicaments tant que j'occuperai ce poste.

• (1315)

**M. Tony Van Bynen (Newmarket—Aurora, Lib.):** Monsieur le Président, je parle aujourd'hui depuis les terres ancestrales des Wendats, des Haudenosaunees et des Anishinabes, ainsi que des Premières Nations visées par les traités Williams.

*Le budget*

Quand je suis entré pour la première fois à la Chambre des communes pour occuper mon siège à la 43<sup>e</sup> législature, je l'ai fait avec enthousiasme et optimisme et j'étais animé d'un vif désir d'œuvrer pour mes concitoyens de Newmarket-Aurora et pour tous les citoyens de notre magnifique pays.

Aujourd'hui, après ce budget historique et ambitieux et malgré les difficultés auxquelles nous sommes confrontés pendant la pandémie, je suis encore plus optimiste. Je suis motivé par les possibilités qui nous attendent et conscient de la confiance que les Canadiens ont placée en nous.

Je tiens à féliciter la vice-première ministre et ministre des Finances pour ce moment important dans l'histoire canadienne.

La COVID-19 fait partie des grandes crises de notre époque. Elle n'a épargné aucun pays. Dans ma circonscription de Newmarket-Aurora, nous avons notre lot de souffrances, de décès, de fermetures d'entreprises, d'incertitude pour l'avenir des restaurants et de peur de retourner à l'école.

Je tiens à souligner le courage, l'innovation et la compassion remarquables des citoyens de Newmarket-Aurora et leur volonté de s'unir dans l'intérêt général. C'est sur cette base que nous pouvons rebâtir et c'est ce qu'attendent les Canadiens.

Nous voulons tous en finir avec la pandémie de COVID-19, mais nous n'en sommes pas encore venus à bout. Si nous voulons surmonter cette tempête et vaincre la pandémie, nous devons d'abord continuer d'aider les Canadiens et les entreprises canadiennes à court terme, tout en offrant des programmes pour soutenir la reprise.

Je suis encouragé de voir que le budget de 2021, intitulé « Une relance axée sur les emplois, la croissance et la résilience », se préoccupe d'abord de la situation actuelle en prolongeant les programmes de soutien liés à la COVID-19 qui ont été une bouée de sauvetage pour les Canadiens pendant cette période difficile. Il prévoit un accès souple aux prestations de l'assurance-emploi jusqu'à l'automne 2022, ainsi que le maintien jusqu'au 25 septembre de la Prestation canadienne de la relance économique, programme pour les Canadiens qui ne sont pas couverts par l'assurance-emploi. Parallèlement, la subvention pour le loyer et la subvention salariale sont prolongées, et il est prévu de les arrêter progressivement à mesure que la reprise s'installera.

À l'heure où je parle, plus de 12,7 millions de doses de vaccin ont été livrées aux provinces et territoires et plus de 10,25 millions de Canadiens en ont reçu au moins une dose. Nous devons continuer de vacciner aussi rapidement que possible et de faire en sorte que les Canadiens soient en sécurité, tout en fournissant les ressources financières et humaines nécessaires dans les régions durement touchées par la COVID-19.

Nous allons sortir de cette crise. Pendant toute la pandémie, les Canadiens ont bien fait comprendre qu'ils souhaitent le genre de changement qui garantira à tous un avenir plus prospère. Nous ne pouvons pas nous trahir et renoncer à un avenir plus inclusif et à une qualité de vie pour tous qui fait l'envie du monde entier. Surtout, nous devons être un pays d'égalité et d'équité fondé sur le respect et la compassion, non seulement pour notre population, mais aussi pour notre environnement.

Pendant la période prébudgétaire, j'ai été en contact avec les résidents et les propriétaires d'entreprise pour parler de leurs idées et suggestions pour le budget de 2021. Nous nous sommes parlé lors

d'assemblées publiques virtuelles et d'appels sur Zoom avec les chambres de commerce d'Aurora et de Newmarket. Bien qu'il y ait eu autant de questions que de suggestions, je remercie vraiment mes concitoyens de leurs commentaires et d'avoir pris le temps de s'exprimer, et je les ai entendus, avec une clarté et une inspiration remarquables.

Il est évident que l'emploi, de bons emplois pour les Canadiens, est au cœur de cette reprise économique. Selon Statistique Canada, quelque 303 000 emplois ont été créés en mars, ce qui est encourageant. Plus encourageant encore est l'engagement pris dans le budget de créer plus de 1 million d'emplois d'ici la fin de l'année, des emplois qui nourriront l'espoir d'un avenir meilleur, un sentiment de fierté à l'idée d'apporter sa contribution à la collectivité, un sentiment d'indépendance et la conviction que mon pays donne une chance à tous.

Les citoyens de Newmarket—Aurora ont clairement déclaré que la relance de l'emploi est le signe le plus important d'une reprise après la pandémie, de même que la réouverture des entreprises, et le budget indique manifestement que le gouvernement est d'accord.

● (1320)

En investissant dans nos plus jeunes citoyens, nous reconnaissons que notre avenir commence en assurant à tous une qualité de vie, des soins et des possibilités. L'engagement du gouvernement en matière de garde d'enfants et sa promesse de créer un programme universel de garde d'enfants à 10 \$ par jour ainsi que des normes nationales d'ici cinq ans marqueront un tournant dans l'histoire canadienne. Il s'agit d'un investissement dans notre avenir, d'un investissement dans l'égalité entre les sexes et d'une occasion de libérer le plein potentiel de tellement de personnes.

La compassion est également essentielle à notre reprise: la compassion envers nos aînés dans les établissements de soins de longue durée qui garantit qu'ils peuvent se sentir en sécurité et qu'on prend soin d'eux, et nous ne leur devons rien de moins. Évidemment, on m'a beaucoup parlé de la nécessité de normes sanitaires pour les soins de longue durée, et je suis réconforté de voir qu'on prévoit 3 milliards de dollars sur cinq ans pour assurer l'application de telles normes.

L'engagement à augmenter la Sécurité de la vieillesse pour les personnes âgées de 75 ans et plus, le projet de financement pour les aînés qui ne vivent pas dans des établissements de soins de longue durée et l'enveloppe de 90 millions de dollars sur trois ans à compter de l'an prochain pour Emploi et Développement social Canada afin de lancer l'initiative pour vieillir dans la dignité à la maison donneront certainement des assurances que, dans notre société, les aînés sont estimés et que l'on prend soin d'eux.

Maintenant, en ce qui concerne la valeur et la nécessité de prendre soin de notre société, il ne fait aucun doute que les changements climatiques constituent le défi le plus pressant pour cette génération et une occasion de renouveler, d'investir et de créer un avenir plus prometteur. Il ne fait aucun doute que l'octroi de 17,6 milliards de dollars pour une relance verte et le fait de veiller à ce que les cibles climatiques convenues pour 2030 soient dépassées accéléreront l'innovation, les possibilités et les perspectives d'un avenir plus radieux.

Fort de ses vastes réserves de ressources naturelles, notre pays a une occasion remarquable d'exercer un leadership vert sur ce front et je nous encourage à prétendre à un rôle de chef de file à cet égard.

### *Le budget*

Je suis fier de dire que dans ma circonscription, j'ai la chance d'avoir un conseil des jeunes très mobilisé et actif. Au début de l'exercice de consultation prébudgétaire, ces jeunes leaders nous ont fait part de leurs réflexions sur la façon dont ce budget pourrait tenir compte des objectifs des jeunes à la grandeur du Canada.

À la lecture de leur mémoire prébudgétaire, je suis frappé par la façon dont ce budget prend en compte un grand nombre de leurs recommandations, y compris des investissements en santé mentale; la réduction de la dette étudiante, à la fois par des subventions et l'abaissement des taux d'intérêt sur les prêts étudiants; des investissements dans les ressources renouvelables; et l'aide aux personnes les plus touchées par cette pandémie. Une jeunesse très engagée est primordiale pour bâtir un Canada prospère pour l'avenir et je ne cesse d'être inspiré par les jeunes leaders de Newmarket—Aurora.

J'aimerais pouvoir parler de tous les investissements prévus dans le budget, car il y a tellement de raisons d'être fiers et tellement de travail à accomplir. C'est un budget qui exigera des gouvernements fédéral et provinciaux qu'ils collaborent pour bâtir un Canada mieux préparé à une autre pandémie, pour saisir les occasions d'améliorer la prospérité et pour créer un pays plus apte à exploiter les forces de sa population et ses ressources pour aujourd'hui et pour l'avenir. J'ai promis à mes enfants et à mes petits enfants de travailler dans cette optique et j'espère que nous saisirons tous cette occasion.

**Mme Leona Alleslev (Aurora—Oak Ridges—Richmond Hill, PCC):** Monsieur le Président, un budget doit faire deux choses. Il doit offrir une réponse à court terme et créer les conditions propices pour l'avenir d'un pays à long terme.

Au cours des six dernières années, les électeurs d'Aurora—Oak Ridges—Richmond Hill n'ont pas cessé de me dire qu'ils sont préoccupés par l'injustice universelle de nos taxes, le déclin de notre compétitivité, la fuite massive des capitaux étrangers et les cadres de réglementation qui entravent notre capacité à améliorer notre position au pays et à l'étranger. Nous perdons des emplois au profit des États-Unis et on dirait que nous ne pouvons rien construire. Mes électeurs craignent que demain ne soit pas mieux qu'aujourd'hui.

Le député pourrait-il parler des principaux changements fondamentaux apportés dans le budget pour tenir compte de ces éléments?

• (1325)

**M. Tony Van Bynen:** Monsieur le Président, j'ai dit qu'il fallait que tous les ordres de gouvernement travaillent de concert et collaborent. Par conséquent, les députés d'en face et tous les députés doivent s'efforcer de travailler ensemble au lieu de semer le doute et le mécontentement et de contester les possibilités décrites dans le budget. J'ai hâte d'avoir d'autres conversations et de participer aux discussions sur le budget, qui offre une tonne de possibilités et de bonnes raisons d'être optimistes. Au lieu de toujours trouver à redire sur ce qu'il n'est pas possible de faire, il vaut mieux se concentrer sur ce qu'il est possible de réaliser. C'est le plus important.

[Français]

**M. Denis Trudel (Longueuil—Saint-Hubert, BQ):** Monsieur le Président, avec la pandémie, on a vu arriver, notamment dans ma circonscription, une ressource pour aider les personnes itinérantes. C'est ce qu'on appelle une ressource à haut seuil d'acceptabilité, puisqu'on accepte tout le monde sans discrimination.

Malheureusement, les responsables de cette ressource étaient très inquiets à l'approche du budget parce qu'ils voulaient savoir si leur ressource survivrait à la pandémie. De l'argent a été donné pour aider cette ressource à voir le jour, mais les responsables se demandent s'ils pourront continuer.

Dans le budget, je vois un montant d'environ 560 millions de dollars pour Vers un chez-soi. Le Québec, quant à lui, demande 100 millions par année afin de poursuivre les mesures liées à la COVID-19.

Que dois-je dire aux gens de La Halte du coin, ici à Longueuil? Peuvent-ils s'attendre à avoir assez de financement afin que leur ressource survive à la pandémie?

[Traduction]

**M. Tony Van Bynen:** Monsieur le Président, la vitesse à laquelle les revenus entreront dans les coffres des provinces dépendra en grande partie de la rapidité avec laquelle nous adopterons le budget.

Si le député demande ce qu'il devrait dire à ses électeurs, je lui dirais ce que notre premier ministre a dit, soit que nous les soutiendrons aussi longtemps qu'il le faudra, coûte que coûte.

**M. Alistair MacGregor (Cowichan—Malahat—Langford, NPD):** Monsieur le Président, je viens de recevoir un appel téléphonique du programme électoral libéral de 1997, qui se demande encore quand sa promesse d'un régime d'assurance-médicaments se concrétisera. J'ai dû me rendre jusqu'à la page 276 pour trouver au plus une demi-page où il est question d'un régime national et universel d'assurance-médicaments.

Combien de temps les Canadiens devront-ils attendre encore? Les libéraux ont eu l'occasion, par leur vote sur le projet de loi C-213, de mettre en place un cadre inspiré de la Loi canadienne sur la santé, mais avec cynisme, ils ont voté contre cette possibilité. Je me demande combien d'années encore les Canadiens devront voter pour cet élément essentiel de notre système de soins de santé pour qu'il soit enfin mis sur pied.

**M. Tony Van Bynen:** Monsieur le Président, j'ai eu à voter sur le projet de loi dont il est question. Bien que le principe soit toujours là et que le gouvernement y tienne, et que des activités sont en cours en vue de créer un régime d'assurance-médicaments, certaines dispositions du projet de loi étaient intenable, car elles ne permettaient pas la collaboration avec les provinces. La nécessité de collaborer avec les provinces est une nuance fondamentale. Si l'opposition avait modifié ce projet de loi, il aurait pu jouir d'un vaste appui.

**Mme Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV):** Monsieur le Président, j'aurais envie de reprendre les arguments du député de Newmarket—Aurora sur les changements climatiques et de souligner à quel point je suis déçue.

Cependant, j'ai reçu plus tôt aujourd'hui un courriel désespéré de l'un des principaux attraits touristiques de cette région, voire de tout le Canada, les Jardins-Butchart. Le propriétaire craint que l'entreprise ne fasse faillite et il est très déçu. Où est l'aide destinée au secteur du tourisme?

**M. Tony Van Bynen:** Monsieur le Président, il y a des dispositions pour le secteur du tourisme, et il y a aussi une autre disposition. Je ne veux vraiment pas citer de chiffres, parce que je ne les ai pas sous les yeux, mais des sections du budget sont consacrées au secteur du tourisme.

*Le budget*

Si je peux aider la députée à orienter ses électeurs, je serais plus qu'heureux de le faire.

• (1330)

**M. Dan Albas (Central Okanagan—Similkameen—Nicola, PCC):** Monsieur le Président, je suis heureux de prendre la parole à distance au nom des bons citoyens de Central Okanagan—Similkameen—Nicola, que je suis très fier de représenter à la Chambre. Je partagerai mon temps de parole avec le député d'Edmonton-Centre, qui donnera sans aucun doute un discours encore meilleur que le mien.

Après avoir entendu le discours que la ministre des Finances a donné hier et avoir eu la chance d'examiner le budget, j'ai eu une impression de déjà vu. La ministre des Finances nous a dit que nous devons « bâtir un Canada plus résilient: un Canada meilleur, qui est plus juste, plus prospère et plus innovateur ». Je me suis dit: « Un instant. » Qui gouverne le pays depuis les cinq dernières années et qui l'a rendu si peu résilient, si injuste, si peu prospère et si peu novateur? C'est le gouvernement libéral.

Après tout, c'est le gouvernement libéral qui a annoncé près de 1 milliard de dollars dans le budget de 2017 pour les supergrappes. Les députés se rappellent-ils que c'était le mot à la mode dans le budget de 2017? Ce budget prévoyait d'innombrables emplois et des innovations, bien sûr, ce que les libéraux nous promettaient tout le temps.

Les libéraux nous ont dit que ces dépenses, pardon, ces investissements, étaient censés créer 50 000 emplois et doper le produit national brut de 50 milliards de dollars sur 10 ans. Or, nous savons aujourd'hui que, selon le directeur parlementaire du budget, le gouvernement libéral n'a réussi à générer que 14 emplois pour chaque million de dollars investi par le fédéral et le secteur privé. Le ministre responsable n'est plus là et le mot supergrappes ne figure même plus dans le budget. Autrement dit, c'est un fiasco.

Les députés se souviennent-ils des promesses de la Banque de l'infrastructure? Le gouvernement libéral nous avait dit qu'il suffisait d'injecter 35 milliards de dollars, des dollars qui étaient censés aller aux municipalités, pour attirer des dollars du secteur privé à raison de quatre à cinq dollars pour chaque dollar du gouvernement fédéral. Qu'est-ce que ça a donné? Un fiasco total, comme bien d'autres programmes libéraux aux titres accrocheurs.

En 2016, l'ancien ministre des Finances, Bill Morneau, a présenté ici un budget en disant: « Notre plan est raisonnable et abordable. D'ici la fin de notre premier mandat, le ratio de la dette au PIB du Canada sera plus bas qu'il ne l'est aujourd'hui ». Ce mandat s'est terminé bien avant la pandémie, et le gouvernement libéral était loin d'avoir tenu l'engagement qu'il avait pris envers les Canadiens.

Faisons un bond en avant dans le temps: il n'y a plus de cible financière. À cause des taux d'intérêt, on nous dit aujourd'hui qu'on peut se permettre ce niveau de dépenses. Réfléchissons-y un peu.

Le Canada a depuis longtemps des problèmes avec les marchés immobiliers. Jim Flaherty, quand il était ministre des Finances, avait lui aussi des difficultés avec ce secteur. Nous avons renforcé les règles concernant les hypothèques, et le gouvernement actuel l'a fait lui aussi pendant son premier mandat, et nous avons renforcé les tests de résistance pour les hypothèques. Bien sûr, nous savons tous ce qui s'est passé aux États-Unis. Lorsque les gens ont perdu leur emploi, que le marché immobilier local s'est effondré et que

les taux d'intérêt ont augmenté, beaucoup de propriétaires de logements ne pouvaient plus payer leurs hypothèques, ce qui a aggravé les problèmes.

Ici, au Canada, les gens doivent être capables de payer un taux d'intérêt plus élevé que le taux en vigueur pour être sûrs de pouvoir continuer à payer leur hypothèque quand les taux augmenteront, ce qui est inévitable. Le gouvernement actuel et ceux qui l'ont précédé disaient que c'était parce que les taux d'intérêt étaient plus élevés chez nous. Beaucoup s'y sont opposés. Beaucoup disaient qu'il serait prudent que le gouvernement se protège contre des risques importants ou systémiques. Mais dans le budget des libéraux, il n'y a aucune prudence ni aucune prévoyance.

Le Bureau du directeur parlementaire du budget nous a avertis à plusieurs reprises que ce niveau de dépenses continu n'est tout simplement pas viable. Le directeur parlementaire du budget nous a prévenus que nous éliminons notre capacité de répondre à une crise future. Y a-t-il un seul député ici qui doute de ce que dit le directeur parlementaire du budget? Bien sûr, les taux d'intérêt sont bas en ce moment, mais où est le plan pour faire face à une hausse des taux d'intérêt? Il n'y en a pas. Est-il réaliste de construire une économie sur des dépenses publiques empruntées? Le directeur parlementaire du budget nous a mis en garde, mais le gouvernement libéral ne tient pas compte de ces conseils.

Si j'ai soulevé la question des programmes des incarnations précédentes du gouvernement, comme les supergrappes et la Banque de l'infrastructure, ce n'est pas seulement pour souligner son bilan d'échecs, des échecs très coûteux d'ailleurs, mais pour faire remarquer que lorsque ces programmes échouent, le gouvernement ne prend pas le temps de les évaluer et de déterminer pourquoi ils ont échoué. Au lieu d'apprendre de l'échec, le gouvernement préfère passer tranquillement aux modes du jour et annoncer un programme.

• (1335)

La dernière mode est la garderie à 10 \$ par jour, un programme, je précise, que les libéraux ont fortement critiqué pendant la campagne électorale de M. Mulcair en 2015. Le problème que je vois est que pour que cela se produise, nous avons besoin d'un plan sérieux et crédible. L'un des plus grands défis en matière de garde d'enfants à l'heure actuelle, outre le coût, est la pénurie grave d'éducatrices de la petite enfance, ou EPE. Sans un plan solide visant à augmenter le nombre d'EPE, il est difficile de voir cette annonce sur les services de garde atteindre les objectifs qu'elle est censée atteindre.

De même, il y a le défi auquel nous sommes confrontés dans les foyers pour personnes âgées. Une fois de plus, nous avons une grave pénurie d'aide-soignants. Il est facile de jeter de l'argent par les fenêtres, comme le propose ce budget, mais nous avons besoin d'un plan sérieux pour augmenter le nombre d'aide-soignants à long terme. Dans ma collectivité de Summerland, nous avons de nombreux problèmes avec notre foyer pour personnes âgées. Heureusement, aucun n'est lié à la COVID, mais bon nombre de ces problèmes découlent de l'incapacité de trouver du personnel. Cela soulève bien sûr un autre sujet d'une importance cruciale, celui des soins de santé.

### *Le budget*

Les soins de santé sont le programme canadien qui nous tient le plus à cœur, mais qui est actuellement le plus mis à l'épreuve. Nous n'avons qu'à regarder les défis créés par les nouveaux fardeaux dus à la pandémie. Je ne crois pas que quiconque doute des pressions financières exercées sur les soins de santé avant la COVID ou surtout maintenant.

Étrangement, le gouvernement libéral ignore le besoin sérieux d'augmenter les paiements de transfert en matière de soins de santé. Pourquoi? Bien que nous comprenions tous le besoin de services de garde d'enfants abordables, comment ce budget peut-il passer totalement sous silence les soins de santé? C'est tout à fait irresponsable.

Lorsque je me suis lancé dans la vie politique, une personne plus sage que moi m'a dit que les politiciens devaient toujours se souvenir de l'ordre suivant: les besoins d'abord les souhaits ensuite. Elle disait: « Quoi que tu fasses, Dan, ne mets pas tous tes œufs dans le même panier. » Cela m'amène à mon point suivant.

Quand on considère la toute première mesure prise par le premier ministre en réponse à la COVID, on constate que, pour des raisons qu'aucun d'entre nous ne comprendra jamais, il a commencé à conclure un accord avec la société chinoise CanSino pour des vaccins. Lorsque l'accord a échoué, le premier ministre a passé l'information sous silence pendant deux mois. Et devinez quoi? Nous avons maintenant deux mois de retard sur de nombreux autres pays. Nous avons dépensé le plus d'argent et le budget le confirme.

De toute évidence, en raison des retards liés aux vaccins, nous nous retrouvons dans cette situation dans de nombreux secteurs, mais ne nous leurrions pas, ces retards coûtent cher aux Canadiens. Qu'est-il arrivé à la devise « il est toujours possible de faire mieux »? Comment s'est-elle transformée en l'attente d'une dose de vaccin, que nous espérons recevoir d'ici septembre? Nous avons besoin d'une meilleure solution et c'est possible.

Dans un autre ordre d'idée, je n'ai pas pu m'empêcher de remarquer que le gouvernement libéral a prévu des milliards de dollars dans le budget pour un programme de rénovation domiciliaire, dont les nombreux détails seront annoncés plus tard. Refrain connu. Les libéraux ont fait la même chose avec un programme similaire l'automne dernier et ont dit aux gens qu'il serait accessible aux propriétaires d'ici décembre 2020. Hier soir, j'ai vérifié le site Web et ce programme n'est toujours pas accessible. Un message avise les Canadiens de revenir dans les semaines à venir. Il est affiché depuis des mois.

C'est un peu fort d'annoncer un nouveau programme de rénovation domiciliaire alors que le gouvernement n'a même pas réussi à mettre en œuvre le précédent. Ce sera peut-être dorénavant une tradition annuelle: la ministre annoncera chaque année le lancement d'un nouveau programme de rénovation domiciliaire, sans jamais passer à la mise en œuvre. Je suggère que, avant de lancer le nouveau programme, la ministre vérifie d'abord si le programme proposé l'an dernier est encore offert. Voilà qui rappelle la promesse des libéraux de planter 2 milliards d'arbres. Qu'est-il advenu de cette promesse? Nous savons tous ce qui s'est passé.

Avant de conclure, j'invite les députés à réfléchir à une idée exprimée par l'ancien ministre des Finances dans son tout premier discours du budget en 2016. Dans ce discours, l'ancien ministre Bill Morneau avait déclaré: « Il n'est pas étonnant que plusieurs Canadiens estiment qu'ils se tirent moins bien d'affaire que leurs parents

au même âge - et que la nouvelle génération fera encore pire que la leur. »

Je pose aux députés la simple question que voici: comment se sentira la prochaine génération quand elle devra payer les factures que l'actuel gouvernement libéral leur laisse en héritage? Espérons, pour le bien de la génération montante, que les taux d'intérêt resteront faibles. Le présent budget n'est pas un plan pour son avenir, c'est plutôt un budget pour servir l'avenir politique de l'actuel premier ministre.

**M. Mark Gerretsen (Kingston et les Îles, Lib.):** Monsieur le Président, j'ai écouté les commentaires de mon collègue et je souligne que, vers la fin, il a cité l'ancien ministre des Finances. Je ne sais pas s'il vit la même réalité que le reste d'entre nous depuis un an, mais nous sommes confrontés à une pandémie qui nous coûte des milliards de dollars. J'ajouterais qu'il a appuyé les motions de consentement unanime lorsque ces mesures ont été présentées.

Nous traversons actuellement une période difficile que nous n'avons aucune raison de prévoir lorsque Bill Morneau a fait ces observations. Mon collègue ne pourrait-il pas au moins reconnaître que certains événements imprévus ont depuis lors créé la situation dans laquelle nous nous trouvons?

• (1340)

**M. Dan Albas:** Monsieur le Président, je remercie mon collègue de Kingston et les Îles pour les questions qu'il pose continuellement aux députés de l'opposition qui demandent si son gouvernement comprend vraiment la situation dans son ensemble. Il affirme que nous nous trouvons dans une situation que nous n'avions pas prévue. Pourtant, dans la vie, il y a des récessions et des pandémies. En fait, un rapport publié en 2006 et rédigé en partie par la Dre Tam décrivait clairement le genre de situation qui pouvait se produire dans l'avenir, et cette situation ressemblait beaucoup à la pandémie de COVID-19. Pourtant, notre collègue semble donner carte blanche à son gouvernement, qui n'a pas pensé aux risques systémiques, aux risques à grande échelle, que poserait une augmentation des taux d'intérêt.

J'aimerais que mon collègue dise aux Canadiens en quoi consiste le plan de secours, outre le fait que le gouvernement ira puiser dans leurs poches.

**M. Charlie Angus (Timmins—Baie James, NDP):** Monsieur le Président, quand on parle d'économie, pour moi, il s'agit toujours de la situation économique des familles. On voit, année après année, que plus de 60 % de la population active n'a pas accès à l'assurance-emploi même en cas de besoin. Les néo-démocrates ont réclamé, entre autres choses, la reconnaissance de l'économie de petits boulots. Ces travailleurs autonomes n'ont pas accès à l'assurance-emploi. Nous revenons maintenant à l'idée d'utiliser seulement l'assurance-emploi, et le gouvernement va réduire les mesures de soutien de 500 \$ à 300 \$ par semaine pour les travailleurs contractuels et pigistes.

La réalité c'est que nous sommes encore en pleine troisième vague et que, dans plusieurs des régions que nous représentons, l'économie n'a pas rebondi. Nous avons besoin d'un plan pour aider les gens jusqu'à ce que nous ayons établi une base plus solide qui leur permette de retourner au travail. Les travailleurs temporaires, les travailleurs contractuels et les pigistes ne pourront pas payer leur loyer et leurs factures avec 300 \$ par semaine. Ils ne réussiront pas à traverser cette période éprouvante.

*Le budget*

**M. Dan Albas:** Monsieur le Président, le pays est peut-être gouverné par le gouvernement, mais au bout du compte, le gouvernement représente le peuple. Le député a dénoncé pas mal de choses. Nous, nous avons dénoncé l'impact de certaines mesures sur l'emploi, et nous avons incité le gouvernement à bonifier ce qui est devenu la Prestation canadienne de la relance économique, avec plus de flexibilité, avec plus de prévisibilité, de sorte que si les gens gagnent plus, ils ne se retrouvent pas tout d'un coup démunis.

Il est évident que nous sommes là pour nous assurer que les gens reçoivent l'aide dont ils ont besoin. Je partage les préoccupations de la députée de Saanich-Gulf Islands. Je viens de Victoria, j'y suis né, et j'ai entendu dire que Butchart Gardens, l'un des trésors de l'île, était au bord de la ruine. Pour les gens qui y travaillent, c'est une catastrophe.

**M. Francis Scarpaleggia (Lac-Saint-Louis, Lib.):** Monsieur le Président, en écoutant le discours du député et celui des autres membres du Parti conservateur, je constate qu'ils disent tout et son contraire. Par exemple, ils disent qu'il ne faut pas avoir de déficit, mais ensuite ils disent qu'on peut avoir un déficit pendant quelque temps, mais sans en préciser le montant et pendant combien de temps. Et quand il s'agit des prestations qui ont permis de venir en aide à bon nombre de familles, d'individus et d'entreprises, les conservateurs sont d'accord. J'ai du mal à les suivre. Ils nous reprochent de ne pas fabriquer des vaccins au Canada, alors que le budget prévoit des crédits pour renforcer le secteur biopharmaceutique. Bien sûr, cela va coûter de l'argent. Cela ne va pas réduire le déficit. Je me demande donc si le député approuve ce genre d'investissement.

Pense-t-il que, sur ce plan, le budget est positif, ou qu'il faut plutôt supprimer des dépenses ailleurs pour pouvoir investir dans notre capacité de biofabrication?

**M. Dan Albas:** Monsieur le Président, je salue le travail du député en tant que président du comité de l'environnement. À l'instar de ce qui est arrivé avec le camouflage entourant la taxe sur le carbone, le gouvernement se garde bien de divulguer toute information qui risque de révéler que ses plans comportent des risques. C'est le premier budget que nous avons en deux ans. Toutes les provinces, tous les territoires et toutes les municipalités que je connais ont réussi à présenter un budget pendant la pandémie, ce qui a permis à l'opposition de poser des questions sur les mesures budgétaires proposées. J'ai demandé à maintes reprises à la ministre de l'Emploi de nous dire où en est la caisse de l'assurance-emploi. Enregistre-t-elle un modeste déficit? Peut-être pas. Mais comment pouvons-nous, en tant que parlementaires, faire notre travail si le gouvernement refuse de nous donner des chiffres élémentaires?

Ce sont les conservateurs qui ont reproché au gouvernement de ne pas s'intéresser à cette solution dès le départ. Le gouvernement a préféré mettre tous ses œufs dans le même panier et signer un contrat avec CanSino, ce qui nous a fait prendre du retard, plutôt que de collaborer avec l'industrie, comme l'ont fait les Britanniques, et d'avoir un portefeuille plus diversifié. Aujourd'hui, on voit bien que les États-Unis et d'autres pays comme Israël sont nettement en avance sur nous.

Je salue le travail du député, mais il devrait dire à son gouvernement de nous donner les outils dont nous avons besoin pour pouvoir faire des suggestions dans l'intérêt de notre pays.

• (1345)

**M. James Cumming (Edmonton-Centre, PCC):** Monsieur le Président, hier, la ministre des Finances a présenté aux Canadiens

son premier budget en plus de deux ans, c'est-à-dire après plus de deux ans d'incertitude pour les petites entreprises qui tentent de planifier face à un avenir toujours plus incertain, après plus de deux ans d'anxiété financière pour les nouveaux arrivants qui ne savent plus s'ils peuvent se fier aux promesses qu'on leur a faites à leur arrivée au pays et après plus de deux ans d'absences de mesures économiques pour les industries canadiennes jadis solides dont dépendent des millions de Canadiens.

Toutefois, hier, au lieu de présenter un budget clair, mesuré et axé sur les résultats, la ministre des Finances a donné aux Canadiens un aperçu de l'opportunisme politique que la pandémie a fourni au gouvernement. L'objectif de ce budget n'est pas de rebâtir en mieux, mais de rebâtir en plus gros, tout en permettant au gouvernement de contrôler davantage la vie des Canadiens. Ce budget est rempli de belles promesses et de programmes onéreux, mais, à en juger par le passé, il mènera probablement à des résultats décevants.

Il y aura 101,4 milliards de dollars en nouvelles dépenses, dont 30 milliards de dollars pour un programme national de garderies. C'est une initiative importante que les conservateurs appuient, mais elle ne doit pas être vue comme une solution universelle, puisque les détails de son application seront cruciaux. Selon les manchettes des libéraux, un domaine dans lequel ils excellent, le coût moyen des services de garde sera de 10 \$ par jour. Cela ne veut pas dire que tous les Canadiens auront accès à des services de garde à 10 \$ par jour. Le gouvernement a eu cinq ans pour élaborer ce plan avec la collaboration des provinces et il reste encore des aspects à négocier.

Il faudra évidemment prolonger les mesures de soutien aux entreprises et aux particuliers si la pandémie se prolonge, jusqu'à ce que l'économie se remette sur pied et que le salaire minimum fédéral augmente. Il y a des promesses d'investissements verts de 17,6 milliards de dollars. Même si toutes ces promesses semblent merveilleuses, je crains qu'il faille rappeler encore une fois que le gouvernement n'a pas tenu ses promesses financières. Il y a six ans, le premier ministre promettait dans son programme électoral d'accumuler de modestes déficits budgétaires avant d'équilibrer le budget à la fin de son premier mandat. Le gouvernement a depuis abandonné cet objectif. Il a établi quatre objectifs annuels de réduction du déficit et aucun d'eux n'a été atteint. Les libéraux sont passés maîtres dans l'art de faire de grandes simagrées et de défrayer les manchettes, mais ils ne tiennent pas leurs promesses, alors pourquoi devrions-nous les croire au sujet de ce budget?

À la fin de 2020, le premier ministre a annoncé que le gouvernement fédéral n'allait pas prendre l'habitude des mesures de dépenses temporaires. Il s'est engagé à équilibrer le budget dans l'avenir sans toutefois ne jamais indiquer d'échéancier et, tandis que les libéraux affirment que la dette accumulée est gérable, les projections à long terme indiquent que des dépenses fédérales massives pour stimuler l'économie pendant la pandémie entraîneront des déficits pendant plusieurs décennies.

### *Le budget*

Rappelez-vous quand les libéraux nous ont dit qu'ils avaient le meilleur portefeuille de vaccins du G7. C'était en décembre et voyez où nous en sommes maintenant. Le Canada est frappé par la troisième vague de variants. Les Canadiens assistent à une prolongation du délai entre la première et la deuxième dose, et moins de 3 % de la population ont reçu ses deux doses. Le gouvernement se dit ouvert et transparent, mais il a prorogé le Parlement et mis fin aux travaux des comités de l'éthique, de la défense et des finances dans l'espoir de camoufler d'importants scandales, particulièrement en ce qui concerne le harcèlement sexuel. En 2015, le gouvernement fédéral s'était engagé à ramener le ratio de la dette au PIB à 27 %, mais il ne l'a pas fait. Il avait promis de mettre fin aux avis d'ébullition de l'eau dans les collectivités autochtones d'ici mars 2021, mais il ne l'a pas fait. Le premier ministre a dit aux membres du Parti libéral, lors d'une activité à huis clos pour la ministre des Services publics et de l'Approvisionnement, que tous les Canadiens seront probablement vaccinés d'ici juin. Cela n'arrivera pas.

Ces vaines promesses ne représentent que la pointe de l'iceberg. Nous ne pouvons pas compter sur le gouvernement pour tenir la moindre promesse ou réaliser le moindre programme. Le gouvernement doit reconnaître qu'on ne peut pas mettre en œuvre des programmes, des mesures de soutien ou des initiatives visant la relance économique sans une solution à la crise sanitaire actuelle. Tandis que le reste du monde continue à recevoir des vaccins et à revenir à la normale, le Canada prend du retard, et ce, pas seulement ces dernières semaines, mais depuis le début de la pandémie de COVID-19.

En cette troisième vague, les Canadiens se démènent pour faire face à la hausse des cas de COVID-19, aux mesures de confinement qui se multiplient et aux répercussions du ralentissement économique. Nous traversons la pire crise sanitaire de l'histoire canadienne. Les premiers ministres provinciaux réclament un plan de financement à long terme pour assurer la disponibilité des ressources la prochaine fois qu'une telle pandémie frappera, ce qui arrivera tôt ou tard. Il n'y a rien dans le budget pour assurer la résilience à long terme du système de soins de santé que réclament les premiers ministres provinciaux.

Les Canadiens ont du mal à faire face à l'actuelle hausse des cas, le nombre d'hospitalisations augmente, les admissions aux unités de soins intensifs montent en flèche, les entreprises sont fermées et les travailleurs perdent leur emploi ou voient leurs heures de travail réduites. Ce sont là les effets d'une mauvaise gestion et de l'incapacité à procurer des fournitures médicales. Ces conséquences sont ressenties par les Canadiens.

• (1350)

La crise de santé mentale avec laquelle nos collectivités sont aux prises partout au Canada s'aggrave. Les Canadiens s'inquiètent de leur avenir. Aux États-Unis, le nombre de nouveaux cas et d'hospitalisations diminue. Les entreprises rouvrent leurs portes. Les gens assistent à des joutes sportives. Pourquoi? Parce que, aux États-Unis, la population se fait vacciner. La situation actuelle au Canada était évitable.

Le budget fédéral de lundi énonce comment les libéraux fédéraux proposent de rebâtir l'économie canadienne d'une manière qui mobilise tous les Canadiens. Apparemment, la ministre ne tient pas compte des Canadiens qui dépendent des industries canadiennes de l'agriculture, de l'énergie, de la foresterie, des pêches ou des autres ressources naturelles. Comme il le fait depuis 2015, le gouvernement ne tient pas compte des ressources naturelles du Canada, puis-

qu'il les a omises dans l'équation de la relance économique. Le budget ne mentionne aucunement le secteur de l'énergie, qui est pourtant responsable du principal produit d'exportation du Canada.

En snobant la force des secteurs des ressources du Canada, notamment celui des ressources forestières, le gouvernement ne reconnaît pas l'incidence qu'auraient ces secteurs sur notre économie chancelante. Le monde veut plus de nos ressources naturelles. Il en a besoin. Nous devrions chercher à élargir notre part de marché plutôt qu'à accélérer son déclin. Le moins que nous puissions faire serait de réduire notre dépendance à l'égard de pays étrangers pour ce qui est de notre approvisionnement, car nous avons tout ce dont nous avons besoin ici, au pays.

Le budget poursuit sur la lancée des gouvernements libéraux précédents, finançant des programmes censés accroître la productivité et l'innovation. Or, les résultats passés montrent que ce n'est pas le cas. Le Canada ne fait plus partie des 10 économies les plus compétitives au monde. Nous nous classons pratiquement derniers parmi nos pairs au chapitre de l'innovation. Même avec les programmes dont les libéraux continuent d'accroître le financement, nous occupons le 17<sup>e</sup> rang. En quoi ces dépenses du fédéral contribueront-elles à positionner notre pays pour la réussite postpandémique? Alors que le gouvernement dépense plus que jamais pour stimuler l'économie, où est la vision économique stratégique pour notre avenir? Quelles seront les répercussions pour les générations et les années à venir? Nous payons environ 20 milliards de dollars d'intérêt sur la dette actuelle du gouvernement. Bientôt, ce sera 40 milliards de dollars. Comment nous acquitterons-nous du fardeau de la dette si les taux d'intérêt continuent d'augmenter?

Le ratio de la dette par rapport au PIB continuera à grimper, et il s'approche de ce ratio qui avait failli placer le pays en défaut de paiement en 1996. Intitulé « Une relance axée sur les emplois, la croissance et la résilience », le budget du gouvernement libéral fédéral prévoit des dépenses totales de 497,6 milliards de dollars. Toutefois, selon ce que j'ai pu comprendre du discours d'hier, il n'y a aucun plan pour la création d'emplois dont les libéraux parlent. Nous devons nous contenter de vagues allusions à la création d'emplois verts et au recyclage des travailleurs pour leur permettre d'occuper de nouveaux emplois. Nous avons beaucoup entendu parler du recyclage pour des emplois qui n'existent pas encore. Des gens de métier sont nécessaires seulement si nous pouvons approuver un projet et le concrétiser dans ce pays. La croissance doit être menée par le secteur privé. Le coût élevé associé à faire des affaires au Canada, compte tenu des formalités administratives et d'une réglementation excessive, crée un milieu défavorable pour les petites entreprises. Il n'y a rien pour réduire les coûts d'importation et accroître la compétitivité.

Le budget ne prévoit rien pour attirer des investissements au Canada. Il n'inclut aucune mesure qui montre que le Canada est prêt à faire des affaires et que, si nous voulons ou devons construire quelque chose, notre pays est l'endroit tout désigné pour le faire. Il n'y a rien qui encouragerait les Canadiens eux-mêmes à investir dans les entreprises d'ici. On y parle très peu de faire progresser les projets qui sont à l'étude et d'accélérer ce processus.

Ma crainte pour l'avenir est que ce budget ne fera qu'investir davantage des sommes colossales dans des plans peu testés et peu productifs qui servent les intérêts politiques du gouvernement. Les Canadiens ont besoin de plus que de plans pour les garder à la maison et de promesses de les recycler pour des emplois qui n'existent pas. Ils ont besoin d'un plan qui leur permettra de sortir de chez eux et de retourner au travail. Au bout du compte, le taux de chômage augmentera au pays, il y aura une augmentation des taxes et des impôts, et les jeunes Canadiens devront porter un fardeau fiscal inimaginable.

Donner des emplois aux Canadiens est l'investissement le plus important que notre pays peut effectuer. Le Parti conservateur du Canada mettrait en œuvre un plan de relance pour le Canada qui permettrait de récupérer les centaines de milliers d'emplois perdus dans les secteurs les plus durement touchés. Il est temps que nous recommencions à construire, à produire et à favoriser la croissance au Canada. De toute évidence, les autres pays désirent acheter nos marchandises et produits à valeur ajoutée, ainsi que le savoir-faire canadien, mais peu de choses dans le budget montrent que notre relance économique future misera sur nos points forts.

Dans l'ensemble, le budget contient certaines mesures positives, en particulier celles qui continueront d'aider les Canadiens en cette période difficile, alors qu'ils essaient tant bien que mal de traverser cette pandémie. Néanmoins, notre parti veillera à revoir le budget et à l'examiner très minutieusement. Les Canadiens méritent un plan de relance solide, qui inspirera confiance dans notre capacité de stimuler la croissance de notre pays et de le rebâtir plus fort que jamais.

• (1355)

**M. Adam Vaughan (secrétaire parlementaire du ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social (Logement), Lib.):** Monsieur le Président, les députés conservateurs sont venus les uns après les autres nous parler de la nécessité d'offrir un choix en matière de services de garde, et l'utilisation du mot « choix » est intéressante.

Les agriculteurs des Prairies ont le choix: ils peuvent prendre un boisseau de blé, le porter jusqu'au chemin et marcher jusqu'à Vancouver avant de traverser l'océan à la nage jusqu'en Chine pour le vendre ou ils peuvent choisir d'emprunter le réseau routier bâti avec les fonds publics, utiliser le réseau ferroviaire bâti avec les fonds publics puis les installations portuaires bâties avec les fonds publics. Ils peuvent choisir d'utiliser le système public et obtenir un meilleur résultat pour la vente de leur boisseau de blé.

C'est la même chose pour la garde d'enfants. Nous voulons tous que les parents puissent choisir l'endroit où iront leurs enfants pendant qu'ils sont au travail ou qu'ils poursuivent leurs études, mais sans un système qui offre cette possibilité de choix et sans autre solution que des choix individualistes, nous obtenons le même résultat que si nous tentions de nager avec notre boisseau de blé jusqu'en Chine. Nous n'obtenons aucun résultat.

Le député convient-il que si lui et ses collègues d'en face veulent que les parents aient vraiment le choix et puissent en profiter, ils doivent participer au développement des services de garde pour que ces choix existent vraiment comme ils semblent le souhaiter?

**M. James Cumming (Edmonton-Centre, PCC):** Monsieur le Président, un long préambule précédait la question. À la base, il faudra négocier une entente avec les provinces. Je note qu'ils ont

### *Le budget*

disposé de cinq ans pour créer un tel système et le mettre en place, mais il n'y a toujours rien.

On nous promet des garderies à 10 \$, mais on n'a pas encore promis de négocier avec les provinces. Certes, je conviens qu'il est possible d'offrir un choix et de concevoir un programme qui fonctionne pour toutes les provinces, mais pas sans tenir compte de leur avis.

**M. Jack Harris (St. John's-Est, NP):** Monsieur le Président, j'ai écouté avec intérêt le discours du député. À St. John's, tout comme à Edmonton, j'en suis sûr, il y a de nombreux aînés. Plusieurs ont communiqué avec nous aujourd'hui. Ils ont entendu parler du 500 \$ qui sera donné en août aux aînés de 75 ans. Ils sont perplexes et plutôt mécontents. Ils ont plus de 65 ans, mais pas encore 75 ans. Le budget ne prévoit rien pour eux.

Le député est-il lui aussi d'avis qu'il serait bien plus équitable de la part du gouvernement d'offrir une aide supplémentaire à tous les aînés? Tous les aînés en ont besoin. Ils considèrent qu'ils la méritent, car ils sont durement éprouvés.

**M. James Cumming:** Monsieur le Président, il y a deux solutions possibles: la première est de fournir plus d'argent aux aînés, et la seconde est d'arrêter d'accroître leur fardeau financier en augmentant les coûts.

Le gouvernement s'emploie à augmenter continuellement le coût de tout. Freiner l'augmentation des coûts est aussi important pour les aînés que de tenter de leur offrir plus d'aide financière. Le gouvernement donne plus d'argent aux aînés pour que ceux-ci puissent assumer l'augmentation des coûts, mais le gouvernement tient mordicus à augmenter le coût de tout ce qui existe. Il est temps de mettre fin à cela. Le moment est venu de rendre la vie plus abordable aux Canadiens.

**Mme Cathay Wagantall (Yorkton—Melville, PCC):** Monsieur le Président, mon collègue a dit que le budget ne prévoit rien pour le secteur pétrolier et gazier. Cependant, j'aimerais savoir ce qu'il pense des commentaires formulés par Amanda Lang lors de son émission *Power Play* hier soir. Elle a déclaré: « Je vais vous dire, Evan — et c'est probablement l'un des postes budgétaires les plus ennuyeux, mais il est important, surtout pour les entreprises du secteur primaire —, le budget prévoit une forme d'augmentation de l'impôt des sociétés dont les libéraux parlent depuis un certain temps. Il s'agit d'une réduction des déductions admissibles relatives aux intérêts et aux dividendes. Ce n'est pas un sujet qui excitera les foules, mais je peux vous dire que cette mesure pourrait nuire de façon disproportionnée aux sociétés pétrolières et gazières, et cela, au pire moment pour elles. »

• (1400)

**M. James Cumming:** Monsieur le Président, comme je l'ai mentionné dans mon discours, le budget ne reconnaît absolument pas l'importance de cette industrie. C'est pourtant grâce à l'apport de cette industrie pendant des années que le gouvernement a pu mettre en place de nouveaux programmes sociaux et de nouvelles infrastructures d'un bout à l'autre du pays. Je suis extrêmement déçu que le budget ne reconnaisse pas l'importance du secteur de l'énergie.

*Déclarations de députés***DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS***[Traduction]***LE BÉNÉVOLAT**

**Mme Yasmin Ratansi (Don Valley-Est, Ind.):** Monsieur le Président, dans le cadre de son programme de service communautaire, l'Ismaili Volunteer Corps a joué un rôle de premier plan en offrant des services à des personnes isolées pendant la pandémie. L'organisme a offert notamment des programmes en ligne, du soutien technique et des soins médicaux non urgents à tous ceux qui en avaient besoin.

Bon nombre de Canadiens, y compris dans ma circonscription, ont bénéficié de ce genre de services. L'organisme a récemment uni ses efforts à ceux de l'hôpital Michael Garron pour mettre sur pied une clinique de vaccination de masse dans ma circonscription, où des milliers de personnes ont pu bénéficier de ce service. Il a également collaboré avec l'hôpital Humber River pour recruter des bénévoles dans le cadre d'une initiative de vaccination de masse à l'arena Downsview Park.

Je remercie cette équipe de bénévoles dévoués d'offrir ces services à la population et d'incarner sa devise « Du travail plutôt que des paroles ». Ces gens sont une vraie source d'inspiration pour nous tous.

\* \* \*

**LE BÉNÉVOLAT**

**Mme Ya'ara Saks (York-Centre, Lib.):** Monsieur le Président, la pandémie a été extrêmement éprouvante pour les plus vulnérables, mais nous avons vu également de nombreux bénévoles qui ont redoublé d'efforts et montré ainsi le meilleur de ce que notre collectivité peut offrir.

Je tiens à souligner les efforts d'une résidente de York-Centre, Emily Gampel. Depuis le début de la pandémie, Emily a entretenu des liens avec des survivants de l'Holocauste, elle a organisé des mesures de soutien pour les premiers intervenants et les travailleurs de la santé de première ligne, elle a organisé une initiative visant à recueillir des dons de vêtements d'hiver pour les résidents vulnérables du Nunavut, avec l'appui de l'Uqutaq Society, à Iqaluit. Comme de nombreux autres bénévoles, elle considère que c'est non seulement une façon d'aider les autres, mais quelque chose d'essentiel pour sa propre santé mentale.

J'aimerais conclure en citant ce qu'Emily a dit pour expliquer sa motivation: « Au Canada, malgré nos différences sur les plans de la religion, de l'ethnicité, de la culture ou de l'apparence, nous avons tous un lien fort qui nous unit. Nous sommes tous Canadiens, et nous avons tous la chance de vivre dans un pays formidable. »

\* \* \*

**L'ÉQUIPE RUBICON**

**M. Todd Doherty (Cariboo—Prince George, PCC):** Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui pour saluer un organisme international d'intervention en cas de catastrophe, qui est composé de 70 000 bénévoles incroyables: anciens combattants, premiers répondants, professionnels de la santé et civils formidables qui continuent à améliorer les choses au pays et partout sur la planète. Animée par le principe du service d'abord, l'équipe Rubicon a été fondée par deux Américains en 2010.

Six ans plus tard, l'équipe Rubicon Canada a été déployée pour la première fois pendant les feux de forêt à Fort McMurray en 2016.

En 10 ans, l'équipe Rubicon est intervenue lors de 6 tremblements de terre, 132 inondations, 56 ouragans, 47 phénomènes météorologiques violents, 96 tornades et 79 feux de forêt. Elle se trouve aussi en première ligne de la lutte contre la COVID-19: elle compte plus de 325 sites de vaccination, où sont administrées plus de 1,3 million de doses. Les membres de l'équipe Rubicon provenant de Prince George ont été déployés partout au Canada, aux États-Unis, aux Bahamas et, plus récemment, au Honduras.

Je suis extrêmement fier d'être un « chandail gris ». J'encourage tout le monde à communiquer avec les organisateurs de leur région pour voir comment ils peuvent soutenir l'équipe Rubicon et sa mission, et même devenir, eux aussi, des chandails gris.

\* \* \*

**LE RACISME ENVERS LES ASIATIQUES**

**M. Shaun Chen (Scarborough-Nord, Lib.):** Monsieur le Président, depuis le début de la pandémie de COVID-19, les Canadiens d'origine asiatique sont sans cesse la cible de haine et de xénophobie.

Selon un récent rapport du Conseil national des Canadiens chinois, 1 150 agressions, majoritairement contre des adolescents et des personnes âgées, ont été signalées du 10 mars 2020 au 28 février 2021. Dans 11 % des incidents, il s'agissait d'une agression physique violente ou d'un contact physique non désiré et, dans 10 % des cas, on a toussé ou craché sur la victime. Voilà qui est répuugnant et répréhensible.

Le mois dernier, je me suis joint à des milliers de Canadiens rassemblés à l'hôtel de ville de Toronto pour dénoncer de façon solidaire le racisme envers les Asiatiques. Ensemble, nous avons condamné la haine et demandé que l'on passe à l'action. Que ce soit contre les Asiatiques, les Noirs ou les Autochtones, le racisme n'a pas sa place au Canada.

• (1405)

*[Français]*

En tant que citoyens canadiens, nous devons continuer de créer un milieu inclusif pour des groupes racialisés, des minorités culturelles et religieuses et les nouveaux immigrants. Le Canada a fait trop de progrès pour faire marche arrière maintenant.

\* \* \*

**L'AGRICULTURE ET L'AGROALIMENTAIRE**

**M. Yves Perron (Berthier—Maskinongé, BQ):** Monsieur le Président, le budget ne répond pas aux engagements du gouvernement envers le milieu agricole ni à ses besoins.

Quand on s'époumone à parler de souveraineté alimentaire, à un moment donné, il faut cesser de parler et agir. Pour un secteur agricole en santé, il faut de la relève.

En 2019, le Parti libéral avait promis de moderniser la fiscalité afin de favoriser le transfert intergénérationnel des entreprises et des fermes. Or, dans le budget, il n'y a rien à cet effet. De plus, il faut les faire rouler ces entreprises. Elles ont besoin de travailleurs étrangers.

Alors qu'on est en pleine crise de retard dans les quarantaines avec Switch Health, tout ce qu'Ottawa offre dans le budget, c'est plus d'inspection. Comment cela aidera-t-il notre monde?

Il faut aussi compenser tout le secteur de la gestion de l'offre pour l'ACEUM. Cela se trouve dans l'énoncé économique de l'automne, mais cela ne se trouve pas dans le budget.

Le Bloc québécois s'assurera que le gouvernement honore ses engagements et ses promesses envers le milieu agricole.

\* \* \*

[Traduction]

### LE PROGRAMME EMPLOIS D'ÉTÉ CANADA

**Mme Karen McCrimmon (Kanata—Carleton, Lib.):** Monsieur le Président, j'aimerais profiter de l'occasion qui m'est donnée pour parler aux députés du succès que Kanata—Carleton a connu avec le programme Emplois d'été Canada.

J'ai le plaisir d'annoncer que le financement de 2,1 millions de dollars qui a été approuvé a permis de créer 618 emplois au sein de 123 organisations, organismes de bienfaisance et entreprises. De la technologie à l'agriculture biologique en passant par les camps d'été, c'est sa diversité qui fait de Kanata—Carleton un endroit où il fait si bon vivre et faire des affaires.

Je remercie toutes les entreprises et les organisations qui ont fait preuve d'une détermination, d'un engagement et d'une créativité sans bornes lorsqu'est venu le temps de relever les défis posés par la COVID-19. Elles ont appuyé et servi leur communauté, et les habitants de Kanata—Carleton les ont appuyées en retour. L'achat local bénéficie à tous.

C'est ensemble que nous pourrons réussir et surmonter la difficile période que nous vivons. Leur leadership et leur travail d'équipe font toute la différence, et je les en remercie.

\* \* \*

### LES RESTRICTIONS LIÉES À LA COVID-19

**M. Richard Bragdon (Tobique—Mactaquac, PCC):** Monsieur le Président, cela fait maintenant plus d'un an que les Canadiens font de leur mieux pour rester en bonne santé et continuer de faire rouler l'économie canadienne.

Ma circonscription, Tobique—Mactaquac, constitue la majeure partie de la frontière entre le Nouveau-Brunswick et les États-Unis. Les restrictions liées à la COVID ont été particulièrement difficiles pour nos collectivités frontalières d'un bout à l'autre du pays. De nombreux Canadiens doivent régulièrement traverser la frontière pour aller travailler, ou encore offrir ou recevoir des services essentiels. Certains travaillent dans le domaine de la santé de l'autre côté de la frontière, d'autres transportent des marchandises ou œuvrent au sein de nos chaînes d'approvisionnement agricole et alimentaire, tandis que d'autres encore doivent se rendre à des rendez-vous médicaux ou d'autres rendez-vous essentiels.

Pour certains, cela signifie qu'ils doivent traverser une frontière internationale plusieurs fois par jour. Tous ces gens souhaitent rester en santé et prennent les précautions nécessaires, mais lorsque nos travailleurs essentiels traversent la frontière plusieurs fois par jour, le processus à la frontière devrait être aussi simple et rapide que possible.

### Déclarations de députés

Au lieu d'insister pour que ces travailleurs essentiels utilisent l'application ArriveCAN plusieurs fois par jour à des endroits où la couverture cellulaire est parfois déficiente, voire inexistante, le gouvernement devrait faire tout ce qui est en son pouvoir pour simplifier le processus et faire en sorte que nos travailleurs essentiels soient soumis à un processus sensé qui élimine les répétitions inutiles.

\* \* \*

### LA MAISON DES VÉTÉRANS

**Mme Marie-France Lalonde (Orléans, Lib.):** Monsieur le Président, le 16 avril dernier, le gouvernement fédéral a annoncé un investissement de 1,5 million de dollars pour la Maison des vétérans dans le cadre de ses efforts visant à lutter contre l'itinérance et à offrir un soutien essentiel aux anciens combattants dans le besoin.

Gérée par l'Initiative multiconfessionnelle sur l'habitation, la Maison des vétérans a ouvert ses portes en février dernier. Elle offre aux anciens combattants des logements abordables ainsi qu'un accès à des services de santé mentale et de traitement de la toxicomanie. Ce nouvel investissement permettra la construction de 40 logements pour d'anciens combattants qui sont sans abri ou qui risquent de le devenir et il s'ajoute à l'investissement de 6,5 millions de dollars que le gouvernement fédéral a fait en 2019.

L'Initiative multiconfessionnelle sur l'habitation travaille depuis 2001 à fournir des logements abordables, sûrs, permanents et inclusifs à Ottawa. Je tiens à remercier Suzanne Le, directrice générale, et son équipe de leur contribution exceptionnelle à la collectivité. Je remercie également la députée d'Ottawa—Vanier d'avoir fait l'annonce.

\* \* \*

● (1410)

### L'UNIVERSITÉ LAURENTIENNE

**M. Paul Lefebvre (Sudbury, Lib.):** Monsieur le Président, nous sommes tous au courant de ce qui se passe actuellement à l'Université Laurentienne, à Sudbury. Aujourd'hui, je souhaite parler plus particulièrement des étudiants touchés par cette tragédie.

Comme dans la plupart des universités, les examens à l'Université Laurentienne ont commencé le 12 avril dernier, le jour même de l'annonce des pertes d'emplois et des compressions dans les programmes.

[Français]

Des centaines d'étudiants doivent faire leurs examens tout en sachant que leur programme n'existera pas l'an prochain.

[Traduction]

Les équipes de hockey et de natation ont été dissoutes, laissant les étudiants athlètes livrés à eux-mêmes, sans endroit où jouer, s'entraîner ou étudier.

En tant que père d'un athlète universitaire, je ne peux imaginer la douleur de perdre à la fois son équipe, ses coéquipiers, son programme universitaire et son rêve.

[Français]

J'ai parlé aux étudiants au sujet des coupes et de leurs effets dévastateurs sur eux. Personne n'est épargné.

*Déclarations de députés*

[Traduction]

Même si je suis inquiet et frustré par les répercussions énormes que subissent actuellement les étudiants de l'Université Laurentienne, je suis déterminé à voir l'établissement se relever de cette situation terrible et en sortir plus fort. Nous devons aux étudiants, qui ont fait tant de sacrifices pour arriver aussi loin dans leurs études, de chercher une solution pour qu'ils puissent terminer leurs études et démarrer leur carrière.

\* \* \*

**L'AIDE MÉDICALE À MOURIR**

**Mme Kelly Block (Sentier Carlton—Eagle Creek, PCC):** Monsieur le Président, le droit à la liberté de conscience est une liberté fondamentale protégée par la Charte des droits et libertés. Malheureusement, dans le contexte de l'aide médicale à mourir, la liberté de conscience des professionnels de la santé est sérieusement compromise. Quand l'euthanasie et l'aide médicale à mourir sont devenues légales, en 2015, le gouvernement a promis que les professionnels ne seraient pas forcés de prendre part à ces activités contre leur gré, mais, comme cette promesse n'est pas inscrite dans la loi, elle n'a aucune valeur.

En vertu de la loi, les médecins et d'autres professionnels de la santé doivent maintenant offrir l'aide médicale à mourir parmi les options de traitement primaire même dans les situations où, à leur avis, cette option ne sert pas les intérêts du patient. Sans le droit à la liberté de conscience, les patients ne peuvent plus obtenir de deuxième opinion à propos de leurs soins de fin de vie, ce qui mine les droits et le bien-être des patients. Mon projet de loi, la Loi sur la protection de la liberté de conscience, vise à corriger cet affaiblissement des droits.

\* \* \*

**LE RACISME ENVERS LES ASIATIQUES**

**Mme Pam Damoff (Oakville-Nord—Burlington, Lib.):** Monsieur le Président, en mars dernier, Statistique Canada a constaté que les Canadiens d'origine asiatique avaient déclaré plus d'incidents de harcèlement raciste depuis le début de la pandémie. Bien que le racisme systémique envers les Asiatiques ne soit certainement pas nouveau, ce phénomène a connu une croissance exponentielle depuis le début de la pandémie.

Au début d'avril, j'ai accueilli les députés de Halton et des intervenants lors d'une table ronde sur le racisme envers les Asiatiques à laquelle participait la ministre de la Diversité et de l'Inclusion et de la Jeunesse. Notre but: discuter des gestes troublants de discrimination et de racisme auxquels sont confrontés nos concitoyens d'origine asiatique et de ce que nous pourrions faire pour les combattre.

Les membres de la communauté canado-asiatique de Halton sont de véritables chefs de file depuis le début de la pandémie: ils ont distribué de l'équipement de protection individuelle et du désinfectant et adopté des mesures sanitaires dès le début. Halton compte une communauté canado-asiatique active et diversifiée. Il nous incombe à tous d'aider les victimes de racisme et de faire front commun afin que tout le monde soit traité équitablement au Canada.

[Français]

**LE BUDGET DE 2021**

**L'hon. Steven Blaney (Bellechasse—Les Etchemins—Lévis, PCC):** Avec leurs bonbons préélectorales, les libéraux prennent les aînés pour des valises. Ils leur font miroiter un beau montant de 500 \$ juste avant les élections, mais, si les aînés ont 65, 70 ou même 74 ans, ils peuvent oublier cela, car ce n'est pas pour eux.

Avec des déficits records sans aucune cible budgétaire et qui font exploser le ratio d'endettement à plus de 50 %, il est évident que la carte de crédit libérale va exploser, mais à nos frais.

Après deux ans d'attente, on s'attendait à beaucoup mieux de la part des libéraux, surtout avec la pandémie, à savoir de véritables mesures pour relancer notre économie de manière responsable et remettre les gens au travail. Or, les libéraux se lancent dans de nouveaux programmes aux coûts faramineux et endettent davantage les générations futures. Ces mêmes libéraux viennent ensuite nous parler de développement durable.

Les aînés méritent mieux, les générations futures aussi. Vivement un gouvernement conservateur pour réparer les pots cassés pendant qu'il en est encore temps!

\* \* \*

[Traduction]

**LA SANTÉ MENTALE**

**M. John Barlow (Foothills, PCC):** Monsieur le Président, la pandémie a eu sur la santé mentale une incidence qui durera bien au-delà de la crise. Nous ne pouvons pas en faire abstraction. J'ai tenu dans ma circonscription de nombreuses assemblées publiques virtuelles avec des dirigeants communautaires et des propriétaires d'entreprise pour parler de la santé mentale et de l'incidence que la pandémie a sur nos concitoyens. Je tiens à remercier la Dre Jody Carrington de son message éloquent et inspirant, ainsi que Pamela Morgan, de Headstrong, qui axe ses efforts sur les entreprises en milieu rural et les familles agricoles. Des centaines de personnes ont participé à ces assemblées et ont raconté leurs histoires déchirantes de stress, d'anxiété, de dépression et, dans de nombreux cas, de suicide.

Il ne faut pas que cela soit la nouvelle norme. Les Canadiens doivent croire que la pandémie prendra fin.

Toutefois, au lieu de présenter un plan de relance, les libéraux ont présenté un budget qui ne comprend aucune stratégie pour mettre fin aux confinements de façon permanente et sécuritaire. Les libéraux ont échoué lamentablement à obtenir des vaccins, ce qui signifie que les quarantaines seront prolongées. Les conservateurs, eux, ont mis l'accent sur la création d'emplois, l'économie et le rétablissement de la santé financière et mentale des Canadiens.

Comme la Dre Carrington l'a dit: « Nous sommes là pour nous accompagner les uns les autres ».

• (1415)

#### MARK SHAWANDA

**Mme Carol Hughes (Algoma—Manitoulin—Kapusking, NDP):** Monsieur le Président, on entend souvent parler des difficultés qu'ont des communautés autochtones à avoir accès à une source fiable d'eau potable. Cependant, pour la Première Nation de Whitefish River, la qualité de l'eau est depuis plusieurs années une source de fierté. Aujourd'hui, cette fierté est tempérée par le décès de Mark Shawanda, opérateur de station de traitement de l'eau.

Ayant reçu sa formation à la suite de la crise de Walkerton, M. Shawanda a géré fièrement la station de traitement de l'eau selon les règles, et ce, pendant plus de deux décennies. Preuves de son excellent travail, plusieurs prix pour la qualité de l'eau potable ont reconnu les efforts de la collectivité et l'apport de M. Shawanda en particulier. Il a partagé son expérience en agissant comme mentor, s'assurant ainsi que l'eau de la Première Nation de Whitefish River demeurera de la meilleure qualité pendant les années à venir.

Connu pour son attitude débrouillarde et ses phrases lapidaires, comme « Je ne suis pas médecin, mais je vais y jeter un coup d'œil », M. Shawanda était actif dans la communauté sportive de Whitefish River. Il a siégé au conseil et il était entièrement dévoué à sa famille, surtout à ses petits-enfants.

J'offre mes plus sincères condoléances à Debbie, son épouse, ainsi qu'à sa famille et à toute la communauté de la Première Nation de Whitefish River. Nos pensées les accompagnent.

\* \* \*

[Français]

#### LA CULTURE ET LES MÉDIAS D'INFORMATION

**M. Martin Champoux (Drummond, BQ):** Monsieur le Président, le fait que des sommes sont prévues dans le budget pour soutenir les petits festivals et les événements culturels communautaires est une bonne nouvelle.

Le problème est qu'il ne restera bientôt plus personne pour en faire la promotion si l'on continue à laisser nos médias d'information et nos médias régionaux mourir à petit feu. Cela fait des années que nous parlons de la crise des médias et les libéraux avaient une belle occasion de régler le problème, mais ils l'ont complètement ignoré dans ce budget pourtant historiquement dépensier.

C'est pour cela que le Bloc québécois insiste pour que les profits tirés de la taxation des géants du Web soient dirigés vers un fonds destiné à la culture et aux médias d'information. C'est dans ces secteurs que se trouvent les créateurs des contenus diffusés à grand profit sur les plateformes en ligne. C'est là que l'on retrouve ceux et celles dont l'avenir est menacé parce que leur travail profite davantage aux multinationales étrangères qu'à leur propre famille.

Les libéraux ont délibérément laissé tomber nos médias et nos créateurs de contenu dans le budget, mais il reste des moyens d'agir. Soyez assurés que le Bloc québécois ne va pas abandonner.

\* \* \*

[Traduction]

#### L'ÉCONOMIE

**M. Tony Baldinelli (Niagara Falls, PCC):** Monsieur le Président, alors que les Canadiens cherchent la lumière au bout du tunnel de la COVID-19, le Canada est à la croisée des chemins. L'ave-

#### Questions orales

nir du pays est en jeu, et les Canadiens doivent choisir la voie fiable à suivre vers le redressement économique.

La voie vers l'économie réimaginée du premier ministre vire vers l'inconnu, en plus d'affliger nos enfants de niveaux de dette et d'obligations de remboursement qui nuiront à leur réussite future.

Les conservateurs du Canada proposent une autre voie, qui mène vers la sécurité et la certitude, grâce à notre plan de relance en cinq points pour le Canada. Cette voie garantira notre avenir et fera du Canada un pays où les personnes qui ont éprouvé le plus de difficultés pendant la pandémie pourront retourner travailler. Les conservateurs du Canada ont traversé la dernière récession, et grâce au plan de relance pour le Canada, ils aideront aussi les Canadiens à traverser cette période difficile.

\* \* \*

[Français]

#### LE BUDGET DE 2021

**Mme Annie Koutrakis (Vimy, Lib.):** Monsieur le Président, le budget de 2021 offre un plan historique pour lutter contre la pandémie tout en créant des emplois et en bâtissant un Canada plus fort, plus vert, plus sain et plus inclusif.

Nous avons travaillé dur pour que les voix locales soient bien entendues dans ce budget, y compris pour tous les Canadiens et ceux de ma circonscription, Vimy. Nous prolongeons les programmes essentiels de soutien que nous avons mis en place pendant la pandémie. Nous veillons à ce que les aînés puissent vivre avec une sécurité financière supplémentaire.

Après 50 ans de discussions, finalement nous mettons en place un système national d'apprentissage et de service de garde pour soutenir les mères qui travaillent. Cette fois-ci, nous allons y parvenir. Il s'agit d'un budget qui présente un plan pour soutenir tous les Canadiens et aider notre économie à croître.

## QUESTIONS ORALES

[Traduction]

#### LA SANTÉ

**L'hon. Erin O'Toole (chef de l'opposition, PCC):** Monsieur le Président, la troisième vague de COVID-19 fait des ravages partout au Canada. Si nous en sommes là, c'est parce que le gouvernement n'a pas acheté suffisamment de vaccins et n'a pas obtenu ceux qu'il avait achetés assez rapidement. Aujourd'hui, le Manitoba a dû demander l'aide du Dakota du Nord pour vacciner ses travailleurs essentiels.

Combien de Canadiens devront aller se faire vacciner aux États-Unis parce que le premier ministre ne s'est pas procuré assez de vaccins?

*Questions orales*

● (1420)

**Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.):** Monsieur le Président, c'est très important que la Chambre s'en tienne aux faits. Notre plan fonctionne et nous recevons plus de vaccins que prévu. Nous avons maintenant distribué au-delà de 13,3 millions de doses aux provinces et aux territoires, et plus de 10 millions d'entre elles ont déjà été inoculées. Grâce aux efforts inlassables que déploient les autorités pour accélérer la distribution des vaccins, le Canada figure désormais parmi les trois pays où la vaccination est la plus avancée, que ce soit au sein du G7 ou du G20.

**L'hon. Erin O'Toole (chef de l'opposition, PCC):** Monsieur le Président, son plan fonctionne, qu'il dit. Moderna a retardé ses livraisons et a livré moins de doses. Même chose pour AstraZeneca. Ce matin, Johnson & Johnson a suspendu la production de son vaccin à son usine principale. Plus il y a aura de Canadiens qui pourront se faire vacciner, plus le manque de doses sera criant.

Pourquoi le premier ministre n'a-t-il pas réservé il y a des mois toutes les doses dont le Canada a besoin?

**Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.):** Monsieur le Président, les conservateurs essaient encore une fois de politiser ce dossier, mais le fait est que nous avons prévu recevoir 6 millions de doses avant la fin mars et que nous avons dépassé cet objectif de plus de moitié. Le Canada reçoit désormais 1 million de doses par semaine, et les arrivages devraient se poursuivre au même rythme. Nous recevrons 2 millions de doses toutes les semaines de mai et plus de 48 millions d'ici la fin juin. Tous les Canadiens qui le souhaitent pourront recevoir leurs deux doses d'ici septembre. Les choses vont bon train.

**L'hon. Erin O'Toole (chef de l'opposition, PCC):** Monsieur le Président, nous sommes en pleine troisième vague de la pandémie et la sévérité de cette vague est attribuable à l'incapacité du premier ministre d'obtenir des vaccins aussi rapidement que l'ont fait les États-Unis il y a quelques mois. Arriver à dépasser les objectifs fixés en volant les doses de vaccins réservées au tiers monde est un exemple du leadership lamentable du premier ministre. Il annonce l'arrivée de doses dans plusieurs mois, mais lors de la même conférence de presse, il annonce qu'il y aura des retards dans les livraisons des prochaines semaines.

Les provinces attendent avec impatience l'arrivée de plus de doses de vaccins. Où sont-elles?

**Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.):** Monsieur le Président, le pays va recevoir plus de 1 million de doses par semaine dans les semaines à venir, notamment 2 millions de doses en mai et des dizaines de millions en juin. Nous allons continuer la distribution des vaccins, mais nous savons que, pendant que nous y travaillons, il faut continuer de suivre les directives de la santé publique et fonder nos décisions sur la science, ce que le gouvernement a toujours fait. Nous allons continuer de collaborer avec les provinces et les territoires.

Les Canadiens remarqueront, même si les conservateurs refusent d'en parler, que nous avons présenté un budget qui offre tellement d'aide à la population canadienne que les conservateurs n'ont aucune question à poser à son sujet.

[Français]

**LE BUDGET**

**L'hon. Erin O'Toole (chef de l'opposition, PCC):** Monsieur le Président, j'ai une question.

Le ministre des Finances du Québec est grandement déçu par l'absence de financement stable, prévisible et sans condition pour les soins de santé. Aucun soutien dans le budget pour la santé au beau milieu d'une troisième vague.

Pourquoi le gouvernement dépense-t-il pour les élections, et non pour la santé des Canadiens?

**Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.):** Monsieur le Président, c'est tout à fait faux. Je remarque que, en anglais, le chef de l'opposition parle du fait qu'on est en train de trop dépenser pour les Canadiens, mais que, en français, il dit qu'il faudrait dépenser plus.

La réalité, c'est qu'on a transféré des milliards de dollars aux provinces et aux territoires pour le système de santé afin de les aider dans cette pandémie; et on continue, même dans ce budget, à transférer 4 milliards de dollars de plus aux provinces.

On va continuer d'être là pour appuyer les provinces et les systèmes de santé et, à long terme, oui, on va augmenter les transferts en santé.

**L'hon. Erin O'Toole (chef de l'opposition, PCC):** Monsieur le Président, il n'y a pas de réponse, dans quelque langue officielle, de la part du premier ministre.

Ce budget est une déception pour beaucoup de Canadiens. La demande des provinces en matière de transferts en santé est totalement oubliée. Il y a beaucoup plus de petits programmes en vue d'une élection, mais pas de mesure réelle pour les vaccins.

Le premier ministre pense-t-il qu'il connaît mieux les besoins des provinces que les provinces elles-mêmes?

● (1425)

**Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.):** Monsieur le Président, le chef du Parti conservateur parle de « petits programmes » pour aider plein de gens, et dit que c'est une honte.

Cela fait un an qu'on écoute les Canadiens, qu'on travaille avec les Canadiens et qu'on répond aux besoins des organismes, des petites entreprises, des travailleurs, des familles, des aînés, des jeunes pour être là et les appuyer. C'est exactement ce qu'on est en train de faire dans ce budget et le Parti conservateur dit qu'il ne faudrait pas aider les gens autant et qu'il faudrait réduire le déficit. Bien, les Canadiens auront bien le choix, un moment donné, entre la vision des conservateurs et notre plan libéral, mais pour l'instant, on traverse la pandémie.

**M. Yves-François Blanchet (Beloil—Chambly, BQ):** Monsieur le Président, vous connaissez mon empathie. J'ai peur que le premier ministre se soit mis dans le pétrin.

On a déjà vu des Québécois pas contents du gouvernement, mais pas à ce point-là. Le nombre d'appels provenant des gens qui ont par hasard entre 65 et 75 ans et qui expriment leur mécontentement face au budget et face à la discrimination en fonction de l'âge des aînés est énorme, au point où ça fait oublier ce que le budget pourrait avoir de bon.

Est-ce que le premier ministre va accepter la main tendue et modifier son budget au bénéfice des aînés?

*Questions orales*

**Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.):** Monsieur le Président, lors de l'élection de 2019, on a reconnu et on a compris à quel point les aînés avaient besoin de soutien, que les aînés de 75 ans et plus avaient plus de coûts et que les dépenses augmentaient alors que les Canadiens vivaient de plus en plus longtemps. Ils sont préoccupés par leur pension de vieillesse, par leurs économies de retraite, par leurs épargnes.

On a donc fait la promesse d'augmenter de 10 % la Sécurité de la vieillesse pour les aînés de 75 ans et plus et c'est exactement ce qu'on est en train de livrer dans ce budget. C'est une bonne nouvelle pour les aînés, c'est une bonne nouvelle pour le pays.

**M. Yves-François Blanchet (Beloeil—Chambly, BQ):** Monsieur le Président, c'est une moyenne nouvelle pour les aînés de 75 ans et plus qui n'auront que 500 \$, à peu près, cette année, soit moins de 50 \$ par mois. C'est une terrible nouvelle pour ceux qui ont entre 65 et 75 ans. Il y a clairement une discrimination qui ne se justifie d'aucune façon.

Cette histoire selon laquelle ça coûte moins cher en bas de 75 ans, ça sort d'où? Cela a été inventé par qui? Est-ce que le premier ministre peut s'éviter des problèmes et considérer notre amendement pour le bien des aînés de 65 à 75 ans?

**Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.):** Monsieur le Président, en tant que gouvernement, on a toujours été là pour les aînés. Une des premières choses qu'on a faites a été d'augmenter le Supplément de revenu garanti de 10 %, après les élections de 2015.

Nous avons continué d'être là pour les aînés, que ce soit en investissant dans le programme Nouveaux Horizons pour les aînés, en donnant plus d'aide pendant cette pandémie ou en augmentant la Sécurité de la vieillesse de 10 % pour tous les aînés qui ont 75 ans et plus.

Nous allons continuer d'être là avec 3 milliards de dollars pour travailler avec les provinces pour protéger les aînés dans les soins de longue durée.

Nous serons toujours là pour les aînés.

**M. Jagmeet Singh (Burnaby-Sud, NDP):** Monsieur le Président, la pandémie était dure. Les gens ont perdu leurs emplois, ils ont de la misère à joindre les deux bouts.

Un budget, c'est une question de choix. Le premier ministre a choisi de ne pas faire payer aux ultra-riches leur juste part et il a choisi de couper l'aide aux gens pendant la troisième vague.

Pourquoi le premier ministre choisit-il de défendre les intérêts des ultra-riches, au lieu d'aider les gens?

**Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.):** Monsieur le Président, c'est tout simplement faux.

Une des premières choses que nous avons faites, en tant que gouvernement, en 2015, a été d'augmenter les impôts des plus riches pour pouvoir abaisser ceux de la classe moyenne. Malheureusement, le NDP a voté contre cela.

Nous continuerons toujours de chercher à aider ceux qui en ont besoin. Dans ce budget, nous assurons que les fournisseurs de services numériques paient leur juste part d'impôt; nous instituons une taxe sur les yachts et les véhicules de luxe; nous nous attaquons au stratagème de planification fiscale agressive; et nous renforçons la capacité du gouvernement à sévir contre la fraude et l'évasion fiscale.

Nous serons toujours là pour les gens qui en ont besoin, dans ce pays.

\* \* \*

• (1430)

[Traduction]

**LES MESURES D'URGENCE VISANT LA COVID-19**

**M. Jagmeet Singh (Burnaby-Sud, NDP):** Monsieur le Président, la troisième vague est en train de déferler sur l'Ontario, et c'est un désastre. Les unités de soins intensifs sont débordées, les travailleurs de la santé sont proches du point de rupture, les Canadiens qui ont le plus besoin d'être vaccinés sont les moins susceptibles de l'être et le premier ministre refuse toujours d'améliorer l'accès aux congés de maladie payés.

Le premier ministre va-t-il déclarer un sinistre et aura-t-il recours à la Loi sur les mesures d'urgence pour que les Canadiens qui ont effectivement besoin du vaccin soient vaccinés et que nous ayons des congés de maladie qui fonctionnent réellement?

**Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.):** Monsieur le Président, depuis le début de la pandémie, nous avons toujours été là pour soutenir les provinces et les territoires ainsi que les Canadiens partout au pays. Nous avons promis que nous soutiendrions les Canadiens, et c'est exactement ce que nous avons fait et ce que nous continuerons à faire en travaillant avec des partenaires partout au pays et en faisant face à la situation difficile à laquelle tant de Canadiens sont confrontés avec cette troisième vague, particulièrement dans la région du Grand Toronto.

En ce qui concerne la prestation de maladie, nous l'avons mise en place pour qu'aucun travailleur, où qu'il vive et quel que soit son employeur, n'ait à aller travailler malade pour nourrir sa famille. Nous l'avons, par ailleurs, rallongée en ajoutant deux semaines de prestations supplémentaires.

Nous continuerons à soutenir les Canadiens. Nous sommes à leurs côtés.

\* \* \*

[Français]

**LE BUDGET**

**M. Richard Martel (Chicoutimi—Le Fjord, PCC):** Monsieur le Président, le budget d'hier est un véritable bar ouvert.

Cela aurait été plaisant de voir l'enthousiasme des libéraux pour le camping se refléter dans d'autres problèmes d'envergure, comme la santé. Les provinces demandent une augmentation des transferts en santé stable, prévisible et sans condition. Nous, les conservateurs, nous les appuyons dans cette démarche. En pleine pandémie, c'est le gros bon sens qui parle.

Pourquoi le premier ministre n'a-t-il pas accepté la principale demande du Québec?

**L'hon. Chrystia Freeland (vice-première ministre et ministre des Finances, Lib.):** Monsieur le Président, le Parti conservateur doit être clair avec les Canadiens et doit choisir une politique fiscale.

D'un côté, les conservateurs disent que nous dépensons trop; de l'autre, ils disent que nous devons dépenser plus pour la santé.

Que pensent vraiment les conservateurs?

*Questions orales*

**M. Richard Martel (Chicoutimi—Le Fjord, PCC):** Monsieur le Président, la réponse de Québec a été assez claire concernant les 3 milliards de dollars sur cinq ans, spécifiquement pour les soins de longue durée.

Premièrement, ce n'est pas un transfert en santé sans condition. Les libéraux, comme d'habitude, s'ingèrent dans les compétences des provinces. Deuxièmement, pour reprendre les mots du ministre québécois des Finances, le fédéral a manqué une occasion unique pour un partenariat à long terme en santé.

Comment les libéraux comptent-ils réparer leur relation avec le gouvernement du Québec?

**L'hon. Chrystia Freeland (vice-première ministre et ministre des Finances, Lib.):** Monsieur le Président, la position de la province de Québec est très claire, et nous avons eu une bonne conversation avec le Québec. C'est la position des conservateurs qui n'est pas claire. D'un côté, ils disent que nous dépensons trop; de l'autre, ils proposent beaucoup d'autres dépenses.

Les Canadiens doivent savoir quelle est la position du Parti conservateur.

**M. Richard Martel (Chicoutimi—Le Fjord, PCC):** Monsieur le Président, l'augmentation des transferts en santé stable, prévisible et sans condition était la demande la plus importante du Québec pour ce budget fédéral.

Nous sommes en pandémie mondiale. Le réseau de la santé est éprouvé. C'est non seulement demandé par le Québec, mais aussi par l'ensemble des provinces et des territoires. Cet engagement sur l'augmentation des transferts en santé doit se faire maintenant.

Comment le premier ministre a-t-il pu passer à côté d'une occasion comme celle-ci?

**L'hon. Chrystia Freeland (vice-première ministre et ministre des Finances, Lib.):** Monsieur le Président, c'est la même question et ce sera la même réponse.

Ce sont les conservateurs qui doivent être clairs avec les Canadiens. Pensent-ils que nous dépensons trop ou que nous devrions dépenser encore plus? Les Canadiens ont droit à une réponse claire et directe.

\* \* \*

[Traduction]

**LES SERVICES PUBLICS ET L'APPROVISIONNEMENT**

**L'hon. Michelle Rempel Garner (Calgary Nose Hill, PCC):** Monsieur le Président, je félicite l'Inde d'avoir annoncé que toute sa population adulte sera admissible à un vaccin à compter du 1<sup>er</sup> mai.

Alors que le Canada n'a pas produit une seule dose de vaccin contre la COVID-19, l'Inde vaccine sa population avec ses propres vaccins, produits sur son territoire, en plus de fabriquer des vaccins pour approvisionner le Canada.

Pourquoi, au début de 2020, la ministre des Services publics et de l'Approvisionnement n'a-t-elle pas conclu un partenariat avec l'Inde, une grande démocratie et l'un des pays produisant le plus grand nombre de vaccins au monde, afin de créer et de fabriquer des vaccins au Canada?

• (1435)

**L'hon. François-Philippe Champagne (ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie, Lib.):** Monsieur le Président,

nous avons effectué des investissements historiques dans la biofabrication au Canada. Je suis convaincu que la députée se souvient de Medicago. Elle se souviendra également de VIDO, en Saskatchewan, d'AbCellera, et de Precision Nanosystems, à Vancouver. En fait, 12 jours après que l'Organisation mondiale de la santé a déclaré la pandémie mondiale, nous investissions déjà 200 millions de dollars. Dans les 30 jours suivants, nous avons ajouté 600 millions supplémentaires. Ainsi, nous avons investi environ 1 milliard de dollars depuis que la pandémie a été déclarée par l'Organisation mondiale de la santé.

Nous avons effectué des investissements sans précédent et nous continuerons d'investir en vue d'assurer la sécurité de tous les Canadiens.

**L'hon. Michelle Rempel Garner (Calgary Nose Hill, PCC):** Monsieur le Président, je suis sûre que le ministre se souviendra que les libéraux fédéraux n'ont pas cherché à conclure un partenariat avec l'Inde, mais qu'ils l'ont fait avec le gouvernement de la Chine.

L'année dernière, les libéraux fédéraux ont négocié la mise au point d'un vaccin avec une société appartenant au gouvernement chinois — avec lequel le Canada a de nombreux problèmes notoires et persistants — qui a ensuite, sans surprise, annulé l'entente après avoir fait attendre les libéraux fédéraux pendant des mois.

Pourquoi les libéraux fédéraux ont-ils conclu une entente vouée à l'échec avec le gouvernement chinois pour la production de vaccins, au lieu de travailler avec nos alliés en Inde, la plus grande démocratie du monde?

**L'hon. Anita Anand (ministre des Services publics et de l'Approvisionnement, Lib.):** Monsieur le Président, les propos de l'opposition dans cette affaire sont tout à fait faux. Nous avons sept ententes d'approvisionnement avec de grands fabricants de vaccins, ce qui fait que le Canada compte parmi les entités et les pays les mieux placés en matière d'approvisionnement dans le monde.

Rappelons simplement les faits. Dans l'ensemble du pays, 13,4 millions de doses ont déjà été distribuées et 10,2 millions de Canadiens, soit 24 % de la population, ont reçu au moins une dose de vaccin, et nous nous classons au deuxième rang des pays du G20 pour ce qui est des doses administrées par tranche de 100 personnes.

Nous continuerons de vacciner les Canadiens jusqu'à ce que l'ensemble de la population...

**Le Président:** La députée de Calgary Nose Hill a la parole.

**L'hon. Michelle Rempel Garner (Calgary Nose Hill, PCC):** Monsieur le Président, le fait est que le Canada n'a pas produit une seule dose de vaccin à l'échelle nationale. À l'heure actuelle, nous devrions produire suffisamment de vaccins pour subvenir aux besoins de notre propre population, comme le font les Américains et les Britanniques. Au lieu de cela, les libéraux fédéraux ont échoué et mis des pays comme l'Inde, qui font face à une troisième vague, dans la situation impossible d'envoyer des doses de vaccins à un pays du G7 alors qu'ils doivent vacciner leurs propres citoyens. Les libéraux fédéraux pillent également les stocks de vaccins destinés aux pays en développement par l'intermédiaire du programme COVAX.

*Questions orales*

Imaginons notre situation si nous avions un partenariat de fabrication avec l'Inde. Combien de vies auraient pu être sauvées si le premier ministre avait conclu un partenariat de fabrication nationale avec l'Inde...

**Le Président:** Le ministre a la parole.

**L'hon. François-Philippe Champagne (ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie, Lib.):** Monsieur le Président, je remercie la députée.

Je dirais aux députés d'imaginer la situation suivante: nous avons un partenaire pour fabriquer un vaccin au Canada. Il s'agit de Novavax. L'entreprise a choisi le Canada parmi tous les pays où elle a des bureaux.

Fait encore plus intéressant, il y a également une entreprise canadienne du nom de Medicago dans laquelle nous avons investi 173 millions de dollars pour assurer la fabrication d'un vaccin au Canada. De plus, hier, la ministre des Finances a ajouté un autre 2 milliards de dollars afin que nous puissions continuer à investir dans la fabrication ainsi que dans la santé et la sécurité de tous les Canadiens.

\* \* \*

[Français]

**LE BUDGET**

**M. Gabriel Ste-Marie (Joliette, BQ):** Monsieur le Président, il y a de bonnes mesures dans le budget, mais, en pleine crise sanitaire, il faut être déconnecté de la réalité pour creuser un déficit de 354 milliards de dollars sans augmenter durablement les transferts en santé.

La priorité des Québécois, c'est la santé. C'est aussi la priorité du gouvernement du Québec, dont la seule demande était une augmentation des transferts en santé pour couvrir 35 % des coûts en santé.

C'est pourquoi le Bloc québécois a amendé le budget pour ajouter les transferts en santé. C'est ce que le Québec veut. Les libéraux vont-ils appuyer notre amendement?

**L'hon. Chrystia Freeland (vice-première ministre et ministre des Finances, Lib.):** Monsieur le Président, je suis contente d'entendre que le député du Bloc pense qu'il y a de bonnes mesures dans le budget.

En ce qui concerne la santé, je suis d'accord que la priorité pour tous les Canadiens est la lutte contre la COVID-19. Le fédéral est là pour appuyer les territoires et les provinces. Le mois dernier, nous avons ajouté 5 milliards de dollars en appui aux systèmes de santé et à la campagne de vaccination.

● (1440)

**M. Gabriel Ste-Marie (Joliette, BQ):** Monsieur le Président, on est loin des 35 % proposés dans notre amendement.

Il faut comprendre que ce n'est pas une question d'argent, parce qu'Ottawa a tout misé sur sa capacité d'emprunt. Malgré le déficit historique, il crée de nouvelles dépenses de 100 milliards de dollars. De l'argent, il en aurait donc pour la santé.

C'est visiblement un choix politique de ne pas investir pour régler les problèmes révélés par la pandémie. C'est un choix de ne pas investir pour améliorer les soins aux aînés. C'est un choix de ne pas investir pour améliorer les conditions de travail du personnel soignant. Or, ce sont de mauvais choix.

Qu'est-ce que cela va prendre pour que le gouvernement s'en rende compte?

**L'hon. Chrystia Freeland (vice-première ministre et ministre des Finances, Lib.):** Monsieur le Président, nous investissons beaucoup dans la santé et dans la capacité de biofabrication du Canada. Nous avons investi 5 milliards de dollars en mars. L'été passé, nous avons donné 19 milliards de dollars aux provinces et aux territoires pour les aider dans la campagne contre la COVID-19.

De plus, comme mon collègue vient tout juste de le dire, nous avons prévu 2,2 milliards de dollars dans le budget pour notre capacité à produire les vaccins chez nous.

[Traduction]

**L'hon. Ed Fast (Abbotsford, PCC):** Monsieur le Président, il y a trois mois, le premier ministre a remis à la ministre des Finances une lettre de mandat lui demandant de faire trois choses: d'abord, éviter de créer de nouvelles dépenses permanentes, ensuite, réviser la stratégie de gestion de la dette et, finalement, présenter une nouvelle cible financière.

Ce sont les paramètres que le premier ministre lui-même a fixés. Pourtant, la ministre n'en a suivi aucun. Son budget prévoit des dépenses permanentes colossales, la dette échappe à tout contrôle et la seule cible financière que nous avons est mouvante.

Pourquoi la ministre a-t-elle fait fi de ces directives, et fera-t-elle aussi abstraction des prochaines directives?

**L'hon. Chrystia Freeland (vice-première ministre et ministre des Finances, Lib.):** Monsieur le Président, l'approche financière prévue dans le budget est prudente et viable. Nous avons fixé une cible financière claire.

Nous nous engageons à diminuer le ratio dette-PIB et à combler les déficits liés à la COVID-19. En 2025-2026, le ratio dette-PIB sera de 49,2 %, et le déficit sera de 1,1 %.

Le ratio dette-PIB du Canada demeure le plus bas du G7.

**L'hon. Ed Fast (Abbotsford, PCC):** Monsieur le Président, en période difficile, les Canadiens s'attendent à de l'aide du gouvernement, et nous sommes en faveur de celle-ci.

Toutefois, le budget est aussi, et de loin, le plus gros et le plus coûteux de toute l'histoire canadienne. Le déficit a bondi pour atteindre la somme faramineuse de 354 milliards de dollars, et la dette nationale s'élèvera bientôt à un montant inimaginable de 1,4 billion de dollars. Le budget ne présente pas le plan de gestion de la dette que le premier ministre a demandé à sa ministre des Finances.

Pourquoi la ministre a-t-elle fait fi des directives du premier ministre? Quand présentera-t-elle un plan de gestion de la dette?

**L'hon. Chrystia Freeland (vice-première ministre et ministre des Finances, Lib.):** Monsieur le Président, dans l'annexe 2 du budget, nous présentons une stratégie de gestion de la dette fort claire. Nous y indiquons que nous avons de manière prudente et réfléchie repoussé les échéances de la dette du Canada. Avant la pandémie, 15 % des obligations du Canada étaient des obligations à long terme. L'an dernier, nous avons augmenté cette proportion à 29 % et, dans le budget, nous nous engageons à la faire passer à 42 %.

*Questions orales*

Il s'agit d'une approche financière prudente, qui permettra de verrouiller les faibles taux d'intérêt actuels.

[Français]

**M. Luc Berthold (Mégantic—L'Érable, PCC):** Monsieur le Président, il y a à peine trois mois, le premier ministre a distribué de nouvelles lettres de mandat à ses ministres.

Celle qui était adressée à la ministre des Finances lui demandait trois choses: ne pas créer de nouvelles dépenses permanentes, revoir la stratégie de gestion de la dette et présenter une nouvelle cible financière.

En trois mois, la ministre des Finances a rejeté chacun de ces mandats. Ce budget passera à l'histoire comme le plus dépensier de l'histoire du Canada, avec une multitude de nouvelles dépenses permanentes.

Le commentateur Bernard Drainville a vu clair ce matin. Il a dit que le gouvernement libéral semblait se faire un point d'honneur de ne pas parler du retour à l'équilibre budgétaire.

Pourquoi?

**L'hon. Chrystia Freeland (vice-première ministre et ministre des Finances, Lib.):** Monsieur le Président, je dois souligner, pour les Canadiennes et les Canadiens, que notre approche fiscale est prudente et raisonnable.

Dans le budget, nous avons présenté un plan qui vise à réduire la dette fédérale en proportion du PIB à moyen terme et à résorber les déficits liés à la COVID-19.

Je veux également souligner que la position fiscale du Canada est la meilleure du G7.

• (1445)

**M. Luc Berthold (Mégantic—L'Érable, PCC):** Monsieur le Président, ce n'est pas compliqué. La cible qu'ils se sont fixée, c'est ce qu'ils vont dépenser. Voilà la cible qui est dans le budget.

On doit maintenant se familiariser avec un nouveau mot ici, à la Chambre: « billion ». On n'utilise pas souvent ce mot. Il s'agit de 1 000 milliards de dollars. La dette nationale atteindra bientôt 1,4 billion de dollars.

Je rapporte ici les propos de quelqu'un: avec le temps, vivre au-dessus de nos moyens est insoutenable, même si le moment exact de la hausse des taux d'intérêt est incertain.

La ministre des Finances est-elle d'accord avec l'auteur de cette phrase, l'orateur vedette du dernier congrès libéral, Mark Carney?

**L'hon. Chrystia Freeland (vice-première ministre et ministre des Finances, Lib.):** Monsieur le Président, encore une fois, je veux demander au Parti conservateur d'être franc avec les Canadiens et de dire si le Parti conservateur est le parti de l'austérité ou si le Parti conservateur veut — comme il l'a dit au début de la période des questions orales — que l'on dépense plus, par exemple en matière de santé.

Il est important d'avoir une approche cohérente. C'est ce que les Canadiens demandent, et c'est ce que notre gouvernement présente.

[Traduction]

**M. Peter Julian (New Westminster—Burnaby, NPD):** Monsieur le Président, voici quelques chiffres à propos de la dernière année: les milliardaires canadiens ont vu leur fortune augmenter de 78 milliards de dollars; les banques ont fait des bénéfices de 42 mil-

liards de dollars en pleine pandémie; et 25 milliards de dollars d'impôt ont pris le chemin d'abris fiscaux à l'étranger. Voici maintenant quelques chiffres du budget de 2021: zéro dollar perçu au moyen d'un impôt sur la fortune, zéro dollar perçu au moyen d'une taxe sur les profits générés pendant la pandémie, et zéro dollar récupéré des abris fiscaux à l'étranger. Si nous sommes tous dans le même bateau, pourquoi les libéraux laissent-ils toujours les ultra-riches s'en tirer à bon compte?

**L'hon. Chrystia Freeland (vice-première ministre et ministre des Finances, Lib.):** Monsieur le Président, le gouvernement libéral croit fermement que tout le monde au Canada doit payer sa juste part. C'est pourquoi nous proposons plusieurs mesures concrètes dans le budget, dont une taxe de luxe et une taxe pour les entreprises de services numériques. Nous instaurons des mesures sans précédent afin de lutter contre l'évasion fiscale et les stratagèmes de planification fiscale abusive. Enfin, nous mettons de l'avant une taxe sur les biens vacants appartenant à des non-résidents, car les maisons sont censées servir à loger des familles canadiennes.

**Mme Lindsay Mathyssen (London—Fanshawe, NPD):** Monsieur le Président, les jeunes ont été parmi les plus durement touchés par la pandémie. La troisième vague ne fera qu'empirer les choses. Le budget constitue une déception totale pour les étudiants et pour les jeunes, qui ont dû apporter des changements radicaux à leur éducation, leur emploi et leur situation financière. Le NPD réclame un moratoire sur le remboursement des prêts étudiants, ainsi que l'élimination des intérêts sur les prêts étudiants, de sorte que les jeunes ne croulent pas sous les dettes pendant des années.

Le premier ministre et le gouvernement s'engagent-ils à prendre de véritables mesures pour aider les jeunes, au lieu de se contenter de platitudes qui ne vont pas assez loin?

**L'hon. Chrystia Freeland (vice-première ministre et ministre des Finances, Lib.):** Monsieur le Président, ce budget contient près de 6 milliards de dollars pour aider les jeunes Canadiens. Il ne s'agit pas là de platitudes. Nous allons aider les étudiants canadiens. Nous rendrons l'éducation plus abordable. Nous allons créer 500 000 possibilités de formation et d'expérience professionnelle. Le système d'apprentissage et de garde des jeunes enfants, que nous allons bâtir, aidera les jeunes Canadiens au premier chef.

**Mme Iqra Khalid (Mississauga—Erin Mills, Lib.):** Monsieur le Président, au cours de la dernière année, les petits salariés, les jeunes, les Canadiens racisés et les femmes ont quitté le marché du travail de façon disproportionnée. Dans ma circonscription, les entrepreneurs sont clairs: une économie forte dépend d'une main-d'œuvre plus nombreuse, et le budget de 2021 s'attaque à ce problème.

La ministre de la Prospérité de la classe moyenne et ministre associée des Finances pourrait-elle nous dire comment ce budget prévoit des investissements de longue durée dans un système pancanadien de garde d'enfants abordable afin que davantage de gens puissent retourner au travail?

• (1450)

**L'hon. Mona Fortier (ministre de la Prospérité de la classe moyenne et ministre associée des Finances, Lib.):** Monsieur le Président, je remercie la députée de Mississauga—Erin Mills de son excellent travail et de son leadership.

Le budget de 2021 a pour objectif de veiller à ce que les familles canadiennes ne soient plus accablées par les coûts élevés des services de garde d'enfants et vise à réduire de 50 % les frais moyens d'ici la fin de 2022 afin qu'ils s'établissent à 10 \$ par jour en moyenne d'ici 2026. Le budget de 2021 propose des investissements de près de 30 milliards de dollars en collaboration avec les partenaires provinciaux, territoriaux et autochtones pour soutenir les fournisseurs de services de garde d'enfants sans but lucratif de qualité et faire en sorte que les éducateurs de la petite enfance soient au cœur du système.

Nous avons déclaré aux Canadiens que nous ferions tout ce qu'il faut, aussi longtemps qu'il le faudra, et c'est ce que...

**Le Président:** La députée d'Aurora—Oak Ridges—Richmond Hill a la parole.

\* \* \*

### LES COMITÉS DE LA CHAMBRE

**Mme Leona Alleslev (Aurora—Oak Ridges—Richmond Hill, PCC):** Monsieur le Président, ce qui se passe actuellement au comité de la défense est à la fois répréhensible et non parlementaire. La présidente du comité a contrevenu aux règles en se servant de son pouvoir pour contrecarrer la volonté du comité et l'empêcher de mener une étude cruciale sur les allégations d'inconduite sexuelle dans les forces armées.

En tant qu'ancienne officière, elle a juré de faire passer le service à la nation avant son intérêt personnel. Or, en empêchant le comité de mener cette étude, elle tourne le dos aux femmes qui servent dans les forces armées.

La députée de Kanata—Carleton informera-t-elle la Chambre du moment où les travaux du comité de la défense reprendront de toute urgence?

**Le Président:** La présidente du comité a la parole, si elle est en ligne.

Nous passons au vice-président.

**M. James Bezan (Selkirk—Interlake—Eastman, PCC):** Monsieur le Président, à titre de vice-président du Comité permanent de la défense nationale, je remercie la députée d'Aurora—Oak Ridges—Richmond Hill de son engagement vigoureux et sincère dans ce dossier.

Je partage son indignation devant le mépris des libéraux qui se livrent à des manœuvres d'obstruction répugnantes au comité de la défense. Je signale notamment que la députée de Kanata—Carleton empêche le comité d'enquêter sur les allégations d'inconduite sexuelle dans les Forces armées canadiennes.

En tant que présidente du comité, elle permet aux membres libéraux d'empêcher des témoins clés de comparaître et elle a suspendu les travaux du comité sans indiquer de date de reprise. La députée de Kanata—Carleton doit immédiatement cesser cette tentative de camouflage pour le compte du premier ministre, car elle nuit à nos concitoyens qui servent dans les Forces canadiennes.

\* \* \*

### LES SERVICES PUBLICS ET L'APPROVISIONNEMENT

**M. Damien Kurek (Battle River—Crowfoot, PCC):** Monsieur le Président, voici ce que m'a dit récemment un résident de ma circonscription: « Je ne demande qu'une chose: s'il vous plaît, faites que les choses avancent avec les vaccins. J'ai un problème de santé,

et quand j'ai composé le 811, on m'a dit qu'il y avait 16 semaines d'attente. Vraiment? »

D'autres résidents comme lui et des millions d'autres Canadiens souffrent en raison des cafouillages des libéraux dans le dossier des vaccins, et ce, tandis qu'ils voient les autres pays commencer à rouvrir de façon permanente et en toute sécurité.

Le premier ministre cessera-t-il de tergiverser et de blâmer les autres? Avouera-t-il qu'il a laissé tomber les Canadiens?

**L'hon. Anita Anand (ministre des Services publics et de l'Approvisionnement, Lib.):** Monsieur le Président, je tiens à dire aux Canadiens que lorsqu'ils avaient besoin d'équipement de protection individuelle, nous avons acheté 7,2 milliards d'articles de protection individuelle. Lorsqu'ils avaient besoin de tests de dépistage rapide, nous avons obtenu 40 millions de tests de dépistage rapide.

Cela vaut également pour les vaccins. Nous avons acheté des millions de vaccins: de 48 à 50 millions de doses de vaccins arriveront d'ici la fin juin et 110 millions d'ici la fin septembre. Nous sommes au deuxième rang des pays du G20 pour ce qui est du nombre de doses administrées. Nous continuerons de nous procurer des vaccins pour tous les Canadiens.

**M. Michael Kram (Regina—Wascana, PCC):** Monsieur le Président, la clinique de vaccination de ma ville, Regina, qui permettait aux citoyens de se faire vacciner contre la COVID-19 tout en demeurant au volant de leur voiture, a dû fermer ses portes la semaine dernière faute de vaccins.

Le gouvernement de la Saskatchewan a annoncé qu'à moins de recevoir une livraison surprise de vaccins le plus tôt possible, cette clinique de vaccination innovatrice et efficace devra demeurer fermée jusqu'au 2 mai.

Pourquoi le gouvernement continue-t-il de mettre des milliers de vies à risque d'un bout à l'autre du Canada en ne garantissant pas un approvisionnement fiable et constant de vaccins?

• (1455)

**L'hon. Anita Anand (ministre des Services publics et de l'Approvisionnement, Lib.):** Monsieur le Président, la réalité est que le contexte mondial est très concurrentiel. Toutefois, malgré ce contexte, nous réussissons à faire livrer des vaccins par millions au Canada. Par exemple, 1 million de vaccins de Pfizer sont livrés chaque semaine durant le mois d'avril, 2 millions de vaccins de Pfizer seront livrés chaque semaine en mai, et 2,5 millions de vaccins seront livrés sur cinq semaines en juin, et il ne s'agit que d'un fournisseur.

Nous recevons en plus des doses d'AstraZeneca, de Johnson et Johnson et de Moderna pour compléter notre éventail de vaccins. Nous allons continuer de faire livrer des vaccins pour tous les Canadiens afin qu'ils puissent tous se faire vacciner...

**Le Président:** Le député de Prince Albert a la parole.

**M. Randy Hoback (Prince Albert, PCC):** Monsieur le Président, en Saskatchewan, il faut fermer des centres de vaccination faute d'approvisionnement. Le centre de Regina est fermé jusqu'en mai, celui de Saskatoon est actuellement fermé, et des pharmacies qui devaient commencer à offrir des vaccins cette semaine en sont maintenant incapables. Les Saskatchewanais font leur devoir en demandant à se faire vacciner parce que leur vie et leur gagne-pain en dépendent.

### Questions orales

Quand le gouvernement libéral va-t-il enfin faire son devoir en assurant un approvisionnement fiable?

**L'hon. Anita Anand (ministre des Services publics et de l'Approvisionnement, Lib.):** Monsieur le Président, si le Canada fait partie des trois pays du G20 qui sont en tête du classement au chapitre de l'administration des vaccins, c'est parce que le pays continue de recevoir des millions de doses de vaccin. C'est grâce à notre large éventail de vaccins. C'est aussi parce que nous allons continuer de faire venir des vaccins au pays pour l'ensemble des Canadiens.

Nous avons devancé la livraison de 22 millions de doses de vaccins prévue pour les prochains trimestres afin que tous les Canadiens puissent se faire vacciner avant la fin de septembre. C'est l'engagement que nous avons pris, et nous tiendrons parole.

\* \* \*

[Français]

### LE BUDGET

**Mme Andréanne Larouche (Shefford, BQ):** Monsieur le Président, les aînés voient clair dans le jeu du gouvernement avec le budget.

Ils demandent une hausse durable de leur pension de vieillesse dès 65 ans. Ce qu'Ottawa leur offre, c'est un paiement unique électoraliste de 500 \$ et seulement pour les 75 ans et plus. Les aînés voient bien que le fédéral les divise en deux classes selon l'âge et qu'il repousse encore indéfiniment l'augmentation des pensions.

C'est pourquoi le Bloc amende le budget pour y inclure la hausse immédiate des pensions dès 65 ans. Est-ce que le gouvernement va appuyer notre amendement par respect pour l'ensemble des aînés?

**L'hon. Chrystia Freeland (vice-première ministre et ministre des Finances, Lib.):** Monsieur le Président, nous partageons avec les députés de l'autre côté de la Chambre le respect pour nos aînés. Je suis très fière du fait que 25 % moins d'aînés vivent dans la pauvreté depuis que nous sommes arrivés au pouvoir. Nous avons choisi de cibler les aînés de 75 ans et plus parce que leurs besoins sont les plus grands.

**Mme Andréanne Larouche (Shefford, BQ):** Monsieur le Président, les aînés ne sont pas dupes, ils voient bien qu'en envoyant un chèque unique cet été de 500 \$, le gouvernement essaie d'acheter des votes plutôt que d'augmenter les pensions de tous les aînés.

Après tout ce qu'ils ont traversé durant la pandémie, ils pensaient que le fédéral les avait compris. Ils s'attendaient à ce qu'Ottawa agisse enfin pour contrer la perte de leur pouvoir d'achat. Ils s'attendaient à ce qu'Ottawa comprenne qu'ils sont les plus touchés par la COVID-19. Ce à quoi ils ne s'attendaient pas, c'est à se faire instrumentaliser en vue des élections.

Pourquoi le gouvernement s'acharne-t-il à refuser d'augmenter les pensions des 65 ans et plus?

**L'hon. Chrystia Freeland (vice-première ministre et ministre des Finances, Lib.):** Monsieur le Président, nous comprenons très bien les besoins des aînés et nous comprenons la tragédie qu'a été la COVID-19. C'est pourquoi les Forces armées canadiennes sont allées dans les centres de soins de longue durée pour sauver les vies des aînés canadiens.

Concernant la pension de la Sécurité de vieillesse, il s'agit d'une augmentation permanente pour tous les aînés dans le Canada qui ont 75 ans et plus.

[Traduction]

### LES SERVICES PUBLICS ET L'APPROVISIONNEMENT

**M. John Williamson (Nouveau-Brunswick-Sud-Ouest, PCC):** Monsieur le Président, des documents révèlent que le gouvernement fédéral paie plus de 8 \$ par dose du vaccin d'AstraZeneca, alors que l'Afrique du Sud paie 5,25 \$; les États-Unis, 4 \$; et l'Union européenne, seulement 2,15 \$. Étant donné le prix élevé payé par le Canada, on aurait pu croire que ce dernier bénéficierait de garanties pour la livraison des vaccins.

Au lieu de cela, les pharmacies dans ma circonscription ont du mal à confirmer des rendez-vous pour les aînés à cause de l'approvisionnement insuffisant en vaccins du gouvernement fédéral. Cependant, dans l'État voisin du Maine, toute personne âgée de 18 ans et plus peut se faire vacciner aujourd'hui dans une pharmacie.

Le premier ministre peut-il nous dire quand les pharmacies du Nouveau-Brunswick auront suffisamment de doses de vaccins afin d'en faire autant pour les familles que l'État du Maine?

• (1500)

**L'hon. Anita Anand (ministre des Services publics et de l'Approvisionnement, Lib.):** Monsieur le Président, comme le député d'en face le sait pertinemment, les contrats que nous avons signés pour nous approvisionner en vaccins sont confidentiels. Il est essentiel de ne pas les violer, surtout quand tous les pays sont dans une course à l'approvisionnement en vaccins. Chaque pays négocie ses propres contrats, et différents facteurs entrent en jeu. AstraZeneca a affirmé que ses vaccins étaient vendus dans un but non lucratif, et nous avons négocié de bonne foi avec elle.

Nous continuons de tenter d'accélérer la livraison de doses au Canada et nous ne ménagerons aucun effort pour y parvenir.

**L'hon. Peter Kent (Thornhill, PCC):** Monsieur le Président, les villes névralgiques de Thornhill, Vaughan et Markham, dans la région de York, désignées comme étant de haute priorité pour la vaccination contre la COVID-19, connaissent depuis des semaines une réduction importante de leur approvisionnement en vaccins. Des cliniques de toute taille ont dû fermer faute d'approvisionnement, de nouveaux groupes de personnes admissibles ne peuvent être vaccinés, et ces villes se voient incapables d'élargir la protection aux résidents et aux travailleurs essentiels du secteur manufacturier.

Désespéré, le premier ministre Ford de l'Ontario se tourne maintenant vers l'Union européenne, l'Inde et les États-Unis. Que fait le gouvernement pour combler le manque d'approvisionnement aberrant en vaccins?

**L'hon. Anita Anand (ministre des Services publics et de l'Approvisionnement, Lib.):** Monsieur le Président, il est dommage que l'opposition refuse d'admettre que les vaccins arrivent par millions au pays, que nous avons déjà distribué 13,4 millions de doses, que presque le quart des Canadiens ont reçu au moins une dose de vaccin, et que nous figurons parmi les trois premières places des pays du G20. Pourquoi? Parce que nous continuons à faire entrer des vaccins par millions au pays pour les provinces, pour les territoires, et pour tous les Canadiens. Nous évoluons dans un environnement concurrentiel et nous continuerons à le faire pour tous les Canadiens.

## LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

**M. Chris Lewis (Essex, PCC):** Monsieur le Président, j'ai parlé récemment au président du syndicat de l'Agence des services frontaliers du Canada, qui m'a indiqué que 540 agents et employés du passage frontalier Windsor-Detroit n'ont pas encore été vaccinés. Cette situation met en péril la santé de ces travailleurs de première ligne. De plus, une écloison pourrait entraîner la fermeture du passage frontalier le plus achalandé en Amérique du Nord et menacer la chaîne d'approvisionnement, qui est déjà fragile, ce qui est un autre exemple flagrant du programme de vaccination inefficace des libéraux.

Quand le ministre interviendra-t-il pour fournir des vaccins à ces travailleurs essentiels?

**L'hon. Bill Blair (ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, Lib.):** Monsieur le Président, je suis d'accord avec le député: les agents des services frontaliers, qui ont accompli un travail extraordinaire tout au long de la pandémie et qui font un travail important pour assurer la sécurité des Canadiens, devraient être vaccinés en priorité. Voilà pourquoi nous avons communiqué avec les autorités sanitaires de toutes les provinces, et elles ont toutes répondu. Nous avons appris récemment que l'Ontario commence aussi à accorder la priorité à ces travailleurs et nous sommes heureux que cette mesure soit adoptée.

Ces personnes devraient être vaccinées. Elles accomplissent un travail important pour les Canadiens, et nous sommes heureux que les provinces leur fournissent des vaccins en fonction des priorités.

\* \* \*

[Français]

## L'AGRICULTURE ET L'AGROALIMENTAIRE

**Mme Lyne Bessette (Brome—Missisquoi, Lib.):** Monsieur le Président, au printemps 2020, le rythme dans les abattoirs a considérablement ralenti.

En plus de forcer les éleveurs à garder leurs animaux plus longtemps à la ferme, cette situation leur a occasionné des coûts supplémentaires. Notre gouvernement s'est engagé à soutenir le secteur agricole en contribuant à maintenir et à adapter les outils financiers de gestion des risques agricoles pour faire face au changement climatique et à la conjoncture des marchés.

La ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire peut-elle nous informer des mesures en place à cet effet au Québec?

**L'hon. Marie-Claude Bibeau (ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, Lib.):** Monsieur le Président, il y a quelques jours, conjointement avec le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, j'ai annoncé l'ouverture du programme Agri-relance, ou l'Initiative Canada-Québec d'aide aux éleveurs, pour soutenir financièrement les secteurs bovins, porcins et grands gibiers.

Un montant de 21,8 millions de dollars contribuera à absorber une partie des coûts associés à la rétention des animaux à la ferme causés par le ralentissement des activités de transformation, à assurer le bien-être animal, ainsi que notre sécurité alimentaire.

## Questions orales

[Traduction]

## LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

**M. Blaine Calkins (Red Deer—Lacombe, PCC):** Monsieur le Président, le ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile a laissé entendre que son programme piètrement conçu de rachat d'armes à feu coûtera de 300 millions de dollars à 400 millions de dollars. Il s'attend à ce que le gouvernement rachète de 150 000 à 200 000 armes à feu. Bon nombre des armes à feu que les libéraux ont arbitrairement choisi d'interdire étaient sans restriction, telles que les armes à feu habituellement utilisées pour la chasse ou dans les exploitations agricoles.

Quelles données le ministre a-t-il utilisées pour déterminer le coût et la portée de ce programme de rachat?

• (1505)

**L'hon. Bill Blair (ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, Lib.):** Monsieur le Président, nous avons promis aux Canadiens que nous renforcerions le contrôle des armes à feu pour leur sécurité, tandis que les conservateurs ont promis au lobby des armes à feu qu'ils l'affaibliraient. Voilà pourquoi, en mai dernier, nous avons présenté des mesures en vue d'interdire les armes qui n'ont pas leur place dans la société.

Nous étudions maintenant les mesures législatives présentées dans le cadre du projet de loi C-21 visant à faire en sorte que ces armes ne puissent plus jamais être échangées, vendues ou utilisées au Canada. Ces mesures sont nécessaires et jouissent d'un ferme appui partout au pays. C'est la bonne chose à faire pour garder les Canadiens en sécurité.

**M. Blaine Calkins (Red Deer—Lacombe, PCC):** Monsieur le Président, c'est une réponse, mais elle ne répond pas à ma question.

De nombreux experts prévoient que ce programme de rachat donnera lieu à un gâchis de plusieurs milliards de dollars et n'aura aucune incidence véritable sur la sécurité publique. Nous avons déjà vu comment les libéraux s'y prennent. Malheureusement, pour les propriétaires d'armes à feu respectueux de la loi, le gouvernement souhaite faire valoir son point de vue plutôt que de prendre des mesures concrètes pour s'attaquer aux enjeux de sécurité publique.

Sur quelles données le gouvernement libéral s'est-il fondé pour évaluer le nombre de participants à ce programme de rachat?

**L'hon. Bill Blair (ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, Lib.):** Monsieur le Président, la question du député me donne l'occasion de lui rappeler que la majorité des armes dont il est question étaient, en fait, déjà enregistrées parce que visées par des restrictions en matière d'utilisation. Cependant, on sait maintenant que bon nombre de ces armes n'étaient pas enregistrées. Il n'y a pas de registre des armes à feu au Canada. C'est d'ailleurs l'une des raisons pour lesquelles le projet de loi que nous avons présenté exigera que les gens enregistrent en bonne et due forme toutes armes dorénavant prohibées pour que le gouvernement puisse savoir avec précision où elles se trouvent.

Par ailleurs, il est tout aussi important de reconnaître que ces armes à feu ne sont pas utilisées pour la chasse ou le tir sportif. Ce sont des armes tactiques qui servent à tuer des gens. Voilà pourquoi elles n'ont pas leur place au Canada et pourquoi nous les interdisions.

*Questions orales***LES SERVICES PUBLICS ET L'APPROVISIONNEMENT**

**M. Ziad Aboultaif (Edmonton Manning, PCC):** Monsieur le Président, durant une réunion du comité du commerce international, j'ai été consterné d'entendre des représentants de l'industrie des sciences de la vie parler du manque de consultation et de coordination de la part du gouvernement libéral.

Tandis que la pandémie commençait et s'aggravait, on a signé des contrats à hauteur de millions de dollars à l'étranger et on a ignoré les fabricants de vaccins locaux.

Le gouvernement admettra-t-il qu'il a fait fi des manufacturiers de vaccins locaux, que l'approvisionnement en vaccins est insuffisant et que, par conséquent, nous nous trouvons dans une troisième vague?

**L'hon. François-Philippe Champagne (ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie, Lib.):** Monsieur le Président, malgré l'énorme respect que je voue au député, je dois répondre que ce qu'il affirme ne saurait être plus loin de la vérité. En effet, nous avons investi plus de 1 milliard de dollars. Aujourd'hui, nous devrions célébrer le fait que, dans le budget présenté hier par la ministre des Finances, nous investissons 2,2 milliards de dollars de plus dans la biofabrication, comme elle vient de le dire. Nous savons qu'il y a beaucoup de talent et d'expertise au Canada. Nous continuerons à investir dans des solutions toutes canadiennes pour protéger la santé et la sécurité des Canadiens.

**M. Randeep Sarai (Surrey-Centre, Lib.):** Monsieur le Président, nous entrons maintenant dans la troisième vague de la pandémie et, au cours des 12 derniers mois, des progrès énormes ont été accomplis en matière de conception et de distribution de vaccins. Le gouvernement a travaillé sans relâche pour nous procurer et distribuer des millions de doses de vaccins.

Dans ma province, la Colombie-Britannique, des habitants âgés de 40 ans seulement peuvent fixer un rendez-vous. À l'heure actuelle, les provinces de partout au pays intensifient leurs efforts de vaccination. Nous sommes en bonne voie de vacciner tous les Canadiens qui souhaitent recevoir un vaccin.

La ministre pourrait-elle faire le point sur le pourcentage de Canadiens qui ont reçu un vaccin jusqu'à présent, sur les progrès de l'approvisionnement et les futures livraisons, pour que les systèmes de soins de santé un peu partout...

**Le Président:** La ministre a la parole.

**L'hon. Anita Anand (ministre des Services publics et de l'Approvisionnement, Lib.):** Monsieur le Président, je suis ravie d'annoncer qu'un peu plus de 24 % des Canadiens ont reçu au moins une dose de vaccin.

Actuellement, la concurrence sur le marché mondial est féroce, puisque tous les pays essaient de se procurer le même produit. Nous avons pourtant réussi à devancer la livraison d'environ 22 millions de doses d'un trimestre à l'autre. Ce sont ainsi 3,5 millions de doses de plus que le Canada a reçu pendant le premier trimestre et il devrait en recevoir près de 50 millions d'ici la fin du deuxième trimestre. Nous n'aurons de cesse que tous les Canadiens aient été vaccinés.

• (1510)

**L'ASSURANCE-MÉDICAMENTS**

**M. Don Davies (Vancouver Kingsway, NDP):** Monsieur le Président, le budget d'hier aurait pu faire en sorte que le système de santé réponde mieux aux besoins des Canadiens, mais encore une fois, les libéraux ont choisi de faire fi des recommandations de leur propre comité consultatif, notamment en matière d'échéanciers, et de ne pas offrir de régime d'assurance-médicaments aux Canadiens. Ce sont donc des millions de Canadiens qui demeureront incapables de se procurer les médicaments dont ils ont besoin pour rester en vie.

Les libéraux promettent de créer un régime d'assurance-médicaments depuis des dizaines d'années, mais ils reviennent sur leurs promesses depuis au moins aussi longtemps. Si la pandémie ne leur a pas prouvé que les Canadiens ont bel et bien besoin d'un régime national et universel d'assurance-médicaments, qu'est-ce qui le fera?

**L'hon. Chrystia Freeland (vice-première ministre et ministre des Finances, Lib.):** Monsieur le Président, le gouvernement s'est engagé à continuer de faire avancer ce dossier, en collaboration avec les provinces et les territoires. Pour ne pas briser notre élan, nous allons suivre notre plan et débloquer un financement permanent de 500 millions de dollars pour la création d'un programme sur les médicaments onéreux pour le traitement des maladies rares.

\* \* \*

**POSTES CANADA**

**Mme Yasmin Ratansi (Don Valley-Est, Ind.):** Monsieur le Président, des membres du Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes ont parlé de non-respect des lignes directrices en matière de santé publique dans le bâtiment de Postes Canada situé dans ma circonscription, où ils travaillent, et ont dit craindre une éclipse imminente. Vendredi dernier, on m'a informé que neuf travailleurs ont eu un test de dépistage positif et que l'un d'eux est sous oxygène. Cette situation suscite énormément d'inquiétude pour les travailleurs partout au Canada.

La ministre des Services publics et de l'Approvisionnement pourrait-elle nous parler des mesures qui sont prises pour protéger les travailleurs de première ligne dans le bâtiment de Postes Canada situé dans ma circonscription et ailleurs au Canada?

**L'hon. Anita Anand (ministre des Services publics et de l'Approvisionnement, Lib.):** Monsieur le Président, la priorité de Postes Canada est d'assurer la sécurité de ses employés et des collectivités canadiennes, tout en continuant à fournir les services sur lesquels les Canadiens comptent. Postes Canada prend des mesures de sécurité essentielles, comme la distribution de désinfectant pour les mains à tous les clients et l'obligation pour les employés, les entrepreneurs, les clients et les visiteurs de porter un masque dans les bureaux de Postes Canada.

Postes Canada suit les conseils de l'Agence de la santé publique du Canada et propose des tests de dépistage rapide à tous les employés et entrepreneurs qui le désirent dans les bureaux qui suscitent des préoccupations. Nous continuerons à soutenir les travailleurs essentiels de Postes Canada pendant la pandémie de COVID-19.

## PRIVILÈGE

### LA PRÉSUMÉE DIVULGATION PRÉMATURÉE DU CONTENU D'UN PROJET DE LOI ÉMANANT D'UN DÉPUTÉ

**Mme Karen Vecchio (Elgin—Middlesex—London, PCC):** Monsieur le Président, je soulève la question de privilège au sujet de la divulgation prématurée du contenu du projet de loi C-288, Loi modifiant la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies, qui est parrainé par le député de Sudbury.

Le dimanche 18 avril 2021, le *Toronto Star* a publié un article intitulé « Le projet de loi d'un député libéral vise à empêcher que la tourmente qui frappe l'Université Laurentienne ne s'étende à d'autres établissements ». L'article cite le député qui divulgue le contenu de son projet de loi. Le problème, c'est que ce projet de loi, qui était inscrit au Feuilleton au moment de la parution de l'article, n'a pas été présenté avant le lundi 19 avril 2021. L'article attribue au député de Sudbury plusieurs déclarations, notamment la suivante:

Je vais ajouter les établissements d'enseignement postsecondaire à la liste des établissements qui ne peuvent se placer sous la protection de la LACC. C'est aussi simple que cela, aurait déclaré [le député] en faisant référence à la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies, qui permet de se placer sous la protection de la cour pendant une restructuration financière...

Toujours selon l'article, le député aurait ajouté:

Cela comprend un soutien financier additionnel de la part du prêteur de la LACC afin que l'Université Laurentienne puisse poursuivre ses activités pendant qu'elle met en œuvre son plan de redressement afin d'assurer sa viabilité à long terme pour ses créanciers et ses parties prenantes.

Le 10 mars 2020, le Président a conclu que la divulgation prématurée du contenu du projet de loi C-7, Loi modifiant le Code criminel relativement à l'aide médicale à mourir, constituait de prime abord une question de privilège. Il a dit ce qui suit:

[...] à la lecture de l'article de La Presse canadienne portant sur le projet de loi C-7 sur l'aide médicale à mourir, et en l'absence de quelque explication contraire, je dois conclure que les sources anonymes mentionnées étaient bien au courant de nos us et coutumes et ont délibérément choisi de les ignorer. Il m'apparaît clair que le contenu du projet de loi a été divulgué prématurément, alors qu'il était en avis et qu'il n'avait pas encore été déposé à la Chambre [...]

La règle entourant la confidentialité des projets de loi en avis existe pour assurer que les députés, à titre de législateurs, sont les premiers à en prendre connaissance au moment de leur dépôt. Même s'il est tout à fait légitime de faire des consultations durant l'élaboration d'un projet de loi ou encore d'annoncer l'intention de déposer un projet de loi en référant à son titre public disponible au Feuilleton et au Feuilleton des avis, il est défendu de dévoiler les mesures spécifiques contenues dans un projet de loi dès sa mise en avis.

Le 19 avril 2016, le Président a conclu que la divulgation prématurée du contenu du projet de loi C-14, Loi modifiant le Code criminel et apportant des modifications connexes à d'autres lois relativement à l'aide médicale à mourir, constituait de prime abord une question de privilège et a déclaré ceci:

Comme les honorables députés le savent, l'une des plus importantes responsabilités de la présidence consiste à protéger les droits et les privilèges individuels et collectifs des députés. L'affaire qui retient notre attention aujourd'hui repose essentiellement sur le fait que la Chambre, vu le rôle clé qu'elle joue dans le processus législatif, ne saurait permettre que des détails précis des mesures législatives soient communiqués à qui que ce soit avant que les députés en aient pris connaissance. Les Présidents précédents ont à maintes reprises confirmé ce qui constitue non seulement un droit, mais aussi une attente de la Chambre.

Le 19 mars 2001, une autre question de privilège a été soulevée sur une affaire semblable. Le Président Milliken, à la page 1840 des Débats de la Chambre des communes, a appuyé ce principe et a déclaré ce qui suit:

Pour préparer ses mesures législatives, le gouvernement peut souhaiter tenir de larges consultations, et il est tout à fait libre de le faire. Mais lorsqu'il s'agit de documents à présenter au Parlement, la Chambre doit avoir préséance. Une fois qu'un

## Privilège

projet de loi est inscrit au Feuilleton, le fait qu'il ait été présenté sous une forme différente lors d'une autre session du Parlement est sans rapport et la mesure est considérée comme nouvelle. La convention de la confidentialité des projets de loi inscrits au Feuilleton est nécessaire non seulement pour que les députés eux-mêmes soient bien informés, mais aussi en raison du rôle capital que la Chambre joue, et doit jouer, dans les affaires du pays.

De plus, il y a eu un autre cas d'outrage le 15 octobre 2001, où le ministère de la Justice avait informé les médias du contenu d'un projet de loi avant que ce dernier ne soit présenté à la Chambre.

Compte tenu du contenu de l'article et du fait qu'il a été publié avant que le projet de loi C-288, Loi modifiant la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies, soit présenté à la Chambre, je vous demande de conclure que la question de privilège vous paraît fondée de prime abord. Je suis prête à présenter la motion appropriée.

• (1515)

**Le Président:** Je remercie la députée. Je vais prendre la question en délibéré et j'informerai la Chambre de ma décision.

Le député de Kingston et les Îles invoque le Règlement.

**M. Mark Gerretsen (Kingston et les Îles, Lib.):** Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Avant que vous rendiez votre décision, je vous demanderais de bien vouloir nous accorder un peu de temps afin que nous puissions aussi soumettre à la Chambre nos observations. Nous le ferons dès que possible.

**M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et ministre des Affaires intergouvernementales et du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.):** Monsieur le Président, j'interviens au sujet du même recours au Règlement. Mon collègue a dit que nous soumettrons nos observations à la Chambre.

Je veux simplement indiquer à la présidence avoir déjà remarqué en parlant à des gens qu'ils ne savaient pas qu'il faut garder le silence au sujet des projets de loi d'initiative parlementaire tant que ceux-ci n'ont pas été présentés. Je serais fort surpris que ce soit l'exception. Il serait peut-être bon que le bureau du Président prenne un peu de temps pour déterminer comment les députés, surtout ceux qui présentent un projet de loi d'initiative parlementaire, sont informés de leurs responsabilités.

Bref, il se peut que ce soit sans le vouloir et que cela se soit produit à plusieurs occasions. Il serait bon de se pencher là-dessus.

• (1520)

**Le Président:** Je remercie le député de ses observations.

[Français]

L'honorable députée de Trois-Rivières invoque le Règlement.

**Mme Louise Charbonneau:** Monsieur le Président, je veux simplement dire qu'il n'y a plus d'interprétation en français, et ce, depuis l'intervention précédente.

**Le Président:** Effectivement, nous avons des problèmes techniques sur le plan de la transmission, et non sur le plan de l'interprétation. Je recommande aux députés de redémarrer leur ordinateur afin que les mises à jour soient installées.

J'ai eu le même problème ce matin, lors d'une rencontre virtuelle au cours de laquelle le son était très saccadé. Après avoir effectué les mises à jour, le problème a été réglé. Je ne suis pas technicien, mais l'expérience était bonne.

*Ordres émanant du gouvernement*

[Traduction]

Je vais maintenant m'exprimer en anglais pour savoir si vous entendez l'interprétation. Est-ce le cas?

Oui, la transmission fonctionne maintenant.

**ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT**

• (1525)

[Traduction]

**LE BUDGET**

## L'EXPOSÉ FINANCIER DE LA MINISTRE DES FINANCES

La Chambre reprend l'étude de la motion portant que la Chambre approuve la politique budgétaire générale du gouvernement.

**M. Darrell Samson (secrétaire parlementaire du ministre des Anciens Combattants et ministre associé de la Défense nationale, Lib.):** Madame la Présidente, je vais partager mon temps de parole avec le député de Parkdale—High Park.

En tant que député de Sackville—Preston—Chezzetcook, je suis très heureux de parler du budget de 2021.

Le budget vise à terminer la lutte contre la COVID-19. Il vise également à créer des emplois et à rebâtir en mieux. Cependant, nous devons comprendre que la COVID-19 a touché les gens de différentes manières. Elle a touché de façon disproportionnée les travailleurs à faible revenu, les jeunes, les femmes, les Canadiens racialisés et certains secteurs commerciaux. Nous en avons tenu compte au moment d'élaborer le budget de 2021.

Le budget prévoit des augmentations dans certains secteurs clés de la Nouvelle-Écosse pour soutenir les collectivités. Par exemple, il prévoit des augmentations des paiements de péréquation et du Transfert canadien en matière de santé, qui est si important. Comme les députés le savent, les soins de santé sont la priorité des Néo-Écossais, tout comme le Transfert canadien en matière de programmes sociaux.

Nous avons affecté 19 milliards de dollars à l'Accord sur la re-lance sécuritaire, sans oublier le Fonds pour une rentrée scolaire sécuritaire, dans le cadre duquel j'ai parlé, la semaine dernière, d'espaces extérieurs ouverts à l'intention des élèves. Nous avons aussi investi des sommes dans le Fonds de soutien aux travailleurs essentiels. À cela s'ajoutent 500 millions de dollars destinés à l'infrastructure communautaire, un investissement qui stimulera les projets locaux, créera des emplois locaux et améliorera la qualité de vie des Néo-Écossais et de tous les Canadiens. Mentionnons aussi les sommes consacrées au tourisme et, dans le secteur des pêches, aux ports pour petits bateaux.

La prestation de maladie de l'assurance-emploi est un enjeu important pour lequel nous militons depuis déjà plusieurs années et auquel mon collègue le député de Cape Breton—Canso a consacré un projet de loi d'initiative parlementaire. Comme nous savons que la durée actuelle de 15 semaines est insuffisante, le budget prolonge la durée de la prestation à 26 semaines. Ainsi, 169 000 Canadiens auront plus de souplesse pour leur rétablissement et leur retour au travail. Comme le dit la Société canadienne du cancer, « le budget fédéral de 2021 prolonge la prestation de maladie de l'assurance-emploi, un changement nécessaire qui aidera les personnes aux prises avec le fardeau financier associé à un diagnostic de cancer ».

J'aimerais parler de la question très importante de l'investissement essentiel et sans précédent dans les services de garde d'enfant. Comme les députés le savent, j'étais éducateur auparavant et je sais à quel point l'éducation préscolaire est importante pour les Canadiens. Cet investissement historique stimulera la croissance de notre économie en augmentant la participation des femmes à la population active. En plus d'assurer de bons soins pour les jeunes enfants, ce plan contribuera à réduire les frais que paient les parents pour faire garder leurs enfants. La réduction devrait atteindre 50 % d'ici 2022, avec l'objectif ultime de fixer les coûts à 10 \$ par jour en moyenne d'ici 2026. La Fédération du travail de la Nouvelle-Écosse a affirmé que « [l]a mesure prévoyant des services de garde d'enfants à 10 \$ par jour dans le budget fédéral constitue une grande victoire pour les syndicats. » Cela représente un investissement colossal. Cela constitue un grand progrès pour notre pays.

Je veux aussi parler des investissements pour les aînés. Nous savons que les aînés ont été durement touchés depuis le début de la pandémie et qu'ils vivent de l'isolement. Nous avons constaté des lacunes dans les soins de longue durée, et nous avons perdu beaucoup de nos aînés qui résidaient dans les établissements qui offrent ce type de soins. Le gouvernement investira 3 milliards de dollars pour établir des normes en matière de soins de santé de longue durée et pour les faire respecter de manière permanente, ce qui est extrêmement important. Nous irons de l'avant dans ce dossier.

Avant le dépôt du budget, le gouvernement s'était engagé à bonifier la pension de la Sécurité de la vieillesse pour les Canadiens âgés de 75 ans ou plus. Un premier montant de 500 \$ sera versé au mois d'août. Dès la prochaine année, ils bénéficieront d'une augmentation de 10 % de leur pension de vieillesse. Ces investissements sont essentiels pour nos aînés et ils aideront 3,3 millions d'aînés qui recevront chacun un montant additionnel de 766 \$.

• (1530)

En tant que secrétaire parlementaire du ministre des Anciens Combattants, je peux dire qu'il y a aussi eu de gros investissements pour aider les anciens combattants. Nous avons investi 192 millions de dollars pour résorber l'arriéré des demandes de prestations d'invalidité. Nous avons aussi investi 20 millions de dollars dans le volet de la lutte contre la COVID-19 pour aider les organismes d'aide aux anciens combattants. Cependant, en 2021, il y aura encore plus d'investissements pour les anciens combattants. Nous investirons 50 millions de dollars sur trois ans pour bonifier le Fonds pour le bien-être des vétérans et de leur famille. Cela vient s'ajouter aux 3 millions de dollars déjà versés au Fonds chaque année, alors ce sera en fait 8 millions de dollars par année pour les trois prochaines années. Les organismes et les particuliers qui aident les anciens combattants et leurs familles pourront faire une demande pour obtenir une subvention du Fonds. Voici ce qu'en dit VETS Canada: « En tant qu'anciens bénéficiaires du Fonds pour le bien-être des vétérans et de leur famille, nous sommes bien placés pour connaître l'importance de cet investissement. »

*Ordres émanant du gouvernement*

Nous avons aussi investi 140 millions de dollars sur cinq ans pour aider ceux qui souffrent de stress post-traumatique, de dépression ou d'un trouble anxieux. En attendant de recevoir leurs prestations d'invalidité, ils auront accès à des services de soutien en santé mentale. Enfin, l'itinérance chez les anciens combattants est un problème extrêmement grave. Nous avons investi 45 millions de dollars dans un projet pilote visant à soutenir les anciens combattants au moyen de suppléments au loyer et de toute une gamme de services complets, comme des services de consultation, de traitement des dépendances et d'aide à la recherche d'emploi.

Nous avons de nouveau investi pour aider les jeunes Canadiens. L'Alliance canadienne des associations étudiantes a déclaré ceci : « Ces mesures apporteront un soutien important aux étudiantes et aux étudiants de partout au Canada qui ont été particulièrement touchés par la pandémie de la COVID-19. Nous nous réjouissons des investissements dans les bourses étudiantes canadiennes, de la suspension des intérêts sur les prêts d'études, de la création d'emplois étudiants et plus encore. Cela démontre que le gouvernement du Canada est à l'écoute des besoins et des inquiétudes de la communauté étudiante [pendant cette pandémie]. »

En ce qui concerne les petites et moyennes entreprises, nous voulons prolonger des mesures efficaces comme la Subvention salariale d'urgence du Canada, la subvention pour le loyer et le Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes. Ce sont des investissements majeurs que nous allons maintenir. Nous allons aussi réduire les frais de transaction par carte de crédit. Nous en parlons depuis des années, et nous allons maintenant de l'avant. Nous allons réduire les frais d'interchange pour les commerçants et veiller à ce que les petites entreprises puissent bénéficier de prix semblables à ceux accordés aux grandes entreprises.

Pour ce qui est de l'économie verte, en poursuivant dans la voie de l'énoncé économique de l'automne, nous aiderons les propriétaires à effectuer des rénovations résidentielles au moyen de prêts sans intérêt pouvant atteindre 40 000 \$. Cela pourrait donner lieu à des investissements visant à remplacer des systèmes de chauffage à faible rendement par des chaudières à haut rendement et des thermopompes à haut rendement, entre autres. Nous allons aussi faire un investissement de 5 milliards de dollars sur sept ans dans l'accélérateur net zéro pour appuyer notre plan de lutte contre les changements climatiques. Par ailleurs, nous sommes à la recherche de projets qui contribueront à réduire les émissions nationales de gaz à effet de serre. De plus, le budget de 2021 propose de réduire de 50 % les taux d'imposition générale des entreprises et des fabricants. Il s'agit là de gros investissements.

En tant que député de Sackville—Preston—Chezzetcook, qui compte la plus ancienne communauté noire intergénérationnelle au Canada, je suis heureux que nous fassions de nouveau des investissements pour aider les communautés noires. Nous savons qu'elles ont été désavantagées par le passé et qu'elles continuent de l'être. Leurs ménages sont souvent à faible revenu, et nous devons continuer de les aider. Nous investissons 200 millions de dollars afin d'établir un nouveau Fonds de dotation philanthropique dirigé par les Noirs, ainsi que 100 millions de dollars pour appuyer le renforcement des capacités des organismes à but non lucratif dirigés par des Noirs. Ces investissements aideront nos communautés à aller de l'avant.

Je veux également parler de notre plan financier.

• (1535)

**La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès):** Cela devra être durant la période des questions et observations.

Nous passons aux questions et observations. Le député d'Okanagan-Sud—Kootenay-Ouest a la parole.

**M. Richard Cannings (Okanagan-Sud—Kootenay-Ouest, NPD):** Madame la Présidente, je suis heureux que le député ait souligné que les Canadiens à faible revenu ont été touchés de façon disproportionnée par la pandémie et que le budget à l'étude les punira en faisant passer la Prestation canadienne d'urgence de 2 000 \$ à 1 200 \$ par mois. C'est 800 \$ de moins par mois. En n'instaurant pas un impôt sur la fortune, les libéraux ont raté l'occasion de s'assurer que les super riches au Canada paient leur juste part; 80 % des Canadiens souhaitent qu'un tel impôt soit instauré au pays pour que les riches paient leur juste part.

Pourquoi les libéraux ont-ils si peur d'instaurer un impôt sur la fortune et d'exiger des gens très riches qu'ils paient leur juste part?

• (1540)

**M. Darrell Samson:** Madame la présidente, je voudrais commencer par mentionner que l'investissement dans le cadre du système national de garderies, visant à faire passer les places à 10 \$ d'ici 2026, sera d'un grand secours pour les Canadiens à faible revenu.

Nous avons réalisé de grandes avancées en matière fiscale. Nous allons instaurer une taxe sur certains biens de luxe. Nous prendrons également des mesures pour lutter contre l'évasion fiscale. Enfin, nous allons imposer une taxe sur les propriétés détenues au Canada par des non-résidents. Ce sont d'importantes mesures qui permettront des avancées à cet égard.

[Français]

**Mme Monique Pauzé (Repentigny, BQ):** Madame la Présidente, je voudrais parler d'environnement.

Une analyse rapide indique que le budget menace d'entraîner une croissance de la pollution au Canada. Je le précise parce que l'argent qui est mis en avant pourrait servir à soutenir des technologies qui n'ont pas encore été éprouvées. Je pense ici à l'hydrogène, à la captation du carbone et aux petits réacteurs modulaires.

Le discours du secrétaire parlementaire n'a pas beaucoup abordé ce sujet, mais ce dernier peut-il nous en parler? Je suis sûre qu'il a des idées quant à nos craintes que l'argent puisse servir à des technologies qui, au contraire, nous amèneraient à générer encore plus de gaz à effet de serre.

**M. Darrell Samson:** Madame la Présidente, je voudrais remercier ma collègue de sa question.

L'environnement est certainement extrêmement important pour notre gouvernement. Nous avons pris des mesures très importantes depuis notre arrivée au pouvoir. Nos investissements se concentrent directement et de manière ciblée sur des projets de rénovations et sur les technologies vertes.

Nous savons que ce stimulus en faveur de l'environnement va encore plus avantager le Canada et lui permettre d'atteindre ses cibles.

*Ordres émanant du gouvernement*

[Traduction]

**M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et ministre des Affaires intergouvernementales et du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.):** Madame la Présidente, que pense le député du fait que le budget prolonge jusqu'en septembre les différents programmes d'urgence que nous avons créés afin de venir en aide aux Canadiens et de protéger les petites entreprises?

Pendant qu'on y est, peut-il aussi nous dire ce qu'il pense des nombreuses initiatives qui nous aideront à rebâtir, en mieux?

**M. Darrell Samson:** Madame la Présidente, c'est précisément ce que vise ce budget: aider les Canadiens. Nous sommes conscients des difficultés qu'ils vivent. La troisième vague n'est pas encore finie. Nous devons continuer à investir dans le Canada, et c'est exactement ce que nous avons fait avec la Subvention salariale d'urgence du Canada, le Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes et la subvention pour le loyer commercial. Ces investissements sont importants parce qu'ils sont nécessaires. Je discute avec les gens et les entreprises de ma circonscription, et ils me disent que la subvention salariale leur donne un sérieux coup de pouce. Ce sont les mesures exceptionnelles comme celles-là qui permettront aux Canadiens de survivre à ce qui, espérons-le, devrait être la dernière vague de COVID-19.

**M. Arif Virani (secrétaire parlementaire du ministre de la Justice et procureur général du Canada, Lib.):** Madame la Présidente, je tiens d'abord à souligner que je m'adresse à la Chambre des communes par vidéoconférence depuis mon domicile, à Toronto, qui se trouve sur le territoire traditionnel des Haudenosaunee, des Hurons-Wendats, des Anishinabes et, plus récemment, des Mississaugas de Credit.

Je veux souligner que j'interviens au sujet du budget de 2021, qui est un budget historique qui a été déposé de manière historique par la toute première femme nommée ministre des Finances.

C'est tout un budget. Il couvre un grand nombre de domaines. Je me propose de passer en revue certains d'entre eux, mais pas tous, car il en contient tant.

Je vais reprendre le débat là où mon collègue de la Nouvelle-Écosse vient de s'arrêter, c'est-à-dire sur le sujet de l'environnement. En tant que gouvernement et en tant que parti, nous sommes conscients que les changements climatiques sont réels. Depuis le début de notre mandat, il y a près de six ans, nous prenons des mesures sérieuses pour lutter contre les changements climatiques.

Jusqu'à présent, nous avons investi près de 60 milliards de dollars, ce à quoi on ajoute un autre montant dans le présent budget. Grâce au budget nous nous engagerons dans une voie qui nous permettra d'enregistrer une baisse des émissions de gaz à effet de serre pouvant atteindre 36 % par rapport au niveau de 2005. Je mentionne ce nombre d'emblée, car nous entendons beaucoup de critiques, parfois des critiques très constructives, de la part des députés de l'opposition, entre autres, selon lesquelles nous devrions fixer des objectifs plus ambitieux, en particulier plus ambitieux que ceux du gouvernement Harper auquel nous avons succédé. Nous avons fait cela en fixant des objectifs d'environ 32 % en décembre dernier et nous traçons maintenant la voie pour enregistrer une réduction de 36 % des émissions et atteindre la cible de zéro émission nette d'ici 2050, ce qui est crucial.

Nous faisons cela en investissant davantage. Un montant de 15 milliards de dollars d'argent frais a été alloué à la fin de dé-

cembre 2020. Dans le budget le plus récent, un montant additionnel de 17,6 milliards de dollars est consacré à la relance verte. Je veux souligner un élément en particulier, l'accélérateur net zéro, qui aidera les compagnies à investir pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre. En décembre dernier, la ministre et le premier ministre ont annoncé qu'ils s'engageaient à verser 3 milliards de dollars pour l'accélérateur, montant auquel s'ajoutent les 5 milliards de dollars annoncés dans le budget.

De plus, le budget prévoit aussi des fonds pour nous aider à réaliser nos objectifs de 25 % en matière de conservation des terres et des mers d'ici 2025.

Il ne s'agit là que des mesures environnementales.

Pour réaffirmer notre engagement à faire augmenter la tarification de la pollution par le carbone, le budget mentionne aussi les paiements de l'Incitatif à agir pour le climat, qui continueront à être versés aux Canadiens, mais qui passeront d'un crédit remboursable demandé chaque année à des paiements trimestriels, ce qui est très important à souligner, étant donné que l'idée brillante de l'opposition officielle pour lutter contre les changements climatiques est d'éliminer de tels remboursements.

Le prochain point est le logement. Je commence par ces deux points parce que je représente les habitants de Parkdale—High Park, qui me parlent tout le temps de politiques progressistes concernant des questions qui les touchent et qui touchent cette partie de Toronto. Le climat et le logement sont les principaux sujets abordés dans presque toutes les conversations que j'ai avec mes concitoyens. Je suis heureux de dire que le budget répond non seulement aux préoccupations environnementales de mes concitoyens, que j'ai soulevées auprès de la ministre des Finances et du premier ministre, mais aussi à celles en matière de logement.

Comment le budget répond-il à ces préoccupations? Nous planifions d'investir 2,5 milliards de dollars de plus dans le logement. Que représente la somme de 2,5 milliards de dollars? C'est 1,5 milliard de dollars consacrés à l'Initiative pour la création rapide de logements. Cette initiative a connu un véritable succès d'un bout à l'autre du pays, surtout dans la ville de Toronto, parce qu'elle nous permet de bâtir des logements, et à le faire rapidement, pour remédier à la pénurie de logements abordables dans des villes comme la mienne. En raison de ce succès retentissant au cours des derniers mois, nous avons décidé d'y investir la somme additionnelle de 1,5 milliard de dollars, ce qui nous permettra de bâtir 4 500 nouvelles unités de logement, dont 25 % seront destinés aux femmes, un élément très important de l'initiative. De plus, la somme de 600 millions de dollars sera consacrée au Fonds d'innovation pour le logement abordable, ce qui portera le total de nouveaux logements à plus de 30 000. L'Allocation canadienne pour le logement sera quant à elle bonifiée de 300 millions de dollars pour augmenter, entre autres, l'aide financière directe pour les femmes et les enfants qui fuient la violence.

Ce sont toutes des initiatives essentielles, autant pour les habitants de Parkdale—High Park que pour l'ensemble de la population canadienne. Ces initiatives devraient être sur la liste des priorités de tous les députés.

• (1545)

Au total, 1,3 milliard de dollars seront réaffectés afin d'accélérer la construction, l'entretien et la réparation de logements. Dorénavant, les propriétés vacantes qui appartiennent à des non-Canadiens ou à des non-résidents seront imposées. Si j'en parle maintenant, c'est parce qu'il est question d'habitation en général, mais aussi parce que j'ai très souvent entendu les députés qui ont pris part au débat d'aujourd'hui dire qu'il n'y a pas suffisamment de mesures qui s'adressent aux personnes qui ont la chance de vivre dans le luxe, les bien nantis et les riches, quoi. Je tenais donc à parler de cette mesure, puisque c'est exactement ce qu'elle fait.

La COVID a exacerbé un autre phénomène. Nous sommes en effet nombreux à travailler de la maison ces temps-ci, et cette tendance risque de se poursuivre après la pandémie. Il y a donc énormément de bureaux qui se sont libérés dans les villes comme la mienne, Toronto. Le budget propose donc de faciliter la transformation de certains de ces bureaux en logements abordables.

Je vais maintenant m'intéresser à la politique phare du budget, une politique que la ministre des Finances a d'ailleurs très clairement présentée comme telle. La ministre a indiqué que la garde des enfants est devenue une question de premier plan. Je le dis en sachant fort bien que je suis de sexe masculin et de ceux à qui la pandémie a subitement fait prendre conscience qu'il s'agit là d'une priorité. Mes enfants sont à la maison en ce moment même. Ils sont à environ 15 pieds de moi, en train de suivre leurs cours en ligne, etc. Les 15 derniers mois n'ont pas été faciles pour les hommes comme moi, et c'est une bonne chose, car nous avons été sensibilisés à l'importance de répondre aux revendications visant les services de garde.

Ces revendications existent depuis 50 ans, c'est vrai. La ministre des Finances l'a bien dit, mais elle a aussi indiqué très clairement que ce n'est pas une politique qui touche uniquement les femmes, c'est une politique économique. C'est une politique en matière d'infrastructure qui n'a rien à voir avec la construction de routes ou de systèmes de transport. En misant sur les services de garde, nous allons libérer un potentiel économique. Ce potentiel, ce sont les quelque 250 000 femmes, car ce sont encore elles qui s'occupent principalement des enfants, qui pourront, grâce à leur libération et leur émancipation, participer beaucoup plus pleinement à l'économie. C'est un chiffre incroyable auquel s'en ajoute un autre, soit les 30 milliards de dollars que nous octroierons pour que cette mesure se concrétise.

Des détracteurs font valoir que les libéraux avaient déjà pris cet engagement et qu'il n'a pas porté fruit. Or, une telle somme d'argent n'a jamais été allouée à ce dossier. Je rappelle aussi à mes collègues que les libéraux ont bien failli y arriver vers 2005, sous la direction de Paul Martin et Ken Dryden. Ce gouvernement minoritaire a malheureusement vu son plan universel pour la garde d'enfants rejeté, ce qui nous a menés à neuf ans sous les conservateurs de Stephen Harper. J'ai bon espoir que l'histoire ne se répétera pas et que l'actuel gouvernement minoritaire parviendra à atteindre cet important objectif.

Que signifierait une telle avancée? Les frais de garde seraient réduits de 50 % dès la fin de l'année prochaine, et ils s'établiraient à exactement 10 \$ par jour d'ici 2025.

Au cours des deux prochaines minutes, je veux passer en revue une partie des propositions qui ciblent le racisme systémique et la discrimination systémique, un sujet qui me tient à cœur en tant que

### *Ordres émanant du gouvernement*

personne de couleur et en tant que défenseur des droits de la personne et de l'égalité. Le budget apporterait des changements transformateurs pour les entrepreneurs noirs, les propriétaires d'entreprise noirs et les Autochtones qui souhaitent un engagement plus ferme envers la réconciliation, en plus de remédier à la surreprésentation. Le budget permettrait de donner suite à ces engagements sur des questions qui ont été mises en évidence pendant la pandémie.

J'aimerais parler de quelques autres initiatives. Il y a plus d'argent prévu dans le budget, environ 26 millions de dollars, pour maintenir l'aide juridique aux demandeurs d'asile en matière d'immigration et de réfugiés, souvent des personnes de couleur. Il y a 21 millions de dollars pour une initiative de soutien juridique propre aux communautés racisées qui permettra aux Canadiens concernés d'obtenir des informations de nature juridique. Il y a de la diversité dans les possibilités d'approvisionnement, ce qui est du jamais vu dans un budget jusqu'à maintenant. Je voudrais féliciter le député de Whitby pour tout le travail qu'il a accompli dans ce dossier et la ministre des Services publics et de l'Approvisionnement qui a soutenu l'idée selon laquelle nous ciblerions les mesures d'approvisionnement qui aident les entreprises dirigées par des Autochtones ou des Noirs, ce qui est essentiel. Il y a de l'argent pour les données désagrégées, pour que nous comprenions bien la nature du problème, et il y a 74 millions de dollars pour élaborer une stratégie de justice autochtone.

Je ne peux pas aborder toutes les mesures dont je voulais parler, mais il y a beaucoup d'aides pour un certain nombre de secteurs de l'économie qui en ont besoin: les travailleurs à faible revenu, les petites entreprises, les personnes qui travaillent dans le domaine des arts et de la culture — il y en a beaucoup dans ma circonscription. Ce sont des programmes auxquels je crois. Ils coûteront de l'argent, mais c'est le moment d'investir dans les Canadiens et d'investir dans la reconstruction. À la question de savoir si nous pouvons nous le permettre, je réponds très fermement que nous ne pouvons pas nous permettre de ne pas le faire.

• (1550)

[Français]

**M. Luc Berthold (Mégantic—L'Érable, PCC):** Madame la Présidente, dans ce budget électoral déposé hier par la ministre des Finances, on constate qu'il manque trois choses qui étaient incluses dans la lettre de mandat de la ministre: éviter de créer de nouvelles dépenses permanentes, revoir la stratégie de gestion de la dette et présenter une nouvelle cible budgétaire.

Mon collègue pourrait-il me préciser ce que l'on entend par le terme « garde-fou budgétaire », que l'on peut trouver dans le budget présenté hier? Cela correspond-il à une nouvelle ancre fiscale telle que l'entendent les nouvelles cibles budgétaires et la lettre de mandat de la ministre des Finances?

• (1555)

**M. Arif Virani:** Madame la Présidente, je remercie mon collègue de sa question. Je vais essayer d'y répondre en français.

En ce qui concerne la lettre de mandat de la ministre des Finances, je ne peux que répéter ce que la ministre a elle-même souligné, aujourd'hui, pendant la période des questions orales.

*Ordres émanant du gouvernement*

[Traduction]

Nous réduirons le ratio dette-PIB pour qu'il soit inférieur à 50 %. De plus, nous visons un déficit un peu supérieur à 1 % du PIB d'ici 2025. Ce qui est important, c'est que même si certaines dépenses sont censées être à long terme, la grande majorité d'entre elles s'étaieront sur trois ans, ce qui est exactement ce à quoi nous nous sommes engagés dans l'énoncé économique de l'automne, soit les trois prochaines années. Nous restons donc fidèles à notre promesse en prévoyant la majorité de nos dépenses au cours des trois prochaines années seulement.

[Français]

**M. Luc Thériault (Montcalm, BQ):** Monsieur le Président, mon collègue a fini son discours en disant qu'on ne peut se permettre de ne rien faire. Pourquoi son gouvernement a-t-il décidé de ne rien faire à propos des patients non-COVID-19? Pendant les 10 prochaines années, ce sont eux qui vont devenir les grandes victimes de la pandémie.

Pour ne donner qu'un seul exemple, sait-il que, présentement, en gastroentérologie, en ce qui a trait au dépistage et au traitement du cancer colorectal du cancer du côlon, 110 000 patients sont en attente et que les délais sont dépassés dans le cas de 70 000 personnes, à cause des mesures de délestage qui ont dû être prises pour traiter les patients atteints de la COVID-19?

Sachant que quatre semaines de retard augmentent le taux de mortalité de 6 à 8 %, comment son gouvernement a-t-il pu faire le choix politique de ne pas augmenter dès maintenant les transferts en santé, ce qui permettrait de soigner ces gens?

**M. Arif Virani:** Madame la Présidente, je remercie le député de Montcalm de sa question.

Cette question a déjà été soulevée à plusieurs reprises pendant le débat d'aujourd'hui. Ce n'est pas vrai du tout que nous ne sommes pas là pour aider le système de santé au niveau provincial. Nous sommes là en matière de santé mentale et en matière de financement pour les CHSLD.

[Traduction]

Nous avons aussi aidé les Canadiens grâce à nos investissements dans les soins de santé au titre de l'Accord sur la relance sécuritaire et à nos autres investissements dans les soins pour les aînés et les soins à domicile, ce qui est important...

[Français]

**M. Luc Thériault (Montcalm, BQ):** Madame la Présidente, j'invoque le Règlement, car il n'y a pas d'interprétation. Je veux m'assurer de bien entendre la réponse de mon collègue.

**La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès):** D'accord.

Le service d'interprétation fonctionne maintenant.

L'honorable secrétaire parlementaire a la parole pendant encore 15 secondes.

**M. Arif Virani (secrétaire parlementaire du ministre de la Justice et procureur général du Canada, Lib.):** Je disais que nous sommes là en matière de santé mentale et pour les centres d'hébergement de soins de longue durée pour les aînés. Nous travaillons avec les provinces pour répondre à leurs besoins en matière de santé.

[Traduction]

**M. Randall Garrison (Esquimalt—Saanich—Sooke, NPD):** Madame la Présidente, je remercie le député de Parkdale—High Park de son conseil pour épingler le Président. Au cours de la présente législature, lui et moi avons toujours travaillé afin que [*difficultés techniques*].

Que le député se rassure, les néo-démocrates savent qu'un budget peut faire l'objet d'un vote de confiance et ils ont garanti aux Canadiens qu'ils ne les obligeront pas à aller voter au cours de la troisième vague de la pandémie. Voilà pourquoi je suis très déçu que les libéraux aient inclus certains éléments dans le budget que les néo-démocrates n'appuieraient pas habituellement, et ils le savent.

Le député appuie-t-il vraiment le fait de réduire de 40 % la prestation d'urgence? Beaucoup d'habitants de ma circonscription travaillent dans l'industrie du tourisme. Pour la deuxième année consécutive, il n'y aura pas de saison touristique, et ces personnes sont obligées de dépendre de la prestation d'urgence. Elle passera de 2 000 \$ à 1 200 \$ par mois. Comment les gens survivront-ils avec cette somme dérisoire?

**M. Arif Virani:** Madame la Présidente, l'important, c'est que les prestations seront maintenues jusqu'au 25 septembre, mais qu'elles suivront une courbe décroissante. La réduction progressive du montant versé est importante pour répondre aux besoins des gens alors qu'ils se font moins criants. J'assure au député que nous avons adopté une approche dynamique dans la lutte contre la pandémie jusqu'à maintenant et nous continuerons à le faire au besoin.

• (1600)

[Français]

**M. Greg McLean (Calgary-Centre, PCC):** Madame la Présidente, aujourd'hui je vais partager mon temps de parole avec l'honorable député de Carleton.

[Traduction]

Avant de me lancer dans un vrai discours, je tiens à aborder les notions de base, parce qu'on les oublie parfois. Dans le budget présenté hier, par exemple, beaucoup de ces notions de base brillent par leur absence. Commençons par définir le mot « budget ».

Un budget est une estimation des revenus et des dépenses pour une période future déterminée. Il est généralement compilé et réévalué périodiquement. Établir un budget est une activité importante, puisqu'elle permet de gérer les dépenses, de parer aux imprévus et d'avoir les moyens de faire des achats importants sans s'endetter. Faire le suivi de nos revenus et de nos dépenses ne devrait pas être une corvée. Cela n'exige pas d'être bon en mathématiques et ne veut pas dire qu'il sera impossible d'acheter ce que nous désirons. C'est simplement une façon de savoir où va notre argent et de mieux contrôler nos finances. En plus de servir à affecter des ressources, un budget peut nous aider à fixer des objectifs, à évaluer les résultats et à planifier pour les imprévus.

Il y a déficit budgétaire quand les dépenses dépassent les revenus. C'est un indicateur de la santé financière d'un pays. Le cumul des déficits forme la dette nationale. Si on est en situation de déficit budgétaire, c'est que les dépenses courantes dépassent le total des revenus provenant des activités courantes. Une nation qui souhaite corriger cette situation de déficit peut devoir réduire certaines dépenses, augmenter les activités produisant des revenus, ou combiner ces deux méthodes. Notons aussi que des événements ou des politiques imprévus peuvent entraîner un déficit budgétaire.

L'un des principaux dangers liés au déficit budgétaire, c'est l'inflation, c'est-à-dire la hausse constante des prix. Les déficits budgétaires à répétition peuvent mener au maintien de politiques monétaires inflationnistes pendant nombre d'années. Un pays peut imprimer de l'argent supplémentaire afin de couvrir les paiements pour le remboursement de la dette, notamment en émettant des titres comme des bons du Trésor et des obligations. Cela fait partie des mécanismes accessibles pour faire des paiements, mais cela risque d'entraîner une dévaluation de la monnaie du pays, ce qui peut entraîner une hyperinflation.

Pourquoi les gouvernements font-ils des déficits? Quand on prévoit faire un déficit budgétaire aussi important, c'est pour deux raisons: la tolérance des contribuables et des institutions financières qui assument le risque et l'idée de ne pas avoir à rembourser les sommes liées aux mécanismes de soutien temporaires. Dans les faits, en période préélectorale, le gouvernement fédéral ne veut pas retirer le plat de bonbons, mais il y aura assurément un prix à payer pour cette générosité.

La dette nationale, c'est tout simplement le montant net des déficits accumulés chaque année par le gouvernement fédéral. C'est la somme totale que le gouvernement fédéral doit rembourser à ses créanciers, et cette somme est passée de 700 milliards de dollars il y a deux ans à environ 1,2 billion de dollars à l'heure actuelle.

Le ratio de la dette par rapport au PIB est le niveau d'endettement d'un pays par rapport à son niveau d'activité économique. C'est un indicateur insignifiant qui a été mis en place alors que les banques centrales du monde ne trouvaient plus les moyens nécessaires pour équilibrer les budgets nationaux. La notion de dette nationale permanente, soit l'idée de devoir verser des fonds publics à des institutions de façon permanente, a fini par être adoptée par les institutions bancaires du monde entier, tant dans le secteur privé que dans le secteur public. Ce concept a bouleversé l'approche keynésienne, selon laquelle les gouvernements devraient dépenser pendant les périodes difficiles et rembourser les dépenses pendant les bonnes périodes afin de maintenir un équilibre entre le marché du travail et les prix dans une société.

C'était aussi une façon de comparer un mauvais régime financier à un autre mauvais régime financier, c'est-à-dire un moyen pour dire qu'un pays est en mauvaise posture, mais pas autant qu'un autre pays si on tient compte du PIB, ce qui est ridicule, puisque toutes les économies nationales et les structures démocratiques et financières sont différentes.

[Français]

Cette stratégie peut se résumer par le proverbe qui dit que, quand on se regarde, on se désole, mais que, quand on se compare, on se console.

[Traduction]

Les entreprises ont un ratio dette-revenus, ce qui est à peu près l'équivalent. En revanche, les entreprises créent de la valeur pour leurs actionnaires en équilibrant le risque, par rapport aux dettes et au paiement des intérêts, et le rendement. De plus, les entreprises peuvent comptabiliser leur endettement avant de calculer leurs impôts, c'est-à-dire la somme qu'elles doivent verser au gouvernement en fonction de leurs profits.

Les gouvernements paient-ils des impôts et peuvent-ils bénéficier du fait d'avoir une dette à leur bilan? Non. Ce n'est qu'un fardeau qui est transféré des contribuables d'aujourd'hui à ceux de de-

main, ou selon l'approche du gouvernement libéral, lorsque les choses iront vraiment mal dans le futur et qu'il y aura un énorme problème. Le risque est multiplié, et ce sont les futurs contribuables qui devront l'assumer.

Il y a un risque moral quand une partie prenante à un contrat prend des risques sans devoir en assumer les conséquences.

En ce qui concerne l'expression « rebâtir en mieux », ce n'est pas un slogan politique. Cela fait référence au « Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe », qui a été adopté lors de la Conférence mondiale des Nations Unies sur la réduction des risques de catastrophe à Sendai, au Japon, en 2015. Cette définition est assez large pour couvrir toute situation de catastrophe. Nous devons rebâtir en mieux à la suite de la catastrophe, ce qui nous amène au budget présenté hier.

● (1605)

La bonne nouvelle, c'est que le déficit annuel du Canada prévu pour l'année dernière s'est amélioré de 35 milliards de dollars par rapport à l'énoncé économique de l'automne. Ces fonds supplémentaires sont en fait des recettes fiscales provenant d'entreprises qui ont rouvert leurs portes au milieu de la pandémie et de Canadiens qui sont retournés au travail pour payer l'impôt du gouvernement. La plupart de ces recettes proviennent des forces traditionnelles du Canada, soit les secteurs des mines, de l'énergie, de l'agriculture et de la fabrication, qui sont essentiels pour garder le reste du pays bien nourri, au chaud et solvable. Je suis certain que la ministre des Finances devrait s'attribuer le mérite du million d'emplois qui ont été créés au Canada, étant donné que ce sont des résultats qui ont déjà été obtenus.

L'année dernière, le déficit du gouvernement fédéral était de 354 milliards de dollars, mais il engrange habituellement des recettes semblables. Par conséquent, au cours d'une année normale, le gouvernement dépense 2 \$ pour chaque dollar gagné, mais il a dépensé encore plus d'argent au cours d'une année où il a vu ses recettes diminuer d'environ 8 % pour gérer les répercussions sanitaires et économiques d'une pandémie historique. Pour rebâtir en mieux et réinventer l'économie du Canada, ces slogans creux ne représentent rien d'autre que du chauvinisme politique.

Le déficit du Canada en 2019, qui s'élevait à 27 milliards de dollars dans une économie de 2,3 billions de dollars, représentait environ 8,3 % des recettes de l'État. En période de forte croissance, le Canada avait un excédent de dépenses de l'ordre de 8,3 % des recettes de l'État.

Voici les explications que le premier ministre a fournies le 21 mars 2016 en ce qui concerne l'accumulation de déficits en période de forte croissance économique:

Monsieur le Président, les taux d'intérêt n'ont jamais été aussi bas. C'est l'occasion d'investir dans notre avenir [...] C'est notre plan pour favoriser la croissance économique et aider la classe moyenne.

En revanche, dans l'annonce du budget de cette année, la ministre des Finances a tenu les propos suivants:

La meilleure façon de payer nos dettes est de faire croître notre économie [...] Dans le contexte actuel où les taux d'intérêt sont faibles, non seulement nous pouvons nous permettre ces investissements, mais il serait peu judicieux de notre part de ne pas faire ces investissements.

*Ordres émanant du gouvernement*

Par « investissements », elle entend bien sûr les dépenses du gouvernement. Évidemment, les deux termes s'opposent, mais il est manifeste que ni le premier ministre ni la ministre des Finances ne comprennent la notion de risque financier. Visiblement, le gouvernement libéral justifiera le fait de dépenser l'argent des contribuables tant en période de croissance qu'en période difficile. On peut se demander alors quelles sont les périodes qui ne sont pas propices aux dépenses excessives de l'argent des contribuables.

Le budget présenté hier prévoit un déficit de 154,7 milliards de dollars pour l'exercice à venir. C'est près de 50 milliards de dollars de plus qu'a prévus l'énoncé économique de l'automne, malgré que les recettes de l'année dernière ont augmenté de 35 milliards de dollars depuis l'automne. Les dépenses prévues représentent une augmentation de 136 milliards de dollars sur les cinq prochaines années, en plus des dépenses de 548 milliards de dollars prévues dans l'énoncé économique de l'automne. Comment peut-on justifier cela? Ces déficits s'accumulent continuellement pour donner un ratio dette-PIB de 50 %, alors le plan, ou la cible budgétaire, est de maintenir, pendant un certain temps, une dette canadienne qui équivaut à la moitié de l'économie. Est-ce là une cible budgétaire? Plus notre rendement économique s'améliore, plus nous aurons de dettes?

En finance, on dit que chaque prévision économique est mauvaise, dès le moment où elle est écrite, et avec raison. Les circonstances changent et le fait de s'en rapprocher grâce à la discipline et malgré des facteurs extérieurs imprévus, c'est ce qui assure le succès. Le budget ne contient rien de cela. Il n'y a aucune garantie de sécurité financière pour nos enfants. Le gouvernement multiplie les risques. Il nous incombe de laisser le pays en meilleur état que nous l'avons trouvé. Sur le plan financier et de bien d'autres façons, nous échouons.

Qu'est-ce qui est bien dans le budget?

La ministre des Finances a parlé d'imposer les propriétaires étrangers de biens immobiliers vides au Canada. Cela fait partie de notre bulle immobilière canadienne, mais vise aussi une lacune des lois canadiennes sur le blanchiment d'argent, qui sont les moins sévères de celles de tous les pays du G7. Nous devons les resserrer.

Je suis heureux que la ministre des Finances ait donné suite à notre proposition d'instaurer un crédit d'impôt à l'investissement pour le captage, l'utilisation et le stockage du carbone, l'une des...

• (1610)

**La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès):** Nous passons aux questions et aux observations. Le député de Kingston et les Îles a la parole.

**M. Mark Gerretsen (Kingston et les Îles, Lib.):** Madame la Présidente, je ne suis pas certain de ce qu'est l'utilisation du crédit de carbone, mais je sais que le plan de tarification du carbone des conservateurs en est un qui ne profitera qu'aux pollueurs. En fait, il encourage les gens à polluer.

Je sais que le député de Carleton a passé beaucoup de temps à parler du prix de la pollution. J'admire le fait que les conservateurs sont prêts à essayer de défendre un tel plan après avoir passé cinq ans à soutenir que la tarification de la pollution n'était pas la voie à suivre. Voilà qu'ils ont un plan grandiose pour mettre l'argent des gens dans des comptes d'épargne pour ensuite les laisser choisir dans la boutique du Parti conservateur ce sur quoi ils voudraient le dépenser.

La vérité, c'est que ce n'est pas un plan de lutte contre la pollution. Ce n'est pas un plan de tarification du carbone. C'est une tentative des conservateurs pour faire en sorte que les riches gardent leur argent dans leurs poches plutôt que de réunir tout l'argent et le redistribuer équitablement, comme nous le faisons actuellement.

**M. Greg McLean:** Madame la Présidente, je remercie le député de Kingston et les Îles d'avoir signalé mon faux pas.

Je suis heureux que la ministre des Finances ait donné suite à notre proposition d'instaurer un crédit d'impôt à l'investissement pour le captage, l'utilisation et le stockage du carbone, l'une des façons les plus concrètes pour le Canada de réduire ses émissions de gaz à effet de serre. Par ailleurs, on a annoncé une période de consultation de 90 jours. J'encourage le gouvernement à envisager les avantages associés à la récupération assistée du pétrole dans le cadre de cette stratégie, comme le font les États-Unis, et à adopter une stratégie environnementale qui mettra un terme à l'exode des emplois et des investissements, y compris dans des avancées technologiques comme le captage du carbone, vers des pays étrangers, sans répercussions positives sur l'environnement.

Le Canada a besoin de certitude réglementaire, surtout en ce qui concerne ses objectifs environnementaux. Avoir une stratégie de captage du carbone qui entraîne l'exode d'emplois et d'investissements vers notre plus grand partenaire commercial n'est pas une stratégie environnementale viable pour le Canada. J'encourage la ministre des Finances à bien faire les choses pour élaborer une politique véritablement efficace.

[Français]

**Mme Kristina Michaud (Avignon—La Mitis—Matane—Matapédia, BQ):** Madame la Présidente, je remercie mon collègue de son discours. J'aimerais entendre ses commentaires sur l'aide qui est accordée aux aînés dans ce budget.

Le gouvernement choisit délibérément de créer deux classes d'aînés en augmentant la pension de la Sécurité de vieillesse à partir de l'âge de 75 ans au lieu de 65 ans. Cela crée une injustice pour des milliers d'aînés au pays. De plus, il choisit d'envoyer un chèque unique de 500 \$ à un bien curieux moment, c'est-à-dire à la fin de l'été, peut-être à la veille du déclenchement d'une élection générale.

Mon collègue pense-t-il que, avec ces mesures, les libéraux font de la politique sur le dos des aînés du Québec et du Canada?

[Traduction]

**M. Greg McLean:** Madame la Présidente, le moment choisi pour verser toutes les dépenses prévues par les libéraux dans le budget actuel semble étrange.

Il y a quelque chose que nous devons faire pour les aînés. La pandémie a révélé une chose, soit des lacunes dans la façon dont nous traitons la santé de nos aînés, enjeu auquel nous n'avons pas prêté suffisamment attention. Il est crucial de régler ces problèmes structurels. Pendant longtemps, les aînés de toutes conditions ont eu besoin d'un soutien accru de la part de la société. Je ne suis pas certain que la Sécurité de la vieillesse est la meilleure solution à ce problème, mais il faudrait l'examiner, conjointement avec tous les outils que nous avons à notre disposition.

*Ordres émanant du gouvernement*

**M. Randall Garrison (Esquimalt—Saanich—Sooke, NPJ):** Madame la Présidente, le député de Calgary-Centre sera peut-être étonné d'apprendre que je partage sa préoccupation à l'égard de l'accumulation de lourds déficits. Je me considère comme étant un partisan du Nouveau Parti démocratique de Tommy Douglas. Au cours de ses 17 ans à titre de premier ministre, M. Douglas a produit 17 budgets équilibrés.

Toutefois, c'est la situation dans laquelle nous nous trouvons. Les Canadiens ont besoin d'aide pour traverser la pandémie. Les entreprises ont besoin d'aide pour survivre et réembaucher leurs travailleurs.

Deux choix s'offrent à nous: nous pouvons ou bien refuser cette aide, option que semblent privilégier les conservateurs, ou bien mettre en place une taxe s'appliquant à ceux qui ont réalisé des profits excessifs pendant la pandémie, les ultra-riches. Nous pourrions aussi ramener le taux d'imposition des sociétés au niveau où il était il y a 30 ans, taux que les conservateurs et les libéraux ont tous deux réduit.

Quel sera le choix des conservateurs? Souhaitent-ils refuser aux Canadiens l'aide dont ils ont besoin au nom de l'équilibre budgétaire? Sont-ils disposés à se joindre aux néo-démocrates pour demander une taxe sur la richesse et les profits excessifs?

• (1615)

**M. Greg McLean:** Madame la Présidente, nous avons grandement collaboré avec le gouvernement en vue de modifier la subvention salariale d'urgence. Nous étions très heureux qu'il puisse offrir cette aide aux Canadiens qui en avaient besoin pendant la pandémie. Nous étions très fiers que notre caucus et notre parti contribuent à offrir cette aide après que les libéraux aient présenté un train initial de mesures qui...

**La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès):** Nous reprenons le débat. Le député de Carleton a la parole.

**L'hon. Pierre Poilievre (Carleton, PCC):** Madame la Présidente, nous avons aujourd'hui l'occasion de revisiter le concept nouvellement redevenu répandu de la théorie monétaire « moderne ». Il faut mettre « moderne » entre guillemets, parce que c'est un très vieux concept. Il remonte à des milliers d'années pour dire la vérité, mais, encore une fois, on le présente comme une nouveauté.

La théorie monétaire moderne repose sur l'hypothèse voulant que les gouvernements puissent dépenser autant qu'ils le veulent et que, pour couvrir ces dépenses, il leur suffit d'imprimer de l'argent. Ils créent de l'argent parce que, évidemment, la banque qu'ils détiennent, dans notre cas, la Banque du Canada, a le monopole de la création de devises. Qu'est-ce qui nous empêche de simplement créer plus d'argent à dépenser?

La seule limite au montant qu'on peut dépenser, c'est lorsque la création d'argent finit par causer de l'inflation. À ce moment-là, les tenants de la théorie monétaire moderne disent que la solution est d'augmenter les taxes et impôts afin de réduire la demande qui alimente l'inflation. Une fois qu'on a créé trop d'argent et qu'il n'y a pas assez de biens à acheter, le gouvernement perçoit des taxes sur cet argent et ralentit l'inflation. Dans les faits, c'est un cercle vicieux permettant d'abord d'augmenter de façon massive la taille du gouvernement en prétendant que cela se fait à coût nul puis, lorsque les prix s'enflamment, d'accroître les taxes pour tenter de limiter cette flambée des prix.

Le gouvernement et la ministre des Finances affirment qu'ils ne croient pas à la théorie monétaire moderne. Or, nous ne pouvons pas faire autrement que de suspecter que la ministre croit en une version de celle-ci parce qu'elle n'a dans les faits imposé absolument aucune limite à ses dépenses sous la forme d'une cible budgétaire. Il n'y a qu'une seule chose qui distingue sa version de la théorie monétaire moderne de celle de ses premiers théoriciens. Selon les partisans originaux, les banques devaient tout simplement donner l'argent au gouvernement pour qu'il le dépense. Dans le cadre du modèle actuel que le gouvernement a établi, la banque vend la dette sur le marché, puis la rachète à un prix plus élevé quelques semaines plus tard, ce qui permet aux investisseurs avec qui elle a mené la transaction de faire d'importants profits.

Tout cela peut sembler magique comme on crée quelque chose à partir de rien. Or, comme il a été dit, il n'y a rien de nouveau sauf ce qui a été oublié. Pour citer Reinhart et Rogoff, deux professeurs de l'Université Harvard qui ont étudié 800 ans d'histoire de crises financières: « Très tôt partout dans le monde, comme il a déjà été souligné, le principal outil pour ne pas respecter les obligations du gouvernement était la dépréciation de la monnaie. La planche à billets moderne n'est qu'une approche plus technologiquement avancée et plus efficace pour arriver au même objectif. »

Un empereur du nom de Denys l'Ancien, qui a vécu il y a 2 500 ans, a été peut-être le plus créatif de tous les théoriciens monétaires modernes. Il pensait qu'il s'agissait aussi d'une idée moderne à l'époque. Il était dictateur de la cité-État de Syracuse et, bien sûr, en raison de son mode de vie somptueux et de ses guerres ridicules, il avait besoin d'argent liquide. Il a pris toutes les pièces d'une drachme de son peuple et y a gravé le chiffre deux. Soudainement, il a eu deux fois plus d'argent.

**La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès):** Le député de Kingston et les Îles invoque le Règlement.

**M. Mark Gerretsen:** Madame la Présidente, je veux juste savoir s'il y aura un test plus tard sur cette leçon d'histoire. Dois-je m'attendre à le faire lorsque le député aura terminé?

**La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès):** On peut difficilement dire qu'il y ait là matière à invoquer le Règlement.

Le député de Carleton a la parole.

**L'hon. Pierre Poilievre:** Madame la Présidente, le test dure depuis quatre ans maintenant et les libéraux obtiennent F année après année.

Denys l'Ancien mérite un A pour sa créativité. Il a pris des drachmes et y a gravé le chiffre deux et, tout à coup, il a eu deux fois plus d'argent. Cependant, dans les faits, tous les travailleurs de sa cité-État gagnaient maintenant deux fois moins qu'avant, car tout coûte deux fois plus cher lorsqu'on double la quantité de monnaie en circulation.

La même chose s'est produite pendant les guerres napoléoniennes. La quantité d'argent dans la pièce de monnaie moyenne a été réduite de deux tiers sous le règne de Napoléon, car tous les empereurs et tous les rois essayaient de déprécier leur monnaie pour financer leurs guerres. Bien entendu, leurs peuples sont devenus beaucoup plus pauvres parce qu'ils ne pouvaient plus acheter autant de choses qu'avant avec leur argent.

### *Ordres émanant du gouvernement*

L'exemple le plus récent et le plus frappant est celui de l'Allemagne immédiatement après la Première Guerre mondiale. Après la guerre, il y avait 10 fois plus de billets de banque en circulation qu'immédiatement avant la guerre. Il en a résulté une hyperinflation. Les gens avaient besoin d'une brouette pour transporter leur argent chez le boulanger afin d'acheter une seule miche de pain. Les gens qui allaient au bar pour boire une bière commandaient toutes leurs consommations de la soirée d'un coup, parce que s'ils attendaient même qu'une poignée d'heures, la bière aurait déjà augmenté de prix. C'était un bon investissement de tout de suite remplir sa table en arrivant au bar immédiatement après le travail, cela permettait d'économiser une fortune sur l'inflation.

On se fait dire qu'une telle inflation n'arrivera jamais ici et que c'est une vieille façon de penser de croire qu'imprimer de l'argent peut provoquer une inflation. Les députés devraient se rappeler que l'histoire ne se répète pas, sauf qu'elle se répète déjà.

Commençons par le prix des logements. De décembre 2019, soit le dernier mois avant que la COVID-19 commence à se propager au Canada, à mars 2021, le prix d'une maison moyenne est passé de 518 000 \$ à 716 000 \$. Il s'agit d'une augmentation de 38 %, ce qui est énorme, à un moment où l'économie a chuté de 120 milliards de dollars. L'économie a ralenti, mais le prix des logements, lui, a augmenté.

Le prix du bois d'œuvre a augmenté de 118 %. Voici ce que dit un entrepreneur: « C'est ridicule. Un montant de 2 pouces sur 4 pouces coûtait auparavant 3,50 \$; il coûte maintenant 9,80 \$. Une planche de contreplaqué OSB coûtait 12 \$ il y a deux ans. Aujourd'hui, c'est 56 \$ par planche. »

Voici ce qu'en a dit le *Financial Post*, pas plus tard qu'hier, dans un article intitulé « S'agissant de l'augmentation du coût de la vie, les banques centrales et le gouvernement ne sont plus en phase avec les gens ordinaires »: « Le dernier Rapport sur les prix alimentaires canadiens montre que le prix des aliments a augmenté de 2,7 % l'année dernière et que, cette année, on doit s'attendre à ce que le prix de la viande augmente de 4,5 % à 6,5 %, celui de la boulangerie, de 3,5 % à 5,5 %, et celui des légumes de 4,5 % à 6,5 %. » En ce qui a trait au prix de l'essence, il est passé de 78 ¢ le litre à 1,18 \$ le litre.

Tous ces prix augmentent beaucoup plus que la cible de la Banque du Canada. D'ailleurs, il y a quelque chose d'intéressant à dire au sujet de la Banque du Canada. Lorsque j'ai interrogé il y a quelque temps le gouverneur de la Banque du Canada qui comparaisait devant le Comité des finances au sujet du taux d'inflation de base, il a répondu de ne pas s'en soucier, mais de surveiller uniquement l'indice des prix à la consommation. Eh, bien! Je peux prédire ceci aux députés: ce mois-ci, l'indice des prix à la consommation dépassera de loin la cible de 2 % et la Banque du Canada nous dira alors de ne pas nous préoccuper de cet indice, car elle se fonde uniquement sur le taux d'inflation de base. C'est toujours l'indicateur le plus bas qu'elle utilise.

Voici quelle est la conséquence de tous ces chiffres: quand le gouvernement imprime de l'argent, il augmente le prix de deux choses. La première, c'est le prix de ce que les riches possèdent. La seconde, c'est le prix de tout ce que le reste de la population achète. Si un millionnaire est propriétaire d'un manoir, il devient extrêmement riche, car sa demeure rapporte beaucoup plus d'argent que lui. Il n'a qu'à se bercer dans son salon et les dollars lui tombent dessus depuis le grenier. Cependant, pour le travailleur de la classe moyenne qui loue un logement pour avoir un toit au-dessus de sa

tête, le prix du loyer augmente, le prix de la nourriture augmente et le prix de l'essence augmente. Le prix de tout ce qu'il achète augmente, mais pas son salaire, et le rêve de devenir propriétaire s'éloigne de plus en plus au fur et à mesure que l'inflation augmente.

• (1620)

Nous sommes en présence d'un gouvernement qui prétend qu'il accroît le déficit budgétaire pour aider ceux qui ont moins de chance, mais qui, dans les faits, opère le plus important transfert de richesse de toute l'histoire du Canada de la classe moyenne aux ultra-riches, de ceux qui n'ont rien à ceux qui ont tout. La solution à ce problème est de contrôler les dépenses, de stimuler la production sur le marché libre et de remplacer l'économie de cartes de crédit par une économie de chèques de paie ainsi que de restaurer le principe de bonne politique monétaire de façon à ce que la valeur de chaque dollar gagné soit véritablement ce qu'elle devrait être et que les personnes puissent progresser dans la vie en fonction de leurs efforts et de leur travail et non grâce à leurs privilèges d'aristocrates.

• (1625)

**M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et ministre des Affaires intergouvernementales et du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.):** Madame la Présidente, c'est intéressant. Nous avons appris, depuis le début de la pandémie, qu'il fallait aider les Canadiens d'une manière vraiment concrète et tangible. C'est pourquoi nous avons créé la Subvention salariale d'urgence, la subvention pour le loyer, le Compte d'urgence pour les entreprises, le programme de crédit, ainsi que la Prestation canadienne d'urgence, qui a mis de l'argent dans les poches de plus de 9 millions de Canadiens pendant une période difficile. Si nous n'avions pas fait tout cela, les problèmes liés aux faillites, les problèmes financiers personnels et d'autres difficultés en tout genre auraient été beaucoup plus nombreux. Le gouvernement a pris la décision d'aller de l'avant et de dépenser les sommes nécessaires.

Les conservateurs donneront-ils l'heure juste aux Canadiens et leur diront-ils clairement s'ils soutiennent ces initiatives qui ont aidé les Canadiens? S'ils les soutiennent, comment peuvent-ils nous reprocher d'avoir dû emprunter de l'argent?

**L'hon. Pierre Poilievre:** Madame la Présidente, je déplore qu'il ait fallu creuser un déficit aussi profond parce que le gouvernement a mal géré la pandémie. Il a créé cette situation lorsqu'il a laissé les frontières ouvertes et a permis à 60 000 personnes en provenance de Chine d'entrer au Canada alors que l'armée signalait un début de pandémie dans ce pays. Il a créé cette situation parce qu'il n'a pas distribué les tests rapides qui auraient permis aux entreprises de rouvrir leurs portes plusieurs mois plus tôt. Il crée cette situation maintenant parce qu'il ne réussit pas à procurer aux Canadiens des vaccins qui sont pourtant distribués dans le monde entier. Hier encore, on a vu sur Internet une multitude d'images montrant la réouverture des pubs à Londres, des vols qui fonctionnent normalement entre la Nouvelle-Zélande et l'Australie et des pays du monde entier qui reprennent un rythme normal et où les gens retournent au travail, alors qu'au Canada, nous sommes confinés dans nos sous-sols et terrifiés par cette troisième vague attribuable aux échecs du gouvernement. Nous aurions aimé que le gouvernement ne rende pas ces déficits nécessaires.

*Ordres émanant du gouvernement*

[Français]

**Mme Louise Charbonneau (Trois-Rivières, BQ):** Madame la Présidente, je remercie le député de Carleton de son cours d'économie 101.

J'aurais aimé l'entendre parler des transferts en santé, qui ont, en grande partie, été ignorés par les libéraux dans la présentation de ce budget.

Qu'en pense mon collègue?

**L'hon. Pierre Poilievre:** Madame la Présidente, je remercie la députée de sa question.

Je constate encore une fois que le Bloc québécois veut que le fédéral s'implique davantage dans le secteur de la santé. Voilà un autre exemple qui nous montre que le Bloc québécois est souvent en faveur d'une plus grande intervention du fédéral dans les champs de compétence des provinces.

Je pense que les provinces devraient pouvoir dépenser leur propre argent sans l'ingérence du fédéral et je crois en l'autonomie des provinces. Les gouvernements qui sont le plus près des gens sont ceux qui devraient avoir le plus de pouvoir.

[Traduction]

**Mme Lindsay Mathyssen (London—Fanshawe, NPD):** Madame la Présidente, j'ai bien aimé certains arguments avancés par mon collègue. Il est certain que, dans ma circonscription, les gens ont moins d'argent pour subvenir à leurs besoins. Ils sont terrifiés à l'idée de ne pas pouvoir verser leur paiement hypothécaire ou payer leur loyer. La montée en flèche du prix des maisons empêche des gens de rêver de devenir propriétaires d'une maison ou de pouvoir le demeurer.

Par exemple, des aînés m'ont dit qu'ils ne savent plus à qui s'adresser et qu'ils ont peur de perdre leur maison. Dans le cadre de ce budget, le gouvernement traite les aînés de façon très injuste en prévoyant des approches différentes selon qu'une personne est âgée de 65 à 75 ans ou d'au moins 75 ans, et il ne leur a offert qu'une somme minimale qui ne les aidera pas du tout à couvrir les coûts supplémentaires.

Le député pourrait-il parler des conséquences de cette situation pour les gens de sa circonscription et de cette façon injuste de traiter certains aînés différemment?

• (1630)

**L'hon. Pierre Poilievre:** Madame la Présidente, ce que la députée constate, ce sont les conséquences des politiques du gouvernement. La Banque du Canada assume une part de la dette publique à hauteur de 300 milliards de dollars. Or, le déficit du gouvernement s'élève à 356 milliards de dollars. Autrement dit, la Banque du Canada a tout simplement financé environ 85 % des emprunts du gouvernement dans la dernière année. Par conséquent, la masse monétaire a augmenté de 20 %, et la population, y compris les aînés dans la circonscription de la députée, doit composer avec une hausse du coût des aliments, du carburant et des maisons.

C'est une très bonne nouvelle pour les gens très riches, qui ont vu la valeur de leurs actifs financiers et immobiliers grimper en flèche grâce à cette croissance de la masse monétaire, mais c'est une très mauvaise nouvelle pour les gens pauvres et la classe ouvrière.

[Français]

**M. William Amos (secrétaire parlementaire du ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie (Science), Lib.):** Madame la Présidente, c'est un plaisir de parler du budget de 2021 qui a été présenté à la Chambre lundi par la vice-première ministre et ministre des Finances. Cet après-midi, je partagerai mon temps de parole avec mon ami le député de Kings—Hants.

Le budget de 2021 est un budget qui aborde deux défis fondamentaux et qui comporte des mesures qui bénéficieront à mes concitoyens de Pontiac, à la classe moyenne canadienne ainsi qu'à la science, la recherche et l'innovation canadiennes.

Certes, le premier défi est de terminer la lutte contre la COVID-19. Cela signifie acheter des vaccins et soutenir les systèmes de santé provinciaux entre autres priorités sanitaires critiques.

Le deuxième défi est à plus long terme. Il s'agit de sortir de la récession de la COVID-19. Cela signifie guérir les blessures économiques de la pandémie et veiller à ce que les emplois perdus soient récupérés le plus rapidement possible, afin que les entreprises les plus touchées puissent rebondir et prospérer. Cela signifie fournir un soutien là où la COVID-19 a frappé le plus durement, notamment aux femmes, aux jeunes et aux travailleurs qui ont des emplois à bas salaire, ainsi qu'aux petites et moyennes entreprises, en particulier dans des secteurs tels que l'hôtellerie et le tourisme.

[Traduction]

Les mesures de soutien fédérales, qui représentent 8 \$ pour chaque tranche de 10 \$ dépensés par tous les gouvernements réunis dans le cadre de la lutte contre la COVID-19, ont permis de protéger des emplois et de limiter le nombre de fermetures permanentes d'entreprises. Nous continuerons d'honorer cet engagement envers les Canadiens jusqu'à ce que la COVID-19 soit entièrement derrière nous en prenant de nouvelles mesures pour soutenir les entreprises, les travailleurs et les familles du Canada. Par exemple, dans le cadre du budget de 2020-2021, nous prolongerons la subvention salariale et la subvention pour le loyer jusqu'au 25 septembre 2021, avec la possibilité de les prolonger davantage jusqu'en novembre, selon la situation sur le plan de l'économie et de la santé publique.

Nous lançons également le programme d'embauche pour la relance économique du Canada. L'investissement de 595 millions de dollars aidera les entreprises à se préparer à la reprise en les incitant à réembaucher des employés, à augmenter les heures de travail ou à augmenter les salaires. Nous avons annoncé un investissement historique de 4 milliards de dollars dans un programme canadien d'adoption du numérique pour aider les petites entreprises du pays à être plus concurrentielles, à passer au numérique, à tirer parti du commerce électronique et à devenir plus concurrentielles au Canada et dans le monde.

Enfin, nous nous engageons à réduire les frais de carte de crédit en collaborant avec les parties prenantes afin de diminuer le coût global moyen des frais d'interchange pour les petites entreprises.

[Français]

Il faut revitaliser le tourisme. La COVID-19 a eu de graves répercussions pour les travailleurs et les entreprises du tourisme, des arts et de la culture. C'est particulièrement le cas en Outaouais, où plusieurs des communautés rurales dépendent du tourisme et de la villégiature, particulièrement en saison estivale.

### *Ordres émanant du gouvernement*

J'ai en tête la MRC Vallée-de-la-Gatineau, la MRC Pontiac et la MRC des Collines-de-l'Outaouais. Je pense à des entreprises comme Le Rabaska à Maniwaki, L'Orée du Bois à Chelsea, le Spruceholme Inn à Fort-Coulonge et le restaurant Laspézia dans le secteur du Plateau à Gatineau.

Alors que la population canadienne se fait vacciner, et cela se passe plutôt bien au Québec, les entreprises du secteur du tourisme se préparent à accueillir les Canadiens et les Canadiennes, afin qu'ils puissent de nouveau profiter des lieux et des activités exceptionnelles que nous avons à offrir. Les Canadiens veulent découvrir ou redécouvrir leur pays. C'est une occasion à saisir pour l'Outaouais.

Il faut s'assurer que les régions comme la nôtre tirent leur épingle du jeu, dans ce contexte de tourisme local, régional et national. C'est la raison pour laquelle le gouvernement propose, pour soutenir ce secteur, un nouvel ensemble de mesures qui totalisera 1 milliard de dollars sur trois ans, grâce au budget de 2021. Ce montant comprend un financement de 500 millions de dollars sur deux ans versés aux agences de développement régional, pour aider nos entreprises touristiques durement touchées à adapter leurs produits et services et à investir dans leur croissance.

Pour attirer les visiteurs à nos petits festivals et événements locaux, Patrimoine canadien recevra également 200 millions de dollars. Ainsi, nos événements et nos festivals pourront continuer de faire rayonner notre excellence artistique et notre caractère unique. On sera prêt pour la reprise économique touristique.

• (1635)

[Traduction]

En ce qui concerne la science, je souligne que c'est un privilège de servir les Canadiens à titre de secrétaire parlementaire du ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie durant la pandémie. Je me réjouis également de préciser que le budget de 2021 prévoit d'énormes investissements dans les domaines de la science, de l'innovation en santé, de la recherche et du développement, et de l'innovation au Canada. Nous comprenons le rôle crucial que joueront la science et la recherche, tant pour régler la crise sanitaire actuelle que pour rebâtir l'économie et créer de bons emplois pour les Canadiens. Nous investissons massivement pour faire croître les milieux des sciences de la vie et créer la capacité de biofabrication nécessaire pour assurer une meilleure résilience face aux futures pandémies.

Mentionnons un montant de plus de 1 milliard de dollars pour la recherche biomédicale, les essais cliniques et les infrastructures nécessaires pour que les universités et les hôpitaux universitaires entreprennent ce travail. Cela inclut un investissement de près de 60 millions de dollars dans le VIDO-InterVac de l'Université de la Saskatchewan pour appuyer les travaux de recherche en cours sur un vaccin contre la COVID et agrandir ses installations à Saskatoon.

Nous faisons également des investissements ciblés dans des travaux de recherche cruciaux en santé, notamment sur la santé des femmes, le diabète, le cancer pédiatrique, la médecine régénératrice, la résistance aux antimicrobiens, et la création d'une stratégie nationale en matière de génomique d'une valeur de 400 millions de dollars afin de faire fond sur l'expertise canadienne.

Je ne pourrais certainement pas en vouloir aux députés et aux Canadiens qui suivent le débat si l'ampleur des investissements

dans les sciences, l'innovation en santé et la recherche qui sont annoncés dans le budget de 2021 leur faisait tourner la tête. Nous continuerons de nous fier d'abord et avant tout aux données scientifiques éprouvées pour élaborer nos politiques et décider à quoi serviront nos investissements stratégiques. J'ai eu le plaisir de constater hier que, selon un groupe de pression à but non lucratif ayant pour nom Evidence for Democracy Canada, dans le budget de 2021, « les investissements ciblés visant à rendre la reprise plus équitable et à assurer la prospérité à long terme du pays reposent sur des bases scientifiques ». L'organisme s'est également dit « ravi que le gouvernement investisse de manière stratégique dans l'ensemble de l'écosystème scientifique canadien, y compris dans la recherche ».

C'est loin d'être tout, et je suis persuadé que les députés se réjouiront du fait que les investissements dans la recherche-développement innovatrice accordent une aussi grande place à la protection des Canadiens. Le budget de 2021 promet des investissements stratégiques dans les technologies émergentes afin de tabler sur les atouts du Canada.

Nous consacrerons par exemple 360 millions de dollars sur 7 ans au lancement d'une stratégie quantique nationale, en collaboration avec plusieurs grandes universités canadiennes, dont celles de Sherbrooke, de la Colombie-Britannique et de Waterloo.

De plus, 444 millions de dollars seront affectés sur 10 ans à la prochaine phase de la Stratégie pancanadienne en matière d'intelligence artificielle. Cette somme servira à plusieurs choses, de la commercialisation au maintien en poste en passant par la recherche, la formation, la capacité informatique et les normes en matière d'intelligence artificielle.

Le budget promet 10 millions de dollars sur deux ans à l'Agence spatiale canadienne afin de planifier la prochaine génération de satellites d'observation de la Terre, et 80 millions de dollars sur 11 ans afin de remplacer et d'élargir une infrastructure terrestre vieillissante, mais cruciale, pour qu'on puisse recevoir des données des satellites.

Il propose un financement de 90 millions de dollars sur cinq ans au Conseil national de recherches du Canada afin de rééquiper et de moderniser le Centre canadien de fabrication de dispositifs photoniques, à Ottawa.

Le budget poursuit les investissements historiques dans la recherche fondamentale du budget de 2018, ainsi que le Plan pour l'innovation et les compétences du gouvernement. Il nous prépare à la croissance et à la réussite, maintenant et à l'avenir. Il met l'accent sur la pandémie actuelle, tout en s'attaquant aux menaces imminentes qui exigent de meilleures données et connaissances scientifiques, ainsi qu'une meilleure gouvernance, pour les combattre.

Il me reste peu de temps. Je ne m'attarderai donc pas sur nos investissements dans l'innovation climatique, la recherche sur le climat, la lutte contre les changements climatiques, et la création d'emplois à faibles émissions de carbone. Nous parlons de milliards de dollars en investissements transformateurs pour parvenir à une économie carboneutre, concordant merveilleusement avec notre mécanisme de tarification du carbone, qui a été confirmé par la Cour suprême comme relevant de la compétence fédérale après de nombreuses années où les conservateurs, bornés, ont nié inutilement l'existence des changements climatiques. Oui, nous élaborons et mettons en application une optique des changements climatiques, qui garantira l'intégration des considérations climatiques tout au long du processus décisionnel du gouvernement fédéral. Nous parlons de recherche dans l'Arctique et d'un recensement de l'environnement afin de pouvoir suivre les tendances statistiques en matière d'environnement.

Je ne m'attarderai pas non plus sur nos investissements dans la recherche sur la violence fondée sur le genre et la mobilisation des connaissances, avec des fonds pour la recherche communautaire...

• (1640)

**La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès):** Nous devons passer aux questions et observations. Le député de Red Deer—Lacombe a la parole.

**M. Blaine Calkins (Red Deer—Lacombe, PCC):** Madame la Présidente, mon collègue a amené le sujet du tourisme sur le tapis, et j'aimerais lui parler du transport aérien.

À la page 83 du budget, il est dit que 105 millions de dollars sur cinq ans sont prévus pour « le projet pilote Identité numérique des voyageurs connus ». Si on tape ces mots dans le moteur de recherche Google, on tombe sur un document du Forum économique mondial qui le qualifie de « concept d'identité numérique des voyageurs connus ». Il y est question d'attestations de citoyenneté, de diplômes et autres, notamment de vaccinations contre des maladies virales.

Mon collègue voudrait-il nous expliquer ce que le gouvernement essaie de faire avec ces investissements?

**M. William Amos:** Madame la Présidente, la question du député est importante parce que beaucoup de Canadiens se posent des questions à propos des voyages, de l'avenir des voyages et des restrictions qui pourraient éventuellement être imposées.

Le premier ministre a été très clair là-dessus. Les questions relatives aux voyages, notamment internationaux, et aux documents qui seront nécessaires font régulièrement l'objet de discussions à l'échelle internationale. Il n'en reste pas moins que tout n'est pas clair.

Il serait important que le député soit attentif à ce que notre ministre des Transports et notre ministre de la Sécurité publique aient à dire là-dessus à l'avenir. Évidemment, le budget ne donne pas tous les détails. Le député peut s'attendre à ce que d'autres détails suivent, dans les semaines et les mois à venir.

[Français]

**M. Luc Thériault (Montcalm, BQ):** Madame la Présidente, mon collègue a dit dans son discours que son gouvernement allait investir et avait investi là où la COVID-19 a frappé le plus fort.

Là où la COVID-19 a frappé fort et va frapper fort encore pendant 10 ans, c'est dans la lutte contre le cancer. Les gastroentérologues, les oncologues et les hématologues du Québec sont venus

### *Ordres émanant du gouvernement*

nous dire que le cancer est une maladie chronique qui, lorsqu'elle n'est pas dépistée et traitée à temps, augmente le taux de mortalité, la récurrence et les coûts liés au traitement, en plus de diminuer la qualité de vie et de menacer la vie des patients. Cela coûte terriblement plus cher.

Pendant les 10 prochaines années, les coûts du système vont exploser. Comment le gouvernement, dans une crise sanitaire planétaire, a-t-il fait l'erreur stratégique de ne pas investir et de ne pas augmenter, dès maintenant et de façon récurrente et structurante, les transferts en santé? Le premier ministre a dit après la première vague que le gouvernement investirait dans les transferts en santé après la pandémie. On en est à la troisième vague. Après la pandémie, ce sera la cinquième vague. Comment le gouvernement a-t-il pu faire cette erreur et que dit-il aux patients qui vont en mourir?

**M. William Amos:** Madame la Présidente, je remercie mon collègue de sa question.

Cette question est absolument très importante pour chaque Canadien et chaque Canadienne. La santé est actuellement le dossier prioritaire. Comme il l'a très récemment annoncé en mars, le gouvernement fédéral propose de bonifier de 4 milliards de dollars les transferts en santé aux provinces et territoires.

Certes, le premier ministre a clairement indiqué qu'il était ouvert à l'idée de discuter des transferts en santé. Il est évident que, depuis le début de la pandémie, le gouvernement fédéral est là et investit dans le système de santé, que ce soit dans l'équipement, dans les vaccins, dans...

• (1645)

**La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès):** Nous avons à peine le temps d'une dernière question. La parole est à l'honorable député de Windsor-Ouest.

[Traduction]

**M. Brian Masse (Windsor-Ouest, NPD):** Madame la Présidente, ma question porte sur les personnes handicapées.

Le budget consacre 19 millions de dollars sur trois ans à la tenue de consultations concernant les personnes handicapées. Nous savons que les personnes handicapées sont sous-représentées au sein de la population active. Elles sont, proportionnellement, moins nombreuses à occuper un emploi. Nous savons qu'elles sont, proportionnellement, plus nombreuses à vivre dans la pauvreté. Nous savons également, pour l'avoir constaté au cours de la présente législature et de la précédente, que les personnes handicapées sont souvent les dernières à obtenir quelque forme d'aide que ce soit.

J'essaie de trouver la raison — et le député pourrait peut-être nous éclairer — pour laquelle il faudra trois années complètes en temps de pandémie pour consulter les personnes handicapées afin de comprendre quelles sont les mesures de soutien adéquates dont elles ont besoin alors que nous savons qu'elles font partie des personnes les plus à risque, des personnes qui affichent le plus haut taux de chômage et des personnes qui ont le plus besoin d'aide.

Il faudra trois ans aux libéraux et il leur en coûtera 19 millions de dollars pour nous dire que les personnes handicapées ont besoin de plus de soutien et d'une société plus équitable, car nous n'avons pas cela. Qu'est-ce...

**La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès):** Je dois laisser la parole au secrétaire parlementaire. Il lui reste au plus 10 secondes pour répondre.

*Ordres émanant du gouvernement*

**M. William Amos:** Madame la Présidente, je dirai simplement que le bilan du gouvernement en matière de défense des intérêts des personnes handicapées est solide et irréprochable. Nous avons pris des mesures législatives. Nous avons investi des sommes historiques et continuerons de le faire. La consultation est un exercice qui se fait en continu, et non un exercice ponctuel.

[Français]

**La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès):** À l'ordre. Conformément à l'article 38 du Règlement, je dois faire connaître à la Chambre les questions qu'elle abordera lors de l'ajournement ce soir, à savoir: l'honorable députée de Renfrew—Nipissing—Pembroke, La défense nationale; l'honorable députée de Calgary Nose Hill, La santé; l'honorable députée de Vancouver-Est, Les femmes et l'égalité des genres.

[Traduction]

**M. Kody Blois (Kings—Hants, Lib.):** Madame la Présidente, c'est un immense plaisir de me joindre à tous mes collègues pour parler d'un budget historique, le premier à être présenté par un ministre des Finances, qui est aussi, évidemment, la vice-première ministre. Pour commencer, je veux prendre le temps de la féliciter pour l'excellence de son travail. Je suis bien chanceux d'avoir un conseil jeunesse dans ma circonscription, Kings—Hants, comportant un certain nombre de jeunes leaders qui sont des femmes; la ministre est un modèle pour elles. Je sais que de nombreuses femmes partout au pays la tiennent en haute estime, et moi-même je l'admire beaucoup. Je la félicite pour son travail.

Je n'ai que dix minutes et le budget est fort volumineux, mais j'espère pouvoir mettre en relief certaines des initiatives qui me plaisent le plus en tant que député de Kings—Hants, mais aussi en tant que président du caucus rural du Parti libéral.

Je vais commencer par la prolongation de la subvention salariale et des programmes que nous avons mis en place pour soutenir les particuliers et les entreprises pendant la pandémie. Pour les Canadiens qui nous écoutent, nous avons repoussé la fin de ces mesures au 25 septembre. C'est important pour les petites entreprises. C'est important pour les particuliers. C'est vraiment important d'assurer la certitude et la continuité de ces programmes partout au pays, peu importe la distribution des cas. Certaines régions, comme la mienne, s'en tirent très bien. D'autres vivent présentement des situations très difficiles alors je félicite le gouvernement d'avoir su mettre ces mesures en place. Des petits entrepreneurs de ma circonscription m'ont déjà dit qu'ils appuient cette initiative.

L'annonce d'hier à propos des services de garde d'enfants était très importante. Elle porte sur un régime national de services de garde d'enfants assorti d'un budget de 27 milliards de dollars sur les cinq prochaines années et d'un engagement à maintenir le financement dans ce domaine. Il est très important de comprendre que les services de garde d'enfants ont traditionnellement été perçus comme relevant d'une politique sociale avec des intentions louables, mais nous savons maintenant que c'est en fait un puissant stimulant économique. La ministre des Finances l'a clairement dit hier. Ce type de programme aide les parents à retourner sur le marché du travail, surtout les mères. L'objectif est de créer des places à un coût abordable. J'ai été très content de constater que nos consultations continues avec les provinces et les territoires ont permis de fixer l'objectif à 10 \$ par jour, en moyenne, pour des services de qualité en matière de garde d'enfants et d'éducation préscolaire pour les jeunes canadiens. Le pays en tirera des bénéfices à long terme et cela mérite d'être souligné.

En Nouvelle-Écosse, le gouvernement provincial, sous la direction de l'ancien premier ministre, Stephen McNeil, pour qui j'ai beaucoup de respect, a mis en place un programme conservateur sur le plan fiscal et progressiste sur le plan social. La province a adopté un programme préscolaire, qui s'inscrit dans la même ligne de pensée que celle du gouvernement actuel. Le programme est logique et il s'autofinance. Il y a d'autres modèles dans l'ensemble du Canada sur lesquels nous pouvons nous appuyer, mais je suis également très fier du travail que nous avons accompli dans ma province.

Le logement abordable est un enjeu national, mais je veux mettre en contexte la situation dans ma région. Le nombre de cas de COVID signalés en Nouvelle-Écosse est parmi les plus faibles de la fédération. Nous sommes l'un des endroits les plus sûrs au monde. Des gens du monde entier et même d'autres provinces veulent s'installer en Nouvelle-Écosse pour profiter de la qualité de vie et des nombreux avantages offerts par la province. Cela a également exercé une pression sur notre marché immobilier. À l'heure actuelle, les jeunes ont de la difficulté à trouver un logement. Les locataires et les particuliers essaient essentiellement de trouver un endroit où se loger.

Nous avons investi 1 milliard de dollars dans le cadre de l'Initiative pour la création rapide de logements, mais j'ai été très heureux de constater qu'une somme supplémentaire de 1,5 milliard de dollars y a été consacrée, en plus d'un engagement de 2,5 milliards de dollars au cours des sept prochaines années avec la SCHL pour soutenir le logement abordable. Cela va changer les choses dans la vie des Canadiens, en particulier pour ceux que je représente dans la circonscription de Kings—Hants.

Il a des mesures additionnelles de soutien du revenu pour les aînés. Une grande part de la population que je représente se compose d'aînés, surtout dans les zones rurales. La hausse de 10 % de la Sécurité de la vieillesse pour les personnes âgées de plus de 75 ans constitue un investissement favorable, et je suis très heureux qu'il se réalise. Je sais que beaucoup d'aînés dans ma circonscription en seront ravis.

En ce qui concerne le Fonds pour la large bande universelle, les représentants des régions rurales du Canada connaissent tous, bien avant la pandémie, l'importance de la connectivité et de la large bande, que ce soit pour les écoles et pour que les enfants puissent faire leurs travaux et leurs devoirs en ligne, ou pour les opérations bancaires ou le divertissement. La société se numérise de plus en plus.

• (1650)

Pour combler l'écart entre les zones rurales et les zones urbaines par rapport à l'accès à la large bande, le gouvernement a fait des investissements historiques. Nous avons déjà promis 1,75 milliard de dollars pour le Fonds pour la large bande universelle, et le budget de 2020-2021 y consacre 1 milliard de dollars supplémentaire. Nous sommes sur la bonne voie pour atteindre notre objectif, qui consiste à brancher 98 % des Canadiens d'ici 2025. C'est une bonne chose, contrairement au gouvernement précédent, qui a consacré dix fois moins de fonds que le gouvernement actuel pour l'atteinte de ces objectifs. Je suis fier que le gouvernement se concentre sur cet enjeu, et, en tant que président du caucus rural, j'étais ravi de constater que la ministre du Développement économique rural disposait de cet élément dans ses dossiers dans les jours précédant le budget.

Je veux parler du Fonds canadien de revitalisation des communautés. Je ne veux pas dire que c'est un problème rural. C'est certainement un problème qui concerne l'ensemble du pays. Nous savons que les lieux de rassemblement sont très importants dans les collectivités. Dans ma circonscription, ces lieux sont essentiellement occupés par des organismes sans but lucratif comme le Club des Lions, la légion locale et les salles communautaires. Ces organismes sont tous dirigés par des bénévoles qui consacrent des heures à la fin de chaque semaine pour contribuer à faire des collectivités un meilleur endroit où vivre. Ils n'ont pas été en mesure d'organiser leurs collectes de fonds habituelles qui permettent d'éclairer les bâtiments ou de poser de nouveaux toits. Il s'agit normalement de petits-déjeuners de crêpes et de soupers de haricots, mais les activités n'ont pas eu lieu.

Je dirais que le fonds est une initiative qui a été lancée par le caucus rural, entre autres, pour aider à soutenir les locaux et les organismes communautaires qui font un travail extraordinaire. Je lève mon chapeau aux organismes de Kings—Hants. Voilà le type de fonds que nous voulons mettre en place pour les appuyer. Je sais que l'initiative aidera des organismes bien au-delà des limites de ma circonscription. Elle apportera une aide dans tout le pays, et je soupçonne que d'autres députés l'ont examinée et qu'ils ont estimé qu'il s'agissait d'une bonne politique publique.

J'aimerais parler du soutien offert au secteur touristique. Je me trouve dans le comté de Hants, dans la vallée de l'Annapolis, qui est une des plus belles régions du Canada. Je sais que je ne suis pas impartial, car je suis le député qui représente la région, mais elle connaît les plus hautes marées du monde et on y trouve un secteur vinicole en pleine croissance. J'aimerais inviter tous les députés à me rendre visite dans Kings—Hants, lorsque ce sera sécuritaire de le faire. Le tourisme est un secteur important. Le budget de 2020-2021 prévoit 500 millions de dollars pour soutenir le tourisme par l'entremise des organismes de développement régional. C'est très important pour les entreprises de ma collectivité et de partout au pays. Ce sont certainement des mesures que j'ai été heureux de voir figurer dans le budget.

En ce qui a trait au patrimoine, nous connaissons l'importance de la culture et du sport au Canada. Par l'entremise des organismes de développement régional, 200 millions de dollars seront consacrés au soutien des festivals communautaires, comme le festival des pompiers en fleurs, organisé dans ma circonscription depuis les années 1930. On y organise beaucoup d'excellents événements. Ce financement aidera les organismes de ce genre à survivre une autre année jusqu'à ce que nous puissions revenir à la normale, après la pandémie.

Le budget prévoit aussi un financement de 100 millions de dollars à l'intention de Destination Canada, qui encourage les Canadiens à explorer leur territoire. L'été dernier, ma fiancée et moi avons eu une belle occasion d'explorer la Nouvelle-Écosse et les provinces de l'Atlantique, une exploration qui a profité à des entreprises. Les voyages internationaux restent improbables cette année jusqu'à la fin de la vaccination, à la fin septembre. Le financement que j'ai mentionné procurera un soutien important aux entreprises, sans oublier les autres mesures qui visent à aider les petites entreprises à se doter d'outils numériques. Comme un nombre croissant de consommateurs font des achats en ligne, ces outils aideront les petits commerces de proximité à se tailler une place sur le marché. Bien outillés, ils pourront s'adapter à une économie et à une société de plus en plus numériques.

### *Ordres émanant du gouvernement*

Je mentionnerai encore deux points. Premièrement, comme je suis le plus jeune député libéral à la Chambre des communes, je souligne que nous avons consacré aux jeunes Canadiens et aux étudiants 6 milliards de dollars et une grande variété de mesures de soutien que je n'aurai pas le temps de décrire, mais qui sont importantes. Je suis heureux que nous ayons mis ces mesures en place, car les étudiants ont été durement touchés par la pandémie. Deuxièmement, comme je représente l'une des plus grandes circonscriptions agricoles du Canada atlantique, je rappelle que plusieurs mesures visent à soutenir le secteur agricole. Pensons, par exemple, à la transition vers une économie à faibles émissions de carbone et aux incitatifs pour venir en aide aux agriculteurs. Ceux-ci font déjà un travail fantastique, et le gouvernement sera là pour les soutenir.

• (1655)

**Mme Leona Alleslev (Aurora—Oak Ridges—Richmond Hill, PCC):** Madame la Présidente, nous comprenons tout à fait qu'en raison de la COVID, il faut prévoir des investissements à court terme, et le député en a mentionné un bon nombre. Toutefois, il faut régler certains problèmes à long terme et structurels qui perdurent dans l'économie et au Canada, comme notre compétitivité, la fuite des capitaux étrangers, les cadres de réglementation qui nous empêchent de progresser, et la structure fiscale.

Le député peut-il nous expliquer pourquoi ces changements fondamentaux et structurels ne font pas partie du budget? À son avis, que devrait-on faire pour régler ces problèmes?

**M. Kody Blois:** Madame la Présidente, la députée soulève la question de la réforme de la réglementation. J'ignore si elle est au courant, mais en septembre 2020, j'ai parlé de l'importance d'une telle réforme et mentionné qu'elle devait être combinée aux dépenses nécessaires qu'engage le gouvernement. C'est certainement un raisonnement que j'appuie. Je la remercie de l'aborder.

Le budget comprend des modifications fiscales qui visent à uniformiser les règles du jeu, en particulier en ce qui concerne les géants du numérique et les petites entreprises de proximité. Je suis favorable à ces modifications. Le budget prévoit également des investissements pour appuyer l'innovation dans divers secteurs. Il y a donc de nombreux mécanismes dans le budget pour appuyer cela.

Je vais continuer d'insister de mon côté de la Chambre pour ce genre d'interventions. La députée devrait savoir qu'elles m'interpellent.

[Français]

**M. Luc Desilets (Rivière-des-Mille-Îles, BQ):** Madame la Présidente, je remercie mon collègue de son bel exposé.

Il y a plein de belles choses dans ce budget, on ne s'en cache pas. Tout le monde a eu de bons mots, tant le Bloc québécois que les autres partis.

Le Bloc québécois a fait des propositions pour le secteur de l'aérospatiale, pour l'électrification des transports, pour la forêt, pour les logements sociaux et pour les garderies. Sur ce dernier point, nous sommes vraiment heureux que le Québec soit un modèle pour le reste du Canada et c'est tout à notre honneur.

Cependant, qu'est-ce que les libéraux disent aux personnes âgées? Elles recevront 500 \$ juste avant le déclenchement des élections et 10 % de bonification, mais seulement dans un an. Que dire aux personnes âgées, aux parents et aux grands-parents qui nous entourent? En dépit d'une marge de manœuvre encore énorme, ce budget ne contient rien pour eux.

*Ordres émanant du gouvernement*

• (1700)

**M. Kody Blois:** Madame la Présidente, je remercie mon collègue de sa question. Je suis désolé de devoir répondre en anglais, mais mon français est plus ou moins bon.

[Traduction]

En ce qui concerne l'aide aux aînés, j'ai été ravi que l'on propose d'augmenter de 10 % les prestations de la Sécurité de la vieillesse pour les aînés âgés de plus de 75 ans.

En toute franchise, j'aurais aimé que l'on se concentre davantage sur le Supplément de revenu garanti. Lors de la dernière législature, le gouvernement s'est servi de ce mécanisme pour sortir de nombreux aînés de la pauvreté. Au lieu de bonifier la Sécurité de la vieillesse de façon générale, je crois qu'on aurait dû adopter une approche plus ciblée en bonifiant l'aide aux aînés à faible revenu. D'ailleurs, je ne suis pas nécessairement favorable à la proposition du Bloc québécois de bonifier la Sécurité de la vieillesse pour l'ensemble des personnes âgées d'au moins 65 ans, mais j'aimerais qu'on adopte une approche un peu plus ciblée. Cela dit, cette mesure améliorera le sort des aînés, et il existe d'autres moyens d'aider...

**La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès):** Il reste du temps pour une dernière question. Le député d'Okanagan-Sud—Kootenay-Ouest a la parole.

**M. Richard Cannings (Okanagan-Sud—Kootenay-Ouest, NDP):** Madame la Présidente, 20 % des propriétaires de maison au Canada vivent dans la pauvreté énergétique. Ils vivent d'un chèque de paie à l'autre. Ils n'ont pas les moyens de payer les rénovations qui permettraient d'améliorer l'efficacité énergétique de leur maison et ils ne peuvent pas non plus emprunter ni s'endetter davantage. Pourtant, c'est exactement ce que ce budget leur offre.

Quand le gouvernement offrira-t-il aux Canadiens qui vivent dans la pauvreté énergétique un véritable soutien qui leur permettra de faire les rénovations requises, contribuant ainsi à notre lutte contre les changements climatiques?

**M. Kody Blois:** Madame la Présidente, je rejette l'affirmation selon laquelle notre gouvernement n'a rien fait pour aider les Canadiens qui se trouvent en situation de pauvreté énergétique ou dans toute autre situation semblable. Dès notre arrivée au pouvoir, nous avons augmenté les impôts du 1 % des Canadiens les mieux nantis afin de réduire ceux de la classe moyenne et de ceux à faible revenu. Il y a l'Allocation canadienne pour enfants. Ce budget prévoit des investissements pour aider les travailleurs qui travaillent...

[Français]

**La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès):** Nous devons reprendre le débat.

L'honorable député de Joliette a la parole.

**M. Gabriel Ste-Marie (Joliette, BQ):** Madame la Présidente, je suis content de prendre la parole pour discuter du budget qui a été présenté par la ministre des Finances. Il s'agit certainement d'un budget historique, puisque c'est la première fois à la Chambre qu'un budget est présenté par une femme ministre des Finances.

La version française compte 841 pages. C'est tout un travail celui de passer au travers de la lecture de ce budget, qui contient beaucoup de nouveaux éléments, de nouvelles mesures et de nouveaux programmes. En effet, on y retrouve près de 150 milliards de dollars de nouveaux éléments depuis l'énoncé de l'automne dernier.

Le Bloc québécois essaie de rencontrer partout au Québec le plus de gens et d'entrepreneurs possible, dans tous les secteurs. Nous leur demandons quels sont leurs besoins et ce qui, selon eux, devrait se retrouver dans un budget. Nous essayons de compiler ces données et de les présenter.

Étant donné que les budgets sont habituellement présentés au mois de mars, nous avons exposé nos attentes à la ministre au mois de février. Je dois aussi mentionner tout le travail qui a été fait au Comité permanent des finances, où ce genre d'exercice a également eu lieu.

À la lecture du document, nous constatons que de nombreuses demandes du Bloc québécois s'y retrouvent, et nous le saluons. On n'a qu'à penser à l'aérospatiale: c'est probablement la première fois qu'on reconnaît clairement l'importance de cette industrie dans l'économie. Diverses mesures y sont d'ailleurs associées, et nous en sommes très fiers. Différentes mesures sont également prévues pour l'électrification des transports et pour l'environnement.

Alors que nous traversons la pandémie, nous retrouvons dans ce budget une prolongation des mesures pour accompagner les entrepreneurs qui subissent une baisse de leurs revenus, notamment la Subvention salariale d'urgence du Canada et la Subvention d'urgence du Canada pour le loyer.

Le budget comporte aussi un plan de relance pour jeter les bases de la future croissance post-pandémie. Plusieurs mesures y sont proposées.

Des mesures sont également prévues pour l'industrie pharmaceutique et la capacité de produire des vaccins. Je tiens à rappeler à la Chambre que le Québec était champion en la matière dans les années 1990 et au début des années 2000. Quand Ottawa a abandonné les mesures de soutien à cette industrie, les grandes entreprises de ce secteur économique ont pratiquement quitté le Québec l'une après l'autre. Nous sommes presque assis sur un champ de ruines aujourd'hui, mais il est important de pouvoir rebâtir ce secteur.

Un autre élément intéressant de ce budget est la lutte à l'évitement et à l'évasion fiscale. Ce qui est proposé n'est pas une révolution, mais c'est la première fois que l'on retrouve une indication claire de lutte contre ceux et celles qui se défilent des impôts à payer. Il s'agit souvent de stratagèmes légaux, quoique certainement immoraux. Nous sommes loin d'avoir réglé le problème, mais un pas est fait en ce sens. Plusieurs mesures intéressantes sont proposées.

Évidemment, si j'étais un Canadien hors Québec, je serais très content de la mesure phare de ce budget que sont les services de garde subventionnés. Cela fait plus de 20 ans que nous avons au Québec cette politique familiale. Elle est plus large que celle dont on parle dans le budget et elle fonctionne très bien. Elle permet aux femmes sur le marché du travail d'avoir un taux d'activités nettement supérieur à ce qu'il était auparavant et à celui des autres provinces. C'est une politique féministe qui est bonne pour stimuler l'économie. Je tiens encore une fois à saluer l'initiative de Pauline Marois, qui avait travaillé très fort pour mettre en place cette mesure au Québec. Cela nous montre que le fait d'avoir des femmes ministres des Finances peut mener à la mise en œuvre de politiques très intéressantes.

Je parlais plus tôt de nos demandes budgétaires, lesquelles ont été déposées en février. On n'y retrouvait rien de très surprenant, mais il y avait deux demandes phares. Tout comme le gouvernement du Québec, nous demandions qu'Ottawa finance la santé selon les moyens dont il dispose, c'est-à-dire en assumant un peu plus du tiers des coûts, soit 35 %.

Le fédéral ne finance actuellement que 22 % des dépenses en santé. Si rien ne change, cela diminuera à 17 % ou à 18 %. Alors que nous sommes en pleine crise sanitaire, la santé compte plus que jamais. Le moment est idéal pour régler ce déséquilibre. Malgré notre demande, on ne retrouve rien dans ce budget pour financer les soins de santé. La seule mesure, ponctuelle, se retrouvait dans le projet de loi C-25. Il y a aussi les normes concernant les CHSLD, accompagnées d'un certain montant dans quelques années.

● (1705)

Il y manque aussi tout ce que nous avons demandé pour la dignité des aînés. Au cours des dernières années, il y a eu beaucoup de politiques pour soutenir toutes les catégories de la population, sauf les aînés, qui dépendent en grande partie de la pension de la Sécurité de la vieillesse. Cette pension n'a pas été indexée depuis très longtemps et il faut faire du rattrapage. Beaucoup d'aînés vivent dans la pauvreté, et quatre aînés sur dix touchent le Supplément de revenu garanti. C'est dire qu'ils ne roulent pas sur l'or et dépendent des aides publiques.

Nous demandions à ce qu'il n'y ait pas deux catégories d'aînés, mais une seule: celle des 65 ans et plus. Or, dans le budget, nous avons vu le contraire, puisqu'il crée une première catégorie, de 65 ans à 74 ans, et une seconde, de 75 ans et plus. Nous ne sommes pas d'accord sur ce point. Nous voulions que la pension de la Sécurité de la vieillesse soit bonifiée de 110 \$ par mois pour rattraper l'inflation et redonner aux aînés leur pouvoir d'achat.

Nous connaissons les préoccupations des aînés, car nous étions allés les voir avant la pandémie. Nous avons hâte de retourner les voir. Entretemps, nous leur téléphonons et leur parlons, parfois, par l'intermédiaire d'une tablette ou d'autres moyens du même genre.

Les aînés ne se plaignent pas, mais le montant des loyers a explosé, que ce soit dans les résidences pour aînés ou ailleurs. Le pouvoir d'achat des aînés leur permet difficilement de joindre les deux bouts. Le prix de la nourriture, des commodités et des biens de base augmente et il faut rétablir l'équilibre. C'est ce que nous demandions, mais, malheureusement, nous ne retrouvons finalement pas grand-chose dans le budget, comme le disait mon collègue de Rivière-des-Mille-Îles.

À la lecture du budget, on constate qu'un paiement unique de 500 \$ sera effectué au mois d'août pour les 75 ans et plus. Cela nous donne une bonne idée du moment du déclenchement des élections, si c'est ce que veut le premier ministre. Il y aura donc un paiement au mois d'août, puis on s'en ira en élection.

Le budget prévoit également une augmentation de 10 % de la pension de la Sécurité de la vieillesse pour les 75 ans et plus. Cependant, cette augmentation viendra dans un futur projet de loi et entrera en vigueur non pas cet été, mais l'été suivant, comme si l'on pouvait aisément retarder la chose. À mon avis, il faudrait corriger le problème dès maintenant, mais ce n'est pas ce qui est présenté. De plus, j'insiste encore une fois en rappelant qu'il faut que les mesures s'appliquent dès l'âge de 65 ans.

### *Ordres émanant du gouvernement*

À ce sujet, l'analyste économique de Radio-Canada Gérald Fillion a écrit un texte très intéressant qui a été publié ce matin sur le site Web de Radio-Canada. Je le cite: « Deux questions se posent: d'abord, pourquoi ne pas commencer à bonifier la Sécurité de la vieillesse de 10 % dès cette année? Et ensuite, pourquoi ces mesures ne touchent que les 75 ans et plus? Pourquoi pas dès l'âge de 65 ans? » Ce sont des questions très légitimes que nous reprenons pour les poser au gouvernement. Le Réseau FADOQ et les groupes pour aînés du Québec ont eux aussi dénoncé cette façon de faire.

Gérald Fillion nous donne quelques éléments. Il rappelle que, au Canada, les gens subissent une très grande diminution de leurs revenus quand ils prennent leur retraite. En termes techniques, on parle de taux de remplacement net des pensions, lequel était de 50,7 % des revenus de préretraite au Canada en 2018. Au sein de l'Organisation de coopération et de développement économiques, ou OCDE, ce taux est plus élevé de 7 points de pourcentage. Dans l'Union européenne, il est de 63 %.

Ces données proviennent d'une étude portant sur 49 pays et dans laquelle le Canada se retrouve au 32<sup>e</sup> rang, loin derrière des pays comme l'Italie, l'Inde, la France ou le Danemark et à peine mieux classé que les États-Unis, où les inégalités explosent. Il s'agit de statistiques très préoccupantes et il y a donc matière à agir. Non seulement les aînés ont été les premières victimes de la pandémie, mais, en plus, il existait déjà une inégalité avant la pandémie.

Gérald Fillion conclut en disant ceci: « Il aurait été approprié, compte tenu du piètre résultat du Canada dans le classement de l'OCDE, que la majoration de 10 % s'amorce dès cette année, qu'elle s'applique dès l'âge de 65 ans et que cet enjeu soit libre de tout intérêt électoraliste. » Je n'aurais pas pu mieux dire.

● (1710)

L'autre élément que nous voulions voir dans le budget, et qui est une demande de Québec, comme je le disais, est le financement de la santé. Cela n'y figure pas, et on remarque que c'est un choix politique. Ce n'est pas par manque d'argent.

Dans le budget, on annonce un déficit de 354 milliards de dollars pour une multitude de programmes. Il était tout à fait possible d'aller chercher ce qu'il faut pour financer adéquatement la santé dans un tel montant, donc c'est un choix politique de ne pas l'avoir fait. Dans l'énoncé économique de l'automne dernier, le déficit annoncé était de 382 milliards; dans le budget, il est de 354 milliards, soit une différence de 28 milliards. C'est exactement le montant que le Québec et les provinces demandent en hausse des transferts en santé cette année. Il était donc tout à fait possible de s'engager en ce sens-là, et c'est un choix politique de ne pas l'avoir fait.

Concernant l'endettement, il ne faut pas oublier que le fédéral subit une détérioration temporaire de sa situation financière en raison de la pandémie. On a des chiffres astronomiques, mais on voit que, assez rapidement, le ratio va s'améliorer. Par exemple, dans les dernières années du budget, en 2025-2026, on reviendrait à 1,1 % du PIB. L'analyse ne va pas plus loin.

Cependant, dans une étude, le Conference Board du Canada a établi que le déficit budgétaire du gouvernement fédéral serait réduit de moitié en 2030-2031. Cela représente donc une diminution importante, sauf que le Conference Board du Canada rappelle que c'est l'inverse qui se produira pour les provinces, et cela est inquiétant. Le Conference Board du Canada, le directeur parlementaire du budget, les ministres des Finances et les premiers ministres des provinces le rappellent: il y a urgence d'agir.

### *Ordres émanant du gouvernement*

Ottawa a un gros déficit pendant la pandémie, cela va se rétablir rapidement, sauf que c'est exactement le contraire à l'échelle des provinces, à cause des dépenses et des coûts en santé qui explosent. Cela met les provinces dans une situation intenable, et il y a urgence d'agir.

Le directeur parlementaire du budget, le Conference Board du Canada et les autres calculent qu'il faut tout simplement que les transferts en santé soient augmentés à 35 % pour équilibrer la charge des coûts selon les impôts prévus. Il s'agit tout simplement de hausser les transferts à 35 % et cela doit être fait. Délibérément, cela n'a pas été fait dans ce budget.

Nous le déplorons évidemment, c'est inacceptable, mais cela s'inscrit dans une logique voulue, selon moi. Quand on lit le budget, qu'on écoute les discours et qu'on regarde les orientations du gouvernement, tout pointe dans ce sens-là.

On dirait qu'Ottawa prend un malin plaisir à mettre, à terme, les provinces dans des situations de dépendance et à s'assurer que la situation deviendra de plus en plus intenable pour celles-ci.

En parallèle, on voit Ottawa dire qu'il va financer, appuyer et épauler les provinces, sauf qu'il va mettre des normes et va finalement décider la façon dont cela va se passer. Le fédéral dit aux provinces et au Québec qu'ils n'auront plus la marge de manœuvre pour mener à bien des politiques, mais que lui l'a. Cela veut dire que si les provinces veulent avoir l'oseille d'Ottawa, elles vont devoir accepter sa façon de faire. Elles vont devenir les sous-traitantes d'Ottawa, qui va déterminer les priorités. On le voit dans les CHSLD.

En ce qui concerne le système des services de garde, on dit à Québec qu'il n'y aura pas de conditions, mais pour combien de temps? On voit qu'en santé, il n'y avait pas de conditions, et, là, il y en a pour des pinottes. À cet égard, Gaëtan Barrette, le ministre de la Santé libéral à Québec, avait taxé le gouvernement de faire du « fédéralisme prédateur », et ce n'est pas peu dire.

● (1715)

Que voit-on dans le budget? On voit plusieurs mesures qui mettent en place une infrastructure et qui permettent au gouvernement de s'ingérer dans les champs de compétence des provinces. On voit un cadre relatif aux soins en santé mentale, un cadre relatif à la santé des femmes et un cadre relatif à la santé reproductive. Ce sont tous des champs de compétence exclusifs au Québec et aux provinces. On voit aussi un cadre pour l'extraction des minéraux nécessaires au virage vert. De plus, on revient avec les valeurs mobilières pancanadiennes, et donc contre la volonté du Québec. On voit aussi un bureau fédéral pour la reconnaissance des diplômes étrangers, ce qui était fait par Québec et par les provinces. On voit une agence canadienne responsable de la gestion de l'eau et un cadre fédéral pour la formation de la main-d'œuvre. À ce sujet, on dit tout le temps à quel point cela fonctionne bien au Québec. Les élus de l'Assemblée nationale se sont inspirés de ce qu'ont fait l'Allemagne et les pays européens, et ils l'ont mis en place. C'est un exemple, et l'on s'en inspire. Il semble que l'on vise une chose, soit que l'élève corrige la copie du maître, comme le disait le chef du Bloc québécois un peu plus tôt aujourd'hui.

Tout cela est très inquiétant. Toutes ces mesures, tous ces cadres et toutes ces politiques ne représentent pas d'importantes sommes dans le budget, sauf que cela témoigne de l'intention de mettre en place des infrastructures en vue de continuer à avancer. La vision du gouvernement, c'est de vouloir contrôler les domaines spéci-

fiques qui, selon la Constitution, sont l'apanage des provinces. Il a le pouvoir de dépenser et cela lui permet d'aller mettre son nez partout, sauf qu'on est ainsi de moins en moins dans une fédération où il y a une autonomie sur le plan des provinces et de plus en plus dans un pays centralisé où tout se jouerait ici. L'autonomie, chère au Québec, on s'en balance. On a affamé les provinces. Étant donné l'augmentation des dépenses en santé, elles n'ont plus de marge de manœuvre. Si elles veulent un peu d'oxygène, elles doivent se tourner vers Ottawa, qui va leur dire comment faire les choses. Cela est très inquiétant.

À ce sujet, je citais plus tôt Gerald Fillion. Je vais maintenant citer Antoine Robitaille. Ce matin, il a signé un texte très intéressant dans *Le Journal de Montréal*. On pouvait y lire:

Mais comme souvent au Canada, lorsque quelque chose semble nécessaire et souhaitable, le grand frère fédéral se fout des règles constitutionnelles et prend l'initiative.

Un programme pancanadien de garderie est évidemment un envahissement d'un champ de compétence des provinces.

Je répète que, pour l'instant, Ottawa affirme qu'il n'imposera pas de règles au Québec. Or nous nous demandons pour combien de temps ce sera le cas.

Un peu plus loin dans le texte, Antoine Robitaille revient sur la dissidence du juge Malcom Rowe, de la Cour suprême, le mois dernier, au sujet de la constitutionnalité de la taxe carbone. Rowe citait un constitutionnaliste, Peter Hogg.

Selon ce dernier, lorsque dans un pays fédéral le pouvoir central prépondérant recouvre « complètement le pouvoir régional », ce pays cesse d'être fédéral.

Dans un tel régime, les provinces peuvent exercer leur compétence comme elles le veulent... « tant qu'elles le font d'une manière autorisée par les lois fédérales »!

Difficile pour une nation comme le Québec de continuer de se développer selon ses propres choix quand une telle dynamique devient la règle.

Antoine Robitaille démontre, en s'appuyant sur le programme relatif aux services de garde subventionnés, l'attitude du gouvernement et sa façon de faire, ici, à la Chambre. Cela est très inquiétant pour le Québec, qui veut jouir de son autonomie et faire les choses à sa manière. Il y a quelques semaines, j'ai présenté à la Chambre un projet de loi portant sur une déclaration de revenus unique gérée par Québec. En comité, les libéraux nous ont dit qu'il n'en était pas question, qu'ils pouvaient accommoder le Québec tant que cela ne leur déplaisait pas, que cela était trop compliqué et que tout allait être géré ici, car c'était la façon de faire. Le Québec deviendra un sous-traitant. C'est une façon de faire inacceptable. Plusieurs éléments du budget mettent la table pour que l'on continue à aller vers un pays qui est moins une fédération et plus un État central. Évidemment, pour le Québec, cela est complètement inacceptable.

Pour terminer, je dirai que c'est un dur temps pour les autonomistes.

• (1720)

[Traduction]

**M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et ministre des Affaires intergouvernementales et du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.):** Madame la Présidente, j'aimerais revenir sur ce qu'un certain nombre de députés de l'opposition ont dit à propos des mesures destinées aux aînés de 75 ans et plus. Personnellement, je considère qu'il s'agit d'une excellente nouvelle. Pendant la dernière campagne fédérale, nous avons promis de faire exactement ce que nous faisons avec ce budget, puisque, déjà à l'époque, nous disions que c'est ce que nous ferions pour les Canadiens de 75 ans et plus. C'est rendu que l'opposition nous critique parce que nous tenons nos promesses électorales.

J'invite mes collègues à se remémorer les premières années de notre mandat. Nous avons bonifié le Supplément de revenu garanti pour tous les aînés de 65 ans et plus, ce qui a permis de sortir des centaines d'aînés de Winnipeg-Nord de la pauvreté — je n'exagère pas —, et des milliers d'autres partout au pays.

Qu'en pense le député: était-ce important que nous honorions la promesse que nous avons faite aux aînés de 75 ans et plus? Nous avons dit que c'est ce que nous ferions, et c'est ce que nous avons fait.

[Français]

**M. Gabriel Ste-Marie:** Madame la Présidente, je remercie mon collègue de son commentaire et de sa question.

En effet, c'était une promesse de son parti, mais c'est insuffisant. De notre point de vue et de celui des aînés de nos circonscriptions, il est inacceptable de créer deux classes d'aînés, c'est-à-dire les personnes âgées de 65 à 74 ans et les personnes âgées de 75 ans et plus.

Je me réfère à nouveau à ce que dit Gérald Fillion, qui rappelle qu'il y a beaucoup de pauvreté chez les aînés et que « près de quatre personnes sur dix, âgées de plus de 65 ans au Québec, [...] doivent faire appel au Supplément de revenu garanti pour combler leurs besoins à la retraite. » Il ne parle pas seulement des personnes âgées de 75 ans et plus, mais de l'ensemble des aînés âgés de 65 ans et plus. Pour nous, au Bloc québécois, créer deux classes d'aînés est donc inacceptable.

**M. Luc Berthold (Mégantic—L'Érable, PCC):** Madame la Présidente, je remercie mon collègue de son discours.

En effet, je suis d'accord avec ses propos sur certains points. Il y a beaucoup de choses que nous, conservateurs, demandions au gouvernement fédéral et qui se sont retrouvées dans le budget.

Or, une chose m'étonne et je vais faire un lien entre deux dossiers. Premièrement, on a parlé du fait que les personnes âgées de 75 ans vont avoir droit en juillet de cette année à 500 \$, mais que les gens âgés de 65 à 74 ans sont complètement laissés pour compte dans ce budget.

L'autre dossier qui nous tient beaucoup à cœur est celui des prestations de maladie de l'assurance-emploi, lesquelles passeront d'une durée maximale actuelle de 15 semaines à un total de 26 semaines en 2022. D'ici là, des gens pourront tomber malades, avoir une maladie grave et manquer de ressources pendant au moins 10 à 15 semaines. Pourtant, la Chambre avait même adopté une motion demandant de prolonger la période des prestations jusqu'à 50 semaines.

### *Ordres émanant du gouvernement*

J'aimerais entendre ce que mon collègue a à dire à ce sujet.

• (1725)

**M. Gabriel Ste-Marie:** Madame la Présidente, je remercie sincèrement mon collègue de Mégantic—L'Érable de ses questions et de ses commentaires. Je suis tout à fait en accord avec les points qu'il a soulevés.

D'une part, les gens âgés de 75 ans et plus auront 500 \$ juste avant le déclenchement des élections. Cette basse manœuvre électoraliste me pue au nez et est inacceptable. Ensuite, la bonification de la pension de la Sécurité de la vieillesse versée aux personnes âgées de 75 ans et plus passera par un projet de loi, lequel ne sera déposé qu'après les élections si l'on comprend bien. Cette promesse en sera à sa deuxième élection, ce qui est inacceptable, et dépendra de la réélection du gouvernement libéral, laquelle est loin d'être garantie lorsqu'on sait à quel point les choses bougent beaucoup lors d'une élection.

Pour en revenir aux prestations de maladie de l'assurance-emploi, la Chambre a en effet adopté une motion visant une durée de 50 semaines. Nous, les législateurs, sommes les patrons du gouvernement et le gouvernement n'a pas écouté ses patrons. La Chambre a voté en faveur de 50 semaines, le gouvernement n'offre actuellement que 15 semaines, et n'offrira en fin de compte que 26 semaines: c'est inacceptable.

[Traduction]

**Mme Niki Ashton (Churchill—Keewatinook Aski, NPD):** Madame la Présidente, la pandémie a mis au jour les inégalités de la société canadienne. Les Premières Nations affichent l'un des taux d'infection à la COVID-19 les plus élevés. Cette situation est directement attribuable à leurs conditions de vie dignes du tiers monde, et surtout au caractère inadéquat de leurs logements.

La crise du logement chez les Premières Nations découle de décennies de négligence de la part du gouvernement fédéral. Malheureusement, le budget ne prévoit pas de stratégie sur le logement destinée aux communautés autochtones ou élaborée par elles. Cette crise du logement nécessite une intervention immédiate du gouvernement fédéral. Construire des logements pour les Premières Nations sauvera des vies.

Mon collègue convient-il qu'il faut des investissements majeurs dans les logements pour les communautés des Premières Nations et les communautés autochtones?

[Français]

**M. Gabriel Ste-Marie:** Madame la Présidente, je suis tout à fait d'accord.

Si je prends l'exemple de la communauté des Attikameks de Manawan, qui est située dans le nord de la circonscription que je représente, la situation du logement y est tout à fait déplorable. On parle souvent de cinq, six, sept, huit, mais aussi jusqu'à 10, 12 ou 14 personnes qui s'entassent dans de petits bungalows surpeuplés, souvent désuets et en mauvais état, et avec des problèmes de moisissure.

Un grand coup de barre est nécessaire à cet effet. Je tiens à rappeler l'importance d'avoir aussi des logements sociaux en milieu urbain pour les Premières Nations et les Autochtones: c'est une grande priorité pour notre formation politique.

*Affaires émanant des députés*

**Mme Monique Pauzé (Repentigny, BQ):** Madame la Présidente, je félicite mon collègue et ami de Joliette pour son discours très inspirant. J'ai l'impression qu'il nous a donné un cours sur le fédéralisme. Je veux revenir là-dessus, parce que je trouve que c'est très important pour le Québec.

Effectivement, le gouvernement nous garde dans un état de dépendance. Ainsi, il devient le papa qui nous dit quoi faire. C'est une espèce de fédéralisme de supervision, où l'on crée des agences, des centres d'appel, des bureaux fédéraux et toute sorte de choses.

J'aimerais encore entendre les commentaires de mon collègue à ce sujet, parce que c'est super important pour le Québec. La vision du fédéralisme que le gouvernement met en avant ne convient pas du tout.

**M. Gabriel Ste-Marie:** Madame la Présidente, je remercie ma collègue et amie de Repentigny de ses commentaires.

Ottawa prend ce chemin depuis plusieurs années déjà. Il se constitue de plus en plus en État central et de moins en moins en fédération où le Québec peut jouir d'une certaine autonomie.

Il y a déjà quelque temps que la militante canadienne-anglaise Naomi Klein rappelait, dans son livre *La Stratégie du choc: la montée d'un capitalisme du désastre*, que les milieux de pouvoir profitent souvent des crises pour façonner les politiques.

Le budget semble en être une jolie application. Dans ces 841 pages, on met l'infrastructure en place pour pouvoir décider de tout ce qui peut être dépensé dans les champs de compétence des provinces, tout en sachant que les provinces vont continuer d'être asphyxiées si Ottawa refuse d'augmenter les transferts en santé. Tout est donc en place pour passer d'une fédération à un État très centralisé.

● (1730)

**M. Luc Berthold (Mégantic—L'Érable, PCC):** Madame la Présidente, je sens que mon collègue en aurait beaucoup à dire à ce sujet. Or, s'il le veut bien, je vais passer à une autre sujet.

La chose qui m'a particulièrement touché dans le budget, c'est de voir à quel point les libéraux sont capables de faire une promesse, de la répéter sans cesse et de ne pas la tenir. Dans ce budget, des centaines de milliards de dollars ont été distribués à presque tous les groupes qui ont fait des demandes. Je parle des producteurs de lait et des producteurs sous la gestion de l'offre. Depuis la conclusion de l'Accord Canada—États-Unis—Mexique, ils s'attendent à recevoir la compensation pleine et entière que le gouvernement avait promise dans le cadre des négociations qui avaient été menées sur leur dos. Il n'y a absolument rien dans le budget pour eux.

En tant que député de Joliette, que va dire mon collègue aux producteurs de lait, de volaille et d'œufs au sujet du budget?

**M. Gabriel Ste-Marie:** Madame la Présidente, c'est assez hallucinant de constater qu'une compensation avait été prévue dans l'énoncé de l'automne dernier, mais que, dans les 841 pages du budget où l'on propose de nouvelles mesures totalisant près de 150 milliards de dollars, il n'y a toujours rien sur le plan des compensations pour les producteurs sous gestion de l'offre. Cela est évidemment inacceptable.

J'ai présenté à la Chambre une motion visant que les producteurs reçoivent une pleine compensation en vertu du nouvel ALENA. Ma motion avait reçu l'appui unanime de la Chambre, puisque l'ancien

député de Beauce était sorti pour aller au petit coin. On s'attendait à ce que cela y soit, mais cela n'y est pas.

Je remercie mon collègue d'avoir posé cette question hier lors du breffage en comité à huis clos. Je me souviens des fonctionnaires qui nous ont répondu qu'il n'y a rien à ce sujet. C'est inacceptable.

## AFFAIRES ÉMANANT DES DÉPUTÉS

[Traduction]

### LE SOUTIEN DES SECTEURS DU PÉTROLE ET DU GAZ

**M. Ziad Aboultaif (Edmonton Manning, PCC)** propose:

Que:

a) de l'avis de la Chambre, le gouvernement devrait reconnaître que,

(i) remplacer le pétrole et le gaz par des options plus écologiques n'est pas faisable sur le plan technologique ou économique,

(ii) le Canada a besoin du pétrole et du gaz pour chauffer les maisons, les écoles et les hôpitaux, propulser les véhicules, mettre du pain sur la table des Canadiens et produire de l'électricité,

(iii) le pétrole et le gaz naturel canadiens sont produits selon les normes environnementales les plus strictes du monde et les producteurs canadiens sont des chefs de file du domaine environnemental à l'échelle mondiale ainsi que des entreprises socialement responsables,

(iv) l'exploitation de ressources canadiennes crée des emplois pour les Canadiens,

(v) les Premières Nations participant à l'industrie canadienne du pétrole et du gaz en récoltent des bénéfices économiques considérables, comme des taux d'emploi supérieurs et des salaires supérieurs, mais aussi une amélioration de la santé et du niveau d'études,

(vi) les recettes fiscales tirées de l'industrie des combustibles fossiles contribuent largement au trésor public du pays, facilitant les paiements de transfert qui profitent à tous les Canadiens et permettant au pays de se doter des programmes sociaux dont tous les Canadiens ont besoin;

b) la Chambre reconnaisse que,

(i) l'industrie canadienne du pétrole et du gaz, de l'Ouest du pays jusqu'en Atlantique, est essentielle au bien-être de la nation et devrait être célébrée,

(ii) les obstacles fiscaux et réglementaires limitant la croissance responsable de l'industrie pétrolière et gazière du Canada devraient être supprimés.

— Madame la Présidente, j'ai l'honneur de prendre la parole aujourd'hui pour présenter ma motion d'initiative parlementaire, la motion M-61, en appui aux secteurs du pétrole et du gaz.

Comme le titre l'indique, cette motion demande au gouvernement et à la Chambre de reconnaître l'importance du secteur de l'énergie au Canada. Bien que le titre de cette motion soit simple, les raisons pour lesquelles nous devrions l'adopter ne le sont pas.

À l'heure actuelle, le Canada fait face à une crise grave et inédite. La COVID-19 fait des ravages dans les provinces, mettant des centaines de milliers de Canadiens au chômage. La pandémie a entraîné des déficits budgétaires gigantesques, qui doivent être comblés, afin de ne pas accabler les générations futures pour aider la génération actuelle. Il y a aussi le rôle essentiel que cette industrie a joué dans le développement de technologies vertes.

Ces enjeux ne peuvent pas être résolus par une seule industrie, par un seul organisme gouvernemental ou par une seule personne, mais, en tant que législateurs, si nous tâchons de soutenir les industries, nous pouvons à coup sûr contribuer à affronter ces enjeux. L'industrie de l'énergie est l'une de celles qui peuvent faire le plus pour nous aider à y parvenir.

*Affaires émanant des députés*

En janvier 2021, le taux de chômage national était de 9,4 %. Aux États-Unis, il était de 6,3 %. Au Royaume-Uni, il était de 5 %. De toute évidence, la campagne de vaccination se déroule mieux là-bas qu'ici, mais une voie s'offre clairement à nous pour permettre aux Canadiens de retourner au travail.

Notre industrie énergétique peut certainement y contribuer. Je vais parler un peu de l'Alberta, qui est ma province et l'endroit que je connais le mieux. Toutefois, ce que je dirai s'applique à l'ensemble des provinces et des territoires du Canada. L'industrie énergétique en Alberta est l'un des plus importants secteurs de la province et correspond à 10,6 % du PIB du Canada. Elle engendre des milliards de dollars en revenus et, plus important encore, elle crée des centaines de milliers d'emplois bien rémunérés pour les Canadiens et les Autochtones, qui sont directement ou indirectement liés au processus d'extraction et de raffinage des produits pétroliers et gaziers. Ce sont d'excellents emplois. Ils sont bien rémunérés; ils permettent de nourrir les familles et de payer les études des enfants. Ces emplois font en sorte que des Canadiens peuvent avancer dans la vie et aider leurs enfants, leurs parents, leurs partenaires et leurs êtres chers à faire de même.

Les emplois créés par notre industrie énergétique ne se limitent pas non plus au forage et au raffinage. Bien sûr, il faut des personnes sur les plateformes, mais il faut aussi des chimistes et des ingénieurs pour raffiner le pétrole et le gaz, et obtenir le produit final. Il faut des spécialistes de l'environnement pour aider à préserver les zones limitrophes et à restaurer les sites. Il faut des avocats pour nous aider à nous conformer aux règlements et des comptables pour payer les taxes qui reviennent aux gouvernements fédéral et provinciaux, et ainsi de suite.

Ce sont des emplois de col bleu et de col blanc. Ce sont des emplois pour des étudiants et des professionnels, des emplois pour tous les Canadiens, en fait. Ce sont des emplois dont nous avons cruellement besoin, d'autant plus que, espérons-le, nous verrons bientôt la fin de cette pandémie. J'ai parlé du taux de chômage plus tôt, mais une autre statistique que j'aimerais que mes collègues gardent à l'esprit est celle que j'ai utilisée lors d'un précédent discours à la Chambre, à savoir que plus de 200 000 Canadiens ont perdu leur emploi en janvier 2021, à cause de la pandémie de COVID-19. Nous devons soutenir les industries lorsque nous pourrions enfin rouvrir notre économie. Notre industrie pétrolière et gazière peut jouer un rôle crucial dans la création d'emplois pour les milliers de Canadiens qui retourneront bientôt au travail.

• (1735)

Ces emplois ne se limitent pas à l'Alberta. Comme je l'ai dit plus tôt, il s'agit d'emplois créés dans l'ensemble des provinces et des territoires d'un bout à l'autre du pays. Il y a des projets de forages en mer à Terre-Neuve-et-Labrador. Il y a le gaz naturel en Colombie-Britannique. En Saskatchewan, c'est la potasse et le pétrole. C'est en Ontario qu'ont été lancés certains des premiers projets énergétiques au Canada.

Partout au pays, cette industrie crée des emplois durables pour les Canadiens et, comme l'a mentionné le premier ministre de l'Alberta, qu'il s'agisse de Canadiens de naissance ou d'adoption, l'industrie énergétique a besoin de leurs vaillants efforts.

J'ai parlé de la question des déficits budgétaires. L'année dernière, il y a eu un déficit de 354 milliards de dollars, le plus important de l'histoire du Canada. Cette année, le déficit devrait presque atteindre 155 milliards de dollars, si la COVID n'entraîne pas de

nouvelles dépenses imprévues. Je sais que le budget présenté hier par le ministre des Finances comporte des cibles budgétaires pour la réduction progressive des déficits liés à la COVID et la réduction de la taille de la dette fédérale en proportion de l'économie. C'est une bonne nouvelle et l'industrie canadienne de l'énergie est là pour aider.

Je suis sûr que tous mes collègues sont au courant de l'importance des redevances énergétiques pour le budget de l'Alberta. L'ancien premier ministre Ralph Klein a remboursé la totalité de la dette provinciale de l'Alberta, en partie grâce aux redevances sur les ressources de notre industrie énergétique. Je ne dis pas que le gouvernement doit suivre l'exemple du gouvernement Klein, mais nous pouvons certainement en tirer des leçons. Les revenus générés par l'industrie pétrolière et gazière de l'Alberta aident à financer des programmes et des services pour les Albertains de toute la province, de Fort McKay à Peace River en passant par Taber, Medicine Hat et toutes les autres régions de la province.

À l'heure actuelle, avec l'énorme budget que nous envisageons en réponse à la pandémie, nous ne devrions pas écarter la possibilité de soutenir cette industrie, qui est cruciale pour notre économie, non seulement à cause des emplois qu'elle crée, mais aussi à cause des revenus qu'elle génère. Un secteur pétrolier et gazier bien appuyé contribuera à augmenter les recettes du gouvernement pour aider à payer les services dont les Canadiens ont besoin, à réduire le déficit et à rembourser nos dettes.

Nous devrions appuyer le secteur des hydrocarbures parce qu'il contribue énormément au développement des technologies de l'énergie verte. Je ne sais pas combien de mes collègues des deux côtés de la Chambre le savent, mais, au cours des dernières décennies, le secteur canadien des hydrocarbures a été l'une des sources les plus importantes de développements de technologies vertes de renommée mondiale. Les sociétés énergétiques canadiennes sont des chefs de file dans ce domaine. Elles s'assurent que nos produits pétroliers et gaziers sont parmi les plus propres au monde pour ce qui est des émissions de gaz à effet de serre.

Il y a un peu plus de deux semaines, j'ai eu le plaisir de visiter Enhance Energy, à Clive, en Alberta. Clive est une très petite ville d'une région rurale de l'Alberta située dans la circonscription de mon bon ami le député de Red Deer—Lacombe. Honnêtement, l'entreprise m'a renversé avec ses installations et ses opérations techniques. On m'a montré comment l'entreprise s'efforce de développer de nouvelles technologies pour contribuer à l'exploitation écologique du pétrole et du gaz, surtout grâce aux technologies de captage du carbone.

Quand j'ai visité l'entreprise, j'ai vu des données sur la quantité de carbone qu'elle pouvait capter, et je crois que cela montre à quel point cette industrie est avant-gardiste au Canada. L'entreprise peut capter une quantité de carbone qui équivaut au retrait de plus de 300 000 véhicules de la route. Je ne parle pas de véhicules électriques ou hybrides. Je parle de véhicules à essence classiques propulsés par un moteur à combustion. Il faut remercier les progrès technologiques réalisés par une entreprise canadienne d'hydrocarbures. Si une telle innovation ne mérite pas notre soutien, je ne sais pas ce qui pourrait le mériter.

*Affaires émanant des députés*

• (1740)

Comme le savent les députés, ce n'est qu'un exemple d'une entreprise canadienne du secteur de l'énergie qui conçoit des technologies de pointe pour nous aider avec notre production de carbone. Il en existe des centaines d'autres. Comme je l'ai dit, l'industrie pétrolière et gazière du Canada est à la fine pointe des technologies vertes. Je parle de la séquestration du carbone, de nouvelles façons plus efficaces d'extraire et de raffiner les produits énergétiques, et plus encore. Comme le budget présenté hier met l'accent sur les dépenses en environnement, les technologies vertes et la réduction des émissions de carbone, je suis certain que la ministre des Finances sera ravie d'entendre toutes les façons dont l'industrie de l'énergie contribue à la lutte contre les changements climatiques.

Le secteur pétrolier et gazier du Canada est un des plus grands moteurs économiques du pays, responsable de la création de centaines de milliers d'emplois d'un océan à l'autre. Il fait vivre des familles tout en contribuant à la création de sources de revenus durables pour les gouvernements provinciaux et le gouvernement fédéral. Les recettes qui en découlent financent l'éducation et les soins de santé de tous les Canadiens. En dernier lieu, mais non le moindre, le secteur pétrolier est un important moteur de l'innovation et de la conception technologique de calibre mondial qui contribuent à la protection de l'environnement.

Bref, on ne peut pas exagérer l'importance du secteur gazier et pétrolier du Canada. Des centaines de milliers de Canadiens de partout au pays dépendent de cette industrie vitale et de ses emplois bien rémunérés. Les sociétés de ce secteur méritent notre soutien. C'est une industrie qui a tant fait au fil des ans pour soutenir les Canadiens et le Canada. Je pense donc qu'il est temps que le Canada lui rende la pareille.

Voici quelques faits essentiels sur l'industrie pétrolière.

En 2019, le secteur canadien de l'énergie comptait plus de 282 000 emplois directs et plus de 550 000 emplois indirects. Il représente plus de 10 % du produit intérieur brut nominal. L'énergie est le plus important sous-secteur de l'économie du Canada: elle représentait 221 milliards de dollars en 2018. Les revenus gouvernementaux provenant de l'énergie s'élevaient à environ 17,9 milliards de dollars, toujours en 2018. Plus de 1,1 milliard de dollars ont été investis par les gouvernements dans la recherche, le développement et la mise en œuvre de technologies dans le secteur de l'énergie en 2018-2019. Le Canada est le sixième producteur d'énergie, le quatrième exportateur net et le huitième consommateur.

À compter de l'an 2000, la part de l'industrie pétrolière et gazière dans l'économie totale s'est élevée en moyenne à environ 5 % du PIB canadien et 20 % du PIB albertain. Sa part des emplois était de 0,4 % au Canada et 2,9 % en Alberta. Ses principaux fournisseurs d'entrées comprennent les industries de la fabrication, à 18,7 %, le secteur de la finance, des assurances et des services immobiliers, à 18,8 %, des services professionnels, à 2,8 %, d'autres industries de l'exploitation minière, à 12,8 %, des services administratifs, à 7,9 %, et l'industrie du pétrole et du gaz elle-même, à 7,4 %. En passant, en ce qui concerne la demande mondiale en énergie, les projections de l'offre et de la demande jusqu'en 2040 indiquent qu'en dépit d'un ralentissement de la croissance de la consommation intérieure de combustibles fossiles, la production de pétrole brut et de gaz naturel continue d'augmenter.

Je remercie mes collègues de m'avoir écouté aujourd'hui. J'espère que la motion M-61 appuyant le secteur du pétrole et du gaz obtiendra leur soutien.

• (1745)

[Français]

**M. Mario Simard (Jonquière, BQ):** Madame la Présidente, en écoutant mon collègue, une question toute simple m'est venue à l'esprit.

On sait que son chef a fait une annonce, plus tôt, sur la tarification du carbone. En lisant sa motion, je me demande si mon collègue croit, lui, à la tarification du carbone.

Est-il d'accord avec son chef pour qu'il y ait une tarification du carbone?

• (1750)

[Traduction]

**M. Ziad Aboultaif:** Madame la Présidente, je m'attendais à une question sur le projet de loi ou l'importance de l'industrie pétrolière et gazière, mais le député choisit plutôt de me poser cette question-là.

Notre chef a présenté un plan complet qui nous aidera à composer avec les changements climatiques et les défis que nous devons relever. Comme je l'ai dit dans mon discours, l'industrie pétrolière et gazière de l'Alberta et du Canada jouera un rôle crucial dans la lutte contre les changements climatiques. C'est ainsi que nous y arriverons. Voilà la voie que choisissent les conservateurs.

**M. Richard Cannings (Okanagan-Sud—Kootenay-Ouest, NDP):** Madame la Présidente, le député parle beaucoup des avantages économiques de l'industrie pétrolière et gazière, mais, à l'instar d'autres Canadiens, je me préoccupe beaucoup des coûts économiques. Il y a les coûts liés aux changements climatiques, bien sûr, et les coûts liés aux soins de santé. Selon un rapport récent, les coûts en santé liés à la pollution de l'air issue des combustibles fossiles annulent totalement les avantages économiques.

Il y a aussi les coûts liés au nettoyage. D'après des documents publiés par l'organisme de réglementation de l'énergie de l'Alberta, l'assainissement des lieux à la suite de l'exploitation des sables bitumineux coûtera entre 130 et 260 milliards de dollars. La décontamination des puits orphelins coûtera entre 40 et 70 milliards de dollars. C'est là un total de 300 milliards de dollars.

Pourquoi célébrerions-nous le fait que l'industrie refile tous ces coûts aux contribuables canadiens?

**M. Ziad Aboultaif:** Madame la Présidente, nous sommes ravis que les centaines de milliards de dollars générés par cette industrie aient contribué à renforcer l'économie canadienne au cours des dernières décennies. Cette industrie continuera d'apporter sa contribution en participant à la relance après la pandémie de COVID-19 et aux efforts de lutte contre les changements climatiques.

L'activité économique contribue à renforcer l'économie. Il serait injuste de faire fi de la contribution d'une industrie à l'économie du Canada et de l'ensemble des provinces. Nous devons reconnaître et célébrer sa contribution, et l'aider à continuer de mettre au point des technologies pour composer avec les problèmes liés aux changements climatiques. Je crois que tous les députés comprennent que cette industrie doit jouer l'un des rôles les plus importants.

Si on se soucie vraiment des changements climatiques et de l'environnement, alors cette industrie doit faire partie de la solution. Nous devons soutenir et célébrer cette industrie, car elle nous aide à trouver des solutions à ces problèmes.

**La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes):** Nous passons aux questions et observations. La députée de Yorkton—Melville a la parole pour une brève question.

**Mme Cathay Wagantall (Yorkton—Melville, PCC):** Madame la Présidente, je suis vraiment reconnaissante de ce que mon collègue a présenté ce soir. En vérité, nous nous soucions beaucoup de l'environnement de ce côté-ci de la Chambre. C'est pourquoi nous encourageons l'utilisation du pétrole et du gaz canadiens, plutôt que l'importation de pétrole étranger sur la côte Est, un pétrole sale et non éthique. Si l'on se soucie vraiment de préserver l'environnement, voilà ce qui compte.

Je voudrais demander au député s'il sait dans quelle mesure il est question de l'industrie pétrolière et gazière dans ce budget. Amanda Lang a affirmé qu'on l'y retrouvait. Je vais la citer, et peut-être que le député pourrait nous donner son point de vue à ce sujet. Dans l'émission *Power Play* avec Evan Solomon, elle a dit: « Je vais vous dire, Evan — et c'est probablement l'un des postes budgétaires les plus ennuyeux, mais il est important, surtout pour les entreprises du secteur primaire —, le budget prévoit une forme d'augmentation de l'impôt des sociétés dont les libéraux parlent depuis un certain temps. Il s'agit d'une réduction des déductions admissibles relatives aux intérêts et aux dividendes. Ce n'est pas un sujet qui excitera les foules, mais... »

**La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes):** Je dois laisser du temps pour la réponse. J'avais bien demandé à la députée de poser une brève question. Elle aura sans doute l'occasion d'en dire plus long.

Le député d'Edmonton Manning a la parole.

**M. Ziad Aboultaif:** Madame la Présidente, comme je l'ai dit dans mon discours et en réponse à certaines questions, nous n'avons pas le choix. Nous devons appuyer cette industrie et lui donner ce qu'elle mérite.

J'invite les députés qui n'en ont pas eu la chance à visiter l'Alberta pour y constater de leurs propres yeux, et non dans tel ou tel rapport, le rendement de l'industrie et comprendre ce qui s'y fait. Ils seront impressionnés.

• (1755)

**M. Marc Serré (secrétaire parlementaire du ministre des Ressources naturelles, Lib.):** Madame la Présidente, je suis heureux de m'adresser aux députés et aux gens de ma circonscription, Nickel Belt, dans la région du Grand Sudbury, capitale minière du Canada, située sur le territoire du Traité Robinson-Huron de 1850, sur les terres ancestrales non cédées des peuples atikameksheng anishnawbek et wahnapiatae, et domicile du peuple métis.

D'abord, j'aimerais remercier le député d'Edmonton Manning de sa motion. Il est un entrepreneur prospère, et j'aime penser que j'en suis un également. Comme moi, le député ne souhaite rien d'autre que la prospérité pour l'industrie des ressources naturelles du Canada et les collectivités qui en dépendent. Voilà pourquoi j'aimerais aborder la motion en deux volets, à commencer par le positif.

### Affaires émanant des députés

[Français]

Cette approche reflète mon style personnel parce que je suis une personne positive, constructive et sociable. C'est pour cela que je me suis lancé en politique, pour faire une différence.

Je veux contribuer à améliorer la vie en servant les nombreuses communautés dans ma vaste circonscription, Nickel Belt, en apprenant à connaître plus de gens et en me faisant plus d'amis tout au long du parcours parce que c'est là où la vie est enrichissante.

L'une de nos devises est de toujours voir le positif dans ce que les gens ont à offrir.

[Traduction]

Parlons des choses à propos desquelles le gouvernement et moi-même sommes d'accord avec mon collègue.

D'abord, il est manifeste qu'il est à fond derrière les travailleurs qui dépendent du secteur de l'énergie canadienne. C'est pareil pour nous. Je sais que le ministre des Ressources naturelles, qui est député d'une province produisant de l'énergie, soutient aussi à fond les travailleurs de ce secteur.

Ensuite, nous sommes d'accord pour dire que ce secteur est une source majeure d'emplois partout au pays et pour les populations autochtones. De fait, nous soutenons des programmes qui encouragent une participation accrue. Le secteur de l'énergie canadien crée et soutient des emplois bien rémunérés et hautement qualifiés qui génèrent des recettes fiscales servant à financer les programmes sociaux qui nous sont chers, et il se trouve à la pointe de l'innovation dans la lutte mondiale contre les changements climatiques.

Il est vrai que notre pays dépend actuellement du pétrole et du gaz pour chauffer nos maisons, nos écoles et nos hôpitaux, pour faire fonctionner nos véhicules et pour alimenter en carburant un secteur agricole qui nourrit le Canada et le monde. C'est pourquoi nous encourageons le secteur de l'énergie à poursuivre ses efforts pour réduire son empreinte carbone, afin de rester compétitif dans l'économie mondiale à faible émission de carbone en supplantant des sources plus polluantes comme le charbon.

[Français]

Pendant, c'est ici que je commence à me dissocier du député d'en face.

Cela commence par l'apparente célébration du statu quo pour la motion. Elle ignore tout simplement la voie nécessaire que les entreprises doivent suivre dans un environnement difficile, un environnement où de nombreux gestionnaires de fonds d'investissement placent leurs milliards dans des pays qui prennent la crise climatique au sérieux.

Je dirais, avec le plus grand respect, que c'est de la folie et que cela ne reconnaît tout simplement pas que les changements climatiques sont réels, malgré ce que pensent les membres du Parti conservateur. Les changements climatiques sont déjà nuisibles et ils vont empirer si nous-mêmes et les autres nations ne prenons pas des mesures sérieuses.

[Traduction]

Des entreprises comme Suncor, Cenovus et Canadian Natural Resources le comprennent. Elles prennent cette crise au sérieux. C'est d'une importance cruciale parce qu'elles comptent parmi les entreprises qui possèdent l'ingéniosité et les moyens financiers dont nous avons besoin durant cette période de transition.

*Affaires émanant des députés*

Sur le site Web de Cenovus, on peut lire ceci: « Nous croyons que les entreprises qui ne s'adaptent pas à cette transition s'exposent à des risques croissants liés au carbone, tandis que celles qui agissent maintenant seront bien placées pour assurer leur résilience à long terme. »

● (1800)

[Français]

Je peux également rapporter les propos du premier ministre Jason Kenney, qui a déclaré aux fidèles de son parti que l'Alberta ne pouvait plus faire l'autruche et « prétendre que les aspirations derrière l'Accord de Paris n'ont pas une grande influence sur la manière dont les fonds sont alloués et sur la manière dont les décisions sur l'accès au marché sont prises. »

La motion n'omet pas simplement de reconnaître que d'autres vont vers où va la rondelle, je pense également qu'elle ne reflète pas correctement la vision de ce gouvernement pour le secteur.

Mettons une chose au clair sur la carboneutralité. Il s'agit d'explorer les ressources naturelles du Canada de façon plus propre et plus durable, tout en soutenant la recherche de la façon dont nous pouvons créer des industries orientées vers l'exportation autour de l'hydrogène, des produits pétrochimiques, des *Packaging Recovery Notes*, ou PRN, de la capture du carbone et des fibres de carbone.

[Traduction]

Je dois aussi m'opposer à une motion qui ne reconnaît pas le rôle joué par le gouvernement libéral, alors qu'il a permis de préserver des emplois depuis le début de la pandémie, y compris en investissant plus de 2,8 milliards de dollars pour aider les travailleurs du secteur de l'énergie et leur famille pendant cette pandémie.

[Français]

Ce financement aide à conserver et à créer des milliers d'emplois bien rémunérés. Il permet également d'améliorer la performance environnementale du secteur afin qu'il puisse jouer un rôle clé dans l'avenir de la croissance propre du Canada.

J'aimerais ajouter une dernière critique constructive. La motion néglige de mentionner que nous répondons à ce nouveau climat d'investissement mondial par un plan climatique puissant. Ce plan comprend un prix sur la pollution par le carbone, une interdiction de l'électricité produite par le charbon d'ici 2030 et, plus récemment, un investissement initial de 15 milliards de dollars pour aider à atteindre nos objectifs de 2030 et de 2050 dans le cadre de l'Accord de Paris, avec des fonds pour améliorer l'efficacité énergétique, fournir des carburants propres et encourager les entreprises.

Il est important de réduire les émissions, de fabriquer des produits à faible teneur en carbone et d'aider l'industrie forestière et d'autres à planter 2 milliards d'arbres d'ici 10 ans. Notre gouvernement investit également 3 milliards de dollars sur cinq ans par le truchement d'un nouveau fonds accélérateur net zéro. Cela permettra d'accélérer les projets de décarbonisation des grands émetteurs, de contribuer à la mise à l'échelle mondiale des technologies propres et d'accélérer la transformation industrielle du Canada dans tous les secteurs.

[Traduction]

J'ai formulé assez de critiques constructives à l'égard de la motion M-61. J'aimerais terminer mon intervention sur une note positive comme je l'ai commencée. Tel que je l'ai dit, le député est un homme d'affaires prospère, qui est certes en mesure de reconnaître

une belle occasion quand elle est offerte. J'aimerais l'inviter lui, ses collègues, ainsi que tous les Canadiens, à considérer la transition énergétique comme une initiative positive.

● (1805)

[Français]

Cela représente l'une des dernières occasions commerciales de notre temps et une possibilité de permettre au Canada d'être un leader mondial. Cela est un énorme défi, pas moins intimidant que ceux qu'il a relevés dans le passé, comme la construction du chemin de fer transcanadien, la construction de la voie maritime du Saint-Laurent et le développement d'une industrie extracôtière dans les eaux souvent dangereuses de l'Atlantique Nord.

Nous avons réalisé ces trois choses et nous allons en réaliser encore bien d'autres à l'avenir. Nous pouvons atteindre nos objectifs de l'Accord de Paris. Nous pouvons le faire tout en encourageant nos compagnies pétrolières à devenir les plus propres et les plus innovantes au monde.

[Traduction]

De plus, nous respectons et saluons les travailleurs du secteur canadien de l'énergie. Leur innovation, leur dynamisme et leur détermination revêtent une si grande importance. Les travailleurs du secteur canadien de l'énergie joueront un rôle crucial dans la transition vers un avenir carboneutre, mais il faut que tous les Canadiens se rallient à cet objectif commun. Nous ne pouvons simplement pas nous permettre de laisser quiconque pour compte.

[Français]

**M. Mario Simard (Jonquière, BQ):** Madame la Présidente, comme dans tous les débats, quand je suis placé devant une motion, je me demande quelle en est l'intention et ce qu'on veut faire au moyen de cette motion.

En lisant la motion de mon collègue, j'en cherchais donc l'intention et un humoriste que j'aime beaucoup, Yvon Deschamps, m'est venu à l'esprit. Le procédé de ce champion de l'ironie qu'est Deschamps est assez simple: pousser une problématique sociale jusqu'au bout pour en démontrer l'absurde. C'est véritablement ce qui m'est venu à l'esprit.

En lisant la motion, je pensais à mes premiers jours à la Chambre des communes et au cri de ralliement de mes collègues conservateurs, « *Build a pipeline!* », que je trouvais un peu saugrenu et qui me rappelait ce qu'on voyait aux États-Unis il y a quelques années avec Sarah Palin et son fameux « *Drill, baby, drill!* ». On se disait que ces gens-là n'ont aucune conscience de la crise climatique dans laquelle on se trouve et des effets néfastes que peuvent avoir les énergies fossiles.

Laissons cela de côté pour l'instant. Je reviendrai peut-être plus tard sur l'intention de la motion, à moins que nous ne le fassions ensemble en cours de route. Je propose plutôt de faire ce qui demeure le plus intéressant quand nous sommes placés devant une proposition, c'est-à-dire d'en analyser le texte.

La motion M-61 demande au gouvernement de reconnaître qu'il est impossible de remplacer les énergies fossiles. Déjà, je m'arrête et je cherche un synonyme, c'est-à-dire que les énergies fossiles sont « irremplaçables ». Cela suppose qu'elles sont sans équivalent, que rien n'est équivalent aux énergies fossiles.

*Affaires émanant des députés*

Pour ma part, quand je parle de quelque chose qui est irremplaçable et sans équivalent, ce qui me vient immédiatement à l'esprit, c'est l'eau, laquelle est effectivement irremplaçable et sans équivalent. Il peut aussi s'agir de l'air qu'on respire. La relation que j'ai avec ma copine est assurément irremplaçable, tout comme l'est mon fils. Cependant, je ne pense pas que le pétrole soit irremplaçable. À la limite, poussons un peu le bouchon et disons que le vin rouge et le fromage sont peut-être irremplaçables, mais pas le pétrole selon moi.

Il y a donc quelque chose que je ne comprends pas dans l'intention qu'a mon collègue de dire que le pétrole est irremplaçable. J'ai l'impression qu'il s'agit d'un procédé qui ressemble un peu plus à celui d'Yvon Deschamps qu'à celui d'un politicien, mais bon, passons.

Le premier point de la motion est libellé ainsi:

- (i) remplacer le pétrole et le gaz par des options plus écologiques n'est pas faisable sur le plan technologique ou économique,

Je ne sais pas où vit mon collègue, mais il existe déjà de nombreuses propositions qui permettent de remplacer le pétrole, tant au point de vue technologique qu'économique. Ces propositions et ces nouvelles technologies auraient des effets bénéfiques pour notre économie. Je pense rapidement à toute la filière des batteries qu'on est en train d'étudier au Comité permanent des ressources naturelles.

Rappelons-nous qu'il est désormais possible d'enranger de l'énergie et que l'efficacité des batteries est en train de décupler, ce qui est assez intéressant. On peut faire cela au Canada, puisqu'on a tout ce qu'il faut, y compris les métaux critiques et, au Québec, les terres rares qui nous permettent de faire les aimants permanents des batteries des véhicules électriques. Il y a donc des pistes de solution à très faible empreinte carbone dont je ne sais pas si mon collègue a déjà entendu parler.

Je pense aussi à l'hydrogène — le vert, pas le gris — qu'on peut produire à partir de la biomasse et qui peut servir aux transports lourds. Je pense assurément à l'industrie forestière, un excellent secteur de remplacement des énergies fossiles. Avec la bioéconomie, on peut aujourd'hui remplacer de nombreux produits de la pétrochimie.

Cela pourrait intéresser mon collègue, qui nous disait tout à l'heure que beaucoup d'emplois sont liés au secteur pétrolier, notamment des chimistes et des ingénieurs. Or, au Comité permanent des ressources naturelles, certains spécialistes du secteur forestier sont venus nous dire que tous ces chimistes et ces ingénieurs pourraient être mis à contribution dans le cadre du virage vers les bioindustries tirées de la biomasse forestière, lequel réduirait considérablement notre empreinte carbone.

Par conséquent, le fait de dire qu'il est impossible de remplacer les produits issus de la filière gazière ou pétrolière frise à mon avis l'absurde et l'ironie dont je parlais en évoquant Yvon Deschamps plus tôt.

Au deuxième point de la motion, on peut lire ce qui suit:

- (ii) le Canada a besoin du pétrole et du gaz pour chauffer les maisons, les écoles et les hôpitaux, propulser les véhicules, mettre du pain sur la table des Canadiens et produire de l'électricité,

J'habite au Québec, où la majorité des maisons, dont la mienne, celle de mes parents et celles de mes amis, sont chauffées à l'hydroélectricité. Il en va de même pour de nombreuses écoles. Aujourd'hui,

hui, il y a même certaines écoles qui utilisent des résidus forestiers, la biomasse, pour se chauffer.

● (1810)

C'est la même chose dans les hôpitaux. On l'utilise aussi pour propulser les véhicules. Partout, tous les pays sont en train de mettre en place une transition vers les véhicules électriques. Je ne sais pas si mon collègue a entendu parler de cela, mais cela fait 20 ans qu'on en parle. On passe à la vitesse grand V en matière d'électrification des transports. C'est un des meilleurs moyens pour réduire notre empreinte carbone, mettre du pain sur la table pour les Canadiens et produire de l'électricité. Assurément, il y a des coins où on produit de l'électricité avec les hydrocarbures, mais ce n'est certainement pas le cas au Québec. Avec cette motion, on ne s'adresse assurément pas au Québec.

Au troisième point, on dit que « le pétrole et le gaz naturel canadiens sont produits selon les normes environnementales les plus strictes du monde et les producteurs canadiens sont des chefs de file du domaine environnemental à l'échelle mondiale ainsi que des entreprises socialement responsables. »

Là, les cigarettiers me sont venus immédiatement à l'esprit. J'avais l'impression d'entendre un cigarettier dans les années 1990. On se rappelle que, dans les années 1990, les cigarettiers nous présentaient des saveurs veloutées douces, une cigarette qui est douce. À un moment donné, il y avait même une publicité qui parlait de la cigarette des sportifs. Parler de pétrole et de gaz naturel qui respectent les normes environnementales, c'est comme parler d'une cigarette qui est bonne pour la santé. C'est une façon détournée de ne pas affronter la véritable situation à laquelle nous sommes confrontés, c'est-à-dire celle des changements climatiques. Encore une fois, si j'essaie de dégager l'intention de mon collègue, je fais un retour à l'ironie.

Au quatrième point, on dit que « l'exploitation des ressources naturelles crée des emplois pour les Canadiens. » Oui, c'est peut-être vrai. À un moment donné, les ressources naturelles canadiennes, que ce soit l'industrie pétrolière ou gazière, créaient des emplois pour les Canadiens, mais on sait que c'est de moins en moins le cas. Il faut dire la vérité aux Albertains. J'encourage mon collègue à dire la vérité aux Albertains.

Regardons les projets liés aux sables bitumineux qui ont été laissés de côté. On sait que les grands fonds d'investissement ne veulent plus s'inscrire dans les sables bitumineux. À propos de Keystone XL, le dernier en lice, nos voisins américains ont décidé de prendre le tournant vers une économie faible en carbone. Ils ont laissé de côté Keystone XL. Quand nous sommes arrivés à la Chambre, il n'y avait pas d'investisseurs qui voulaient s'engager dans le projet Frontier de Teck. Ils ont laissé cela de côté.

Je peux citer un secteur de ressource naturelle prometteur qui crée de l'emploi, c'est celui de la foresterie. Notre parti a fait produire une vaste étude sur l'ensemble du potentiel forestier québécois, une étude qui est très conservatrice, pas au sens du Parti, mais au sens plein du terme, qui ne voulait pas aller dans l'exagération. On sait qu'à terme, sur 10 ans, si on prend le tournant de la bioéconomie, on peut créer uniquement au Québec 16 000 emplois. Il y a un secteur des ressources naturelles qui peut créer de l'emploi et ce secteur de la bioéconomie pourrait facilement être intégré comme plan de transition pour l'économie de l'Alberta, puisqu'on y trouve déjà les compétences en ce qui concerne les chimistes et les ingénieurs qui travaillent dans ce type de procédé.

*Affaires émanant des députés*

Le cinquième point concerne les Premières Nations, je vais passer rapidement. Je ne vais pas rappeler à mon collègue la fameuse embrouille qu'on a eue lorsqu'il était question des Wet'suwet'en. Disons qu'il y a de nombreuses communautés autochtones qui ne voient pas d'un œil très favorable le développement des hydrocarbures.

Le sixième point porte sur les recettes fiscales tirées de l'industrie des combustibles fossiles. Je voudrais simplement dire que, de la fin des années 1970 au début des années 1990, on sait que le gouvernement a dû investir 70 milliards de dollars pour rendre la technologie des sables bitumineux rentable. On sait cela. La part du Québec dans cet investissement est de 22 %. Quatorze milliards de dollars viendraient soutenir l'industrie gazière et pétrolière. On sait que, de 2017 à 2020, 24 milliards de dollars supplémentaires ont été investis dans la filière gazière pétrolière. Les retombées de l'industrie pétrolière, au point de vue économique, je les attends toujours.

Mon temps de parole est écoulé, mais j'avais beaucoup d'autres choses à dire.

• (1815)

[Traduction]

**M. Richard Cannings (Okanagan-Sud—Kootenay-Ouest, NDP):** Madame la Présidente, je suis heureux de prendre la parole ce soir au sujet de la motion M-61, présentée par le député d'Edmonton Manning et intitulée « Soutien des secteurs du pétrole et du gaz ».

Je suis d'accord avec le député pour dire que les carburants fossiles ont favorisé la prospérité du Canada. Je sais que cette motion a été présentée en réponse aux préoccupations concernant les travailleurs de ces secteurs et je partage ces préoccupations. Cependant, les avantages obtenus dans ces secteurs ont entraîné un coût énorme et il faut le reconnaître et trouver rapidement une nouvelle solution pour l'avenir, une solution sans les carburants fossiles. Par conséquent, je n'appuie pratiquement rien dans l'esprit et le contenu de la motion.

La motion comprend huit parties principales. Je voudrais les passer en revue une par une, comme vient de le faire le député de Jonquière.

Au point a)(i), on peut y lire ceci:

remplacer le pétrole et le gaz par des options plus écologiques n'est pas faisable sur le plan technologique ou économique

Ce n'est simplement pas vrai. Cela reflète l'incompréhension totale de bon nombre des députés conservateurs concernant la crise climatique actuelle et montre leur manque de vision pour des solutions audacieuses qui nous permettraient de créer un avenir viable pour nos petits-enfants.

Lorsque nous discutons de la transition vers un avenir à faible émission de carbone au comité des ressources naturelles, les conservateurs tiennent presque toujours des propos du genre « ce n'est pas possible », « le coût serait exorbitant » ou encore « la population du Canada n'accepterait pas cela ». Les Canadiens s'attendent à ce que nous prenions ces mesures, et ils sont de plus en plus déçus et cyniques face à la pusillanimité de notre réponse aux changements climatiques. Les options qui sont plus durables sur le plan environnemental sont technologiquement réalisables.

L'électrification des véhicules au Canada se produit plus rapidement que ce que les experts les plus optimistes auraient pu imagi-

ner. Même les conservateurs l'ont admis dans leur plan tardif de lutte contre les changements climatiques. Pour alimenter ces véhicules, nous avons besoin de sources d'électricité propres non émettrices. Quatre-vingts pour cent de l'électricité canadienne est déjà non émettrice, et des solutions d'énergie renouvelable telles que des projets éoliens et solaires, conjuguées à un stockage commercial et au renouvellement stratégique du réseau électrique, peuvent être mises en place pour combler la différence.

Ces solutions sont économiquement réalisables. Le vent et le soleil sont reconnus comme les sources d'énergie les moins chères de la planète. Au lieu d'investir dans ces secteurs, les conservateurs et les libéraux injectent des milliards de dollars dans l'industrie des combustibles fossiles en construisant des pipelines de plus en plus grands dans un effort désespéré d'extraire de plus en plus vite le pétrole du sol, même si la demande mondiale de pétrole devrait diminuer au cours des 30 prochaines années. Cette demande doit diminuer, et rapidement, si les pays du monde veulent atteindre les objectifs fixés dans l'Accord de Paris. Elle doit diminuer si nous voulons mettre un terme aux changements climatiques qui nous coûtent déjà cher en incendies, inondations et sécheresses. Le coût de cette inaction se chiffre en billions de dollars.

Le point a)(ii) de la motion se lit comme suit:

le Canada a besoin du pétrole et du gaz pour chauffer les maisons [...]

Alors que de plus en plus de Canadiens rompent leurs liens avec les stations-service en achetant des véhicules électriques, une enquête de KPMG a révélé que 70 % des Canadiens souhaitent acquérir une voiture électrique comme prochaine voiture. L'efficacité énergétique de nos maisons et de nos bâtiments est l'un des objectifs les plus faciles à atteindre dans la lutte contre les changements climatiques au Canada. Avec un programme sérieux visant à rénover nos bâtiments, à réduire la consommation d'énergie et à modifier les codes du bâtiment afin que les nouveaux bâtiments consomment peu ou pas d'énergie, nous pouvons facilement éliminer un quart de nos émissions de dioxyde de carbone.

Le point a)(iii) de la motion se lit comme suit:

le pétrole et le gaz naturel canadiens sont produits selon les normes environnementales les plus strictes du monde

Je n'ai aucun doute que la plupart des producteurs canadiens de pétrole et de gaz s'efforcent de réduire au minimum leurs émissions industrielles. La quantité de gaz à effet de serre produite dans l'extraction du pétrole des sables bitumineux a diminué pour les projets plus récents. Certes, nos normes environnementales sont parmi les plus élevées du monde, et les Canadiens s'y attendent absolument, mais cela ne change en rien au fait que les sables bitumineux nécessiteront un investissement de plus de 200 milliards de dollars pour la remise en l'état de l'environnement. Aucune entreprise n'a mis de telles sommes de côté pour pouvoir effectuer ce travail, alors devinez qui finira par payer. De plus en plus d'entreprises abandonnent des milliers de puits inactifs, et les contribuables doivent débours des milliards de dollars pour le nettoyage. Selon une étude récente, tous les avantages financiers de l'industrie des combustibles fossiles du Canada sont annulés par les coûts de santé créés par leur combustion.

Le point a)(iv) de la motion dit ceci:

l'exploitation de ressources canadiennes crée des emplois pour les Canadiens

Je suis tout à fait d'accord. Le Canada s'est bâti grâce aux ressources naturelles. Ma province, la Colombie-Britannique, est un poids lourd dans le domaine de la foresterie à l'échelle mondiale. Le Canada est reconnu comme un chef de file mondial dans le secteur minier. Beaucoup de régions du pays sont riches en énergie hydroélectrique, une énergie qui répond aux besoins des entreprises et des résidences.

Pour sa part, l'industrie pétrolière et gazière a aussi procuré aux Canadiens beaucoup de bons emplois au cours des dernières décennies. Soulignons que l'emploi est clairement au cœur même de cette motion. Des travailleurs du secteur pétrolier et gazier ont perdu leur emploi récemment, tandis que d'autres se questionnent de plus en plus sur l'avenir qu'ils pourront avoir dans ce secteur. Ils ont de bons emplois bien rémunérés. Selon moi, tous les députés devraient avoir pour objectif de créer une économie qui procurera de l'emploi à tous les Canadiens, y compris à ceux qui travaillent actuellement dans le secteur pétrolier et gazier.

● (1820)

La partie a)(v) de la motion porte sur la participation des Premières Nations dans ce secteur. Je conviens que les Premières Nations devraient profiter des projets d'exploitation des ressources naturelles sur leurs territoires, et elles en profitent de plus en plus. Les projets pétroliers et gaziers ont créé des situations soit favorables soit risquées selon les Premières Nations: certaines ont pu obtenir de bons emplois alors que d'autres se sont inquiétées d'une éventuelle contamination de leurs terres et de leurs eaux.

Dans la partie a)(vi) de la motion, il est écrit ceci: « les recettes fiscales tirées de l'industrie des combustibles fossiles contribuent largement au trésor public du pays [...] ». Certes, nous devons veiller à ce que l'économie canadienne continue à fournir des emplois et à fabriquer des produits pour que nous disposions des fonds nécessaires aux programmes sociaux et aux programmes d'infrastructures. Une personne allumée qui jette un coup d'œil à l'avenir comprend qu'il faut diversifier nos industries et les adapter aux besoins futurs. Il faut devancer la rondelle.

Les sociétés de placement et les régimes de retraite se retirent de plus en plus du secteur pétrolier. Ils ne le font pas parce qu'ils croient aux changements climatiques et qu'ils veulent bien agir. Ils se retirent parce qu'ils constatent qu'il n'y a pas de profits à faire à long terme dans les nouveaux projets pétroliers, et nous devons faire la même chose.

Voici les deux dernières demandes adressées au gouvernement dans la motion.

Primo, « l'industrie canadienne du pétrole et du gaz [...] est essentielle au bien-être de la nation et devrait être célébrée ». Car oui, l'industrie pétrolière et gazière permet au Canada de s'enrichir et aux Canadiens de mener une vie confortable depuis déjà 80 ans. Je suis assez vieux pour avoir profité pleinement de la vigueur que le pétrole, le gaz, les forêts, les mines, l'agriculture et les entreprises manufacturières ont insufflée à l'économie du pays, mais dans 20 ou 30 ans, le pétrole et le gaz ne seront plus essentiels.

Secundo, « les obstacles fiscaux et réglementaires limitant la croissance responsable de l'industrie pétrolière et gazière du Canada devraient être supprimés ». C'est là que les choses se corsent. Les conservateurs sont d'avis que les maux qui affligent le secteur pétrolier et gazier se résument à deux choses: la taxe sur le carbone — comme celle qu'ils ont annoncée dans le plan d'action climatique qu'ils viennent de publier — et la réglementation. Pour-

### *Affaires émanant des députés*

tant, si on se fie au sous-alinéa a)(iii), le député d'Edmonton Manning n'a que de bonnes choses à dire au sujet de la réglementation. On pourrait en dire autant des droits autochtones mentionnés au sous-alinéa a)(v). Tous les pipelines qui sont actuellement dans les cartons ont été évalués à la lumière des règlements pris par les conservateurs à l'époque du gouvernement Harper.

Les difficultés avec lesquelles l'industrie pétrolière et gazière est aux prises ne sont pas le fait du gouvernement actuel ou de tout autre gouvernement au Canada. Ces difficultés sont ancrées dans la crise climatique qui secoue la planète, dans le fait qu'il en coûte moins cher de produire de l'électricité à partir de l'énergie solaire ou éolienne qu'avec du gaz naturel et que, comparativement à une voiture munie d'un moteur à combustion, une voiture électrique est moins chère à l'achat et à l'usage. Aucune modification du cadre fiscal ou réglementaire ne changera quoi que ce soit à cela.

La motion à l'étude est guidée par une vision nostalgique du passé et n'aiderait en rien les travailleurs du secteur pétrolier et gazier. Nous devons faire face à la réalité et bâtir une économie nouvelle et durable qui créera de bons emplois partout au pays.

**M. Greg McLean (Calgary-Centre, PCC):** Madame la Présidente, je commencerai mon intervention aujourd'hui en remerciant mon collègue d'Edmonton Manning. Il est un grand défenseur de l'industrie pétrolière et gazière du Canada. Il fait un excellent travail à la Chambre des communes, et il a encore une fois prouvé aujourd'hui, par vidéoconférence, qu'il représente très bien sa circonscription.

Le centre industriel de l'Alberta se trouve juste à l'extérieur d'Edmonton. Je suis sûr que bon nombre des concitoyens du député travaillent dans ce joyau de l'infrastructure industrielle canadienne, qui procure tant d'avantages industriels à notre pays. Nous pouvons parler des champions canadiens. Nous pouvons aussi parler de la façon dont l'industrie s'est développée à l'échelle de cette région, où nous produisons des ressources et ajoutons de la valeur à ces dernières. Nous ne sommes pas uniquement des coupeurs de bois et des porteurs d'eau. Nous ajoutons une valeur considérable à ces ressources.

J'ai visité avec mon collègue les installations d'Enhance Energy et de Wolf Midstream, à Clive, en Alberta, afin de voir le centre industriel où le CO<sub>2</sub> est capté et acheminé à 150 kilomètres de là pour être stocké dans le centre de l'Alberta. C'est une technologie exceptionnelle de calibre mondial qui est mise au point dans des installations industrielles de l'Alberta. De nombreuses entreprises viendront s'établir au Canada grâce aux procédés novateurs que cette industrie a mis en place au Canada. Encore une fois, je remercie le député d'Edmonton Manning de toutes les contributions qu'il a apportées à ce débat.

Comme tout le monde le sait, je suis député depuis un an et demi. J'ai appris beaucoup de choses en côtoyant mes collègues, dont le député d'Edmonton Manning. À mon arrivée, j'avais l'impression que nombre de députés ne comprenaient pas vraiment l'industrie canadienne de l'énergie, y compris le secteur pétrolier et gazier. Aujourd'hui, après avoir entendu les observations de tous les députés des autres partis, je dois dire que mon impression était on ne peut plus juste.

### Motion d'ajournement

Je me souviens quand je suis arrivé ici, il y a plus d'un an et demi. Je me rendais à des réunions de comités où certaines personnes avançaient que, pour régler le problème en Alberta, il fallait établir un grand fonds pour assurer la transition de tous les travailleurs du secteur pétrolier et gazier vers d'autres domaines. J'étais bouche bée par la méconnaissance dont faisaient preuve certains de mes collègues des quatre coins du Canada à propos de ce que cette industrie représente pour le pays et son apport essentiel à notre vie nationale au quotidien.

Nous sommes les champions mondiaux de la production de ressources pétrolières respectueuses de l'environnement. Nous avons des normes de déclaration qui sont beaucoup plus strictes que partout ailleurs dans le monde. Je compare les investissements dans l'industrie pétrolière et gazière du Canada avec ceux aux États-Unis et ailleurs à l'étranger. Je peux confirmer que le seul pays qui s'approche des normes environnementales du Canada est la Norvège. Ses réserves sont à la baisse, et elle mène des activités de forage de plus en plus loin dans la mer du Nord pour accéder à plus de ressources. Elle doit le faire parce que son fonds souverain de 1,1 billion de dollars est fondé sur les hydrocarbures et en dépend entièrement.

On parle d'un modèle d'affaires européen et j'ai entendu dire plusieurs fois durant ce débat que c'est le monde qui passe à autre chose. Il faudrait voir à quoi il passe. Le monde passe des ressources canadiennes à celles d'autres pays, parce que c'est facile à faire, et ce faisant, il finance l'exploitation au Moyen-Orient, dont le bilan en matière de respect de l'environnement et des droits de la personne est bien pire que le nôtre. La transparence à l'égard de la production pétrolière y est aussi totalement absente.

On compare des pommes et des oranges. Le Canada constitue la norme. Tous les autres se trouvent sous cette norme. Les Canadiens devraient soutenir cette norme, et considérer cette industrie comme la championne que nous avons bâtie durant des décennies. Les Canadiens devraient accepter cette industrie, parce qu'elle leur procure beaucoup, non seulement avec 450 000 emplois directs et indirects, mais aussi du point de vue de la fiscalité.

Passons les chiffres en revue. L'industrie pétrolière et gazière du Canada exporte pour 130 milliards de dollars de produits par année. Cela représente plus de 22 % des exportations canadiennes et contribue à la qualité de vie au Canada. Imaginons la valeur du dollar canadien si le pays n'exportait ni pétrole ni gaz. Toutes sortes de recettes fiscales proviennent d'ici, au profit des municipalités, des provinces et du gouvernement fédéral. On parle de centaines de milliards de dollars. Depuis 18 ans, cette contribution s'élève à environ 24 milliards de dollars par année.

Même les prévisions sont excellentes quant à notre contribution aux recettes fiscales du Canada. En effet, on évalue que cette contribution s'élèvera à 240 milliards de dollars au cours des 10 prochaines années, ce qui correspond à 24 milliards de dollars supplémentaires par année qui iront aux contribuables canadiens, de sorte qu'ils pourront bénéficier de beaux hôpitaux, de mesures d'aide en réponse à la pandémie, de bonnes écoles, de bonnes universités et de bons soins pour les aînés. Toutes ces choses sont financées par une industrie qui constitue un contributeur net à part entière à l'économie du Canada. Il en a été ainsi toute ma vie et durant toute la vie de la plupart des députés.

• (1825)

Nous avons, en fait, progressé grâce à l'accord de libre-échange avec les États-Unis. Le cœur de cet accord de libre-échange, c'était notre accord sur l'énergie, et les échanges commerciaux avec les États-Unis ont fortement contribué à l'augmentation de notre niveau de vie, au Canada. Nous pouvons, en fait, nous permettre les choses que le reste du monde tenait pour acquises, et nous avons appris à les tenir pour acquises, au Canada. Ce qui ressort ici, c'est que l'opinion sur ce que ce secteur offre au Canada diffère entre les provinces productrices d'énergie et les autres. Je peux assurer aux députés que les revenus ont été partagés équitablement à travers le pays, et nous avons ajouté tellement de valeur...

• (1830)

**La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes):** Malheureusement, l'heure réservée à l'étude des initiatives parlementaires est maintenant écoulée et l'article retombe au bas de la liste de priorité du Feuilleton. Il restera quatre minutes au député lorsque la Chambre reprendra le débat sur cette question.

---

## MOTION D'AJOURNEMENT

L'ajournement de la Chambre est proposé d'office conformément à l'article 38 du Règlement.

[Traduction]

### LA DÉFENSE NATIONALE

**Mme Cheryl Gallant (Renfrew—Nipissing—Pembroke, PCC):** Madame la Présidente, en tant que députée de Renfrew—Nipissing—Pembroke, où se trouve la plus importante base militaire du Canada, je suis honorée de prendre la parole au nom des hommes et des femmes qui servent le pays à titre de membres des Forces armées canadiennes.

Lors de la Journée internationale des femmes, j'ai posé une question bien simple au ministre de la Défense nationale: « Qui le ministre cherchait-il à protéger, le premier ministre ou lui-même? »

C'est le premier ministre qui a mis fin à l'enquête menée par le Comité permanent de la défense nationale au sujet du bilan désastreux du gouvernement actuel en matière de défense de l'égalité des sexes pour les femmes qui servent leur pays au sein des forces armées. Le ministre n'avait pas cru bon de répondre à cette question. Cela avait été perçu comme un affront par les Canadiennes. Les députées comme celle de Pickering—Uxbridge devraient avoir honte que le nom du chef du Parti libéral soit utilisé dans le même paragraphe que ceux d'Harvey Weinstein et de Jeffrey Epstein pour montrer que le Canada recule au lieu d'avancer en matière de lutte contre les inconduites sexuelles et contre toutes les terribles formes de violence faite aux femmes.

Kathleen Finlay est la fondatrice de la campagne Zéro Maintenant, qui vise à lutter contre les traumatismes sexuels et la violence fondée sur le sexe. Voici ce qu'elle a récemment déclaré à propos du premier ministre qui se qualifie de féministe.

Lorsque [le] premier ministre [...] s'est fait demander, le 30 mars dernier, s'il était au courant en 2018 d'allégations d'inconduite sexuelle impliquant le général Jonathan Vance alors en poste, il a répondu « non », avec un air suffisant, à Mercedes Stephenson, de l'émission *Global National*. Rien d'autre. Il n'a exprimé aucune préoccupation au sujet des cas d'inconduite sexuelle dans l'armée. Il n'a offert aucun réconfort aux victimes. Il a seulement dit « non ». C'était plus qu'une réponse cavalière à la question d'une journaliste. C'était un énorme manque de respect envers d'innombrables femmes qui se demandent si elles seront protégées un jour contre les fléaux que sont la violence fondée sur le sexe et le harcèlement sexuel qui sévissent dans les forces armées, les forces de l'ordre et la fonction publique fédérale du Canada.

Quand le premier ministre va-t-il cesser de manquer de respect aux femmes?

Il est temps que le premier ministre et le Parti libéral tirent des leçons de l'opposition lorsqu'il est question de prendre des mesures à l'appui des droits fondés sur le sexe et des droits des minorités. Je suis fière d'être une députée du Parti conservateur d'aujourd'hui, qui encourage des femmes fortes telles que Leslyn Lewis à participer à la course à la chefferie. Elle serait un atout pour la Chambre des communes.

Je suis aussi fière des conservateurs qui nous ont précédés, comme le regretté Lincoln Alexander qui, en plus d'avoir été le premier ministre noir et le premier lieutenant-gouverneur noir de l'Ontario, avait beaucoup plus d'envergure que les racistes qui se peignent le visage en noir. L'honorable Lincoln Alexander s'est fait dire qu'il était trop sensible par le chef du Parti libéral le jour où un député libéral a proféré des obscénités en entendant M. Alexander défendre les sans-emploi.

Dans le domaine militaire, le premier ministre prend mauvaise décision par-dessus mauvaise décision. Il y a un lien à faire entre son incurie — pour ne pas dire celle du gouvernement en général —, le fait qu'il ait été incapable d'endiguer les problèmes de harcèlement sexuel dans l'armée et la manière dont il traite les femmes, y compris celles de son propre parti. Rappelons-nous l'ex-ministre de la Justice et le scandale SNC-Lavalin.

Voici ce qu'une ancienne députée libérale et ex-membre du caucus du premier ministre avait à dire:

Pour un gouvernement qui se dit féministe et qui dit qu'il croit au pouvoir des femmes, je n'ai pas aimé qu'on sacrifie ainsi [deux députées]. Vous croyez en elles quand cela vous convient, et vous vous débarrassez d'elles quand cela ne vous convient plus. Il y a eu un certain nombre de situations qui m'ont déçu et qui allaient à l'encontre des principes qui me tiennent à cœur, et je voulais pouvoir me regarder dans le miroir en me levant le matin.

Les Canadiens doivent affronter des variants de plus en plus dangereux. La lutte se poursuivra encore longtemps.

• (1835)

**Mme Anita Vandenberg (secrétaire parlementaire du ministre de la Défense nationale, Lib.):** Madame la Présidente, éliminer toute forme d'inconduite et d'abus de pouvoir, et créer un milieu de travail sûr pour tous les membres de l'équipe de la Défense a toujours été notre priorité absolue. Nous savons que n'importe quelle organisation, y compris les Forces armées canadiennes, doit déployer beaucoup d'efforts pour éliminer la masculinité toxique à l'origine d'une culture inacceptable. Fondamentalement, n'importe quelle forme de harcèlement est moralement répréhensible et contraire aux principes qui guident les militaires et leurs collègues civils.

Lorsque, malgré nos efforts de prévention, des cas d'inconduite sexuelle ont lieu, les responsables doivent rendre des comptes, peu importe leur rang ou leur poste. Lorsque des allégations d'incon-

### *Motion d'ajournement*

duites sont faites, elles doivent être dirigées vers les autorités compétentes pour qu'une enquête juste et indépendante soit menée, dans le respect de la primauté du droit et des droits de toutes les personnes concernées.

Depuis notre arrivée au pouvoir, nous avons travaillé fort pour éliminer l'inconduite sexuelle dans les Forces armées canadiennes. Il appert, cependant, que les mesures instaurées n'ont pas été assez loin et n'ont pas agi assez rapidement. Avec les récentes allégations lancées contre les plus hauts dirigeants des Forces armées canadiennes, nous avons constaté que nous pouvions faire mieux.

C'est pourquoi le budget de 2021 prévoit 236 millions de dollars pour éliminer l'inconduite sexuelle et la violence fondée sur le sexe dans les Forces armées canadiennes, notamment en augmentant la visibilité du Centre d'intervention sur l'inconduite sexuelle, en créant un nouveau mécanisme de surveillance et en fournissant du soutien par les pairs en ligne et en personne.

[Français]

Dans l'intérêt d'obtenir des résultats justes, nous nous engageons également à protéger l'intégrité des enquêtes. Cela inclut de nous assurer qu'il ne peut y avoir aucune suggestion ou perception d'une influence inappropriée ou politique sur ces enquêtes ou leurs résultats.

[Traduction]

En ce qui concerne précisément l'allégation contre le général Vance, le 1<sup>er</sup> mars 2018, le ministre de la Défense nationale a eu une réunion avec l'ombudsman des Forces armées canadiennes. Alors que la réunion touchait à sa fin, l'ombudsman lui a fait part d'une allégation informelle contre le général Vance. Afin d'éliminer toute possibilité d'ingérence politique dans une enquête potentielle, le ministre a refusé d'entendre les détails. Il a plutôt demandé à l'ombudsman de transmettre les allégations aux autorités compétentes, y compris le Service national des enquêtes des Forces canadiennes.

Pour sa part, le ministre a immédiatement communiqué avec le Bureau du Conseil privé, qui est directement responsable des nominations par le gouverneur en conseil, y compris celle du chef d'état-major de la Défense, pour l'informer de l'affaire. Le Bureau du Conseil privé a communiqué avec l'ombudsman dès le lendemain pour entreprendre une enquête. L'ombudsman a admis qu'il n'avait pas de preuves pouvant donner lieu à des poursuites, pour reprendre ses propres mots.

[Français]

Une enquête juste et impartiale sur les allégations d'actes répréhensibles est fondamentale pour notre système de justice. C'est un élément vital de notre conception de la démocratie.

[Traduction]

Il ne doit jamais y avoir d'ingérence politique, réelle ou apparente, dans de telles enquêtes. C'est pourquoi le ministre et, à travers lui, le gouvernement ont traité les allégations en suivant la procédure appropriée.

**Mme Cheryl Gallant:** Madame la Présidente, à un moment où les Canadiens sont exposés à des variants plus dangereux et que la relation économique est retardée de plusieurs années, alors que nos partenaires commerciaux, eux, vont de l'avant, il est temps que le premier ministre mette de l'ordre dans ses affaires.

### *Motion d'ajournement*

Pourquoi le premier ministre croit-il que les platitudes servies par les femmes de son caucus réussiront à duper les Canadiennes? À l'instar du scandale de l'organisme UNIS, qui impliquait des membres de la famille du premier ministre, celui-ci pourra induire le public en erreur seulement jusqu'à ce que la vérité éclate. Il doit mettre fin à la dissimulation et permettre au Comité permanent de la défense nationale de faire son travail. Il est temps d'aller de l'avant, et non de reculer en ce qui concerne l'égalité des sexes et les droits de la personne.

**Mme Anita Vandenberg:** Madame la Présidente, il ne doit y avoir aucune apparence d'ingérence politique dans les enquêtes, surtout dans un dossier aussi délicat que celui des allégations d'inconduites sexuelles contre les plus hauts gradés de l'armée. Une telle chose minerait l'intégrité de l'enquête et pourrait empêcher un dénouement juste. La victime n'obtiendrait pas justice, et l'auteur du crime ne rendrait aucun compte. Conséquemment, cela pourrait décourager d'autres personnes touchées de se manifester. C'est pourquoi il est impératif que les enquêtes soient menées de façon équitable et indépendante par les autorités compétentes.

• (1840)

[Français]

C'est pourquoi nous travaillons à rendre les structures de signalement d'inconduite et d'enquêtes sur de telles allégations dans les Forces armées canadiennes encore plus solides et indépendantes.

Nous sommes engagés à éliminer la culture de la masculinité toxique dans les Forces armées canadiennes.

[Traduction]

#### LES FEMMES ET L'ÉGALITÉ DES GENRES

**Mme Jenny Kwan (Vancouver-Est, NDP):** Madame la Présidente, il y a un an, les gens de ma circonscription ont été bouleversés d'apprendre qu'un nouveau-né avait été retrouvé mort dans une toilette portative du Downtown Eastside, un incident tragique et horrible. Par la suite, on a pu voir une vidéo épouvantable montrant une femme qui se faisait violemment agresser en plein jour alors que personne ne venait à son secours.

Selon les intervenants communautaires, ces tragédies ont été causées par divers facteurs, dont la plupart existent depuis très longtemps bien que certains soient exacerbés par la pandémie de COVID-19. Ils demandent au gouvernement de collaborer avec des intervenants du Downtown Eastside en vue d'élaborer un plan d'action immédiat qui visera à mettre fin à la violence contre les femmes et fournira un financement de base à des groupes de défense des droits et à des fournisseurs de services. Leur demande reste malheureusement sans réponse.

Notre filet social ne répond vraiment pas aux besoins des personnes qui en ont le plus besoin. Trop de gens vivent sous le seuil de la pauvreté. Trop de gens n'ont pas accès à un logement sûr et abordable. Trop de gens n'ont pas les moyens d'acheter les médicaments dont elles ont besoin.

À l'échelon communautaire, les familles et les membres de la communauté du Downtown Eastside continuent de faire des démarches pour retrouver les femmes et les êtres chers qui disparaissent encore, mais le gouvernement ne soutient aucunement leurs efforts. Faute de financement gouvernemental, des organismes communautaires et des organismes de première ligne ont dû faire appel au sociofinancement.

La pandémie de COVID-19 a exacerbé ces problèmes jusqu'au seuil critique, ce qui a mené à une tragédie après l'autre. Au fil des ans, beaucoup de problèmes ayant pris récemment de l'ampleur ont été qualifiés de « pandémie de l'ombre ». La violence croissante envers les femmes fait partie de ces problèmes, et l'augmentation du racisme en est un autre. Il y a aussi eu une augmentation marquée de la violence fondée sur le sexe et de la violence conjugale depuis le début de la pandémie et des mesures de confinement.

Les crimes haineux à l'endroit des Asiatiques ont augmenté de 700 %. L'itinérance continue d'être un problème croissant et, en Colombie-Britannique, les surdoses d'opioïdes continuent de tuer plus de personnes que la pandémie. Pourquoi le gouvernement libéral refuse-t-il de déclarer que la crise des opioïdes constitue une urgence sanitaire nationale?

La crise du logement est sans cesse invoquée comme un facteur clé qui contribue à la violence faite aux femmes, surtout aux femmes autochtones. L'accès à des toilettes et à des installations pour se laver, ainsi qu'à d'autres endroits sécuritaires pour les femmes dans le quartier Downtown Eastside de Vancouver était déjà inadéquat, mais la pandémie a aggravé la situation. Le gouvernement doit sûrement être conscient que toutes ces questions sont interreliées et qu'elles nécessitent une approche urgente, globale et intersectionnelle.

Le 28 juillet dernier, le YWCA et l'Institute for Gender and the Economy ont publié « Un plan de relance économique féministe pour le Canada ». Le rapport souligne que la pandémie de COVID-19 a eu des répercussions économiques, sanitaires et sociales disproportionnées sur les femmes. La précarité économique et la précarité en matière de logement sont intrinsèquement liées. Les travailleuses se trouvent en première ligne de la pandémie étant donné que l'on retrouve la majorité d'entre elles dans des emplois essentiels dont le travail ne peut pas se faire à distance: on pense notamment aux soignantes, aux caissières, aux employées des secteurs de la restauration et du ménage et aux employées de bureau.

Par conséquent, il y a aussi eu plus de cas de COVID-19 et de décès attribuables à cette maladie chez les femmes, et 63 % des pertes d'emploi causées par la pandémie ont été subies par des femmes. Pour chaque période de trois mois d'isolement, par exemple, on a fait état d'une augmentation de 20 à 22 % du taux de violence conjugale, et la majorité des victimes d'actes de violence envers des Asiatiques était des femmes.

La pandémie aurait dû servir d'immense signal d'alarme et inciter des investissements considérables faits de toute urgence pour cibler les problèmes fondamentaux que vivent les Canadiens. Le gouvernement doit rencontrer les intervenants communautaires pour élaborer un plan d'action contre la violence faite aux femmes et fournir un financement stable aux organisations non gouvernementales sur le terrain. La vie et la sécurité de femmes sont menacées.

**Mme Gudie Hutchings (secrétaire parlementaire de la ministre des Femmes et de l'Égalité des genres et du Développement économique rural, Lib.):** Madame la Présidente, je tiens à remercier la députée de Vancouver-Est de ses efforts importants et constants pour défendre les survivants de la violence fondée sur le sexe.

La violence fondée sur le sexe a des effets désastreux sur les femmes, les enfants et leurs familles. Je félicite les intervenants du secteur Downtown Eastside, à Vancouver, de travailler sans relâche pour fournir des services aux femmes dans le besoin. Nous entendons ces personnes, nous les voyons et nous travaillons avec elles.

Même avant le début de la pandémie de COVID-19, la violence fondée sur le sexe était beaucoup trop répandue au Canada. Dès 2015, le gouvernement a pris des mesures pour mettre fin à cette violence sous toutes ses formes. Plus récemment, nous avons vu à quel point la pandémie a contribué à accroître les obstacles pour les femmes et nous avons travaillé activement dans ce dossier, en collaboration avec tous les gouvernements et les militants, ainsi que les organisations de femmes et les organismes de promotion de l'égalité au Canada, y compris en Colombie-Britannique et à Vancouver.

Dans les dernières années, nous avons travaillé en étroite collaboration avec le groupe de travail Feminists Deliver, et nous avons consulté des organismes de promotion de l'égalité de la Colombie-Britannique en vue d'aider des personnes qui doivent faire face à une marginalisation sociale et économique en raison de leur sexe, de leur identité sexuelle et de leur expression sexuelle. Nous avons discuté de nos efforts de mobilisation en matière d'égalité des genres et nous avons souligné l'importance de faire valoir des points de vue différents qui ne sont pas entendus.

Les organisations féminines à Vancouver et dans l'ensemble du pays continuent d'être l'épine dorsale de ce mouvement. Elles ont travaillé sans relâche pour protéger et promouvoir les droits des femmes, des jeunes filles et des personnes de toutes identités et expressions de genres. Ces organisations offrent un refuge, des services de guérison et des conseils. Elles servent des survivants et leur famille, des gens de toutes les communautés ethnoculturelles, de toutes les religions et de tous les milieux professionnels ayant des expériences de la vie diverses. Notre priorité absolue est de financer et de soutenir le travail de ces organisations pour nous assurer qu'elles disposent des ressources dont elles ont besoin pour mieux servir les femmes, les filles, les membres de la communauté LGBTQ2 et les personnes de diverses identités de genre.

Depuis 2015, Femmes et Égalité des genres Canada a investi plus de 118 millions de dollars dans plus de 300 organismes partout au pays, pour 345 projets de lutte contre la violence.

En 2017, nous avons lancé la toute première stratégie nationale pour mettre fin à la violence contre les femmes, qui reposait sur un investissement de 200 millions de dollars, montrant notre engagement sans précédent dans la santé et la sécurité des femmes.

À Vancouver, nous avons investi plus de 9 millions de dollars dans 20 organisations pour 23 projets visant à régler divers problèmes urgents touchant les femmes et les jeunes filles, comme la violence faite aux femmes, la traite des personnes, l'itinérance, l'égalité des personnes LGBTQ2 et la sécurité des femmes autochtones. Nous avons aussi versé plus de 1,4 million de dollars en fonds d'urgence pour la COVID-19 à 39 organisations, rien qu'à Vancouver.

Hier, la vice-première ministre et ministre des Finances a présenté le budget de 2020-2021, le plan du gouvernement pour poursuivre la lutte contre la COVID-19, assurer la résilience de l'économie et mettre en œuvre une relance féministe. Le gouvernement, de concert avec tous ses partenaires des provinces et des territoires et avec les leaders autochtones, travaille à la mise en œuvre d'un plan

### *Motion d'ajournement*

d'action national pour mettre fin à la violence fondée sur le genre. Le budget de 2020-2021 s'appuie sur ces efforts et prévoit un investissement de plus de 600 millions de dollars sur cinq ans.

Les femmes ont été touchées de façon disproportionnée par la pandémie, mais nous avons toujours été à l'avant-garde de la relance au pays. Nous savons qu'il y a eu une augmentation désastreuse de la violence fondée sur le genre et de la violence conjugale. Chaque vie perdue est une tragédie. Les investissements prévus dans le budget de 2020-2021 changeront les choses. De ma circonscription, Long Range Mountains, jusqu'à la région de la députée de Vancouver-Est...

• (1845)

**La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes):** Malheureusement, le temps est écoulé.

La députée de Vancouver-Est a la parole.

**Mme Jenny Kwan:** Madame la Présidente, si le gouvernement libéral est au fait des besoins criants des gens de Downtown Eastside et des organismes qui travaillent tous les jours pour soutenir la collectivité, leur accordera-t-il un financement de base stable afin qu'ils n'aient pas à aller d'un programme à l'autre pour fournir le soutien dont la collectivité a tant besoin? Le gouvernement fournira-t-il alors des ressources aux familles qui placardent des affiches pour les femmes et les filles autochtones qui sont toujours portées disparues afin que ces familles n'aient pas à se démener pour faire ce travail par elles-mêmes?

Le gouvernement doit utiliser une analyse intersectionnelle comparative entre les sexes pour comprendre les répercussions différentielles de la COVID-19 sur l'élaboration des politiques et des programmes afin que les politiques de relance économique tiennent compte des inégalités fondées sur le sexe. Il doit également veiller à prendre des mesures urgentes. Il devrait accorder à ces gens et à ces organismes un financement de base stable et prendre des mesures immédiates pour soutenir les familles qui font ce travail important en ce moment dans nos collectivités. Ce serait un bon début.

**Mme Gudie Hutchings:** Madame la Présidente, aux fins de l'élaboration du plan d'action national, nous avons écouté plus d'un millier d'experts et de défenseurs des intérêts qui travaillent à prévenir la violence fondée sur le sexe et à lutter contre elle partout au pays. Nous avons entendu leurs observations et leurs préoccupations. Le plan en tiendra compte. Avec leur aide, nous aiderons les personnes les plus durement touchées par la pandémie de COVID-19, y compris les femmes de la Colombie-Britannique victimes de violence fondée sur le sexe.

Nous sommes là pour les Canadiens depuis le début de la pandémie. Nous avons fourni un financement d'urgence de 100 millions de dollars à ces organismes. Ces fonds ont été versés immédiatement. Nous continuerons de soutenir ces organismes et de les aider à assurer la prestation de leurs services essentiels.

Nos investissements ont aidé plus de 1 500 organismes de première ligne assurant la prestation de services essentiels aux personnes ayant survécu à de la violence fondée sur le sexe. Plus de 6 millions de personnes bénéficient chaque année du travail important de ces organismes.

### Motion d'ajournement

Hier, une page d'histoire a été écrite lorsque la toute première femme ministre des Finances a déposé le budget, lequel permettra d'effectuer des investissements transformateurs vers un Canada plus sûr et plus inclusif. Le gouvernement a un bilan solide en matière de progrès vers l'égalité et de lutte contre la violence fondée sur le sexe. Il reste du travail à faire, et nous sommes résolus à nous en acquitter.

• (1850)

#### LA SANTÉ

**L'hon. Michelle Rempel Garner (Calgary Nose Hill, PCC):** Madame la Présidente, beaucoup d'entre nous savent qu'il y a souvent des appels urgents pour du sang, et la Société canadienne du sang a toujours besoin de plus de dons.

Il y a quelques personnes dans ma vie, de très bons amis, qui aimeraient donner leur sang, mais qui ne le peuvent pas, car ils sont homosexuels. Le gouvernement promet depuis longtemps de lever l'interdiction de donner du sang qui vise les homosexuels, mais il ne l'a pas fait et je trouve son inaction vraiment décevante pour de nombreuses raisons.

Il existe de meilleures façons de contrôler les dons de sang. En fait, des pays du monde entier ont adopté des questionnaires fondés sur le mode de vie pour lever l'interdiction de donner du sang qui vise les homosexuels. Par exemple, l'Argentine, Israël, l'Italie, la Pologne, la Russie, le Portugal, l'Espagne, l'Afrique du Sud, l'Ukraine, le Pérou, le Chili, le Brésil et la Bulgarie l'ont fait, mais pas le Canada.

Le fait est que l'interdiction du sang des homosexuels, qui a été perpétuée par le gouvernement libéral malgré ses promesses de la lever, existe toujours. Elle stigmatise les hommes gais, car elle perpétue des mythes et des préjugés à leur sujet. Je trouve la situation déplorable, c'est le moins qu'on puisse dire. Je veux que mes amis puissent donner du sang sans subir de préjugés.

Ma question pour la députée est très simple. Pourquoi le gouvernement perpétue-t-il l'homophobie et ne lève-t-il pas l'interdiction du sang qui vise les homosexuels?

**Mme Jennifer O'Connell (secrétaire parlementaire de la ministre de la Santé, Lib.):** Madame la Présidente, si la députée souhaite sincèrement lutter contre l'homophobie, je lui conseille de commencer par regarder dans son propre parti.

Cela dit, nous estimons nous aussi que l'interdiction qui est faite aux gais de donner du sang est discriminatoire. Voilà pourquoi, dès le premier jour, le gouvernement a débloqué des fonds afin que la Société canadienne du sang et Héma-Québec puissent se pencher sur la situation et produire les études requises.

La députée d'en face sait pertinemment que le gouvernement fédéral ne peut pas changer les règles à lui tout seul. Il faut un effort concerté, et c'est exactement pourquoi nous avons financé les études dont je parlais: afin qu'Héma-Québec et la Société canadienne du sang proposent quelque chose au gouvernement du Canada. Nous attendons leurs recommandations avec impatience afin que nous puissions mettre fin à cette pratique discriminatoire.

Parlant de discrimination, je rappelle à la députée d'en face que, pas plus tard qu'en fin de semaine, certains de ses collègues ont assisté à une conférence pro-vie où il était question de la meilleure stratégie à adopter pour limiter, voire interdire les soins aux Canadiens trans. Peut-être que la députée devrait commencer par conscientiser les députés de son propre parti.

Parlons un peu de l'homophobie qui perdure au sein du parti de la députée. Au cours d'un récent débat sur l'interdiction des thérapies de conversion, une députée a dû s'excuser d'avoir qualifié les homosexuels d'« impurs. » Un membre du caucus de son propre parti a dû offrir des excuses.

Nous sommes complètement en faveur de mettre fin à l'interdiction empêchant les hommes homosexuels ou bisexuels de donner du sang, et nous nous sommes engagés à cet égard. Je soulignerais aussi que la députée d'en face siégeait au sein du gouvernement Harper. En 10 ans, l'ancien gouvernement conservateur n'a pris aucune mesure pour mettre fin à l'interdiction à donner du sang.

Je suis très curieuse. À quel moment la députée d'en face a-t-elle eu cette révélation? Elle aurait pu prendre beaucoup de mesures comme député du gouvernement il y a 10 ans. Nous n'avons pas perdu de temps. Nous avons entamé ce processus. Nous sommes impatients de mettre en œuvre l'annulation de l'interdiction. Je suis impatiente de voir l'enthousiasme de la députée d'en face pour lutter contre la discrimination et l'homophobie au sein de son propre caucus.

• (1855)

**L'hon. Michelle Rempel Garner:** Madame la Présidente, c'est leur façon de dire qu'ils ne vont pas lever l'interdiction, qu'ils vont continuer de contribuer à l'homophobie en ne faisant pas ce qu'ils s'étaient engagés à faire.

La députée pourrait tout simplement indiquer une date. La réalité, c'est que cela fait une éternité que des gens de toutes les allégeances politiques se penchent sur la question. Malgré cela, la députée refuse de dire quand on ira de l'avant. À vrai dire, c'est de l'homophobie.

Le gouvernement aurait pu également concevoir une stratégie pour les soins de santé destinés aux personnes transgenres. Il n'a rien fait en ce sens. Il n'a pas travaillé avec les provinces pour trouver des façons d'assurer un accès uniforme aux soins liés à l'affirmation du genre. La députée se contente de jeter le blâme sur d'autres personnes. C'est une attitude irresponsable et, bien franchement, homophobe et transphobe.

Je vais lui poser la question de nouveau, et elle pourra peut-être mettre les beaux discours de côté cette fois-ci. Quand les libéraux vont-ils mettre fin à l'interdiction visant les dons de sang? La députée convient-elle qu'il serait homophobe de ne pas y mettre un terme?

**Mme Jennifer O'Connell:** Madame la Présidente, pour voir à quoi ressemble l'homophobie, il suffit de regarder le Parti conservateur, dont fait partie la députée d'en face. En effet, les députés conservateurs sont les seuls à voter contre l'interdiction des thérapies de conversion.

La députée a beau lancer de fausses accusations contre moi ou les membres de mon parti, elle n'a rien de plus à offrir. Les Canadiens voient très clairement l'homophobie généralisée qui existe au sein du Parti conservateur. Ils voient bien que seuls des députés conservateurs ont voté contre l'interdiction des thérapies de conversion. Les Canadiens ne sont pas dupes.

Ce que les commentaires de la députée d'en face cherchent à nous faire oublier et que le Parti conservateur tente de camoufler, c'est que pendant la dernière semaine, des députés conservateurs ont dû s'excuser d'avoir tenu des propos blessants et préjudiciables.

*Motion d'ajournement*

Nous sommes résolus à lever l'interdiction de donner du sang. Le Parti conservateur n'a rien fait à ce sujet pendant ses 10 ans au pouvoir.

(La séance est levée à 18 h 58.)

**La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes):** La motion d'ajournement étant adoptée d'office, la Chambre s'ajourne à demain, à 14 heures, conformément à l'article 24(1) du Règlement.

---



# TABLE DES MATIÈRES

Le mardi 20 avril 2021

<b>AFFAIRES COURANTES</b>		Sous-amendement .....	5836
<b>Les délégations interparlementaires</b>		M. Lamoureux .....	5836
M. Serré .....	5827	M. Morantz .....	5836
<b>Le Code criminel</b>		M. Julian .....	5837
M. Calkins .....	5827	M. Champoux .....	5837
Projet de loi C-289. Présentation et première lecture .....	5827	M. Gerretsen .....	5837
Adoption des motions; première lecture et impression du projet de loi .....	5827	M. Singh .....	5837
<b>Pétitions</b>		M. Gerretsen .....	5840
<b>Les droits de la personne</b>		M. Morantz .....	5841
M. Deltell .....	5827	M. Angus .....	5841
<b>L'aide médicale à mourir</b>		M. Vaughan .....	5841
M. Viersen .....	5828	M. Doherty .....	5842
<b>Les armes à feu</b>		Mme Fortier .....	5842
M. Viersen .....	5828	Mme McLeod (Kamloops—Thompson—Cariboo) .....	5845
<b>Les thérapies de conversion</b>		M. Trudel .....	5845
M. Viersen .....	5828	M. MacGregor .....	5846
<b>La pornographie</b>		M. Fraser .....	5846
M. Viersen .....	5828	Mme Dancho .....	5846
<b>Les droits de la personne</b>		M. Lamoureux .....	5848
M. Viersen .....	5828	M. Harris .....	5848
<b>Les thérapies de conversion</b>		M. Champoux .....	5849
Mme Wagantall .....	5828	M. Berthold .....	5849
<b>Les droits de la personne</b>		M. Beaulieu .....	5851
Mme Wagantall .....	5829	M. Angus .....	5851
<b>Les droits de la personne</b>		M. Morantz .....	5852
Mme Gallant .....	5829	M. Fraser .....	5852
<b>Le trafic d'organes humains</b>		Mme Wagantall .....	5853
M. Genuis .....	5829	Mme Chabot .....	5854
<b>L'Éthiopie</b>		M. Julian .....	5854
M. Genuis .....	5829	M. Van Bynen .....	5854
<b>Les thérapies de conversion</b>		Mme Alleslev .....	5856
M. Genuis .....	5829	M. Trudel .....	5856
<b>Questions au Feuilleton</b>		M. MacGregor .....	5856
M. Lamoureux .....	5830	Mme May (Saanich—Gulf Islands) .....	5856
		M. Albas .....	5857
		M. Gerretsen .....	5858
		M. Angus .....	5858
		M. Scarpaleggia .....	5859
		M. Cumming .....	5859
		M. Vaughan .....	5861
		M. Cumming .....	5861
		M. Harris .....	5861
		Mme Wagantall .....	5861
<b>ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT</b>			
<b>Le budget</b>		<b>DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS</b>	
<b>L'exposé financier de la ministre des Finances</b>		<b>Le bénévolat</b>	
Motion .....	5830	Mme Ratansi .....	5862
M. Fast .....	5830	<b>Le bénévolat</b>	
Amendement .....	5832	Mme Saks .....	5862
M. Fraser .....	5832	<b>L'équipe Rubicon</b>	
M. Therrien .....	5833	M. Doherty .....	5862
M. Julian .....	5833	<b>Le racisme envers les Asiatiques</b>	
M. Morantz .....	5833	M. Chen .....	5862
M. Gerretsen .....	5833		
M. Blanchet .....	5834		

<b>L'agriculture et l'agroalimentaire</b>	
M. Perron .....	5862
<b>Le programme Emplois d'été Canada</b>	
Mme McCrimmon .....	5863
<b>Les restrictions liées à la COVID-19</b>	
M. Bragdon .....	5863
<b>La Maison des vétérans</b>	
Mme Lalonde .....	5863
<b>L'Université Laurentienne</b>	
M. Lefebvre .....	5863
<b>L'aide médicale à mourir</b>	
Mme Block .....	5864
<b>Le racisme envers les Asiatiques</b>	
Mme Damoff .....	5864
<b>Le budget de 2021</b>	
M. Blaney (Bellechasse—Les Etchemins—Lévis) .....	5864
<b>La santé mentale</b>	
M. Barlow .....	5864
<b>Mark Shawanda</b>	
Mme Hughes .....	5865
<b>La culture et les médias d'information</b>	
M. Champoux .....	5865
<b>L'économie</b>	
M. Baldinelli .....	5865
<b>Le budget de 2021</b>	
Mme Koutrakis .....	5865

## QUESTIONS ORALES

<b>La santé</b>	
M. O'Toole .....	5865
M. Trudeau .....	5866
M. O'Toole .....	5866
M. Trudeau .....	5866
M. O'Toole .....	5866
M. Trudeau .....	5866
<b>Le budget</b>	
M. O'Toole .....	5866
M. Trudeau .....	5866
M. O'Toole .....	5866
M. Trudeau .....	5866
M. Blanchet .....	5866
M. Trudeau .....	5867
M. Blanchet .....	5867
M. Trudeau .....	5867
M. Singh .....	5867
M. Trudeau .....	5867
<b>Les mesures d'urgence visant la COVID-19</b>	
M. Singh .....	5867
M. Trudeau .....	5867
<b>Le budget</b>	
M. Martel .....	5867
Mme Freeland .....	5867

M. Martel .....	5868
Mme Freeland .....	5868
M. Martel .....	5868
Mme Freeland .....	5868
<b>Les services publics et l'approvisionnement</b>	
Mme Rempel Garner .....	5868
M. Champagne .....	5868
Mme Rempel Garner .....	5868
Mme Anand .....	5868
Mme Rempel Garner .....	5868
M. Champagne .....	5869
<b>Le budget</b>	
M. Ste-Marie .....	5869
Mme Freeland .....	5869
M. Ste-Marie .....	5869
Mme Freeland .....	5869
M. Fast .....	5869
Mme Freeland .....	5869
M. Fast .....	5869
Mme Freeland .....	5869
M. Berthold .....	5870
Mme Freeland .....	5870
M. Berthold .....	5870
Mme Freeland .....	5870
M. Julian .....	5870
Mme Freeland .....	5870
Mme Mathysen .....	5870
Mme Freeland .....	5870
Mme Khalid .....	5870
Mme Fortier .....	5870
<b>Les comités de la Chambre</b>	
Mme Alleslev .....	5871
M. Bezan .....	5871
<b>Les services publics et l'approvisionnement</b>	
M. Kurek .....	5871
Mme Anand .....	5871
M. Kram .....	5871
Mme Anand .....	5871
M. Hoback .....	5871
Mme Anand .....	5872
<b>Le budget</b>	
Mme Larouche .....	5872
Mme Freeland .....	5872
Mme Larouche .....	5872
Mme Freeland .....	5872
<b>Les services publics et l'approvisionnement</b>	
M. Williamson .....	5872
Mme Anand .....	5872
M. Kent .....	5872
Mme Anand .....	5872
<b>La sécurité publique</b>	
M. Lewis .....	5873
M. Blair .....	5873
<b>L'agriculture et l'agroalimentaire</b>	
Mme Bessette .....	5873
Mme Bibeau .....	5873

<b>La sécurité publique</b>	
M. Calkins .....	5873
M. Blair .....	5873
M. Calkins .....	5873
M. Blair .....	5873

<b>Les services publics et l'approvisionnement</b>	
M. Aboultaif .....	5874
M. Champagne .....	5874
M. Sarai .....	5874
Mme Anand .....	5874

<b>L'assurance-médicaments</b>	
M. Davies .....	5874
Mme Freeland .....	5874

<b>Postes Canada</b>	
Mme Ratansi .....	5874
Mme Anand .....	5874

**Privilège**

<b>La présumée divulgation prématurée du contenu d'un projet de loi émanant d'un député</b>	
Mme Vecchio .....	5875
M. Gerretsen .....	5875
M. Lamoureux .....	5875

**ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT**

**Le budget**

<b>L'exposé financier de la ministre des Finances</b>	
Motion .....	5876
M. Samson .....	5876
M. Cannings .....	5877
Mme Pauzé .....	5877
M. Lamoureux .....	5878
M. Virani .....	5878
M. Berthold .....	5879
M. Thériault .....	5880
M. Thériault .....	5880
M. Virani .....	5880
M. Garrison .....	5880
M. McLean .....	5880
M. Gerretsen .....	5882
Mme Michaud .....	5882
M. Garrison .....	5883

M. Poilievre .....	5883
M. Lamoureux .....	5884
Mme Charbonneau .....	5885
Mme Mathysen .....	5885
M. Amos .....	5885
M. Calkins .....	5887
M. Thériault .....	5887
M. Masse .....	5887
M. Blois .....	5888
Mme Alleslev .....	5889
M. Desilets .....	5889
M. Cannings .....	5890
M. Ste-Marie .....	5890
M. Lamoureux .....	5893
M. Berthold .....	5893
Mme Ashton .....	5893
Mme Pauzé .....	5894
M. Berthold .....	5894

**AFFAIRES ÉMANANT DES DÉPUTÉS**

<b>Le soutien des secteurs du pétrole et du gaz</b>	
M. Aboultaif .....	5894
Motion .....	5894
M. Simard .....	5896
M. Cannings .....	5896
Mme Waganall .....	5897
M. Serré .....	5897
M. Simard .....	5898
M. Cannings .....	5900
M. McLean .....	5901

**MOTION D'AJOURNEMENT**

<b>La défense nationale</b>	
Mme Gallant .....	5902
Mme Vandenbeld .....	5903
<b>Les femmes et l'égalité des genres</b>	
Mme Kwan .....	5904
Mme Hutchings .....	5904
<b>La santé</b>	
Mme Rempel Garner .....	5906
Mme O'Connell .....	5906

Publié en conformité de l'autorité  
du Président de la Chambre des communes

---

### PERMISSION DU PRÉSIDENT

---

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

---

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :  
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of  
the House of Commons

---

### SPEAKER'S PERMISSION

---

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

---

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>